

● ÉCOLOGIE : UNE PLANÈTE MISE A SAC - Pages 11 à 13

LE MONDE diplomatique

N° 415 - 35e année — OCTOBRE 1988

32 pages - 15 F

Algérie : 6 DA; Antilles fr. / Réunion : 19,00 F; Belgique : 95 FB; Canada : 2,75 $ C; C.-d'Iv. : 1 170 F CFA; Espagne : 300 PTA; E.-U. : 2,75 $ US; Roy.-Uni : 1,30 £; Irlande : 1,70 £; Italie : 3 500 lires; Maroc : 15,50 DH; P.-Bas : 5,00 Fl.; Sénég. : 900 F CFA; Suisse : 3,80 FS; Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 19

Publication mensuelle — 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Le logement, vitrine des inégalités

(Pages 20 et 21.)

Des autres guerres

Par IGNACIO RAMONET

L'APRÈS-GUERRE paraissait ne devoir jamais se terminer. Et voilà qu'on annonce enfin — M. Reagan le claironne — le début d'un nouvel âge de l'histoire contemporaine. Il se serait ouvert en décembre dernier avec la signature du traité américano-soviétique sur les armes à moyenne portée. Dans le sillage de cette heureuse nouvelle, des négociations semblent devoir mettre fin à des conflits régionaux vieux parfois de plusieurs décennies (1). Brusquement, la planète serait saisie par une sorte de virus de la paix. Se répand aussitôt une fièvre d'optimisme, que conforte, à l'Ouest, une soudaine et radieuse euphorie économique. Assisterait-on à la fin de la « crise » ?

« *La croissance de l'économie mondiale durant le premier semestre de 1988 semble avoir été plus rapide qu'on le pensait*, indique un rapport de l'OCDE, *et la reprise en cours, commencée en 1983, est la plus longue qui ait été enregistrée depuis la seconde guerre mondiale* (2). » Les experts du Fonds monétaire international corrigent aussi leurs propres estimations ; ils affirment maintenant, avec autant de certitude qu'en avril dernier, que, pour 1988 et 1989, la croissance des pays industrialisés dépassera le taux qu'ils avaient eux-mêmes prévu (3,8 % au lieu de 2,8 %) (3).

Situation d'autant plus réjouissante qu'elle est inattendue : prophètes de malheur, de nombreux économistes n'avaient-ils pas annoncé — après le hoquet boursier d'octobre 1987 — une inéluctable récession ?

En quelques mois, et comme par magie, le monde aurait atteint ces deux objectifs impensables, que les hommes politiques, dans leurs rêves les plus fous, n'osent même pas promettre à leurs peuples : la paix et la croissance. *Ces deux rails qui*, tout droit, mènent les nations au bonheur.

Osera-t-on rompre l'harmonie de cet *idyllique tableau en rappelant* certaines nouvelles qui occupent également les grands médias ? Car, si quelques guerres paraissent en voie de règlement, d'autres, plus nombreuses encore, se poursuivent au Liban, dans les territoires occupés par Israël, au Salvador, au Nicaragua, en Ethiopie, au Soudan, au Pérou, dans le Kurdistan... avec leur long cortège de morts et de destructions. Avec, aussi, le risque de raviver *inopinément les tensions internationales*. Car la plupart de ces conflits — même ceux que Soviétiques et Américains, en se servant des Nations unies, ont accepté de régler — possèdent leur propre dynamique et leurs raisons internes, souvent enracinées dans la profondeur de l'histoire.

En outre, de nouveaux foyers *apparaissent*. L'*impulsion* donnée par M. Gorbatchev à la politique étrangère de son pays a indéniablement favorisé les règlements en cours, mais ses réformes internes font naître en Union soviétique des crispations fortes qui trouvent dans le nationalisme un périlleux terrain d'expression. Jusqu'à quel point l'agitation dans le Caucase ainsi que dans les républiques baltes affaiblit-elle M. Gorbatchev (4) ?

ON peut supposer aussi que les établissements militaro-industriels, de part et d'autre, n'acceptent pas de bon gré l'idée de perdre d'avantageux chantiers et feraient obstacle au progrès de la paix. *C'est dire si* celle-ci est fragile.

La croissance ne l'est pas moins. Comment pourrait-elle être assurée au Nord quand la plupart des pays du Sud, étranglés par leur dette et par les politiques d'ajustement du FMI, ne sont plus en mesure d'importer ? Que deviendrait-elle dans les pays industrialisés, si le nouveau président des Etats-Unis décidait — ce qui est fort improbable — de s'attaquer aux grands spectres de l'économie américaine et de combler les gouffres des déficits budgétaire et commercial ? En attendant, l'économie mondiale continuera de reposer sur un géant aux pieds d'argile et restera sous la menace d'un nouveau krach boursier aussi inéluctable que celui d'octobre 1987.

Parler de « croissance » dans un monde devenu interdépendant paraît d'autant plus impudent et incongru que les conditions de vie des deux tiers de l'humanité se dégradent chaque jour davantage.



VICTOR BRAUNER
Génération dévoratrice (1964).

DANS sa guerre contre la pauvreté, comme la victoire du tiers-monde semble lointaine ! La Banque interaméricaine de développement, qui n'a pas vocation à encourager la subversion, reconnaît qu'en Amérique latine « *le PIB par habitant — un indicateur clef du bien-être social — a été, en 1987, inférieur au niveau de 1980 dans la plupart des pays* (5) ». Assombrissant encore le tableau, M. Rainer Steckhan, directeur de la Banque mondiale, affirme que l'Amérique centrale traverse aujourd'hui « *la pire crise économique depuis le début de ce siècle* (6) ».

(Lire la suite page 3.)

(1) Lire : Claude Julien, « Le prix des armes » et « Ambition », *le Monde diplomatique*, août et septembre 1988.

(2) Rapport annuel sur « *les Perspectives de l'emploi* ». OCDE, Paris, 23 septembre 1988.

(3) *World Economic Outlook*, FMI, Washington, 20 septembre 1988.

(4) Cf. la mise en garde de M. Henry Kissinger dans son article « A Memo to the Next President », *Newsweek*, 19 septembre 1988.

(5) *Rapport annuel*, Banque interaméricaine de développement, Washington, 1988.

(6) *Le Figaro*, 28 juillet 1988.

UN DÉFI POUR LE NOUVEAU PRÉSIDENT

La diplomatie américaine moins libre de ses choix

Le président américain qui sera élu en novembre devra affronter mille défis dans un univers en mutation : poursuite du désarmement, rapide évolution des pays communistes, montée en puissance du Japon, naissance du marché unique européen, endettement du tiers-monde, fragilité du système monétaire international, environnement partout massacré — tous problèmes qui s'ajoutent, en les aggravant, aux multiples difficultés que l'ultra-libéralisme reaganien a accentuées ou créées aux Etats-Unis. Cependant, la Maison Blanche n'aura pas, sur le plan diplomatique, les coudées aussi franches que dans le passé car le Congrès joue un rôle croissant et la crise financière pèsera sur nombre de choix.

Par GABRIEL KOLKO *

QUEL que soit le président élu en novembre, la politique étrangère américaine des prochaines années reflétera le rôle croissant du Congrès dans la définition des choix diplomatiques et militaires. De même, la crise financière pèsera de tout son poids dans la gestion de la puissance des Etats-Unis. L'opinion publique continuera de s'opposer aux interventions extérieures de grande ampleur, du type de celles qui ont caractérisé la stratégie américaine depuis 1950, et le nouveau président sera soumis à des contrôles qu'aucun dirigeant n'a connus depuis 1945.

Le Congrès, depuis 1960, et quelles qu'aient été ses contradictions et les motifs complexes de ses décisions, a profondément transformé la base institutionnelle de son rôle dans le domaine de la politique étrangère. Même s'il n'a pas le pouvoir de faire prévaloir ses choix, il a désormais la possibilité de priver n'importe quel chef de l'exécutif de cette liberté qui fut celle de la Maison Blanche de 1946 à la fin des années 60.

Le président pouvait d'autant mieux imposer ses vues au Congrès après 1946 qu'il détenait le monopole quasi total de l'information sur les questions militaires et diplomatiques les plus complexes ; pendant les premières années de la guerre froide, en outre, seul l'exécutif élaborait les projets de loi.

En 1947, les commissions des forces armées du Sénat et de la Chambre — qui approuvent le budget du Pentagone — avaient seulement 20 personnes à leur disposition pour analyser des dépenses représentant 6,2 % du produit national brut américain. En 1985, l'effectif était passé à 103... Quant à la commission des affaires étrangères du Sénat, son personnel a été multiplié par 10 entre 1965 et 1975. De 1947 à 1985, le nombre de personnes travaillant pour un représentant est passé — en moyenne — de 3 à 18 ; pour un sénateur il a progressé de 6 à 40 entre 1965 et 1985. En 1979, les deux Chambres avaient au total 23 000 salariés, soit trois fois plus qu'en 1954, dont beaucoup étaient souvent plus compétents que les experts diplomatiques et militaires de la Maison Blanche.

Le Congrès gagnant en compétence, l'exécutif a éprouvé des difficultés croissantes à faire adopter ses propositions budgétaires et avaliser ses explications en matière de politique étrangère. Les auditions devant les commissions sont de plus en plus longues, et les rapports de plus en plus détaillés.

(Lire la suite page 18.)

* Historien américain, professeur à York University (Canada), auteur notamment de *Confronting the Third World. U.S. Foreign Policy, 1945-1980* (Pantheon, New-York, octobre 1988).

DANS CE NUMÉRO :

Retour aux réalités

Détente Est-Ouest, réduction des armements stratégiques, conflits régionaux en voie de règlement, spectre éloigné du grand krach financier... La tentation est forte de croire résorbées les tensions et réglés les problèmes qui traversent le monde. Rien ne serait plus illusoire. Ignacio Ramonet rappelle, ci-dessus, la continuation des guerres sous toutes les formes tandis que s'imposent les réalités trop longtemps laissées dans l'ombre.

UN AVENIR HYPOTHÉQUÉ

Avec une inacceptable irresponsabilité, les systèmes économiques dominants dilapident sans vergogne le patrimoine commun. « *La mise à sac de la planète* » menace l'avenir des générations futures. « *La survie de l'humanité en grand péril* » imposera tôt ou tard une remise en cause de nos modèles de développement et obligera à « *revoir la notion de bien-être* » *(pages 11 à 13)*. Les effets *dévastateurs se font déjà sentir* partout et d'abord chez les plus pauvres comme c'est le cas dans « *le Bangladesh, où la misère rurale est généralisée* » *(page 14)*.

L'HOMME UNIVERSEL

Quarante ans après la déclaration universelle des Nations unies, l'immense majorité des hommes luttent contre des pouvoirs établis pour conquérir liberté, justice et dignité. « *Militants non protégés* » qui, partout, combattent pour le respect des droits légitimes *(page 32)*. Contre la dictature assiégée au Chili où, le temps d'une campagne, on en vient à se demander : « *Qui a peur du général Pinochet ?* » *(page 17)*. Minorités écrasées, massacrées par les armes chimiques, comme « *les Kurdes, à la recherche d'une nouvelle stratégie* » *(page 9)*. Droits de l'enfant bafoués par la « *blessure de l'excision* » dans près de trente Etats *(page 10)*. Obscurantisme des médias contre le droit à l'information jusque dans « *l'Inde, sous le choc d'un feuilleton télévisé* » *(page 15)*. Conditions de vie dégradées pour beaucoup dans les démocraties occidentales où « *le logement, vitrine des ségrégations sociales* » reste un facteur supplémentaire d'inégalités *(pages 20 et 21)*.

GÉANTS FRAGILISÉS

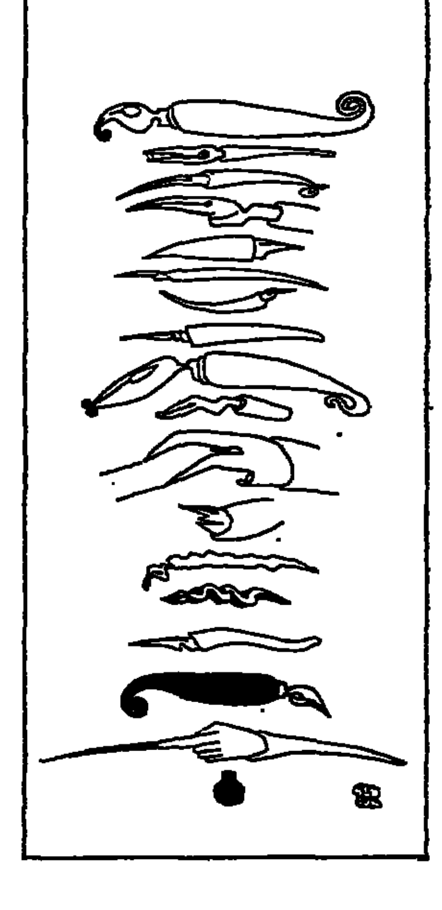
Qu'il s'agisse de l'URSS où la Révolution Gorbatchev, aboutissement d'une lente transformation des mentalités, prêche « *la résurrection des fermiers* » pour tenter de sortir d'une interminable crise agraire *(pages 4 et 5)*, ou des Etats-Unis, désormais sous l'influence dominante du Congrès qui imposera au nouveau président « *une diplomatie américaine moins libre de ses choix* », *(pages 1, 18 et 19)*, l'avenir du monde échappe de plus en plus au contrôle des Grands qui doivent d'abord se préoccuper du leur. Comme tente de le faire une Europe en formation minée par « *des disparités régionales* » que la concurrence sans merci au sein du grand marché risque d'exacerber *(pages 6 et 7)*.

Voir le sommaire détaillé page 32.



M 2136 - 415 - 15,00 F
3792136015009 04150

COURRIER DES LECTEURS



« Le Vent jaune »

Un lecteur parisien, M. Philippe Desmarest, nous fait part de ses réactions au livre de l'écrivain israélien David Grossman, le Vent jaune, *et à l'article que lui a consacré Yves Florenne dans* le Monde diplomatique *de juillet 1988.*

M. Florenne écrit notamment : *« Vous ne le croiriez pas, ni son livre, de tout autre qu'un Israélien. »* Cette phrase, me semble-t-il, est très révélatrice de la manière dont est perçu le conflit israélo-palestinien en Occident. En effet, depuis le début de ce problème, il apparaît clairement que seuls des juifs israéliens ou de la diaspora peuvent critiquer, voire condamner très durement, la politique de l'Etat d'Israël. Ces appréciations sont les seules dignes d'intérêt et dans certains cas parole d'Evangile... Les réactions des victimes, en l'occurrence les Palestiniens, ne sont qu'accessoires, ou bien évidemment arguments de propagande. La vérité dans ce conflit ne peut qu'émaner de ceux appartenant à la communauté juive, et de ce fait ne pouvant, en principe, être taxés d'antisémitisme. La presse ne s'est-elle pas intéressée il y a quelques mois au « désarroi » des intellectuels juifs face à la répression impitoyable sévissant à Gaza et en Cisjordanie ? Mais cette même presse s'est-elle intéressée au désarroi de tout un peuple vivant sous occupation depuis vingt ans et des familles exilées depuis 1948 ? Il y a toujours eu dans ce problème deux poids, deux mesures.

Mais, dans cette critique sur le livre de D. Grossman, ce qui m'a interloqué est la phrase suivante : *« C'est vrai nous ne sommes pas à Auschwitz. »* Cette expression résume admirablement, à mon avis, le blocage mental de l'Occident pour tout ce qui concerne l'Etat d'Israël et donc les Palestiens. Il semble que le génocide de six millions de juifs pendant la seconde guerre mondiale soit devenu la référence suprême des droits de l'homme lorsque *l'on évoque le traitement que l'on fait* subir aux Palestiniens depuis plus de quarante ans. Oui, ce n'est pas Auschwitz ! Mais faudra-t-il attendre l'élimination de millions de Palestiniens pour que l'on commence à s'intéresser sérieusement à leur sort ? J'avoue être « émerveillé » par l'impudence avec laquelle bon nombre d'Européens et d'Israéliens rappellent le souvenir de la Shoah lorsque le sort des Palestiniens est abordé. Il ne faudrait tout de même pas oublier que ce génocide a été perpétré en Europe, par des Européens, dans un climat d'antisémitisme virulent qui n'a jamais eu cours dans les pays arabo-musulmans, en dépit des problèmes qui ont pu survenir entre les différentes communautés religieuses ou ethniques. Alors pourquoi prendre un des sommets de la barbarie humaine comme limite à ne pas franchir, sinon comme justification, comme certains n'hésitent pas à le faire ? Ce n'est vraiment pas respecter la mémoire des morts.

Le grand défaut du livre de D. Grossman est, à mon avis, de ne pas retourner à la source de la situation actuelle : les Palestiniens ont-ils, oui ou *non,* subi une *injustice fondamentale,* à savoir la spoliation de leur terre ? 750 000 d'entre eux ont-ils été expulsés en 1948 ? Combien de villages palestiniens ont-ils été rasés ou « nettoyés » de leurs habitants comme Deir-Yassin ? *Un Palestinien de Haïfa ou de Jérusalem chassé en 1948 ou en 1967* doit-il définitivement renoncer à retourner sur sa terre natale, alors que les juifs d'URSS ou d'ailleurs n'ayant aucun lien avec la Palestine autre que religieux (et encore !) peuvent s'y installer ? La fameuse loi du Retour est décidément bien sélective tout comme l'est la défense des droits de l'homme dans les territoires occupés. 1 500 000 êtres humains privés des droits les plus élémentaires (sans compter la diaspora palestinienne bien oubliée elle aussi) ne semblent pas soulever l'indignation de nos humanistes d'Occident ; les Palestiniens ne sont ni des Noirs d'Afrique du Sud, ni des réfugiés afghans et encore moins des refuzniks...

Aujourd'hui la « révolte des pierres » a légèrement levé le voile que l'Occident avait pudiquement laissé sur les agissements de l'armée israélienne. Mais déjà, l'intérêt des médias s'émousse, et les morts et blessés quotidiens survenant dans les territoires occupés ne font plus les gros titres des journaux (...).

Malgré les témoignages poignants relatés dans le livre de D. Grossman sur le racisme odieux d'un certain nombre d'Israéliens envers les Palestiniens, ainsi que sur les conditions de vie de ces derniers, M. Florenne a peut-être raison : en Palestine, on tue des femmes et des enfants, on « brise les os » aux manifestants, on dynamite des maisons, on peut même envisager publiquement la déportation de tous les Palestiniens dans les pays arabes, mais ce n'est pas Auschwitz !

Ce que j'ai vu en Pologne

Mme Anne-Marie Chartier, économiste, docteur d'Etat, professeur de sciences économiques à l'université de Grenoble, nous écrit après un séjour de plusieurs semaines, cet été, en Pologne, pays qu'elle connaît bien et où elle a constaté une importante dégradation des conditions de vie.

Militante communiste pendant trois ans, militante trotskiste pendant quinze ans, puis militante marxiste solitaire depuis 1980, je me sens le droit d'écrire aujourd'hui. J'ai pénétré en Pologne par le sud-ouest de la Silésie, en venant de Prague. J'ai traversé la Silésie, en plein cœur des villes, sur une artère principale, pavée, au début de la nuit. De Gliwice à Katowice, c'est comme une grande ville minière qui aurait 40 km de long. Tout d'abord la ville est à peine éclairée, sinon pas du tout par endroits. Le sol pavé est affreusement cahotique. Les trous menacent à chaque instant de briser la suspension d'une auto. Les trottoirs sont quasi inexistants, et la terre battue va du pavage aux immeubles. Ceux-ci, complètement noirs, sont dans un état de dégradation très avancée. Cette dégradation de l'habitat caractérise d'ailleurs toute la Pologne.

Le caractère sombre de la ville devient effrayant à cause de la puanteur qui se répand partout : puanteurs chimiques qui prennent à la gorge. Je savais déjà qu'aucune protection contre la pollution n'existait, ni dans les cokeries ni dans les industries chimiques de la Silésie, pas plus à l'ancien complexe sidérurgique de Nowa-Huta, à Cracovie, qu'au nouveau.

J'ai vu plus tard, en plein jour, les visages taillés à la serpe de ces travailleurs harassés, miséreux (car la Pologne est aujourd'hui miséreuse), exprimant la souffrance, la colère, la méchanceté. J'ai vu la corpulence des femmes mal *nourries,* leurs jambes couvertes de varices, ou bandées de la cheville au genou avec des morceaux de tissus effilochés, puisque les bandes n'existent pas. Cela est aggravé par les files d'attente incessantes où l'on voit principalement des femmes.

J'ai vu dans les rues, dans les campings, des bandes de jeunes complètement ivres.

J'ai vu des enfants avec des vêtements trop courts ou trop longs, les manches trois fois retroussées ; j'ai vu sur eux des empilements d'habits disgracieux, dès que le temps devient humide, car même dans les magasins *Pewex il* n'y a pratiquement pas d'habits pour enfants. Qui n'a pas de famille ou d'amis en Allemagne fédérale, en France ou ailleurs, est dans l'incapacité d'habiller un enfant correctement.

Le rationnement alimentaire, tout le monde connaît. Par ailleurs, il manque tout ce qui nous rend la vie commode : le dentifrice, le papier WC, les savonnettes, les bas, le coton hydrophile, les couches, les tampax, les serviettes hygiéniques, les crayons de couleur, les taille-crayons, les lames de rasoir, les produits de beauté... les *médicaments* surtout !

Nous sommes allés camper dans l'est. J'avoue que c'est une prouesse, d'abord parce qu'il est impossible de dormir dans un camping : les ivrognes, les chants (c'est ce qui est le moins désagréable), les cris. Le gar*dien n'est pas là ou participe* lui-même aux plaisirs en question. En outre, la Pologne ne connaît pas l'eau de javel. Les toilettes sont généralement dans un état de puanteur épouvantable. Ou bien l'humidité dévore les lieux : tuyaux percés, lavabos bouchés, ou au contraire accusant de grosses fuites, murs moisis, etc. Personne ne semble concerné par cet état de choses.

Les transports en commun ne sont jamais à l'heure. Une amie me demandait d'imaginer ce que les gens enduraient l'hiver lorsqu'ils avaient emmené leurs petits enfants chez un parent (le gardiennage des enfants à domicile est interdit et mal vu, les crèches sont surchargées, malpropres, délabrées...), puis attendaient le tram, finissaient par monter dans un wagon où l'inconfort, en station debout, est difficile à décrire, arrivaient enfin au travail déjà épuisés et commençaient par s'arranger avec les collègues pour prendre du temps, à tour de rôle, pour faire les courses et la queue... et rentraient le soir, chargés de sacs, avec le même tram. Vision du prolétariat du dix-neuvième siècle dans bien des cas !

Un vieux Polonais juif, militant communiste dans sa jeunesse, dissident en 1956, mort aujourd'hui, me disait en 1984 : *« Nous avons cru que nous travaillions pour l'homme. Nous ne savions pas que dans ce système l'homme c'est de... la merde ! Nous sommes coupables de ne l'avoir pas compris. »* J'avais trouvé son propos terrible. Il me revient en mémoire aujourd'hui avec une particulière acuité.

Le PS français et le Proche-Orient

M. Pierre Guidoni, secrétaire national aux relations internationales du PS, nous écrit :

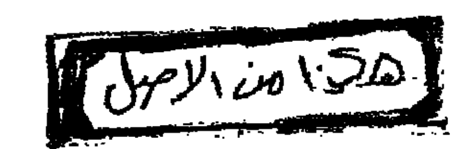
Le Monde Diplomatique du mois d'août publie, sous la signature de notre ami Jean Ziegler, un article concernant le Parti socialiste français et le Proche-Orient. Je voudrais vous apporter à ce sujet quelques compléments d'information : le bureau exécutif du PS a pris position dès le mois de décembre sur le soulèvement palestinien, et la presse a largement fait écho au communiqué publié alors, comme à la longue déclaration faite à l'AFP à Jérusalem par mon prédécesseur, Louis Le Pensec, qui a conduit en février une mission du parti en Israël et dans les territoires occupés. Nous avons eu bien d'autres occasions de confirmer par la suite nos positions sur cette question, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas en retrait par rapport aux autres partis membres de l'Internationale.

Si le PS n'est pas intervenu en séance plénière à Madrid, c'est qu'il était, de fait, absent de ce Conseil. Tous ses dirigeants étaient retenus à Paris par l'élection présidentielle. Mais notre camarade Alain Chenal a très largement participé aux travaux du comité spécial sur le Proche-Orient et à sa commission de rédaction. Le PS n'était donc nullement « isolé ». Le fait que le prochain Conseil de l'Internationale soit prévu... à Paris, devrait en témoigner.

[M. Guidoni fait allusion au communiqué dans lequel, le 14 décembre 1987, le PS exprimait *« sa très vive inquiétude au sujet de la recrudescence de la tension dans les territoires occupés »*, une situation qui *« rend plus nécessaire que jamais la recherche d'une solution politique équitable et négociée dans le cadre d'une conférence internationale de paix »*. L'autre allusion concerne la déclaration de M. Le Pensec (AFP, 12 février 1988) dénonçant *« les méthodes délibérément brutales, politiquement néfastes, moralement condamnables »* d'Israël.

En août, une délégation du PS italien, dirigée par M. Craxi a rencontré les dirigeants de l'OLP à Tunis. M. Craxi a encouragé l'OLP à constituer un gouvernement et accusé M. Shamir de « fanatisme ». En septembre, la venue au Parlement européen de M. Arafat et sa rencontre avec M. Roland Dumas n'ont pas fait l'unanimité au sein du parti socialiste français].

● PRÉCISION. – Mlle Houria Zefzef, de Paris, nous signale une erreur dans la bibliographie de l'article de René Bayssière « Munich ou l'illusion de la paix » (*le Monde diplomatique,* septembre 1988) ; le titre du livre de Jean-Pierre Azéma cité dans la note 10 est *De Munich à la Libération.*



ÉCHECS DU POUVOIR, INSUCCÈS DE L'OPPOSITION

Le labyrinthe polonais

LA Pologne fait naufrage. Au cœur de l'Europe, le pays s'enfonce dans le gouffre de l'autodestruction : administration à la dérive (hormis l'appareil policier), économie à vau-l'eau, société déboussolée, harassée, excédée. Le nouveau premier ministre, M. Rakowski, aura sans doute le plus grand mal à sortir son pays du labyrinthe. Surtout s'il tarde – comme le fait le général Jaruzelski depuis sept ans – à établir, avec Solidarité et avec l'Eglise, un indispensable « pacte anticrise ».

Par JEAN-YVES POTEL *

Une autre histoire commence cet automne à Varsovie. Elle est l'aboutissement de plusieurs échecs et de l'éveil d'une société qui, tirée par ses jeunes ouvriers, sort à peine de sept années de torpeur. Ce n'est pas la répétition du scénario d'août 1980. Mais, comme alors, elle naît de l'exaspération, de la colère et du dépit qu'ont suscités les échecs successifs des réformes économiques proposées par le pouvoir.

La « seconde étape » de ces réformes économiques (1), engagées par le général Jaruzelski et le premier ministre Zbigniew Messner à l'automne 1987, avec des moyens exceptionnels (soutien du FMI, premier référendum depuis 1946, réorganisation de l'administration), n'a pas donné les résultats escomptés. Elle est même devenue, dans les conversations quotidiennes, la « seconde crise », crise maintenant qualifiée par la presse de tous bords de *« crise de civilisation »*. Une formule qui résonne avec solennité dans l'imaginaire d'un pays longtemps considéré, face aux immenses steppes de l'Est, comme le *« dernier rempart de la civilisation occidentale »*.

Echec économique que les statistiques, d'ailleurs peu fiables, ne traduisent qu'imparfaitement. Les conditions de vie de la grande majorité de la population sont devenues intolérables. On estime par exemple qu'il fallait 2 000 zlotys en 1980 pour vivre correctement, 8 000 en 1985 et 18 000 aujourd'hui (2). Se loger est devenu, pour la jeune génération, un cauchemar ; se soigner correctement est de plus en plus aléatoire (médecins, infirmières et patients le clament ouvertement) ; éduquer ses enfants ou améliorer sa qualification professionnelle relèvent du pari (les écoles sont dans un état lamentable, sans parler du contenu de l'enseignement, en particulier de la formation technique, terriblement en retard).

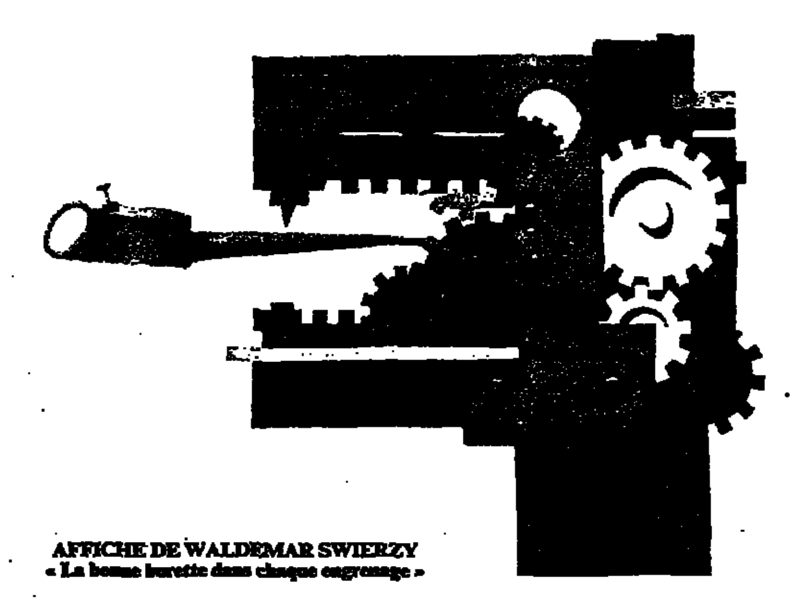
Ainsi, sept années après le coup d'Etat du général Jaruzelski, la Pologne ressemble de plus en plus à un pays en état d'anomie, invertébré, où l'on ne peut vivre sans avoir recours au système D. Et ce système profite surtout à des groupes soutenus indirectement par le pouvoir, que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier de *« nouvelle bourgeoisie rouge »* (3).

Ces problèmes, certes peu nouveaux, sont maintenant ouvertement abordés dans la presse officielle. Ils inquiètent au plus haut point le pouvoir, d'autant que les conditions de vie s'étaient légèrement améliorées de 1983 à 1986. La dégradation des services (jusqu'aux transports en commun plus chers, plus rares et de piètre qualité) s'ajoute aux revenus insuffisants et à la pénurie de nombreux biens. Tel est le premier et plus lourd échec de l'homme du 13 décembre 1981.

Mais ce n'est pas tout. Le général Jaruzelski n'a pas réussi, non plus, à renforcer son assise dans le pays ; le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) n'est soutenu que par les profiteurs du système. Un sociologue très proche du général, M. Jerzy Wiatr, reconnaissait récemment cet isolement : *« L'attitude de la classe ouvrière dans sa majorité est négative face à l'idée et à la pratique du socialisme. Elle soutient moins qu'avant le Parti* (...). *C'est le POUP qui est responsable de cette régression* (4). » Et les sondages publiés régulièrement dans les journaux du Parti le montrent : le mécontentement social n'a cessé de croître (5). En novembre 1985, 38 % des personnes interrogées estimaient la situation mauvaise ou très mauvaise ; deux ans plus tard, les mécontents étaient 70 % !

Et la confiance dans les autorités s'est effondrée : en mai 1988, seulement un Polonais sur cinq croyait en l'efficacité du gouvernement. De l'analyse détaillée de ces sondages il ressort que ce sont les personnes les plus âgées, les moins cultivées, et les paysans qui constituent le gros des optimistes. En revanche, dès le début 1988, une majorité de jeunes et de travailleurs des grandes entreprises (40 % des 7 millions d'ouvriers ont entre quinze et vingt-neuf ans) jugeaient inévitable, si rien ne changeait, un affrontement avec le pouvoir.

Un bouleversement semble s'être amorcé, il y a un peu plus d'un an, dans les profondeurs de la société polonaise. Il se caractérise par un mécontentement grandissant de la jeunesse ouvrière et étudiante, par un effondrement de la confiance à l'égard du pouvoir, et par un sentiment net que toute perspective est bouchée pour une majorité de la population. Ce pessimisme généralisé a eu des effets contradictoires : regain de l'émigration et repli sur soi, certes, mais aussi apparition d'un nouvel esprit revendicatif dans les entreprises et les universités.



AFFICHE DE WALDEMAR SWIERZY
« La bonne burette dans chaque engrenage »

Sur le plan syndical, la première vague de grèves, en avril-mai 1988, fut provoquée par une génération entrée à l'usine après le coup d'Etat. En août dernier, une seconde vague entraînait des couches ouvrières plus larges. Et si ces grèves ont secoué le pouvoir (6), elles ont aussi fortement surpris les militants de Solidarité. Les mouvements revendicatifs de cet été ont généralement pris naissance en dehors ou à côté de ce qui restait du syndicat indépendant, bien que les acteurs de ces grèves se soient immédiatement reconnus dans ses symboles et le mythe de Solidarité. En cela ils prolongeaient une tradition ; et comblaient les espoirs des dirigeants du syndicat interdit.

Ce réveil militant d'une jeunesse très agressive préoccupait depuis plusieurs mois les amis de Lech Walesa, qui ne parvenaient pas à bien comprendre ses objectifs. D'autres mouvements « parallèles », mobilisés sur des thèmes comme le désarmement et l'objection de conscience, avaient mieux réussi : c'est le cas du mouvement Liberté et Paix (WIP) qui après de nombreuses manifestations et grèves de la faim obtint du pouvoir l'instauration d'un service civil pour les objecteurs de conscience, et la modification du serment du soldat (qui comprenait une promesse de fidélité à l'Union soviétique).

Ces victoires partielles ont redonné confiance. L'échec des grèves en avril et mai n'a pas été vécu comme un effondrement. Contrairement à la génération précédente, celle de Walesa, qui, de 1976 à 1981, n'avait cessé de remporter des victoires sur le front social pour ensuite être assommée par le coup du 13 décembre 1981, cette jeune génération a commencé à se battre sous le général Jaruzelski, elle a appris à perdre une grève et à en tirer plus de force pour mieux engager la suivante. Ainsi, les deux mouvements sociaux de cette année, les plus puissants depuis sept ans, ont permis d'établir un lien entre une opposition aguerrie, habile, et la partie la plus déterminée de la classe ouvrière.

La manière dont M. Lech Walesa a su et pu arrêter ces mouvements à la fin août témoigne du crédit de confiance dont il dispose encore chez les nouveaux ouvriers. Mais la détermination de ces jeunes, exaspérés par les face-à-face interminables entre le Parti et Solidarité, et par les louvoiements du pouvoir, menace sans cesse de déborder la direction du syndicat dissous.

Vers un « pacte anticrise » ?

L'HISTOIRE qui commence cet automne en Pologne réveille des forces que personne ne contrôle complètement dans un pays excédé, désespéré. On est loin du manichéisme (*« eux et nous »*) du début des années 80.

L'équipe autour du général Jaruzelski est usée, comme l'a bien montré la démission, le 19 septembre dernier, du gouvernement de M. Messner. Elle n'a pas fait d'autres preuves que policières, et ne dispose plus de personnel de rechange. Dans l'ensemble il s'agit d'un appareil accroché à ses privilèges et corrompu, qui a perdu confiance dans ses propres valeurs. Et qui est isolé dans la communauté socialiste, où on lui reproche à la fois les réformes réalisées et son incapacité à les réussir. Son meilleur allié paraissait être Moscou, et le voyage de M. Gorbatchev en juillet dernier à Varsovie semblait le confirmer. Depuis, il y a eu les grèves d'août, le nouvel échec du pouvoir et cet article dans un journal de Moscou, *Sovietskaya Rossia*, le 15 septembre dernier, demandant la démission du gouvernement polonais et soutenant les ouvriers qui *« résistent contre les échecs de la politique économique »* (7).

La direction de Solidarité doit également faire ses preuves, tant auprès de cette jeune génération qui lui fait confiance que de ceux qui ont vécu les seize mois exaltants de 1980-1981. Ceux-là pensent qu'un affrontement est perdu d'avance. Ils ne s'engageront pas sans perspectives réalistes. D'où une certaine modération des dirigeants de Solidarité qui cherchent à convaincre ceux que M. Jacek Kuron appelle la « majorité silencieuse ». *« Les téméraires,* écrivait-il après les grèves du printemps dernier, *devraient se donner la tâche suivante : travailler avec les moins téméraires, convaincre la majorité de sa force, lui montrer qu'elle peut faire beaucoup car pour la première fois depuis quarante ans les circonstances extérieures lui sont favorables* (8). »

Aussi la table ronde entre le pouvoir et M. Walesa imposée par les mouvements de l'été se place-t-elle dans la continuité d'un débat engagé publiquement entre l'opposition, l'Eglise et le pouvoir depuis le mois de février 1988. Son objet : le « pacte anti-crise ». La formule a été lancée en février par un journaliste d'une publication officielle qui interrogeait l'un des principaux conseillers de Lech Walesa, M. Bronislaw Geremek (9). Et depuis, les commentateurs proches du pouvoir font clairement entendre deux voix : il y a, comme d'habitude, les attaques très virulentes contre l'opposition et contre les grévistes, mais aussi des ouvertures et des marques de conciliation de plus en plus précises. Certains se prononcent même pour la *« légalisation de l'opinion »* et pour la création de « clubs politiques » (mai 1988). Un philosophe du POUP résumait ainsi la situation : *« Il faut créer une nouvelle relation entre le pouvoir et la société. Ce qui manque le plus au gouvernement actuel, c'est l'authenticité* (10). »

Le nouveau chef de gouvernement, M. Rakowski, dans ses premières déclarations, a laissé entendre que son gouvernement de « coalition » irait dans ce sens. Cela suffira-t-il à tirer la Pologne de son grand marasme ?

* Auteur de *Gdansk, la mémoire ouvrière*, La Découverte, Paris, 1982.

(1) Voir François Bafoil, « L'indispensable réforme est-elle possible en Pologne ? », *le Monde diplomatique*, avril 1988.

(2) Voir l'article de Joanna Solska, *Polityka*, Varsovie, du 20 août 1988. D'après les estimations officielles rapportées par cet auteur, le coût de la vie aurait augmenté de 900 % depuis 1980.

(3) Voir à ce propos *le Monde* du 31 août 1988.

(4) *Sztandar Ludu*, Varsovie, 29 juillet 1988.

(5) Voir notamment les données présentées par le Dr E. Smilowski, in *Polityka*, 6 août 1988.

(6) *« Nous n'avions pas prévu que ces événements atteindraient une telle ampleur »*, déclarait en septembre M. Rakowski, membre du Bureau politique du POUP aux *Nouvelles de Moscou*, pour conclure : *« Les actuels grévistes n'ont pas du tout de slogans antisoviétiques. Et en 1981, ils en avaient. »*

(7) *International Herald Tribune*, 17 septembre 1988.

(8) *Tigodnik Mazowsze* du 25 mai 1988, cité *in le Bulletin d'information de Solidarnosc*, n° 198.

(9) Il s'agit de *Konfrontacje*. On retrouvera l'essentiel des positions exprimées par B. Geremek dans un entretien publié par *le Monde*, 3 septembre 1988.

(10) *Konfrontacje*, mai 1988 ; *Polityka*, 16 juillet 1988.

Des autres guerres

(Suite de la première page.)

Quant à l'Afrique noire, véritable naufragée du développement, 70 % de sa population ne connaissent que le sous-emploi, et elle comptera, à la fin du siècle 284 millions de chômeurs (7). Tous ces exclus de la « croissance » rendent celle-ci bien précaire.

De surcroît, et malgré leur grandissante pauvreté, les Etats du tiers-monde ont continué de transférer vers les pays riches plus de capitaux qu'ils n'en ont reçu d'eux. En 1987, ils ont injecté 30 milliards de dollars dans l'économie du Nord. La Banque mondiale a elle-même bénéficié – en contradiction avec son objectif fondateur – de « transferts nets négatifs » en provenance de pays très endettés. Le Brésil a payé 600 millions de dollars de plus qu'il n'a reçu d'elle, l'Egypte 109 millions... (8).

EUPHORIE ? Détente ? D'autres conflits internes, venant sans aucune discrétion troubler la nouvelle harmonie, ont éclaté ces dernières semaines dans plusieurs endroits de ce petit village planétaire. En Haïti, en Irak, en Birmanie, au Chili, en Pologne, des citoyens continuent de combattre et de souffrir pour cette idée toujours neuve qu'est la démocratie.

A ceux qu'assoupiraient la « paix » et la « croissance » actuelles, ces autres guerres rappellent que la sécurité n'est pas seulement – dans un monde devenu complexe – un concept militaire, qu'elle est également économique, écologique, sociale et même socioculturelle. Il ne peut y avoir de véritable sécurité que si le modèle de développement imposé par le Nord (Est et Ouest confondus) est remis en cause. Alors cesseront peut-être la destruction de l'environnement, l'inversion des flux de capitaux, la dilapidation des ressources dans la course aux armements, la prolifération des mœurs affairistes et corrompues, l'accroissement de l'analphabétisme...

La planète est trop petite, trop exposée, et la démocratie est l'affaire de tous.

IGNACIO RAMONET.

(7) *Les Afriques de l'an 2000*, la Documentation française, Paris, 1988.

(8) *Rapport annuel*, Banque mondiale, Washington, 19 septembre 1988.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef : Micheline PAUNET, Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

LA POURSUITE DES RÉFORMES

« L'URSS en mouvement »

Un essai de Jean-Marie Chauvier

Les livres sur l'Union soviétique se multiplient ; ils ne portent souvent que sur l'histoire immédiate ou sur la personnalité de M. Mikhaïl Gorbatchev. Celui de Jean-Marie Chauvier *l'URSS en mouvement* (1), dont nous publions ci-dessous des extraits, n'a pas son pareil. Connaissant à fond le pays, son évolution historique et ses cultures plurielles, l'auteur explique le nouveau cours politique comme la conséquence d'une lente transformation des mentalités, des consciences, et le résultat d'un mûrissement des idées. Il analyse avec finesse le terreau culturel où s'enracine l'actuelle « révolution Gorbatchev » et nous permet de comprendre pourquoi les transformations, certes lentes et chaotiques, mais réelles, survenues au cours des trente dernières années – urbanisation, instruction, information, modernisation technique... – ont favorisé l'essor d'une société civile et d'une intelligentsia préoccupées par les droits civiques, l'écologie, l'efficacité économique, la conservation du patrimoine, la vérité historique...

Mais cette génération éprouve aussi, selon Jean-Marie Chauvier, une forte nostalgie des origines, qui s'exprime parfois par des crises de nationalisme.

I. R.

(1) A paraître en novembre prochain, avec une préface de Claude Julien, aux éditions de l'Aube (Le Revest, 84240 La Tour-d'Aigues.)

« LES Russes ont porté le plus lourd fardeau. En pertes humaines : 14-18, guerre civile, collectivisation, guerre 41-45. Ils travaillent le plus pour les industries d'armement, ils ont fourni la plus grande part d'ouvriers dans les pays baltes et en Asie centrale. C'est sur eux que reposent, pour l'essentiel, l'industrie spatiale, la mise en valeur du Nord, de la Sibérie, des nouvelles zones d'extraction du pétrole et du gaz. Les paysans russes sont parmi les moins bien lotis. Moscou occupe la 70e place pour les infrastructures urbaines. *Le peuple russe a beaucoup donné, très peu reçu.* C'est la base du problème. Bien sûr, la réaction prend des formes maladives. Il faut porter une grande attention aux régions russes. »

L'homme qui parle, Ovseï Chkaratan, l'un des maîtres de la sociologie du travail, d'origine juive, n'a rien d'un nationaliste russe. Il prend en compte une réalité douloureuse, des sentiments qu'on a trop rapidement qualifiés – en URSS et en Occident – de « chauvinisme » ou de « xénophobie », en faisant l'amalgame entre toutes les expressions d'une véritable crise d'identité : écrivains villageois, écologistes, groupes religieux et nationalistes.

Le malaise russe est sans doute incompréhensible pour qui s'imagine une Russie impériale dominatrice, s'arrogeant tous les droits et tous les profits.

La position hégémonique des Russes dans les centres de décision est indéniable. Il est beaucoup moins évident qu'ils aient, de cette position, tiré grand bénéfice pour leur niveau de vie, leur confort, ou leur culture. Le contraire est souvent vrai.

AUX sources du malaise, l'atteinte historique aux deux fondements de la culture russe traditionnelle : sa civilisation paysanne et sa religion. La Russie fut l'épicentre du séisme social qui a fait s'effondrer cette culture millénaire et surgir, en l'espace de quelques années, le nouveau monde industriel qui, de surcroît, se voulait athée. Les Russes, beaucoup de Russes, ont fait cette révolution dans l'enthousiasme, la fièvre iconoclaste, l'adoration des dieux nouveaux du machinisme, de l'instruction, de l'art futuriste et constructiviste ou prolétarien et réaliste socialiste. Beaucoup en sont revenus et, avec leurs enfants, dressent le bilan de la terrible charge physique et mentale que l'histoire a fait peser sur les épaules russes et, sans doute, biélorusses et ukrainiennes. Les hécatombes de quatre guerres en l'espace de trente année (1914-1944) : deux mondiales et deux civiles, famines et épidémies comprises. Aujourd'hui, ce bilan s'appelle : baisse de la démographie et « tragédie nationale » de l'alcoolisme. Il faut y ajouter le poids des désillusions. Les Russes ont sans doute le plus ardemment cru en l'avenir communiste. Comment ne pas comprendre qu'aux ferveurs d'antan succède une tendance à la dépression et à la mélancolie. Comme le dit Julia Kristeva, « Rien de plus triste qu'un dieu mort, et Dostoïevski lui-même sera troublé par l'image navrante du Christ mort dans le tableau d'Holbein, apposée à la « vérité de la Résurrection ». Les époques qui voient s'écrouler idoles religieuses et politiques, les époques de crise sont particulièrement propices à l'humeur noire... la mélancolie s'impose, se dit, fait son archéologie, produit ses représentations et son savoir (1). »

En quête des lieux de la mémoire, des patriotes russes voient en songe des églises pillées et détruites, les visages ou les noms d'historiens, de penseurs russes du dix-neuvième siècle que l'intolérance marxiste-léniniste après 1917 a condamnés. En songe ? Pas seulement : la télévision de la « glasnost » les leur donne à voir, l'édition, les revues, les romans historiques en restituent la mémoire. La redécouverte de ces continents engloutis excite les imaginations et parfois la colère. Des Russes croient *désormais que leur passé national* (et *impérial*) *a été* injustement décrié, au bénéfice des « peuples opprimés », non russes, auxquels la révolution offrit le droit à disposer d'eux-mêmes. Ils pensent que certaines nationalités non russes d'Union soviétique ont pu, mieux que les Russes, préserver leurs traditions, leurs religions. Affirmation choquante, sans doute, pour tous ceux (Kazakhs, Yakoutes, Tatares de Crimée, Juifs, etc.) qui ont subi, au contraire, pressions et agressions diverses envers leurs statut et identité. Choquante aussi pour qui n'ignore l'exploitation, sous Staline, du chauvinisme grand-russe, *le culte des héros et des valeurs militaire* tsaristes depuis la guerre, la réécriture de l'histoire officielle tendant à exalter les « aspects positifs » du colonialisme russe, à l'encontre des interprétations marxistes qui prévalurent dans les années 20.

Mais la question n'est pas là. La question est qu'effectivement des pans entiers de la culture russe ont été détruits, que les soucis de ménager les susceptibilités nationales a souvent joué en faveur de certaines minorités, de leurs traditions, alors que la Russie – politiquement avantagée, mais idéologiquement plus soumise, plus intégrée – n'avait pas le bénéfice de telles « compensations ». Du coup, il est plus facile d'être Géorgien en Géorgie, Arménien en Arménie, Estonien en Estonie, musulman en Asie centrale, que « pleinement russe » à Moscou, Riazan ou Vologda.

La renaissance russe des années 70-80 s'articule autour de trois mouvements qu'animent les écrivains villageois et de nombreux scientifiques :

– la défense des villages condamnés par les plans de regroupement. Les régions les plus démunies du centre et du nord de la Russie sont particulièrement touchées ;

– l'écologie de la nature : ce sont les SOS en cascade en faveur des lacs et des cours d'eau pollués, contre la destruction des forêts. C'est surtout la mobilisation autour du « Baïkal sacré » et contre le projet de détournement des fleuves sibériens ;

– l'écologie de la culture, le « sauvetage » du patrimoine architectural, religieux de la Russie, voire de son existence en tant que peuple « menacé de dégénérescence » par l'alcoolisme.

DES structures officielles permettent à ce mouvement de se rassembler. Ce sont les associations de protection de l'environnement. C'est, plus spécialement, la Société bénévole pour la protection des monuments historiques et culturels de Russie. Elle regroupe 800 000 membres en 1988. Elle organise conférences, excursions spécialisées en architecture et histoire de l'art, assistance volontaire (pendant les congés annuels) à la restauration des églises, monuments et sites longtemps négligés. Un tel mouvement suscite enthousiasme et dévouement. C'est l'exemple-type d'une forme de renaissance de la société civile au travers de structures officielles.

Un homme symbolise cette renaissance : l'académicien Dimitri Likhatchev. Philologue, historien de la civilisation médiévale russe, ses premiers travaux remontent aux années 20. Arrêté sous Staline, bagnard aux îles Solovki, réhabilité, unanimement respecté, il est, au début des années 80, aux limites de la dissidence. Or le voici, sous Gorbatchev, chargé de présider le nouveau Fonds de la culture, à la direction duquel participe également Raïssa Gorbatcheva. A ce poste, c'est lui qui mène la bataille pour la restauration de la culture mutilée, œuvres littéraires, églises, échanges avec le monde extérieur. Dimitri Likhatchev fait figure de sage, de médecin de l'âme penché au chevet de la nation. Il n'est pas communiste, mais les dirigeants du parti, dont M. Gorbatchev, prennent auprès de lui conseil. Il n'appartient pas à la génération, plus jeune, des « libéraux » formés dans les années 60, mais tous lui reconnaissent une autorité morale. Il n'est pas nationaliste, mais sa passion de la culture russe le place au-dessus de tout soupçon de russophobie. S'il défend les valeurs russes, c'est sans ostracisme, dans l'ouverture de la « laïcité ». On lui doit pour une part, sans doute, la réhabilitation officielle de l'Eglise orthodoxe russe, à l'occasion du millénaire du baptême de Rous, en juin 1988. Likhatchev souligne les fondements chrétiens de l'Etat et de la civilisation en Russie (2).

Que signifie cette réhabilitation pour le pouvoir ? Un impressionnant documentaire montré à la télévision, Khram (le Sanctuaire) nous en propose une interprétation. Les Soviétiques ont eu de quoi être surpris : on y montre le vandalisme athéiste des années post-révolutionnaires, les fastes de l'Eglise, son loyalisme lors de la Seconde Guerre mondiale. Les seuls accents critiques visent les excès de l'athéisme. Il n'y a que de discrètes allusions au rôle de l'Eglise comme pilier de l'empire des tsars. C'est à la limite de la complaisance. L'esprit de tolérance y remporte une victoire. Pas la lucidité historique. C'est l'hommage d'une puissance à une autre. La main tendue en vue d'une coexistence plutôt que l'amorce d'un dialogue, d'une réflexion approfondie. Voilà une approche, pas la seule. Les contestataires au sein de l'Eglise lui reprochent ses compromissions avec le régime. Structure fortement hiérarchisée, imprégnée de tradition patriotique, plus férue de liturgie que de réflexion philosophique, l'Eglise orthodoxe a effectivement passé un compromis avec l'Etat-parti : loyalisme, représentation des intérêts soviétiques au sein des assemblées religieuses internationales et du mouvement de la paix, renoncement au prosélytisme, en échange de la liberté de culte et de l'autonomie de gestion de ses biens. Ce n'est pourtant pas une vassalisation, moins encore une capitulation. L'Eglise conserve la tradition et la foi, forme des prêtres, incarne la seule structure, la seule liturgie, l'unique « mouvement de masse » ne se réclamant pas du communisme (3).

Avec elle, M. Gorbatchev contracte une sorte de « compromis historique », dans l'esprit d'Enrico Berlinguer, ou du poème d'Aragon chantant la résistance commune de « celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas ». Mais ce compromis n'est pas dicté par la puissance de l'Eglise. On ne peut tout à fait l'assimiler non plus à la situation de 1941, lorsque, face aux hordes nazies, Staline en appela aux « frères et sœurs ! », les popes *répondant en bénissant l'armée rouge. Mais il y a de cela.* La « perestroïka » est une nouvelle « guerre patriotique ». Elle réclame le rassemblement de toutes les énergies. Gorbatchev adopte la formule de Kadar en Hongrie : « Qui n'est pas contre nous est avec nous. » Il y a de cela et davantage. Vers l'extérieur, l'alliance avec l'Eglise est un argument pour le dialogue avec l'Ouest. Y compris le Vatican où Jean-Paul II est à la fois l'allié potentiel du Kremlin dans « la lutte pour la paix » et un redoutable adversaire tendant à disputer l'hégémonie idéologique au pouvoir soviétique, *via* les catholiques d'Ukraine (Eglise uniate) et de Lituanie, et dans la foulée de l'œuvre déjà accomplie en Pologne (4). Sur ce dernier point, M. Gorbatchev ne doit pas craindre ses alliés orthodoxes : ils redoutent encore plus que lui la rivalité catholique.

MAIS comme d'autres aspects de la renaissance culturelle en URSS, la réhabilitation de l'orthodoxie ne peut être réduite à une opération politique. Elle se trouve au confluent de la conjoncture et d'un mouvement plus profond, d'ordre spirituel. Lors du millénaire, le pouvoir invite l'Eglise à participer à la restauration des « valeurs morales compromises ». Un terme très chrétien comme « milosierdie » (composé de « gentil » et « cœur », la miséricorde, la charité) apparaît dans des textes officiels. Celui de « doukhovnost » (spiritualité) est déjà leitmotiv depuis longtemps. Les notions de « bien » et de « mal » retentissent du haut des tribunes de congrès, sans autre connotation que celle d'une « morale universelle », fondée sur des valeurs partagées par tous les hommes. Les livres de Vasyl Bykov – et l'une de leurs transpositions à l'écran, *l'Ascension*, par Larissa Chepitko, dans la figure du Christ-partisan immolé – font revivre les notions religieuses de « podvig » l'exploit spirituel, le dépassement de soi, – d'intransigeance morale. Le « retour de Dieu » a fait scandale, en 1987, lorsqu'il s'effectua dans la forme d'un roman signé Tchinguiz Aïtmatov, vice-président de l'Union des écrivains, d'origine musulmane. Une lecture polémique de cette œuvre de réflexion très libre sur le christianisme a sans doute extrapolé ce qui n'était « que » recherche de spiritualité – attitude des plus répandues aujourd'hui dans l'intelligentsia. Face au cynisme et au dessèchement des rapports interpersonnels, face à la mort individuelle comme à la mort collective entrevue à Hiroshima ou à Tchernobyl, quelles réponses trouver dans les manuels de la philosophie athéiste officielle ? Telle est bien la question posée, et si des « chercheurs de Dieu » apparaissent aujourd'hui – note Andréi Nouïkine dans *Novy Mir*, – c'est à la manière de Dostoïevski et Tolstoï, réveilleurs de la conscience, « de l'amour du prochain et de la solidarité ». L'écrivain sibérien Valentin Raspoutine : « Je n'aurais sans doute jamais été croyant si l'athéisme n'était pas chez nous si agressif, si haineux, si indécent, parfois au mépris des lois. C'est pour cette raison que tant de gens adhèrent aujourd'hui à l'Eglise (5). »



Roger Viollet

BATAILLE DE NIJNI NOVGOROD (1392)
Revendiquer la « russité », pas les traditions despotiques

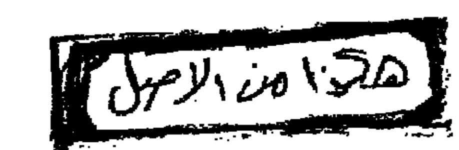
L'AFFIRMATION de la chrétienté de la Russie est aussi l'occasion de réveiller la vieille querelle sur la double appartenance du pays à l'Europe et à l'Asie. Les occidentalistes insistent sur les liens avec l'Europe – à travers le christianisme. Les « eurasiens », sur les relations avec les peuples d'Asie, et le fait que l'Etat russe s'est construit dans la résistance à l'expansionnisme catholique (depuis les chevaliers Teutoniques) et occidental (jusqu'à Hitler), autant qu'aux invasions tataro-mongoles.

En 1980, le six centième anniversaire de la bataille de Koulikovo (1380) – premier acte d'un long mouvement de libération – a permis aux tenants des deux camps de s'affronter. En toile de fond : le traumatisme historique de deux cent cinquante années d'invasions, de guerres et de pillages, principalement le fait des hordes de Gengis Khan, qui, de l'avis de la plupart des historiens russes et occidentaux, ont détruit la civilisation et les traditions démocratiques de la « Rous » kiévienne (6). L'empire nomade n'en comportait pas moins des aspects « constructifs » : tolérance religieuse, développement des relations postales et commerciales, mise en place d'une administration forte et efficace. Les historiens de l'école « eurasienne » retiennent ces aspects, le destin historique commun des Russes et d'une multitude d'ethnies asiatiques et européennes, la « symbiose ethnique » avec les Mongols, du moins avant que la Horde d'or, composée de païens et de chrétiens nestoriens, n'eût adopté l'islam (7). A l'opposé, les européanistes, fussent-ils nationalistes comme l'auteur de *Pamiat*, Vladimir Tchivilikhine (8), soulignent le désastre du règne tataro-mongol : isolement de l'Europe, construction d'un Etat despotique écrasant le corps social (9), ce « *puissant Etat centralisé* des temps modernes » que Tchivilikhine voit naître avec satisfaction de la libération du joug tataro-mongol. Sans doute loin de partager le point de vue de Karl Marx : « La Moscovie est née, a grandi, à l'école abjecte et terrible de l'esclavage mongol (10). »

La renaissance culturelle russe ne doit pas être confondue avec les nationalismes frileux ou agressifs qu'elle encourage par ailleurs.

Le patriotisme d'un Dimitri Likhatchev ou d'un Serguei Zalyguine (revue *Novy Mir*) ne se définit pas par l'exclusion ou le refus du métissage culturel. Dans l'héritage de la « russité », il n'entend pas recueillir les traditions despotiques, ou *a fortiori* celles des Cent noirs (11) ou d'autres obscurantismes. Les patriotes réformateurs des années 80 condamnent le chauvinisme, l'isolationnisme qui ont causé tant de dégâts dans la vie intellectuelle et scientifique du demi-siècle écoulé. Si le souci existe de surmonter les traumatismes et l'esprit de la guerre civile, ce n'est pas pour rétablir une « continuité russe » qui remettrait en question la révolution de 1917, ni surtout son potentiel démocratique. Ce serait plutôt une « réconciliation nationale » à l'espagnole, tendant à rassembler et à construire plutôt qu'à régler de vieux comptes. Même si les injustices doivent être réparées, et l'abcès du stalinisme crevé de manière radicale. Dans cette optique, l'identité russe se cherche dans le renouement avec les traditions les plus démocratiques, de la Russie de Kiev aux soviets de 1917, dans l'ouverture à l'Europe, à l'Occident – lesquels ne sont plus réduits au seul « système capitaliste » mais envisagés, aussi, en tant que civilisation, culture de société civile et de démocratie.

(1) Julia Kristeva. *Soleil noir, Dépression et mélancolie.* Gallimard, Paris, 1987.
(2) *Ogoniok*, 10 mars 1988.
(3) V. Ditirim Fred Mayer. *L'Eglise orthodoxe russe*, Herscher, Paris 1982.
(4) Voir *le Monde* daté 31 mai-1er juin 1987 et du 23 mars 1988.
(5) A. Nouïkine, *Novy Mir* 4-1987, Tchinguiz Aïtmatov, *les Rêves de la louve*, Messidor, 1987. Elena Joly, *la Troisième mort de Staline*. Entretiens avec des intellectuels gorbatchéviens. Actes Sud, Arles, 1988.
(6) Voir notamment : Chantal Lemercier-Quelquejay, *la Paix mongole*, Flammarion, Paris, 1970 ; Georges Vernadsky, *Mongols and Russia*, New-Haven, Yale University Press, 1953 ; Tibor Szamuely, *la Tradition russe*, Stock, 1976.
(7) Sur le débat des historiens en URSS, voir *Problèmes politiques et sociaux*, dossier constitué par Emile Kogan et Charles Urjewicz, la Documentation française, Paris, 1er juillet 1983.
(8) Vladimir Tchivilikhine, *Memoria. Survivre au Moyen-Age en Russie.* Roman-essai. Ed. Radouga, Moscou, 1986.
(9) Tibor Szamuely, *la Tradition russe*, Stock, Paris, 1976.
(10) Karl Marx, *la Russie et l'Europe*, Gallimard, 1954.
(11) Centuries d'extrême droite, antisémites, d'avant la révolution.



EN UNION SOVIÉTIQUE

La résurrection des fermiers

LA décision, prise fin juillet dernier à Moscou, de louer pour cinquante ans des terres agricoles à des paysans indépendants devrait entraîner à terme la disparition des kolkhozes et des sovkhozes. Pour la première fois depuis 1930, le pouvoir soviétique reconnaît l'échec économique de la collectivisation des terres. Le gigantisme agricole ainsi que la gestion planifiée, centralisée et bureaucratique de l'agriculture ont été source de trop de ravages et n'ont jamais permis d'atteindre la simple autosuffisance alimentaire. C'est désormais, paradoxalement, au paysan individuel de sortir l'URSS de sa longue crise agraire.

Par MARCEL DRACH *

Le 29 juillet dernier, dans son rapport au comité central du Parti communiste, *M. Mikhaïl Gorbatchev déclarait* que si l'on voulait rendre aux paysans la maîtrise de la terre, il fallait la lui louer pour vingt-cinq, trente, voire même cinquante ans (1). Il bravait ainsi le tabou de l'exploitation individuelle, sur lequel s'est instituée l'agriculture soviétique depuis 1929, et renouait avec l'inspiration du dernier Lénine, celui de la NEP et de la coopération. Geste simple et radical, qu'appelle sans doute la situation dramatique de l'approvisionnement : la *Pravda* du 1er septembre dernier indiquait que la viande était rationnée dans 8 des 15 républiques de l'URSS ; qu'en Russie il fallait des tickets pour la viande dans 26 régions, pour le beurre, dans 32 régions, et pour le sucre, dans 53 régions ; qu'un septième de la population du pays consommait actuellement 30 à 35 % moins de viande et de produits laitiers qu'en 1970...

Mais, au-delà de l'urgence immédiate, cette décision de M. Gorbatchev place le paysan individuel, l'exploitation familiale, au cœur d'une tentative visant à sortir l'Union soviétique de la crise agraire où elle s'embourbe depuis des décennies.

Cette crise combine des traits propres à l'histoire de l'agriculture soviétique (2) et des facteurs inhérents à la planification centralisée. Au nombre des premiers, il faut retenir la démotivation d'une paysannerie brutalement collectivisée entre 1929 et 1934, salarisée et rassemblée dans d'immenses fermes d'Etat (sovkhozes), ou réduite à un quasi-servage dans les coopératives d'Etat (kolkhozes), bénéficiant jusqu'à une époque récente de revenus et d'une couverture sociale médiocres, inférieurs à ceux des ouvriers, vivant dans un environnement dépourvu d'équipements collectifs, d'infrastructures culturelles et commerciales. Une paysannerie qui s'est, de ce fait, appauvrie de ses éléments les plus productifs et les plus qualifiés (jeunes, conducteurs de machines, mécaniciens, ingénieurs). Cet exode n'a laissé au village qu'une population composée en majorité de femmes, d'enfants et d'anciens. Il faut aussi évoquer les ravages qu'ont exercés sur ce domaine fragile et différencié qu'est l'agriculture une gestion centralisée et bureaucratique, qui mise sur le gigantisme, et une mobilisation de type militaire (les « campagnes » annuelles d'ensemencement et de récoltes) pour arracher à la terre et au paysan – à des prix souvent inférieurs aux coûts – la réalisation des objectifs du Plan.

A cela s'ajoutent encore les approvisionnements défectueux, que ce soit les machines, les semences, les engrais, insuffisants ou inadaptés, ou les pénuries de biens de consommation manufacturés. De la *barshchina*, l'agriculture féodale russe, on disait avant l'abolition du servage, en 1861, qu'elle était synonyme de tout ce qui se fait lentement, incorrectement et sans motivation. Il n'en a guère été autrement de l'agriculture post-révolutionnaire.

Le « fantasme américain » de Khrouchtchev

KHROUCHTCHEV fut le premier, si l'on excepte le geste fait par Malenkov, en 1953, à se prononcer en faveur des lopins individuels et à s'attaquer au problème. Son programme tenait en trois points : extension des terres cultivées, concentration des exploitations agricoles, amélioration des rémunérations et du niveau de vie des paysans. Le défrichage des terres vierges de *Sibérie et du Kazakhstan*, entre 1954 et 1960, fut une contribution majeure à la production de céréales ; 42 millions d'hectares furent ensemencés, soit une augmentation d'un quart des terres cultivées. Le taux de croissance moyen de la production agricole passa de 3,5 % par an, entre 1951 et 1955, à 4,2 %, entre 1956 et 1960. Il retomba toutefois à 2,8 %, avec des résultats annuels très fluctuants, entre 1961 et 1965, attestant les limites du « fantasme américain » de Nikita Khrouchtchev et sanctionnant des méthodes culturales contestables.

La seconde tentative coïncide avec la période brejnévienne, 1965-1982, et M. Gorbatchev y prend, déjà, une part active, en tant que secrétaire du comité central chargé de l'agriculture, à partir de 1978.

Laissée pour compte jusqu'alors dans l'attribution des investissements, l'agriculture en devient l'un des principaux bénéficiaires. Sa part dans le total des investissements passe de 20 %, au début des années 60, à 27 % au cours des années 70 et au début des années 80. L'absorption annuelle d'engrais minéraux est multipliée par huit, la puissance installée des tracteurs par quatre, la consommation d'électricité par dix.

Cependant, cet effort considérable, sans précédent, apporte des résultats décevants. De 1966 à 1980, le taux de croissance annuel moyen de la production agricole fléchit, passant de 3,5 % à 0,3 % (3). *Simultanément, le taux de* croissance de la productivité décline (il passe de 2,1 % par an dans les années 50, à 0,2 % dans les années 70) ; les coûts augmentent, et par conséquent aussi les subventions assurant la stabilité des prix de détail (15 % du budget de l'Etat au début des années 80). Enfin, les importations de céréales et de produits alimentaires ne cessent de s'élever. Elles atteignent 22 % de la consommation intérieure en 1981, ajoutant au coût économique (elles sont, pour l'essentiel, payées en devises) *le préjudice politique* de la dépendance et de l'humiliation.

Durant toute cette période, les ressources de l'initiative individuelle sont sollicitées, mais de façon marginale, afin d'atténuer les conséquences de ce bilan négatif. Les lopins et le cheptel privés, bien que consacrés par la Constitution de 1977, voient leur part diminuer dans la production agricole totale (un quart en 1976 au lieu d'un tiers en 1965). Par ailleurs, une certaine extension est donnée à la formation de petites brigades (les *zvenia*) d'agriculteurs autogérés, auxquels les kolkhozes et les sovkhozes sous-traitent par contrat les travaux agricoles.

M. Mikhaïl Gorbatchev a été associé de près au naufrage de la politique agricole brejnévienne. Les quatre années durant lesquelles il fut responsable du parti pour l'agriculture (1979-1982) furent des années de récoltes déplorables. C'est à lui que Brejnev confia l'élaboration de l'ambitieux programme alimentaire adopté en 1982. Celui-ci *renforçait* l'injection *massive* de capitaux en octroyant à l'agriculture 35 % des investissements d'Etat. Mais l'agriculture ne représente pas seulement, pour l'actuel secrétaire général du PCUS, un douloureux défi. Elle est aussi son terroir d'origine et l'unique tremplin de sa carrière politique. Issu d'une famille paysanne, la première fonction qui lui fut attribuée au parti, en 1962, consistait à organiser la production de l'un des seize secteurs ruraux du territoire de Stavropol. Pour se qualifier, il fit des études par correspondance à l'Institut d'agriculture de Stavropol et obtint en 1967 un diplôme d'économiste agronome. Cela lui valut, en 1968, d'être nommé deuxième secrétaire du comité de parti *(kraïkom)* du territoire de Stavropol, c'est-à-dire responsable de l'agriculture.

Devenu premier secrétaire, en 1970, M. Gorbatchev passa huit ans à *conduire les campagnes saisonnières de* récolte. Il fut alors confronté à une double expérience. D'une part, celle de l'efficacité douteuse des branle-bas que son protecteur et prédécesseur au secrétariat du comité central, F.-D. Kulakov, avait popularisés sous le nom de « méthode d'Ipatovo », afin d'accélérer les moissons. D'autre part, celle des profits et rendements impressionnants obtenus sur des terres louées aux kolkhozes et sovkhozes par des familles d'immigrés venues d'Asie centrale (4).

Devenu secrétaire général du parti, M. Gorbatchev fait d'abord porter ses efforts sur des domaines traditionnels. Son premier programme agraire comporte trois volets : démantèlement, en novembre 1985, des multiples et incontrôlables bureaucraties chargées de l'agriculture (treize ministères et comités d'Etat), remplacées par un seul super-ministère, le *gosagroprom* (à cette occasion, la moitié du personnel de cette administration énorme et fragmentée fut licenciée). Réduction des investissements, dirigés désormais non plus vers l'agriculture elle-même, mais vers les secteurs situés en amont et en aval (transport, stockage et transformation). Et promotion des biotechnologies.

Dès 1986, il apparaît que ces mesures ne touchent pas le vif des problèmes. Dès lors, le centre de gravité des discours et de l'action de M. Gorbatchev va se déplacer. Le thème autour duquel se réorganise sa stratégie est celui de l'activité individuelle. Celle-ci est encouragée et *institutionnalisée sous plusieurs* formes. Les lopins privés sont relancés par un arrêté de septembre 1987. Leur taille n'est plus limitée à 0,5 hectare, et l'on peut y *entretenir* des chevaux *et* des animaux de trait. Toutes les restrictions sont en outre levées sur les jardins cultivés par les habitants des zones urbaines, en particulier la construction de serres est désormais autorisée (5).

La *sous-traitance* des travaux agricoles par contrats passés entre les kolkhozes et les sovkhozes d'une part, des brigades autonomes (*zvenia*) ou des familles, d'autre part, est vivement recommandée par les médias et les discours officiels, cela aussi bien dans la culture que dans l'élevage. Le principe de ces contrats consiste à verser à l'équipe sous-traitante un pourcentage fixe du revenu brut. Il est donc de l'intérêt de celle-ci d'accroître ce revenu en faisant baisser les coûts et en augmentant la production. Les exemples rapportés à profusion par la presse montrent que, dans ces équipes, les rendements et les salaires sont supérieurs et les effectifs inférieurs aux normes habituelles.

Mais la véritable rupture, celle qui a ouvert la voie à une réappropriation réelle du sol par le paysan, a été l'institution, en août et septembre 1987, des *« contrats-bails »*. Les arrêtés pris alors par le comité central stipulaient que les brigades, les familles, les individus travaillant sous contrat pour les kolkhozes et les sovkhozes, pouvaient désormais louer à ces derniers des terres, du bétail, des équipements et des bâtiments. Les baux couraient sur des durées allant de cinq à quinze ans, et les loyers étaient imputés sur le prix des produits livrés par les locataires.

L'extension de ces baux à cinquante ans, annoncée en juillet 1988 par M. Gorbatchev, et confirmée le 26 août par des recommandations du *gosagroprom* et de l'Académie des sciences agricoles (6), transforme ces locataires en de véritables fermiers de l'Etat. Dès lors, tout semble se mettre en place pour réédifier l'agriculture soviétique sur la base du couple fermage-coopération. Les fermiers peuvent se regrouper volontairement en coopératives. Celles-ci, aux termes d'une loi adoptée en mai 1988, ne sont plus assujetties à la contrainte du Plan, mais fixent par contrat avec l'Etat le volume et le prix de leurs livraisons. Elles écoulent le reste de leur production sur le marché. C'est la disparition à terme des kolkhozes et des sovkhozes, *remplacés par les coopératives de fermiers*, qui est en train de s'ébaucher.

Trois difficultés sont d'ores et déjà perceptibles dans la réalisation d'un tel dessein. Tout d'abord l'inévitable résistance des bureaucraties enracinées dans l'ancien dispositif, du président de kolkhoze aux responsables locaux et nationaux du parti et de l'Etat. La difficulté, en second lieu, de changer non pas le cours des fleuves (tâche à laquelle M. Gorbatchev a finalement obtenu que l'on renonce) mais celui de l'exode rural. Dans ses discours, le secrétaire général exhorte les citadins à réoccuper les fermes abandonnées et les *« villages sans avenir »*. Enfin, M. Gorbatchev devra tenir compte d'un égalitarisme farouche, sorte d'intériorisation par la paysannerie des interdits brandis par la grande terreur des années 30, suscitant la haine à l'égard du voisin qui s'enrichit, et poussant – cela s'est déjà produit à plusieurs reprises – à détruire ce qu'il a entrepris.

Après la terre, qui avait la préférence de Khrouchtchev, le capital, que privilégiait Brejnev, il semble bien que ce soit, en la personne du fermier, sur l'homme que M. Mikhaïl Gorbatchev fasse à présent reposer le sort de l'agriculture soviétique. C'est à cet humble protagoniste qu'il attèle aussi la *perestroïka*, tant il est vrai que, sans amélioration notoire de l'approvisionnement de la consommation, elle ne saurait guère avoir d'avenir.



Susan Meiselas-Magnum :

PAYSANNE SUR UN MARCHÉ LIBRE DE MOSCOU
L'homme ne vit pas seulement de pommes...

---

(1) *Pravda*, 30 juillet 1988.

(2) Voir « L'agriculture dans les pays de l'Est », dossier du *Monde diplomatique*, juin 1982.

(3) Il s'agit d'estimations américaines : US Congress, Joint Economic Committee, *USSR : Measures of Economic Growth and Development, 1950-1980*, Washington DC, 1982. Les chiffres officiels, bien que plus élevés, indiquent la même tendance.

(4) La thèse que sa femme a soutenue en 1967, thèse de sociologie consacrée à la mentalité et aux comportements des paysans kolkhoziens de Stavropol, a certainement aussi contribué à sa prise de conscience des problèmes humains de l'agriculture.

(5) Voir l'article d'A. Giroux dans *le Courrier des pays de l'Est*, juin 1988.

(6) Voir *Sel'skaïa Jizn*, 27 août 1988.

* Professeur d'économie à l'université Paris-IX-Dauphine.

● PRÉCISION. – Dans l'article de Jean-Jacques Marie, « Staline, un simple Caligula paranoïaque ? », publié dans notre numéro d'août, un mastic a déformé le début de la quatrième phrase du texte, dont il faut rétablir ainsi le sens : « La revue *Znamia*, n° 7, 1988, a publié le récit d'Adjoubéi, le gendre de Khrouchtchev, qui raconte comment, *en décembre* 1948... »

UNE CERTAINE IDÉE

Des disparités régionales

La logique du grand marché, que nous avons analysée le mois dernier, c'est aussi celle d'une concurrence sans merci entre les régions européennes, désormais en première ligne sur le front de l'emploi. Malgré l'augmentation des crédits de ses fonds structurels, la CEE est loin de disposer des moyens et des instruments lui permettant de réduire significativement des disparités régionales criantes qui mettent en danger la cohésion de l'ensemble communautaire.

Par
JEAN-FRANÇOIS DREVET *

CONSCIENTS des réactions de rejet d'une partie de l'Europe à la « *jungle du grand marché* » (1), les signataires de l'Acte unique ont souhaité un « *renforcement de la cohésion économique et sociale* » de la Communauté (2), en vue notamment de la réduction de ses disparités régionales. Le texte prévoit à cet effet une réforme des instruments existants qui devrait aboutir à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions au 1er janvier 1989.

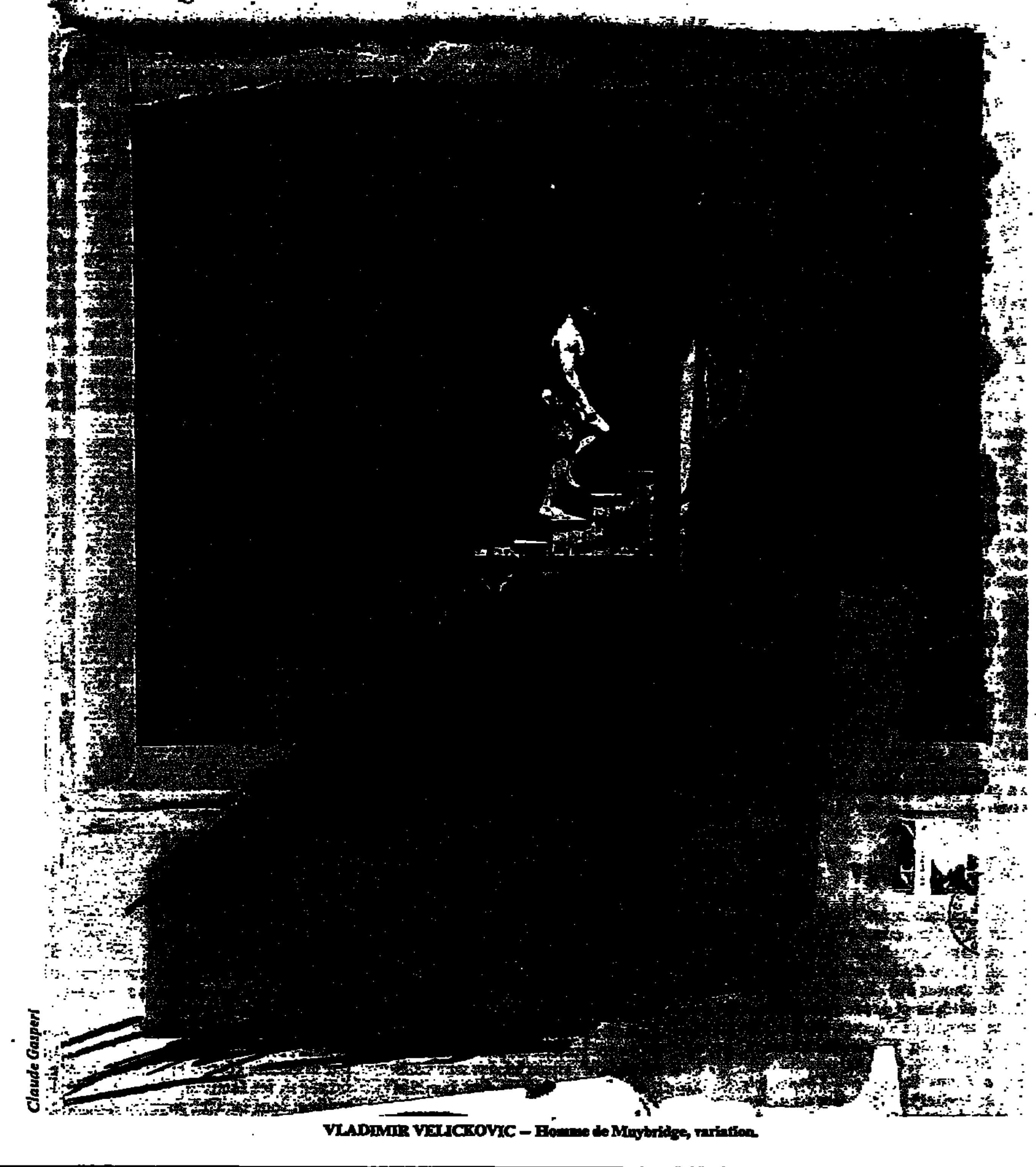
Malgré tout ce qu'on a pu en dire, le budget communautaire n'est pas intégralement affecté au soutien des marchés agricoles. La CEE s'est d'abord dotée du Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (FEOGA), d'un Fonds social (FSE) et enfin, en 1975, du Fonds européen de développement régional (FEDER). En 1989, ces fonds structurels représenteront 18 % des dépenses de la CEE (3). Ils ont longtemps fonctionné de manière séparée et parfois peu communautaire, les gouvernements étant davantage soucieux de récupérer leur mise, les yeux fixés sur leur « taux de retour » (4), que de l'application des politiques communes proposées par la Commission. Celles-ci ont particulièrement fait défaut dans le secteur régional où – à l'intérieur de quotas préétablis – une mécanique de compensation budgétaire a prévalu jusqu'en 1985 (5).

C'est au moment où les écarts de revenu entre les régions ont atteint leur plus grande intensité depuis la création de la CEE *(voir carte ci-contre)* que la Commission entend se doter d'un dispositif efficace pour les réduire. Difficulté supplémentaire : la mise en place d'une politique régionale communautaire (PRC) intervient dans un *contexte de mutations de ces mêmes* politiques dans les Etats membres, ainsi que dans les autres grands pays de l'OCDE. Bien des choses ont changé depuis les années 50 où des pays comme la France et l'Italie prenaient conscience de l'ampleur des disparités régionales creusées par la révolution industrielle. A l'exemple du Royaume-Uni, où les premières mesures remontent à la crise des années 30, un dispositif, stimulant et contraignant à la fois, était installé pour échapper à la dualité entre Paris et le « *désert français* » (6), pour limiter la croissance de l'Ile-de-France et pour industrialiser les régions rurales de l'Ouest et du Sud-Ouest. De son côté, l'Italie créait en 1950 la Cassa per il Mezzogiorno, afin de financer le développement du Sud.

On avait craint, à l'époque, que la croissance – aujourd'hui disparue – soit un facteur d'aggravation des écarts entre les régions ; or les études effectuées montrent qu'ils se sont réduits, aussi bien en France qu'en Italie. Fondées essentiellement sur une relocalisation de l'emploi industriel, ces politiques ont cependant perdu la plus grande partie de leur efficacité quand l'Europe continentale a entamé la reconversion de son secteur secondaire, provoquant une forte poussée du chômage. Les responsables ont mis beaucoup de temps à comprendre que ces difficultés n'étaient pas une spécialité britannique et à mesurer l'ampleur de la crise. Les opérations de sauvetage, dites « Canadair », marquent le dépérissement des politiques régionales traditionnelles et leur croissante inefficacité (7). Elles seront implicitement ou explicitement abandonnées vers 1984 : changement de la carte d'intervention au Royaume-Uni, dissolution de la Cassa en Italie. En France, on renonce à l'agrément (8), et l'aménagement du territoire voit ses crédits massivement réduits.

La Commission ne serait-elle pas en train de se doter, avec vingt années de retard, d'une « politique 60 », au moment où celle-ci est abandonnée dans les capitales qui l'ont pratiquée ?

On sait aujourd'hui que, dans les pays développés, les nouvelles dynamiques de création d'emplois se sont déplacées de l'industrie vers les services, et des grandes entreprises en direction des petites et des moyennes. Abandonnant toute logique de transfert, les politiques de stimulation du développement régional doivent donc se rapprocher du terrain pour espérer produire des effets positifs. Aux Etats-Unis, l'extension de la crise dans les régions les plus touchées par la désindustrialisation, dans la « ceinture de la rouille » (Michigan, Ohio, Illinois), a été combattue par des interventions vigoureuses et efficaces des Etats et des autres collectivités locales (9). Dans ses fonctions de gouverneur, M. Michael Dukakis a joué un rôle de pionnier dans la mise au point de ces nouvelles politiques, qui ont aussi produit des résultats tangibles dans des Etats comme le Michigan ou la Pennsylvanie, ne bénéficiant pas comme le Massachusetts des effets d'entraînement de Harvard et du Massachusetts Institute of Technology (MIT).



Claude Gaspari

VLADIMIR VELICKOVIC – Homme de Muybridge, variation.

* Auteur de *1992-2000, les régions françaises entre l'Europe et le déclin*, Souffles, Paris, 1988.

(1) Voir Claude Julien, « Ambition », et Bernard Cassen, « Dans la jungle du grand marché », *le Monde diplomatique*, septembre 1988.

(2) Article 130 A de l'Acte unique européen.

(3) Dans l'avant-projet de budget 1989, en millions d'ECU (MECU), les crédits de paiement sont les suivants : FEOGA orientation : 1 434 ; Fonds social : 2 970 ; FEDER : 3 920 ; au total : 8 324 MECU, soit 18 % d'un budget communautaire de 45 740 MECU (1 ECU = 7 F).

(4) Rapport entre la contribution versée par un Etat membre et les paiements qu'il obtient du fonds considéré. En 1986, la France a participé à hauteur de 20 % au financement de la CEE. Elle a reçu 13 % des paiements des fonds structurels, mais 24,6 % des dépenses de soutien des marchés agricoles.

(5) Jusqu'à cette date la Commission était tenue de rembourser aux Etats membres une partie de leurs dépenses d'équipement dans les régions défavorisées, sans pour autant participer aux prises de décision.

(6) Jean-François Gravier, *Paris et le désert français*, Paris, Flammarion, 1947.

(7) Voir Olivier Guichard, *Propositions pour l'aménagement du territoire. Rapport au ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et des transports*, La Documentation française, Paris, 1986.

(8) Autorisation préalable exigée par les pouvoirs publics pour agrandir ou créer des établissements industriels ou commerciaux à Paris.

(9) Voir Pierre Dommergues, « Le Michigan, laboratoire de l'économie-territoire », *le Monde diplomatique*, octobre 1986, et Pierre Dommergues (sous la direction de), *la Société de partenariat. Economie-territoire et revitalisation régionale aux Etats-Unis et en France*, AFNOR-Anthropos, Paris, 1988.

En France : des structures inadaptées et des aides publiques dérisoires

Par
PIERRE ROCQUOURT *

LA France n'a pas tiré toutes les conséquences de la décentralisation dans les décisions publiques en matière économique. Alors qu'elles entrent en concurrence avec des homologues bien rôdées à l'action économique par des décennies de large autonomie, les collectivités locales françaises sont mal préparées à tirer parti de leurs nouvelles compétences.

Après les élections législatives de juin, plusieurs présidents de conseils régionaux, touchés par la loi anticumul, ont attesté de manière éclatante du peu de poids de cet échelon dans l'appareil politique française en lui préférant d'autres fonctions électives. Alors qu'il est souvent reproché aux régions de l'Hexagone de ne pas disposer *d'une taille suffisante* pour se mesurer avec les Länder allemands, on s'aperçoit que la loi de décentralisation de 1982 a d'abord avantagé l'échelon départemental, et donc consolidé, suivant l'expression de M. Jacques Delors, la « *France de papa* » (1). Effectivement, la région ne dispose que du budget d'un petit département, et ne peut presque rien réaliser seule. Entre les niveaux municipal – caractérisé par un émiettement unique au monde – et national, il existe deux échelons de décision intermédiaires, et souvent concurrents. Comment, dans ces conditions, assurer à 1,7 million d'Alsaciens les moyens de coopérer à armes égales avec près de 10 millions de Badois-Wurtembergeois ?

Le rapport Saglio, du nom de l'actuel directeur général de l'industrie, a bien mis en évidence les défaillances *du régime des aides à l'industrie* en France. On pourrait faire des constatations comparables pour les interventions publiques à finalité régionale : orientations défectueuses, règles de gestion désuètes et tracassières, et surtout insuffisance grandissante des moyens. Compte tenu de la variété des champs d'attribution, les comparaisons internationales sont difficiles, mais la réalité ne fait pas de doute : en descendant au-dessous de 2 milliards de francs, le budget de l'aménagement du *territoire en France* s'est rapproché de celui de la Suède, pourtant sept fois moins peuplée.

* Economiste.

Une lourde gestion administrative

EN ce qui concerne les aides versées par les Etats membres de la CEE à la localisation des entreprises, une étude réalisée par la Commission européenne a mis en évidence leur niveau dérisoire en France *(cf. le tableau ci-contre)*. Et ces chiffres remontent à 1985, à un moment où la prime d'aménagement du territoire représentait 1 056 millions de francs, alors que la dotation pour 1989 ne dépassera pas 230 millions de francs... Quant aux 4 milliards de francs versés aux entreprises françaises par les collectivités locales, ils restent nettement au-dessous de ce qui est accordé par les Länder allemands, en collaboration avec le gouvernement fédéral ou isolément, et parfois clandestinement.

Un plaidoyer en faveur d'aides régionales plus importantes aurait évidemment davantage de succès si leur efficacité n'avait été contestée par de nombreux rapports de la Cour des comptes, se basant sur des cas précis. En fait, la gestion administrative par « guichets » n'est pas adaptée aux besoins des entreprises. Le parcours du combattant qu'on leur impose n'est pas une garantie de bon usage et décourage les plus petites, celles précisément qui ont le plus besoin des fonds publics. On est très loin des interventions « sur mesure » pratiquées par les autorités locales américaines, à la fois plus souples dans les conditions d'attribution, et plus exigeantes quant aux résultats demandés. Pour le soutien aux PME/PMI, dont dépend largement le renforcement du tissu économique régional, la France est très en retard par rapport à ses partenaires d'Europe du Nord.

(1) Voir *le Monde*, 3 septembre 1988.

(2) Voir *le Monde*, 30 août 1988.

AIDES RÉGIONALES ACCORDÉES AUX ENTREPRISES

Pays	Montant total (en millions d'ECU)	Montant en ECU par habitant
Belgique	185,9	53,7
Danemark	11,7	9,5
RFA	1 419,3	55,3
Espagne	75,7	1,7
France	285,0	13,5
Grèce	(non disponible)	
Irlande	188,8	53,8
Italie	2 903,0	104,5
Luxembourg	18,0	49,2
Pays-Bas	219,0	39,8
Portugal	22,6	2,1
Royaume-Uni	1 139,0*	53,8*

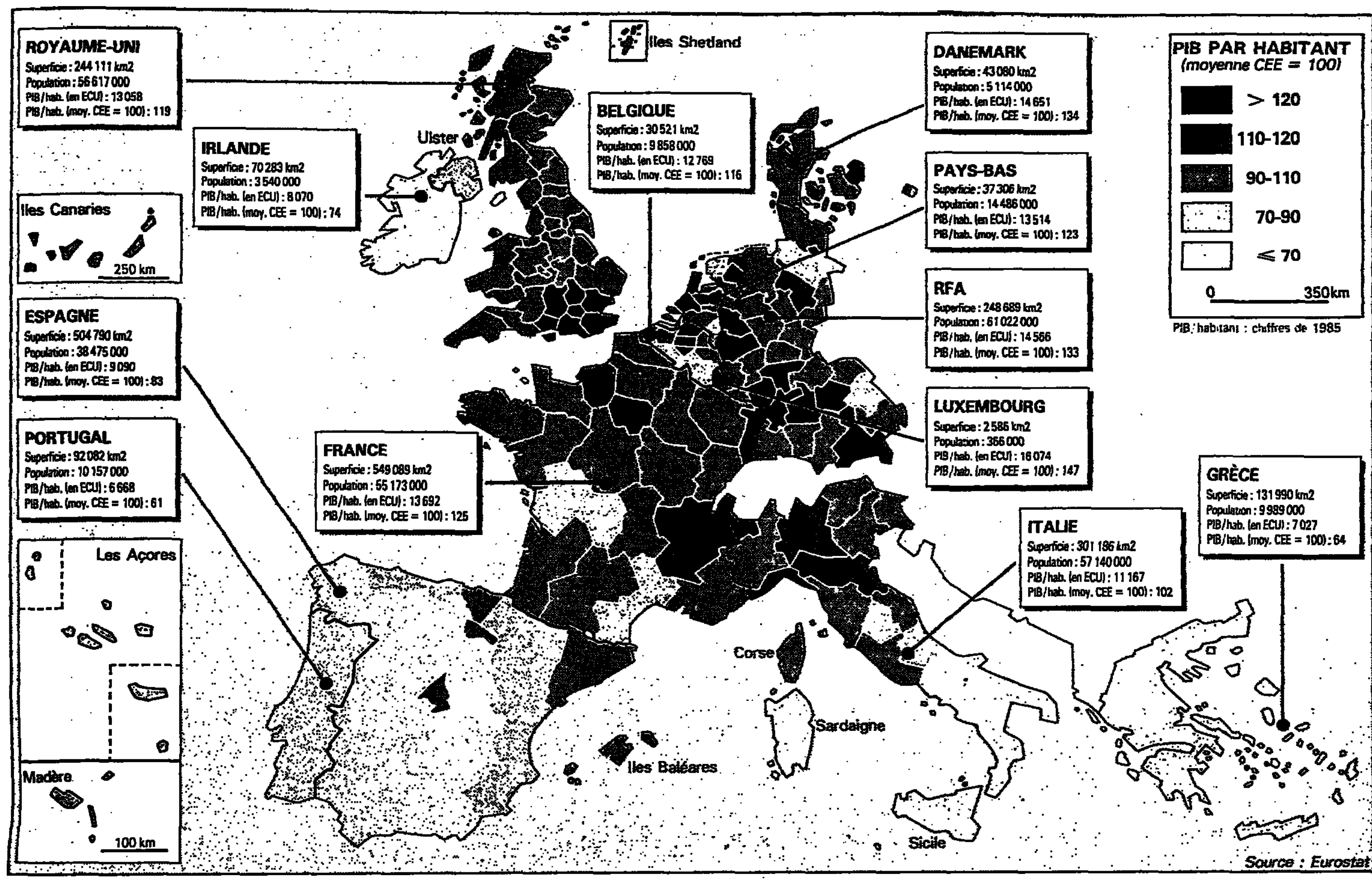
* (données de 1984).

(Source : direction de la concurrence, Commission des Communautés européennes ; chiffres de 1985).



DE L'EUROPE

qui minent la cohésion communautaire



LOCALISATION DES RÉGIONS PAUVRES

A un moindre degré, les pays d'Europe du Nord ont fait de même, y compris quand les partis conservateurs ont repris le pouvoir, comme au Royaume-Uni et en RFA. Ni à Londres ni à Bonn on n'a souffert d'états d'âme en combinant *interventions publiques* et discours néolibéral.

Cette nouvelle politique de développement régional – fondée sur la *stimulation de la croissance et de l'emploi*, et non sur sa répartition – a représenté une composante essentielle de la reprise de 1983-1984 aux Etats-Unis, où elle continue d'apporter une contribution majeure à la *baisse* du *taux* de chômage. A la différence du Canada, où une politique structurée avait été mise en place par Ottawa, elle n'est pas *relayée par un effort comparable* du gouvernement fédéral. Considérant que la mobilité de la population active était le meilleur moyen de réduire les disparités de taux de chômage et de revenu entre les Etats, Washington a toujours refusé de s'engager dans cette voie. Dans un contexte aussi fortement marqué par la décentralisation et où des pays déjà bien avancés dans ce domaine ont accentué cette orientation (RFA, Canada, Suisse), est-ce à l'échelon supranational de se lancer dans une politique qui pourrait encourir encore d'avantage de critiques que celle des Etats membres ?

Multiplier les laboratoires d'expérimentation

L'EUROPE, à la différence des *Etats-Unis*, n'est *pas en mesure de* résoudre ses problèmes régionaux par la mobilité de ses populations. Les compartimentages géographiques et linguistiques, les traditions culturelles, constituent autant d'obstacles difficiles à surmonter. C'est dans d'autres voies qu'il faut s'engager sous peine de mettre à mal une cohésion encore très fra*gile et marquée par* la *montée* des oppositions intracommunautaires Nord-Sud. Le temps n'est plus, en effet, où l'Italie du Sud était la seule région profondément défavorisée de la CEE : il existe aujourd'hui, un vaste « Mezzogiorno » européen, qui doit bénéficier d'un supplément de croissance pour empêcher l'écartèlement de la Communauté.

. Les efforts du FEDER et les programmes intégrés méditerranéens (PIM) constituent déjà un apport déterminant dans ce sens. En Grèce et au Portugal, le Fonds régional a augmenté la capacité d'investissement public de 25 à 35 %, permettant ainsi d'accélérer l'effort d'équipement et de résorber une partie du retard de la croissance des activités et du niveau de vie. Les panneaux attestant du concours du FEDER sont maintenant nombreux dans les paysages d'Europe du Sud, et chacun peut y constater l'ampleur du mouvement de modernisation qu'il accompagne et stimule, à hauteur de 80 % de ses dotations (10).

Cela fait maintenant une décennie que *les experts encouragent* le FEDER à glisser du financement des infrastructures à la stimulation directe de l'activité économique, mesurable en termes de création d'emplois. On peut cependant se demander dans quelle mesure ce fonds est en mesure d'y *parvenir*, dans *le* sud comme dans le nord de l'Europe où il intervient au titre de la conversion industrielle et rurale. Sans doute, après une période où elle devait se contenter de rembourser aux Etats membres une partie des aides régionales qu'ils distribuaient aux entreprises, la Commission a pu s'engager dans des opérations de cofinancement avec les autorités nationales ou locales de projets élaborés en commun (pôle européen de Longwy, Portugal). Elle *prévoit désormais de recourir à des* techniques d'ingénierie financière d'un meilleur rendement et d'un moindre coût que l'octroi classique de subventions.

Cette orientation, qui suppose une haute qualité de la collaboration entre la CEE et les bénéficiaires, est entravée par des carences administratives sur le terrain. Entre *le* risque de sous-consommation, si comme en France, les procédures d'attribution sont trop rigoureuses, et de détournement (voir les procès en cours en Italie), il est difficile de tirer le meilleur parti possible de ce type de dépenses, surtout depuis Bruxelles. Le besoin se fait sentir d'organismes intermédiaires (banques ou agences de développement, instituts de participation), qui ont déjà fait leurs preuves aux Etats-Unis, afin de relayer les structures communautaires ou étatiques, trop éloignées du terrain. Le problème reste cependant aujourd'hui sans solution, faute de banque de développement au niveau européen (la Banque européenne d'investissement n'a pas vocation à mener des opérations du même type que celles de la Banque mondiale et ses filiales) et d'agences spécialisées dans les régions, comme il en existe à peu près partout outre-Atlantique.

Si la politique régionale de la CEE veut aussi apporter sa contribution à la construction d'un espace économique communautaire, au plein sens du terme, elle ne saurait *limiter* ses interventions aux régions qualifiées de « défavorisées » et, suivant l'expression de M. Eneko Landaburu, directeur général de la politique régionale à la Commission, n'être que la « *dame d'œuvres* » ou le « *pompier de service* » de la reconversion industrielle. Elle dispose déjà d'un champ d'intervention *dans les zones frontalières, où le grand* marché est créateur de risques réels mais aussi d'opportunités nouvelles. Au programme engagé entre le Luxembourg, la Belgique et la France dans la vallée de Longwy vont s'ajouter d'autres opérations de coopération, contribuant de manière concrète à l'intégration européenne et constituant, comme le souhaite M. Jacques Delors, autant de laboratoires d'expérimentation (11). La Commission prévoit également de financer des expériences pilotes, encore à définir, pour valoriser l'appartenance à un ensemble géographique commun. Parallèlement, elle souhaite participer à la programmation de grandes infrastructures internationales dites « d'intérêt communautaire », comme le tunnel transpyrénéen.

La politique régionale a cependant ses limites : elle ne saurait à elle seule apporter une réponse au problème de la réduction des disparités. Sans sous-estimer l'ampleur des dépenses actuelles, qui seront doublées d'ici 1993, il faut rappeler que le budget communautaire – moins de 1 % du produit intérieur brut (PIB) des Douze – pèse peu sur l'orientation de l'activité économique, sauf dans l'agriculture. En 1977, le rapport Mac Dougall estimait, par comparaison avec les Etats-Unis, ce minimum de crédibilité à 10 % du PIB, ce qui est pour longtemps encore inaccessible. L'harmonisation des politiques macroéconomiques, la libre circulation des capitaux, auront des effets autrement plus importants dans un sens ou dans l'autre.

JEAN-FRANÇOIS DREVET.

(10) *Rapport annuel du FEDER*, 1986, Commission des communautés européennes, Bruxelles, 1987.

(11) On assiste actuellement à une multiplication des projets de coopération là où les frontières sont les plus perméables (Limbourg, Hainaut, Alsace, Gueldre), accompagnant le mouvement de « recomposition » du territoire européen.

Dans notre prochain numéro :

L'ESPACE JUDICIAIRE EUROPÉEN

IMBROGLIO LIBANAIS, NOUVELLES VISÉES IRAKIENNES

La Syrie sur l'échiquier mouvant des ambitions régionales

COMMENT la Syrie se sortira-t-elle du nouvel imbroglio libanais ? A peine les Etats-Unis et la Syrie s'étaient-ils entendus pour soutenir la candidature à la présidence de la République libanaise d'un chrétien proche de Damas, que la création à Beyrouth, le 23 septembre dernier, d'un gouvernement légal dirigé par un militaire chrétien, doublant le gouvernement légitime de M. Sélim Hoss, est venue raviver le spectre de la partition. La Syrie, dont l'armée occupe les deux tiers du Liban, se trouve placée au pied du mur. Peut-elle, en effet, renoncer à assumer dans ce pays un rôle à la mesure de ses ambitions régionales, alors même que son rival irakien, débarrassé de la guerre du Golfe, s'affirme partie prenante dans le réaménagement des rapports de force au Proche-Orient (1) ?

Par ELIZABETH PICARD*

Le Liban est le « fief » privilégié de la stratégie de Damas. Depuis le rejet du traité israélo-libanais de Nakoura et le départ de la Force multinationale en 1984, un consensus cynique prévaut qui unit Occidentaux, Soviétiques et même les Israéliens, « brûlés » par la coûteuse inefficacité de l'opération « Paix pour la Galilée » : l'imbroglio est inextricable mais au fond d'importance limitée, car la guerre joue bien son rôle d'abcès de fixation et les risques de contagion demeurent quasi nuls. La gestion de la crise est donc laissée à la Syrie, à charge pour elle de s'atteler à quelques tâches d'intérêt régional et international : contenir les islamistes pro-iraniens, libérer les otages occidentaux et respecter, sur le *territoire libanais, l'équilibre de dissuasion* avec Jérusalem. On voit alors les émissaires américains se succéder à Damas tout au long de l'année 1988, à la recherche d'une formule constitutionnelle libanaise ou, à défaut, d'un candidat à la présidence de la République qui soit acceptable pour le protecteur syrien.

Mais, après treize années de présence au Liban, avec cinquante mille soldats, un équipement renouvelé, des services de renseignement multiples, le régime baasiste ne parvient toujours pas à maîtriser la situation. L'armée syrienne a su mettre fin sans ménagement à la guerre des camps entre le mouvement chiite Amal et les Palestiniens, au printemps 1988 ; elle pourrait *venir aisément à bout du dernier réduit* du Hezbollah à Beyrouth – trois kilomètres carrés – ou même se lancer à l'assaut de la zone « chrétienne », qu'elle tient en tenailles. Mais le succès de telles opérations dépend de conditions politiques qui sont aujourd'hui loin d'être remplies : un consensus intérieur à Damas, l'acceptation des belligérants et celle de leurs protecteurs.

* Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques. Auteur du *Liban, Etat de discorde*, Flammarion, Paris, 1988.

En Syrie, une crise économique sans précédent mine le moral de la population. Les difficultés s'accumulent : suspension des subventions des monarchies du Golfe, qui donnent la priorité à l'Irak ; poids écrasant des dépenses militaires, dont l'objectif reste la recherche d'une « parité stratégique » avec Israël ; résultats décevants de secteurs de l'économie dans lesquels le pays a englouti des fortunes. L'équipe de M. Hafez El Assad affronte ces difficultés de manière peu convaincante. Le général lui-même est usé physiquement ; ses lieutenants sont occupés à élargir leur clientèle en vue de la succession : tactiques et projets personnels prennent le pas sur tout projet stratégique ambitieux.

Depuis des mois, les rues de Damas sont remplies du ballet incessant des voitures de dirigeants libanais négociant à longueur de nuit. Non seulement les « clients » de la Syrie sont là, comme le chef d'Amal, M. Nabih Berri, mais aussi des alliés difficiles comme M. Walid Joumblatt, ou des opposants : *le cheikh Fadlallah, autorité* chiite proche du Hezbollah, et même le président sortant, M. Gemayel, le 21 septembre.

L'un après l'autre, les candidats à la présidence viennent présenter leur programme à M. Abdel Halim Khaddam, le vice-président syrien en charge du dossier libanais. Mais aucun candidat ne semble trouver grâce, et le blocage est complet : après quinze années de manipulation, de divisions, de manœuvres d'intimidation, de trahisons et *d'attaques dirigées autant contre ses* amis que contre ses ennemis, le « pacificateur » syrien a fait le vide autour de lui. Bien sûr, ces méthodes ont été dictées aux dirigeants baasistes par la nature spécifique du système politique libanais – d'autant qu'elles sont le reflet de leur vision de la société syrienne, – mais le résultat est là : M. Assad n'accepte comme candidat que des alliés sûrs, M. Soleiman Frangié, le chef du clan maronite du nord ou, à défaut, le député, lui aussi du nord, M. Daher dont la candidature a *été entérinée* par M. Reagan afin de faciliter la libération des otages.

Nouvelle donne dans le Golfe

MAIS la nouvelle conjoncture dans le Golfe pourrait pousser Washington, considéré avec Damas comme le *deus ex machina* de la scène libanaise, à faire moins de concessions. Le pays du Cèdre n'est en effet pas seulement un enjeu en soi, mais une carte majeure dans la partie régionale qui s'ouvre et s'annonce difficile pour le président Assad. En 1979, le soudain rapprochement entre les baasistes syriens, arabes et laïques, et les khomeinistes iraniens, perses et islamistes, avait répondu à une inquiétude partagée devant les appétits de l'Irak.

Dans un Proche-Orient dominé par la présence américaine, chacun s'interrogeait sur la vraie nature de l'alliance syro-iranienne. Etait-elle simplement tactique, pour s'opposer à l'Irak, ou stratégique, pour renverser les rapports de forces régionaux ? Le pacte devait passer son premier test, celui des pressions diplomatiques et financières des monarchies pétrolières cherchant à ramener le général Assad à l'unité arabe, première des professions de foi baasistes. En 1987, la conférence islamique de Koweït, le sommet arabe d'Amman et deux médiations du roi Hussein de Jordanie, ont été autant d'occasions de lui demander, sinon de rompre avec Téhéran, du moins d'adopter une position plus équilibrée dans la guerre du Golfe. Peine perdue. Le président Assad a jugé plus convaincantes les offres de la République islamique de renouveler ses fournitures de pétrole – 7 millions de tonnes de brut – à bas prix. Mieux, il a profité de l'atmosphère d'incertitude créée par l'extension du conflit dans les eaux du Golfe pour jouer les bons offices entre l'Iran et les monarchies de la péninsule, soucieuses de se démarquer de l'Irak.

Le deuxième défi pour l'alliance syro-iranienne fut la lutte qui mit aux prises, au Liban, l'armée de Damas et son allié Amal aux mouvements islamistes liés à Téhéran, Hezbollah en particulier, entre 1986 et 1988. Lors de certains épisodes, comme l'entrée des Syriens dans la banlieue sud au printemps 1988, des dignitaires de la République islamique dont M. Velayati, le ministre des affaires étrangères, manifestèrent leur désaccord avec Damas, et l'alliance stratégique parut sur le point de se rompre. Mais l'affrontement a tourné court et, depuis son acceptation de la résolution 598, l'Iran lâche pied au Liban, rapatrie ses missionnaires combattants, déserte la caserne de Baalbek et ses partisans fondent comme neige au soleil.

Mieux, certains des militants du Hezbollah – ceux qui ne rejoignent pas Amal – surmontent leur déception et, faisant preuve d'une flexibilité remarquable trop souvent occultée par leur discours dogmatique, prennent langue avec les militaires de Damas au nom de la fidélité à l'axe syro-iranien. Continuons ensemble, proposent-ils en substance, la lutte contre les « *arrogants* » (les grandes puissances et Israël) et contre les dirigeants libanais « *injustes* ». A ce compte, l'alliance est sauve, mais suffira-t-elle à préserver le président Assad des accusations le présentant comme l'ennemi de l'islam et le complice d'Israël lancées par ses détracteurs ?

Soulagé d'une guerre qui a failli lui coûter le pouvoir, le président Saddam Hussein est maintenant libre d'élargir son soutien aux adversaires de son rival syrien. M. Yasser Arafat séjourne fréquemment à Bagdad, dont la radio ne cesse d'encourager l'OLP. M. Karim Pakradouni, vice-président des Forces libanaises, se vante des « *relations privilégiées* » de sa milice avec un « *certain Etat arabe* » qui lui aurait fourni des armes en juin et en août de cette année, contre la délivrance de quelques centaines de passeports libanais à l'OLP. Et dans la capitale irakienne, où bon nombre d'entre eux ont trouvé refuge après leur défaite de 1982 et le massacre de Hama, les militants islamistes syriens se préparent à lancer de nouvelles opérations tant à l'intérieur de la Syrie qu'au Liban, où le correspondant du *Times* leur a attribué, dès le 21 août, la responsabilité d'attentats à Beyrouth-Ouest contre les Forces spéciales.

Cette fois, le contentieux entre les présidents syrien et irakien est lourd : il ne s'agit pas seulement de trahison et d'ambitions contrariées, comme lors de la spectaculaire brouille de juillet 1979, mais du viol d'un principe aussi sacré que souvent bafoué, l'unité arabe. Le vice-président irakien, M. Taha Yassin Ramadan, n'a pas eu de mots assez durs, le 11 août dernier, pour condamner les « *responsabilités négatives* » du général Assad tant au Liban et envers les Palestiniens que dans la guerre du Golfe (2). En réponse, quatre jours plus tard, une réunion extraordinaire du commandement du Front national progressiste syrien se concluait par des encouragements au renversement de M. Saddam Hussein, assortis d'une ouverture vers la Jordanie et d'un appel à l'URSS.

L'enjeu palestinien

LA Syrie a de bonnes raisons de redouter l'après-guerre et le retour en force d'un Irak hypermilitarisé qui a échappé à la défaite et qui déploie ses efforts sur la scène arabe en direction aussi bien de l'OLP que de la Jordanie et de l'Egypte. Mais faut-il croire, comme le proclame M. Pakradouni, que « *grâce à la victoire de l'Irak, l'ère syrienne a pris fin* (3) » ?

Une fois de plus, le général Assad pourrait étonner par sa capacité à surmonter difficultés internes et menaces extérieures et par son habileté à exploiter l'évolution régionale, en particulier la montée en puissance de l'Arabie saoudite, bien décidée à ne plus laisser M. Saddam Hussein lui dicter ni guerre ni paix dans l'avenir. L'Irak sera maintenu hors du Conseil de coopération du Golfe, lequel s'emploie à réchauffer ses relations, jamais rompues, avec l'Iran. Or, pour contenir M. Saddam Hussein et ses appétits aiguisés, rien de tel qu'une Syrie forte, subventionnée par les monarchies pétrolières et alliée à l'Iran et à l'Union soviétique.

L'entente entre Moscou et Damas reste d'ailleurs la grande inconnue de l'équation proche-orientale. D'un côté, le port méditerranéen de Tartous serait en passe d'être transformé en base permanente pour la flotte soviétique, et l'aviation syrienne aurait reçu une quarantaine de Mig-29 (4). De l'autre, le général Assad craint de faire les frais de la « perestroïka » et de la détente Est-Ouest, à l'heure où Moscou développe des relations consulaires avec Jérusalem et ne ménage pas son soutien aux efforts diplomatiques de M. Arafat.

Or, depuis l'« *intifada* » dans les territoires occupés et le cessez-le-feu dans le Golfe, la question palestinienne est redevenue l'enjeu central des affrontements et des négociations au Proche-Orient. Alors que, en Israël, certains responsables politiques insistent sur la menace syrienne (5), des commentateurs, tirant les conclusions du désengagement jordanien, n'hésitent plus à évoquer l'« option syrienne » (6) : qui plus que la Syrie d'Assad a montré depuis cinq ans son efficacité pour combattre *l'OLP ? Qui d'autre pourrait assurer la* sécurité de la frontière nord d'Israël et respecter l'accord tacite de dissuasion mutuelle en vigueur depuis plus de dix ans (6) ? Qui peut mieux faire obstruction au retour de l'Irak dans le conflit israélo-arabe ?

Pourtant, les longs et coûteux efforts de Damas pour s'assurer le contrôle du Liban et des Palestiniens n'ont pas pour objectif de conclure des arrangements de sécurité avec Israël. Ils visent à obtenir une paix honorable et, en tout cas, la restitution de la province du Golan. Or, pour le président Assad, cette paix passe par une négociation globale israélo-arabe sur la base de la « parité stratégique », dont il fait sa priorité et qui exigerait une coopération militaire sans faille avec l'Union soviétique, une entente avec la Jordanie mais aussi avec l'Irak et l'Egypte, – une concertation avec l'OLP et un désengagement du Liban. Mais l'heure n'est pas venue d'un tel retrait. Pour conserver son atout principal dans la bataille régionale, le général Assad cherche encore, par les patientes manœuvres dont il a le secret, à ramener un Liban réunifié à ses côtés. Mais si la négociation politique restait bloquée, pourrait-il s'épargner les risques d'une intervention militaire ?

(1) Cf. Ahmad Salamatian, *le Monde diplomatique*, septembre 1988.

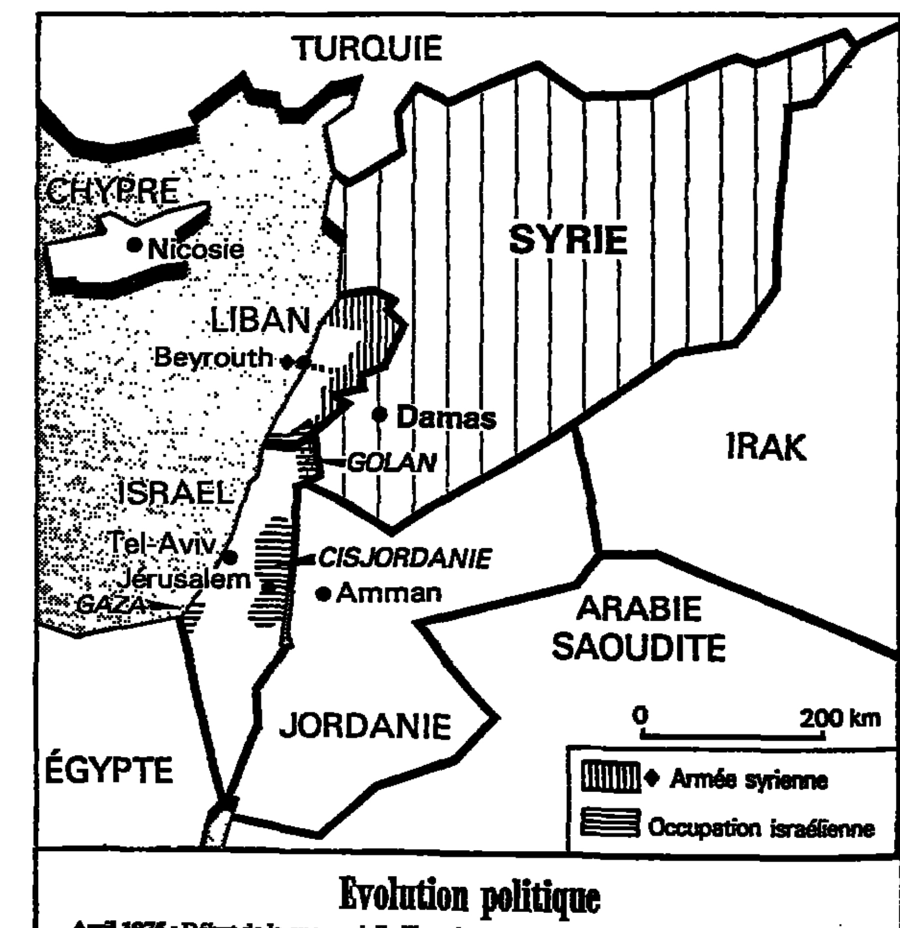
(2) Entretien avec *Al Akhbar*, Le Caire 11 août 1988.

(3) *Al Massira*, Beyrouth 1er août 1988.

(4) *International Herald Tribune*, 5 septembre 1988. Cet appareil, qui n'a pas encore été fourni aux alliés du pacte de Varsovie, serait présent en Irak, en Syrie, en Yougoslavie, en Corée du Nord et en Inde.

(5) Cf. les déclarations du général Péled à *Kol Israël*, 2 août 1988.

(6) Dore Gold, « Now the Syrian Option », *Jerusalem Post*, 27 août 1988.



Evolution politique

Avril 1975 : Début de la guerre civile libanaise.
Juin 1976 : Intervention massive des troupes syriennes au Liban contre l'OLP et ses alliés de la gauche.
17 septembre 1978 : Signature des accords de Camp David entre l'Egypte, Israël et les Etats-Unis.
26 octobre 1978 : Charte commune syro-irakienne.
Février 1979 : Retour de l'Imam Khomeiny à Téhéran.
28 juillet 1979 : Rupture syro-irakienne.
Septembre 1980 : Début du conflit irako-iranien.
14 décembre 1981 : Israël annexe la province syrienne du Golan.
6 juin 1982 : Israël envahit le Liban (opération « Paix en Galilée »).
14-21 septembre 1982 : Assassinat de Béchir Gemayel. Son frère Amine est élu président du Liban.
17 mai 1983 : Accord de paix israélo-libanais à Nakoura.
7 mars 1984 : Abrogation de l'accord de Nakoura.
Printemps 1985 : Premiers épisodes de l'assaut d'Amal contre les camps palestiniens du Liban.
Juin 1985 : Fin du retrait des troupes israéliennes du Liban, à l'exception d'une bande frontalière au Sud.
13 juin 1986 : Début du retour des Syriens à Beyrouth-Ouest.
Août 1988 : Cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran.

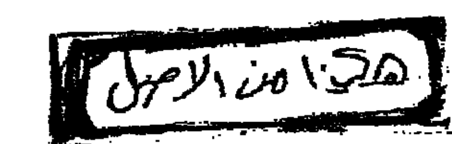
Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.





MASSACRÉS PAR LES ARMES CHIMIQUES ET DERNIÈRES VICTIMES DE LA GUERRE DU GOLFE

Les Kurdes à la recherche d'une nouvelle stratégie

EN quelques semaines, plus de 100.000 Kurdes irakiens, *fuyant les bombardements* et *les armes* chimiques, ont trouvé refuge en Turquie. Cet afflux soudain risque de compliquer les relations délicates qu'Ankara entretient avec Bagdad et Téhéran. Il menace aussi de déstabiliser l'équilibre intérieur de la Turquie en apportant un encouragement et des renforts aux irrédentistes kurdes qui mènent depuis août 1984 des actions de guérilla dans les provinces de l'Est.

Par CHRISTIANE MORE

Fin avril 1987, les organisations kurdes irakiennes remettaient aux ambassadeurs des grandes puissances à Damas la liste des villages kurdes que le gouvernement de Bagdad avait décidé de détruire ou de faire évacuer. Elles faisaient aussi mention de l'emploi d'armes chimiques dans la mise en œuvre de ce plan, entamée au début avril. Lors d'une tournée en Europe (1) et aux Etats-Unis, au printemps 1988, M. Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mouvement d'opposition à M. Saddam Hussein, dénonçait « *le génocide dont est victime* [son] *peuple depuis plusieurs mois* » et dressait un parallèle avec l'extermination des Arméniens durant la première guerre mondiale.

Alertés par leurs diplomates et par diverses organisations humanitaires, les gouvernements de l'Est comme de l'Ouest fermèrent les yeux. Les médias eux-mêmes, obnubilés par le sort des combats sur le front sud entre l'armée de la République islamique et celle du régime baasiste, négligeaient de rendre compte des événements dramatiques se déroulant au nord.

Depuis le cessez-le-feu d'août 1988, qui a, pour l'instant, mis un terme au conflit du Golfe et rassuré les diverses capitales sur le sort de l'Irak, et après les récentes offensives irakiennes accompagnées de l'emploi d'armes chimiques au Kurdistan, la communauté internationale a commencé à s'émouvoir. Le 7 septembre, le président François Mitterrand exprimait son « *inquiétude* » ; le 8, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, déclarait que l'emploi de ces moyens « *répugnants et injustifiables* » pourrait remettre en cause les relations des Etats-Unis avec Bagdad.

Ces prises de position étaient facilitées par l'arrêt des combats sur le front iranien et la survie inespérée du régime baasiste, qu'avait soutenu, contre Téhéran, la quasi-totalité de la communauté internationale. La France avait fourni des armes sophistiquées ; de nombreux pays – dont la France, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas – ont contribué, directement ou non, à la mise sur pied d'usines d'armes chimiques ; les Etats-Unis ont procuré des produits alimentaires ; la RFA, du matériel industriel ; tandis que la Chine coopérait dans le domaine des grands travaux... Bien que principal fournisseur d'armes conventionnelles à Bagdad, l'URSS a conduit une politique subtile, gardant de bonnes relations avec les deux belligérants et conservant son prestige parmi les Kurdes. Le régime baasiste a aujourd'hui les moyens de mettre en œuvre sa « solution finale » du problème kurde.

Ivre de sa victoire, surarmé, il reproche aux Kurdes de s'être alliés à l'« *ennemi perse* ». Une fois de plus, la population civile paie les alliances des partis kurdes irakiens avec les dirigeants de Téhéran. Comme en 1975, lors de l'accord d'Alger signé entre M. Saddam Hussein et le chah d'Iran le 6 mars : en échange de l'arrêt de l'aide de Téhéran à la rébellion de Moustapha Barzani dans le Kurdistan irakien, Bagdad acceptait que la frontière sud entre les deux pays soit fixée sur le thalweg du Chatt-Al-Arab. Privés d'une aide dont ils s'étaient rendus totalement dépendants, les autonomistes kurdes subirent une rapide et cuisante débandade.

L'histoire semble se répéter, même si les détails varient. Partagés principalement entre trois pays – l'Irak, l'Iran, la Turquie, – totalement enclavés, les Kurdes ont souvent cherché l'aide des ennemis de leur gouvernement, même si cet allié opprimait ses propres citoyens kurdes (2).

Les puissances extérieures ne sont évidemment pas absentes de ce jeu. Après la première guerre mondiale, elles ont profondément marqué l'histoire du Kurdistan moderne : le Royaume-Uni, par sa politique pétrolière de 1920 à la révolution de 1958, et même jusqu'à la nationalisation du pétrole irakien en 1972 ; la France, pour contrer la « perfide Albion » ; l'Union soviétique, en aidant, en 1946, la première République kurde de Mahabad ou par son appui intermittent à la lutte de Moustapha Barzani au Kurdistan d'Irak entre 1961 et 1975.

Les règles du jeu ont toutefois changé avec la prédominance de l'influence américaine en Iran et en Turquie durant les années 60 et 70. Les objectifs stratégiques ont pris le pas sur les préoccupations économiques, le régime de Bagdad étant lié, depuis 1972, à l'URSS par un traité d'amitié et de coopération.

Le rapport secret Pike (3), datant de 1975, éclaire d'une lumière peu coutumière cette période de l'histoire : en envoyant des armes au mouvement de Barzani, Washington – comme Téhéran d'ailleurs – ne cherchait pas la victoire des rebelles, mais voulait maintenir « *un degré d'hostilité juste assez élevé* » pour affaiblir le régime baasiste et le dissuader de tout aventurisme international. Au moment de la guerre d'octobre 1973, sur les conseils des Israéliens, les Kurdes étaient prêts à lancer une offensive contre l'armée irakienne, mais M. Henry Kissinger les dissuada fermement, et les « peshmergas » (guérilleros) obtempérèrent, laissant ainsi passer une occasion. En mars 1974, c'est aussi sur l'avis des Etats-Unis et de l'Iran que Barzani refusa un compromis proposé par Bagdad. Après l'effondrement de 1975, 200 000 Kurdes se réfugièrent en Iran. Interrogé sur les conséquences de sa politique, M. Kissinger répondit : « *Les actions clandestines ne peuvent se confondre avec une œuvre missionnaire* (4). »

« Recourir à tous les moyens »

DEPUIS le déclenchement de la guerre du Golfe en septembre 1980, le mouvement nationaliste kurde a connu un nouveau souffle, aussi bien en Irak qu'en Iran. Pourtant, une fois encore, ses alliances ont fluctué au gré des circonstances. Face à la recrudescence des attaques iraniennes en 1983, le régime baasiste prit langue avec l'UPK et avec son dirigeant, M. Talabani, qui venait de suspendre son alliance avec la République islamique.

Estimant l'Iran plus dangereux pour les Kurdes que l'Irak, l'UPK accepta un cessez-le-feu et la médiation de M. Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), allié de Bagdad. L'autre grande composante de l'opposition kurde irakienne, le Parti démocratique kurde (PDK), d'Irak, de M. Massoud Barzani, fils du prestigieux Moustapha Barzani, restait lié au régime islamique.

L'échec des négociations, dû en grande partie aux pressions des Etats-Unis et de la Turquie – alors que Paris et Moscou encourageaient au contraire un accord, – conduisit progressivement l'UPK à retourner dans le giron iranien et à renouer ses alliances avec le PDK d'Irak et le PCI. On revenait ainsi une situation plus classique : chacun des deux mouvements nationaux kurdes, iranien et irakien, se retrouvait allié avec l'ennemi de leur gouvernement.

Les dirigeants de l'UPK, conscients des erreurs de Moustapha Barzani en 1975, étaient néanmoins convaincus que l'ayatollah Khomeiny ne traiterait jamais avec le « *traître Saddam Hussein* ». Ils ont joué la défaite de celui-ci – sous-estimant l'appui international dont l'Irak bénéficiait.

Poussé par Téhéran, M. Talabani effectua, au début de 1988, des démarches auprès d'Ankara ; mais les autorités turques, qui ont toujours refusé d'utiliser les Kurdes contre leurs voisins, rejettèrent ces avances. L'UPK s'est tournée alors vers le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène la guérilla dans l'est de la Turquie. Un accord a été signé le 1er mai 1988 à Damas entre les deux organisations.

A l'entente kurdo-iranienne, qui mettait en danger les installations pétrolières de Kirkouk, Bagdad répondit avec une extrême brutalité. En avril 1987, l'armée lançait plusieurs offensives au nord, procédant à des bombardements classiques et chimiques et au déplacement massif de populations. Cette pratique de la déportation n'était pas nouvelle, mais elle prit une dimension systématique sans précédent : il s'agissait à la fois de couper les « peshmergas » de la population et d'accélérer l'arabisation du Kurdistan. Ainsi, les paysans kurdes chassés de leurs villages ne peuvent habiter Kirkouk, tandis qu'un Arabe venant s'y installer recevait, en septembre 1987, l'équivalent de 600 000 francs pour construire une maison.

L'opinion internationale commença à s'émouvoir quand, en mars 1988, plus de cinq mille personnes, hommes, femmes et enfants, furent tués dans la ville de Halabja – qui venait d'être conquise par les « peshmergas » et leurs alliés iraniens – à la suite de l'utilisation massive de gaz. Bagdad affirma alors « *son droit ainsi que sa détermination à avoir recours à tous les moyens à sa disposition pour contrer l'invasion iranienne* », y compris contre ses propres citoyens.

En septembre 1988, toutefois, le régime baasiste a fermement nié toute utilisation d'armes chimiques et a organisé de grandes manifestations devant l'ambassade américaine pour protester contre les menaces de représailles économiques envisagées par le gouvernement et le Sénat à Washington. Et pendant ce temps la guerre continue : à la mi-septembre, l'armée irakienne avait repris le contrôle de la plupart des « zones libérées » kurdes et la frontière avec la Turquie était à nouveau sous contrôle gouvernemental.

L'avenir de l'opposition kurde irakienne paraît bien sombre ; davantage, en tout cas, que celui du PDK d'Iran. Le mouvement de M. Ghassemlou, qui combat la révolution islamique, a toujours refusé de coordonner ses actions avec l'armée irakienne, contrairement aux Moudjahidines de M. Massoud Radjavi : on ne peut l'accuser de trahison. De plus, tout en nouant une alliance politique avec M. Saddam Hussein, il a tenté de maintenir une autonomie suffisante lui permettant de faire face à un accord entre les deux régimes de Téhéran et de Bagdad.



Saeed Sadegi

SURVIVANTS D'HALABJA
Des moyens « répugnants et injustifiables ».

Plus de cent mille personnes se sont déjà *réfugiées en Turquie*, où elles rejoignent les nombreux Iraniens qui ont fui le régime de l'ayatollah Khomeiny. Le premier ministre, M. Ozal, a toutefois déclaré qu'il y avait « *une limite au nombre de réfugiés que la Turquie pouvait accueillir* ». Les autorités sont inquiètes des conséquences de ces migrations : bien que réprouvant le terrorisme du PKK, de nombreux Kurdes turcs sympathisent avec ses objectifs politiques et pourraient se radicaliser (5) au contact de leurs frères irakiens et redécouvrir une culture dont Ankara a longtemps nié jusqu'à l'existence.

---

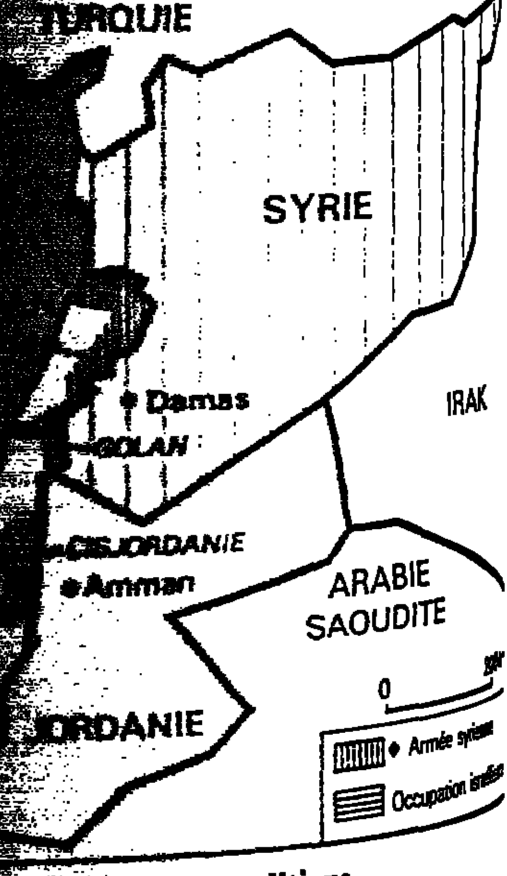
(1) Le gouvernement de M. Jacques Chirac lui interdira toutefois l'entrée sur le territoire français.

(2) Voir Christiane More, « Les Kurdes, un enjeu oublié au Proche-Orient », *le Monde diplomatique*, octobre 1986.

(3) Divulgué en grande partie dans *Village Voice*, New-York, 16 et 23 février 1976. Voir William Blum, *The CIA, The Forgotten History*, Zed, Londres, 1986.

(4) Voir William Blum, *op. cit.*, page 278.

(5) Sur les Kurdes de Turquie, voir Christiane More, « Kurdistan : un lancinant problème », *le Monde diplomatique*, novembre 1987.



DROIT A LA DIFFÉRENCE CONTRE DROITS DE L'ENFANT

La blessure de l'excision

PRATIQUÉE dans vingt-six Etats africains ainsi qu'en Indonésie et en Malaisie, l'excision ou ablation du clitoris a été importée en France au début des années 60 par certains ressortissants de ces pays venus trouver accueil et travail. Dans le monde, de 75 à 85 millions de femmes ont déjà subi cette mutilation qui, quelles qu'en soient les formes, comporte des conséquences irréparables. « *Torture* » aux yeux de l'ancien ministre de la santé, M. Léon Schwartzenberg, « *obligation morale* » pour les Africaines, respectueuses des conventions de leurs groupes d'origine, l'excision provoque une souffrance objective, infligée à des fillettes hors d'état de se protéger.

Par DOMINIQUE VERNIER *

« *Nous sommes bien mal placés pour donner des leçons, nous qui avons offert au monde le spectacle de barbaries organisées, lors de la seconde guerre mondiale*, expliquait récemment M. Jean-Marie Somny, un magistrat de Pontoise. *Car ces pratiques qui nous paraissent barbares et cruelles traduisent une appartenance au groupe qui offre, en retour, une solidarité dont nous avons perdu le secret et dont nous gardons la nostalgie.* » Et il concluait : « *Si nous n'avons pas le monopole des valeurs universelles, il ne faudrait pas que la reconnaissance du droit à la différence nous serve d'alibi pour un droit à l'indifférence.* »

« *Refuser un rite, c'est rejeter la société dans ce qu'elle a de plus profond, de plus évident* », disait le sociologue Henri Mendras (1), nous invitant ainsi, avant que de juger, à essayer de comprendre. Pour les anthropologues dont Bruno Bettelheim (2) cite les travaux, l'excision, tout comme la circoncision pour les jeunes garçons, est un « *rite de passage qui introduit l'adolescent dans la société adulte* ».

Mais lorsque l'on sait que l'excision se pratique maintenant dès les premières semaines de la vie (contre huit à treize ans, auparavant, selon les ethnies) pour éviter les traumatismes psychiques, il est nécessaire de trouver d'autres explications. Michel Erlich (3) en évoque plusieurs : préservation de la chasteté, peur des infidélités, volonté de réduire le plaisir féminin ou encore considérations esthétiques et hygiéniques.

Se situant au carrefour de l'anthropologie et de la psychanalyse, Bruno Bettelheim « *a l'impression que l'excision a été imposée à la fille par les hommes* » et pense qu'elle scelle le moment où l'enfant est définitivement identifié à un sexe.

Ces rites, le fondateur de l'école d'orthogénie de Chicago les considère comme « *des tentatives mâles d'acquérir le contrôle des fonctions sexuelles féminines* ». Il note d'ailleurs que « *de nombreuses tribus africaines qui pratiquent la circoncision des filles sont ou étaient polygames et que les femmes et les filles y étaient totalement soumises à la volonté du père* ».

La première traductrice de Freud, Marie Bonaparte (4), soutient l'idée que « *les hommes se sentent menacés par ce qui aurait une apparence phallique chez la femme, c'est pourquoi ils insistent pour que le clitoris soit enlevé* ». Ce qui rejoint un « *axiome psychanalytique* » défendu par Bettelheim : « *Un sexe éprouve de l'envie à l'égard des organes sexuels et des fonctions de l'autre sexe.* »

On est loin des arguments des associations féministes qui, si elles ont eu l'immense mérite de révéler la gravité du problème, ont recouru à des explications parfois limitées sur la volonté des hommes de maintenir sur les femmes leur « *cruelle domination* », selon les termes de Benoîte Groult (5).

Mais accepter le relativisme des cultures ne signifie pas défendre n'importe quelle tradition, au nom d'un confortable mais aveuglant droit à la différence. La situation en France, où chaque année de nombreuses fillettes meurent encore de l'excision, n'autorise pas un tel glissement.

La médicalisation, une fausse solution

DANS une société qui, en partie, prône l'enrichissement mutuel des cultures, l'excision pose une question éthique d'importance : jusqu'où pouvons-nous accepter les valeurs des autres, sans renoncer à nos propres valeurs ? En l'occurrence, est-il pensable pour une société qui entend défendre les droits de l'enfant et interdire toute atteinte à l'intégrité physique des personnes d'autoriser sur son sol la pratique de l'excision ?

Juridiquement, la France a répondu clairement à cette question dans un arrêt de la Cour de cassation du *20 août 1983 : l'ablation du clitoris* est une mutilation au sens de l'article 312 du code pénal (6).

Plusieurs associations dont Enfance et Partage et SOS femmes alternatives ont mené un combat en France pour que l'excision soit, bien qu'on ne puisse établir l'intention de nuire des parents, considérée comme un crime et non comme un délit.

Mᵉ Catherine Zviloff, avocate d'Enfance et Partage, s'en explique : « *C'était une question capitale. Est-ce qu'un fait culturel (une coutume) peut justifier d'un acte contraire à l'ordre public ? L'accepter signifierait l'intégration dans le droit français d'éléments d'une législation étrangère qui lui seraient incompatibles. Il y aurait là une perte d'autorité de l'Etat. Imaginez que l'on acquitte un mari jaloux ayant lapidé sa femme, au prétexte que c'est la tradition dans son pays.* »

L'avis qu'a rendu, le 30 juin, la commission consultative des droits de l'homme, présidée par M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (président également de la LICRA), va dans ce sens : « *Nul droit à la différence, nul respect d'une identité culturelle ne saurait légitimer des atteintes à l'intégrité physique de la personne, telle l'excision, qui ont le caractère de traitements criminels.* »

Actuellement en France, une dizaine d'affaires d'excisions sont pendantes. Deux d'entre elles devraient être jugées fin 1988 devant les assises de Paris, avec, sur le banc de la défense, Mᵉ Mamadou Sawadogo, un avocat burkinabé.

Il s'agit des époux Koulibaly, originaires du Mali, qui ont fait exciser leurs six petites filles, âgées de seize mois à huit ans, et d'un autre couple de Maliens, les Traoré, dont la petite fille Bobo, âgée de trois mois, est décédée d'une excision.

Jusqu'à présent, un seul cas est venu devant les assises, à Pontoise, en mai 1988 : un homme et ses deux épouses, tous trois maliens, ont été condamnés à trois ans de prison avec sursis pour avoir excisé (ou fait exciser, plus probablement) leur petite fille Mantessa, cinq semaines, morte vingt-quatre heures après l'« opération ».

« *Pour être efficace*, soutient Mᵉ Zviloff, *une sanction doit être juste et compréhensible, donc en rapport avec l'état sociologique de l'opinion française et des accusés.* » « *Aujourd'hui*, estime-t-elle, *il serait prématuré et dangereux d'envoyer en prison les auteurs de tels actes car cela ne ferait que les braquer et les condamner à la clandestinité.* »

Face à une telle situation, la médicalisation de l'excision, c'est-à-dire sa réalisation en milieu hospitalier, peut paraître un compromis acceptable. Elle évite certes la septicémie, ou d'autres séquelles physiologiques. Mais elle comporte l'inconvénient majeur de cautionner le rite par ailleurs dénoncé. Mᵉ Sawadogo y est hostile : « *Cela perpétue la tradition plus que cela ne l'aide à disparaître* », de même que Mᵉ Zviloff : « *La médicalisation est une façon commode et confortable de se débarrasser du problème.* » Pour le Pr Léon Schwartzenberg, venu témoigner devant la cour d'assises de Pontoise, « *la torture, même quand elle est faite proprement, reste une torture* ».

Pourtant, la médicalisation tente certains pays occidentaux, comme l'Italie où le secrétaire d'Etat à la santé, *Mᵐᵉ Elena Marinucci, a confirmé* (7) l'existence de dispensaires et d'hôpitaux du système national de santé qui pratiquent la clitoridectomie sur des fillettes africaines. En France, une telle pratique est officiellement impensable. Le code de déontologie médicale stipule, dans un décret du 28 juin 1979, qu'« *aucune mutilation ne peut être pratiquée sans motif médical sérieux et, sauf urgence ou impossibilité, qu'après information des intéressés et avec leur consentement* ».

Quant au Conseil de l'ordre, dans un texte adopté en 1982, il rappelle à ses membres « *qu'une loi les autorise à dénoncer les auteurs des mutilations auprès des autorités compétentes* ». Mais « *il faut éviter que les conditions maladroites d'une dénonciation n'aboutissent à priver l'enfant de tout secours médical* ».

Alors cette pratique, gênante tant pour les magistrats que pour les médecins, comment peut-elle être combattue dans les pays où elle perdure ?

Depuis plusieurs années, l'excision ou sa forme la plus sévère, l'infibulation *(cf. encadré)*, sont condamnées, voire interdites, dans bon nombre de pays d'Afrique. Au Soudan, une loi de 1946 interdit de « *couper délibérément les organes génitaux externes de la femme* » mais exclut du champ des infractions l'ablation du clitoris. L'Egypte s'est dotée en 1978 d'une loi prohibant les circoncisions féminines dans les services de santé publics. Une législation analogue a été adoptée par le Kenya en septembre 1982. L'ancien président du Burkina Faso, Thomas Sankara, a dénoncé en décembre 1983 l'excision comme « *une tentative d'inférioriser la femme en lui faisant porter cette marque qui la diminue* ».

Le 5 avril 1984, le président sénégalais, M. Abdou Diouf, s'est proposé d'agir en vue « *d'accélérer le dépérissement de cette survivance qu'est l'excision par l'éducation et non par l'anathème* ». Depuis 1977, plusieurs conférences et séminaires internationaux (Khartoum, 1979 ; Alexandrie, 1980 ; Dakar, 1980 ; Nairobi et Conakry, 1985) avaient déjà œuvré en ce sens.

« *L'excision est un élément d'un tout*, affirme Mᵉ Sawadogo. *On ne peut prétendre le combatre en s'y attaquant de manière isolée. Pour que cette pratique cesse, il faut une transformation de la mentalité des hommes. Cela ne peut se faire du jour au lendemain.* »

Au-delà de la prise de conscience du facteur « temps », il est indispensable de réfléchir aux moyens les plus efficaces de lutter pour accélérer le dépérissement de cette coutume.

Rappelant que « *toutes les tentatives d'abolition de ces pratiques, notamment celle de l'Eglise de la mission écossaise au Kenya en 1929, se sont soldées par un échec* », M. Awa Thiam estime (8) que « *sans observer une rupture radicale avec les hommes les femmes ont à travailler avec eux dans la perspective d'une libération des femmes et des hommes* ».

De fait, un des écueils sur lesquels bute le combat actuel est que la majeure partie du travail de terrain est réalisée par des femmes – sages-femmes, infirmières, médecins – et associations de femmes. Or les hommes possèdent une clé essentielle du problème : ce sont eux qui peuvent accepter ou non d'épouser des femmes non excisées, de même que ce sont eux qui décident de faire exciser leurs fillettes.

Lorsque des gouvernants de pays africains ont eu l'initiative, ils ne sont parvenus, bien souvent, à toucher que l'élite citadine intellectuelle. Dans *Carrefour africain* (9), une journaliste déplorait que « *l'on tente de combattre cette pratique souvent par des lois et des campagnes d'information mal conçues. Une nouvelle approche devrait être amorcée dans la recherche de méthodes adéquates et moins rébarbatives* ».

Une pratique qu'aucune religion ne préconise

ENFIN, troisième facteur de lenteur, le travail d'information, là où il est le plus nécessaire, c'est-à-dire dans les villages isolés, se heurte à l'absence d'instruction des populations et nécessite donc un travail préalable d'alphabétisation.

En tout cas, l'excision n'est préconisée par aucune religion. Seule la circoncision des garçons l'est, tant dans la religion hébraïque que musulmane, à travers ces paroles de Dieu à Abraham : « *Vous ferez circoncire la chair de votre prépuce et ce sera le signe de l'alliance entre moi et vous.* »

En Guinée, dès 1969, Mme Touncara, déléguée de l'organisation Sentinelles (10), a lancé avec des groupes de parents et de sages-femmes, la pratique des excisions symboliques qui consiste à faire saigner légèrement le clitoris, tout en préservant les cérémonies accompagnant ce rite. Depuis 1985, la diffusion de ce simulacre – également pratiqué à Djibouti – est assurée grâce à des conférences dans les écoles.

Cette expérience dont la portée est encore limitée ne doit pas empêcher la poursuite du travail d'explication et de prise de conscience sur le caractère dangereux et mutilant de la coutume.

En France, ce travail peut se faire dans les centres de protection maternelle et infantile mais aussi dans les écoles où les échanges entre enfants africains et français permettent d'espérer la régression de l'excision pour une partie des générations suivantes.

En Afrique, les campagnes d'information n'ont eu encore que peu d'effets. « *Le combat se situe*, selon Mᵉ Sawadogo, *entre les anciens, défenseurs d'un ensemble cohérent de valeurs, et les modernes, capables de critiquer une de ces valeurs.* »

Dès maintenant, suggère Renée Saurel (11), « *nous pourrions diffuser, dans les maternités, des cassettes en sarakole, bambara et autres langues vernaculaires sur les différents problèmes posés par l'excision* ».

« *Blessure symbolique* », selon l'expression de Bruno Bettelheim. Mais blessure tout aussi bien réelle, physique, psychologique, l'excision doit être combattue activement. La traduction en justice n'est pas nécessairement la bonne solution, regrette Mᵉ Sawadogo, qui aurait préféré d'autres méthodes, par exemple la suppression temporaire des allocations familiales.

« *Pendant que nous affirmons des évidences*, explique Mᵉ Sawadogo, *fondées pour nous sur la science, eux continuent de marcher sur des mystères. Mais l'argument scientifique n'est pas plus compréhensible pour eux que le mystère ne l'est pour nous. Quand l'ignorance – ignorance du corps, de l'anatomie, de la naissance – est une valeur sociale, alors beaucoup de temps est nécessaire pour transformer les mentalités. Mais rappelez-vous que quelques années – moins d'une génération – ont suffi pour que les femmes africaines trouvent ridicules les scarifications qu'elles portaient au visage.* »


Marc Riboud-Magnum

DANS UNE VILLE AFRICAINE
Il faut beaucoup de temps pour transformer les mentalités

Les mutilations sexuelles féminines

- **Origine** : les mutilations sexuelles féminines apparaissent, selon Bruno Bettelheim, dans les sociétés sans écriture. Les premières traces écrites remontent au IIᵉ siècle avant J.-C. et se trouvent sur le 15ᵉ papyrus grec du British Museum, selon Michel Erlich (1).
- **Localisation** : l'excision, sous ses diverses formes, est présente dans 26 pays d'Afrique (Mali, Sénégal, Guinée, Burkina-Faso, Djibouti, Bénin, Egypte, Ethiopie, Kenya, Tanzanie, Mauritanie...) mais aussi au Yémen du Sud et dans le sultanat d'Oman. Sur les autres continents, on ne la retrouve qu'en Malaisie, en Indonésie et ponctuellement en Amazonie péruvienne.
- **Population touchée** : le chiffre varie entre 75 millions de femmes et fillettes (2) et 85 millions (3). En France, selon l'estimation d'un groupe de travail en 1982 (4), la population concernée serait de 23 000 femmes et enfants, parmi les 112 779 ressortissants des pays concernés.
- **Trois types d'excision** :
  – Type I, dit Sunna : ablation du capuchon du clitoris ;
  – Type II : ablation du clitoris et des petites lèvres ;
  – Type III (dit pharaonique ou infibulation) : ablation du clitoris, des petites et des grandes lèvres. Ces dernières sont ensuite suturées. Seul subsiste un petit orifice, pour laisser couler l'urine et les règles (ce type d'excision se pratique surtout au Mali, au Soudan et en Somalie).
- **Séquelles** : l'excision peut perturber soit la menstruation, soit l'accouchement, soit la sexualité. On note en particulier des dysmenorrhées, l'hématocolpos (rétention des règles), des déchirures périnéales, des infections vaginales ou urinaires. Les cas de frigidité ou d'inhibition dans les rapports sexuels sont fréquents.

(1) Michel Erlich, *la Femme blessée*, L'Harmattan, 1986.
(2) Commission des droits de l'homme des Nations unies, rapport du groupe de travail sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, sous la présidence de Mᵐᵉ Halima Embarek Warzazi, 1985.
(3) Fran Hosken, *les Mutilations sexuelles féminines*, Denoël-Gonthier, 1983.
(4) Ouvrage collectif, *les Mutilations du sexe en France*, Ed. Tierce, 1984.

* Journaliste.

(1) Henri Mendras – *Eléments de sociologie* – Armand Colin, Paris, 1975.

(2) Bruno Bettelheim – *les Blessures symboliques* – Gallimard, 1971.

(3) Michel Erlich – *la Femme blessée* – L'Harmattan, Paris, 1986.

(4) Marie Bonaparte – « Notes sur l'excision » – *Revue française de psychanalyse*.XII, 1946.

(5) Benoîte Groult – Préface de l'ouvrage de Fran Hosken, – *les Mutilations sexuelles féminines* – Denoël Gonthier, 1983.

(6) « *Quiconque aura volontairement porté des coups à un enfant âgé de moins de quinze ans ou aura commis des violences ou voies de fait sera puni de la réclusion criminelle à temps de dix à vingt ans, s'il en est résulté une mutilation, une amputation, la privation de l'usage d'un membre ou la mort, sans que l'auteur ait eu l'intention de la donner.* » Si les pères et mères légitimes sont les auteurs de tels actes, la peine encourue est portée à la réclusion criminelle à perpétuité.

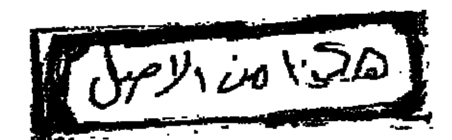
(7) Jean-Pierre Clerc – « Excisions « officielles » en Italie » – *le Monde* du 24 février 1988.

(8) Awa Thiam – *la Parole aux négresses* – Denoël, coll. « Médianes », 1978.

(9) *Carrefour africain*, hebdomadaire national d'informations du Burkina Faso, nᵒ 874 du *15 mars 1985* (mais aussi sur le même sujet, nᵒ 1041 du 3 juin 1988).

(10) Sentinelles a été créée en 1980 par Edmond Kaiser, fondateur de Terre des hommes.

(11) Renée Saurel – *Bouches cousues. Les mutilations sexuelles féminines et le milieu médical* – Ed. Tierce, Paris, 1985.



UNE PLANÈTE MISE A SAC

Soudain, un jour de septembre, M. Bush, candidat à la présidence des Etats-Unis, découvrit que l'environnement pouvait être un thème de campagne. Ce fut un des temps forts, puisque spectaculaire, de sa quête de suffrages : il se fit photographier dans le port de Boston, dont il dénonça les nuisances. Responsable : M. Dukakis, qui a négligé son propre fief. Or, M. Bush a, pendant huit ans, approuvé la politique la plus rétrograde que la Maison Blanche ait jamais menée dans ce domaine.

Le « coup » de Boston ne doit pas faire illusion : si la rapide destruction de la planète est en marche, la révolution culturelle qu'impliquerait un renversement de situation n'est en rien déclenchée – car il s'agirait bien d'une véritable mutation, ainsi que l'expriment ci-dessous René Dumont, Giorgio Ruffolo et les signataires de l'« appel de Vézelay ». Comment baptiser autrement la remise en cause d'un type de développement qui alimente l'idéologie dominante de l'époque ?

Les avertissements comme les études n'ont pourtant pas manqué depuis deux décennies, mais la foi est telle en la vertu de l'accumulation et tellement puissants sont les intérêts en jeu qu'il faut une accélération des catastrophes pour que le drame commence à entrer dans le champ du débat démocratique. Un exemple : l'Australie, un continent. Un inépuisable grenier capable, sous-peuplé qu'il est, de nourrir nombre d'autres pays. Du moins le disait-on. Erreur majeure : l'Australie commence à ouvrir les yeux : elle est dévastée, ses terres sont dégradées, s'épuisent et, dans certaines régions, ne pourront plus rien produire *dans quatre-vingts* ans. *C'est-à-dire demain (1).*



Roger-Viollet

GRAVURE DE ROBIDA (1883)
Un avertissement ancien qui n'a pas été écouté

Aucun recoin du globe n'est désormais épargné par cette mise à sac faustienne. Et cependant, parce qu'il « faut » être « moderne », et que ce qui tient lieu de raison étrangle de ses sarcasmes qui refuse l'idolâ*trie de l'époque, de sinistres lendemains s'élaborent* pour les générations à venir. Pis encore : les systèmes d'enseignement coulent les esprits dans le moule où la science, qualifiée d'objective, est mise au service d'un économisme sans frein.

Parole de riche, alors que la faim, la malnutrition, l'ignorance continuent de blesser une bonne part de l'humanité ? L'argument porterait si le type de développement dominant n'était, justement, celui-là même qui est en train d'interdire à tous les peuples en détresse l'espoir de sortir de leur inhumaine condition.

L'année 1989 sera l'occasion, en France et ailleurs, de mille discours sur les *droits* de l'homme. Peut-être est-il encore temps d'inscrire au programme une réflexion sur le premier de ses *devoirs :* celui d'aménager une planète qui ne ressemble pas à un grand cimetière sous la Lune.

J. D.

(1) Lire à ce sujet « The Wasting of a Continent », Far Eastern Economic Review (Hongkong), 22 septembre 1988.

La survie de l'humanité en grand péril

« Nous empruntons un capital écologique aux générations à venir en sachant pertinemment que nous ne pourrons jamais le leur rembourser. Ils auront beau nous maudire d'avoir été si dépensiers, ils ne pourront jamais récupérer ce que nous leur devons. Nous agissons de la sorte parce que nous n'avons pas de comptes à rendre : les générations futures ne votent pas, elles n'ont aucun pouvoir politique ou financier, elles ne peuvent s'élever contre nos décisions. »

(Notre avenir à tous, 1988.)

Par **RENÉ DUMONT**

EN 1970, les Nations unies, déjà inquiètes de la pollution croissante, du gaspillage des ressources rares non renouvelables, de l'explosion démographique et de l'avancée des déserts, avaient commandé une étude qui fut coordonnée par les très regrettés Barbara Ward et René Dubos. Ce premier avertissement avait abouti à la création du Programme des Nations unies pour l'environnement, qui siège à Nairobi. En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies confia à Mme Gro Harlem Brundtland (premier ministre travailliste de Norvège) et à M. Mansour Khalid, du Soudan, la direction d'une seconde étude qui allait être menée par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Formée de dix-neuf autres commissaires (six venant des pays occidentaux riches, trois des pays de l'Est et douze des pays dits « en voie de développement », dont la Chine), cette commission a, pendant trois années, sollicité les avis de milliers d'instituts, d'organisations et de particuliers représentant la majorité de la communauté *scientifique mondiale, des économistes*, des juristes et même des « politiques », mais tous indépendants de leurs gouvernements. Elle a présenté, en vue de les faire discuter, ses premières conclusions dans de nombreuses audiences publiques *(public hearings)* réalisées en Indonésie, au Zimbabwe, au Kenya, au Brésil, en URSS, en Allemagne fédérale, au Japon, en Norvège et au Canada. Le plus extraordinaire est que ces milliers de chercheurs et de politiques sont arrivés à un accord sur une conclusion dramatique, en sachant bien qu'ils mettent ainsi en cause toute notre civilisation, jusqu'ici fondée sur le mythe d'une croissance économique *ne tenant* aucun compte de l'environnement, base de sa continuité. Le rapport de cette commission, publié en anglais en avril 1987 sous le titre *Our Common Future* (1), a eu un grand retentissement en Amérique du Nord, mais est resté à peu près ignoré en Europe continentale et notamment en France. Ce sont des éditeurs québécois qui viennent enfin de le publier en français sous le titre *Notre avenir à tous* (2). La France, qui avait été trop peu impliquée dans cette commission – on se demande pourquoi, – se serait honorée en faisant paraître cette traduction. Une fois de plus, elle a manqué le coche...

La *situation est bien autrement* dramatique qu'en 1970. Aux menaces déjà reconnues de pollutions multiples, de pluies acides et d'épuisement des ressources rares non renouvelables, s'ajoutent deux altérations mondiales qui mettent en jeu, dans un délai limité, l'existence même de l'humanité. L'ozone de haute altitude nous protège des rayons ultra-violets capables, si on les laisse tous passer, de provoquer des cancers généralisés et même de menacer toute forme de vie. Or voici que cette couche protectrice diminue dangereusement. A Montréal, en septembre 1987, on s'est mis d'accord pour réduire la production des gaz qui la menacent, comme le chlorofluorocarbone de nos aérosols. On parle donc de réduire, alors qu'il faudrait vite supprimer ces dangers, même si des intérêts économiques sont en cause, car nos vies, elles, sont en jeu.

Par ailleurs, la teneur en gaz carbo*nique (CO2) de l'atmosphère n'avait* guère varié jusqu'à la révolution industrielle. Avec le déboisement généralisé et, surtout, un usage sans cesse accéléré des combustibles fossiles (charbon, lignite et, plus encore, dérivés du *pétrole), on a constaté* une *élévation* de plus en plus rapide de cette teneur. Or ce CO2 accru, allié à d'autres gaz, comme le méthane, provoque un effet de serre : les rayons du soleil le traversent, mais pas les rayons réfléchis par la terre. Le résultat est un réchauffement global de l'atmosphère, qui a déjà commencé aux environs de 1970. Sur les six années les plus chaudes (en moyenne mondiale) observées depuis qu'on mesure les températures, quatre se situent entre 1980 et 1987. La sécheresse se généralise, de l'ensemble de l'Afrique à l'Inde et à l'ouest des Etats-Unis et du Canada. La disparition des forêts éthiopiennes compromet la vie de l'Egypte en réduisant le débit du Nil (3). Et tous les fleuves du monde, du Niger au Mississippi, du Gange au fleuve Jaune, voient leur débit diminuer dangereusement...

Accaparement et gaspillage

SI les tendances actuelles se prolongent, si nous n'arrivons pas à réduire rapidement nos gaspillages d'énergie, nous savons maintenant en toute certitude que la température sans cesse accrue va perturber tous nos climats, donc toute l'agriculture ; tandis que les pluies acides menaceront de plus en plus nos écosystèmes aquatiques et forestiers. Le réchauffement consécutif des masses d'eau de mer va les gonfler ; en y ajoutant la fonte des glaces polaires, cela élèvera le niveau des océans, menaçant toutes les installations portuaires du monde, toutes les basses vallées et toutes les zones côtières, où vit le tiers de la population mondiale.

Le trop rapide recul des forêts tropicales (11 millions d'hectares en moins par an) va faire disparaître des centaines de milliers d'espèces végétales et animales dont on pourrait tirer grand parti ; tout en accentuant les sécheresses et les inondations. De son côté, l'explosion démographique, généralisée dans le tiers-monde, plus accentuée en Afrique, accélère ce recul des forêts, tout comme elle contribue à détruire des pâturages et à dégrader des sols : on compte déjà 6 millions d'hectares de déserts en plus chaque année dans le monde ; et le rythme risque fort de s'accélérer.

Si les géologues estiment que la « civilisation des dinosaures » a dominé notre planète pendant cent soixante-dix millions d'années, il devient de plus en plus improbable que la civilisation de l'*homo sapiens* puisse se prolonger au-delà de quelques siècles, sinon de quelques millénaires. La seule chance d'une survie plus prolongée exige impérieusement le rejet intégral de notre civilisation de gaspillage ; donc du libéralisme économique, sur lequel elle se fonde et par lequel elle se justifie.

Le coût d'extraction d'un baril de pétrole en Arabie saoudite, après 1920, était des plus modestes, parfois de quelques cents. Et ce fut une base primordiale de la fixation du prix du carburant, la définition de son « prix de revient ». Ce qui a incité à un invraisemblable gaspillage d'une ressource fossile non renouvelable et finalement aussi rare que le diamant, si on se place à l'échelle mondiale et à l'échelle historique de nos besoins, et de ceux de tous nos descendants. Les pays riches ont accaparé ce pactole, et le système économique qu'ils ont réussi à imposer sur notre « petite planète » leur permet de le gaspiller sans vergogne.

(Lire la suite page 12.)

(1) *Our Common Future*, World Commission on Environment and Development, Oxford University Press, 1987.

(2) *Notre avenir à tous*, Commission mondiale sur l'environnement et le développement, éditions du Fleuve et Les Publications du Québec, Montréal, 1988.

(3) Voir Habib Ayeb, « Quand baissent les eaux du Nil », *le Monde diplomatique*, août 1988.

L'APPEL DE VÉZELAY

« Pour des états généraux de la planète »

LE groupe de Vézelay (1) a pour vocation de mener une réflexion collective sur les problèmes essentiels de notre temps. En 1987-1988, il a pris pour thème les *risques technologiques majeurs.*

A l'aide de rapports établis par des experts, d'avis recueillis auprès de personnes qualifiées et des conclusions des Journées de Vézelay de fin mars 1988, il a formulé un constat, assorti d'une déclaration sur la gravité et l'ampleur des problèmes de l'environnement. Avec des dizaines d'autres personnalités, il a aussi lancé un appel *« pour des états généraux de la planète ».*

Constatant qu'il est essentiel d'agir à l'échelle du globe pour reprendre les commandes du progrès, il propose que, *« deux siècles après la déclaration des droits de l'homme, des états généraux de la planète » réunissant l'ensemble des forces vives, affirment de façon solennelle les droits de l'humanité.*

» Ces états généraux seront l'occasion d'une réflexion collective – source de nouvelles impulsions – sur les solutions les plus efficaces pour sauver les équilibres vitaux de la planète, sur les formes de développement susceptibles d'assurer à tous les hommes et aux générations à venir les conditions d'une existence digne et harmonieuse, et sur l'établissement de relations équitables entre les pays les plus industrialisés et les autres. Par la prise en compte liguée de ces trois enjeux pourront être tracées de nouvelles perspectives pour l'aventure humaine (2) ».

(1) En sont membres : Mme Calliope Beaud, coordinatrice des Journées, et M. Michel Beaud, économiste ; MM. Pierre Calame, président de la Fondation pour le progrès de l'homme, qui soutient les Journées de Vézelay ; Casamayor, juriste ; Venant Cauchy, président de la Fédération internationale des sociétés de philosophie ; Maurice Cosandey, ancien président du conseil des écoles polytechniques fédérales, Suisse ; Joseph Ki Zerbo, historien africain, et René Loubert, dirigeant d'un groupe industriel.

(2) Parmi les signataires de cet appel : MM. René Dumont, Thierry Gaudin, Stéphane Hessel, Albert Jacquard, Jean-Marc Lévy-Leblond, Michel Morineau, Edgard Pisani, Alain Ruellan, Marcel Boiteux, René Lenoir, Edgar Morin (France), Samir Amin (Egypte), Mohamed Ali Abrougui (Tunisie), Djibo Laïti Ka (Sénégal), Jacques Chonchol (Chili), Tarcicio M. Padilha (Brésil), Ru Xin (Chine), Rajni Kothari (Inde).

Déclaration et appel disponibles à : Journées de Vézelay, rue Bonnette, 89450 Vézelay.

UNE PLANÈTE

La survie de l'humanité en grand péril

(Suite de la page 11.)

Ce gaspillage n'est possible, nous le rappelions dès 1973 (4), que parce que les pays pauvres n'ont pas les « moyens » d'en utiliser autant, en proportion de leur population : ils ne peuvent même pas en disposer pour couvrir leurs besoins les plus élémentaires. Comme il n'est pas généralisable à l'échelle mondiale, notre *american way of life* est donc profondément immoral. Et pour ceux qui refusent d'inclure la morale dans l'économie, disons qu'ils nous conduisent à la mort.

Certes, les automobiles ne dépensent, en carburants, que 20 % de l'énergie consommée dans les pays industrialisés. Mais les préfaciers canadiens de l'édition française de *Notre avenir à tous* soulignent à juste titre que ce calcul ne tient compte que des carburants versés dans les réservoirs des véhicules. Si l'on y ajoute l'énergie consommée dans la fabrication et l'entretien des véhicules (minerais, fonderies, assemblage et distribution des pièces, etc.) ; si l'on tient compte, aussi, de l'énergie dépensée pour créer et entretenir tout le réseau des transports automobiles et, également, du fait que l'automobile a encouragé la dispersion urbaine de faible intensité, etc., alors on peut estimer que l'automobile, et surtout la voiture particulière, est responsable de la moitié de la consommation énergétique d'Amérique du Nord et des pays riches d'Europe. Luc Gagnon et Harvey Mead, préfaciers de l'édition française, concluent donc : *« Dans les pays occidentaux, il n'existe pas de scénario de basse consommation d'énergie sans réduction de l'utilisation de l'automobile privée. »* Je préciserais, pour ma part, réduction massive et rapide comme condition de notre survie. Il faudrait d'abord que nos politiques nous disent quelle priorité ils accordent à cette survie à long terme, que nous n'avons pas réussi, depuis 1974, à introduire dans les préoccupations électorales.

Le libéralisme, voilà l'ennemi

BIEN d'autres gaspillages caractérisent notre civilisation, comme nos multiples produits d'utilité douteuse et de nocivité certaine, nos gadgets, nos suremballages, nos gazons à coupe motorisée, etc. Tout cela aboutit à des montagnes d'ordures, plus ou moins toxiques, qu'il va nous falloir vite trier et recycler, à défaut de pouvoir les déverser, comme certains ont récemment essayé de le faire, dans les pays les plus pauvres qui ont espéré desserrer ainsi le carcan de leurs dettes (5).

Les tenants du libéralisme prétendent généralement, aujourd'hui encore, et contre toute évidence, ignorer tout ce qui concerne l'environnement et les menaces que comporte sa dégradation. En 1700, le pays le plus prospère de la planète n'était que deux fois plus riche que le pays le plus pauvre. L'économie libérale a, depuis, permis et favorisé la croissance monstrueuse des inégalités. C'est par le « pillage du tiers-monde » que nous avons pu accroître à un niveau désormais intolérable tous nos gaspillages : et voici qu'ils menacent l'humanité tout entière. Compter sur l'« infaillibilité » des mécanismes économiques du marché ou sur la générosité et les bons sentiments des riches et des puissants pour résoudre ces graves problèmes, voilà bien ce qui a conduit là où nous sommes : « Au bord de l'Apocalypse », comme le titrait *le Devoir* de Montréal en rendant compte de la réunion de Toronto de la fin juin. Pas celle des chefs d'Etat, mais celle, bien plus importante pour l'avenir de la planète, qui, une semaine plus tard, discutait de ce rapport Brundtland et des menaces climatiques mondiales.

Réduire la consommation des combustibles fossiles est donc devenu un impératif de survie. Le meilleur moyen d'y arriver est d'en augmenter, progressivement certes, mais rapidement et très fortement, le prix. Ce qui, combiné à des vignettes aux tarifs vite prohibitifs, obligera à renoncer aux voitures d'orgueil, puissantes et mortelles ; puis, finalement, à toutes les voitures particulières. Les courses d'autos, les rallyes du type Paris-Dakar devront bientôt être interdits. Ce qui nous amènera à développer tous les transports en commun de la convivialié, puis à repenser notre urbanisme ; et finalement toute notre civilisation. Cette élévation des prix rendra « rentables » toutes les mesures d'économie d'énergie, comme des maisons mieux isolées, et toutes les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire (la plus abondante), celle du vent, des petites chutes d'eau, des marées, etc.

Quand les nouveaux prophètes du libéralisme, comme M. Guy Sorman, ignorent tout de l'environnement mais prétendent résoudre tous les problèmes économiques par le « moins d'Etat », et même proclament très haut, sans essayer de la prouver, la *« défaite de Malthus »*, ils sont désormais ridiculisés par ce rapport sur l'environnement et le développement – approuvé, rappelons-le, par l'ensemble de la communauté scientifique mondiale. *De ce* fait, les voici disqualifiés en tant qu'enseignants.

D'autres disqualifications s'imposent, comme ceux des « écologistes » qui disent croire à l'astrologie ou diffusent des thèses antiscientifiques sur l'influence des astres et la prétendue « science de l'invisible », celle des disciples du charlatan Steiner. N'oublions pas, enfin, que la dégradation de l'environnement est au moins aussi marquée dans les pays de l'Est, des démocraties populaires de l'URSS et à la Chine. Le prétendu socialisme (en réalité étatisme dogmatique) qui y règne n'a pas apporté, jusqu'ici du moins, des solutions valables.

Avec l'explosion du gaspillage, dit « productiviste », des pays développés, la seconde menace sur l'avenir de l'humanité est l'explosion démographique du tiers-monde. Rostow leur disait en 1961 : *« Suivez notre modèle de politique économique, et vous arriverez à l'abondance. »* Or, nous dit Lester Brown (6), c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'un continent entier, l'Afrique, voit son niveau de vie diminuer depuis quinze ans, en temps de paix mondiale. Aucun espoir donc de réduire assez vite la natalité, comme nous l'avons fait, par le relèvement du niveau de vie – et *« le lit de la misère est fécond »*, disait Josué de Castro. Un espoir subsiste cependant : le Sri-Lanka et le Kérala, en Inde, ont fortement réduit leur natalité en généralisant l'éducation des fillettes, rurales incluses.

Mais les « prêts d'ajustement structurel » du Fonds monétaire international exigent la réduction des dépenses publiques, et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a montré que cela touche aussi les budgets d'éducation et de santé. Le tiers-monde endetté (il l'est aussi par le mécanisme du sous-paiement de ses denrées agricoles et minérales d'exportation) est obligé de développer ses cultures d'exportation aux dépens de ses cultures vivrières, donc de la nutrition et de la santé de la majorité de la population. Il brade à trop bas prix son patrimoine de richesses minérales et pétrolières. Il démolit les forêts d'Amérique du Sud pour en faire de mauvaises prairies, où l'on produit de la viande de bœuf à destination de l'Amérique du Nord, qui en dispose déjà en surabondance, avec sa propre production. Avec l'automobile, c'est la religion du bifteck, la protéine de loin la plus coûteuse, qu'il faut mettre en cause.

La survie prolongée de l'humanité commence par la réduction des inégalités : il faut payer correctement toutes les ressources rares et non renouvelables de la planète, pour en diminuer le gaspillage. Et par la réduction massive des dettes du tiers-monde – et même leur suppression, pour les plus pauvres.

Chacun s'accorde à redouter l'« hiver nucléaire », et le président Reagan a dû finir par rechercher un accord avec ce qu'il appelait l'empire du mal. Claude Julien rappelait récemment (7) que Moscou et Washington disposent de 26 000 fois la puissance de tous les explosifs utilisés pendant la seconde guerre mondiale. Ces deux superpuissances voient leurs économies toutes deux menacées par l'excès délirant de leurs dépenses militaires : le moment est propice pour les ramener à la raison

Si nous mettons en face toutes les dépenses que vont exiger les nouvelles formes d'un développement « susceptible de se prolonger sur une longue période et sans dégats » *(sustainable development)*, on voit qu'il ne pourra être réalisé, être financé, sans une réduction massive et rapide de toutes les dépenses d'armements. L'économie « viable à long terme », les nouvelles énergies, la protection de l'environnement, les innovations technologiques, l'immense effort de recyclage, exigent un gigantesque effort d'investissement totalement repensé, et d'abord de recherche. Or une proportion excessive de chercheurs – entre le tiers et la moitié – sont obligés de se consacrer, directement ou indirectement, aux recherches militaires. Les dépenses d'armements ont aussi contribué à l'endettement du tiers-monde. La sécurité de l'humanité, de nos pays, ne peut plus être assurée, ne peut plus être recherchée, par un accroissement exorbitant des dépenses consacrées, par exemple, à ce qu'on appelle la « guerre des étoiles ». Seule la protection de l'environnement nous assurera la vraie sécurité, celle de la vie.



A problème mondial, autorité mondiale

TOUS ces problèmes ne peuvent plus être vraiment résolus qu'à l'échelle mondiale. Comme ils ont d'énormes répercussions économiques, et politiques, ils ne peuvent plus être abordés efficacement en l'absence d'une autorité politique et économique établie à l'échelle de notre planète. Nous sommes passés de la famille au clan, puis aux duchés, aux nations, aux empires ; et nous voici déjà en présence d'une Communauté, et finalement de deux blocs : l'Est et l'Ouest. Il nous faut franchir une « nouvelle frontière » par la réalisation, étape par étape, par dialogues, erreurs et rectifications, d'une forme d'autorité mondiale ayant les moyens d'imposer les politiques et les économies désormais indispensables à la survie prolongée de l'humanité. Nous lui fixerions cette tâche comme son objectif absolument prioritaire. Tâche éminemment complexe et difficile, mais l'enjeu en vaut la peine.

L'humanité tout entière se trouve, pour la première fois de son histoire, en présence d'une série de décisions qui commande tout son avenir. Il ne s'agit plus de choisir entre Moscou et Washington, ni même entre le Nord et le Sud. Le problème est en quelque sorte plus simple, il se situe entre la vie et la mort, pour nos descendants. Mais le choix de la vie entraînera, pour les privilégiés abusifs que nous sommes, une série de contraintes : il nous faut renoncer à tous les gaspillages qui ne satisfont guère que notre orgueil. Il nous faut rebâtir une société où la solidarité respectera la dignité de l'autre et de nos descendants, pas seulement en paroles mais économiquement, politiquement et écologiquement (8).

RENÉ DUMONT.



Raymond Depardon/Magnum

LA CÔTE BRETONNE EN MARS 1980
Un environnement saccagé par la folie humaine.

(4) René Dumont, *l'Utopie ou la mort*, éditions du Seuil, Paris, 1973.

(5) Voir Anne Maesschalk et Gérard de Selys, « Le cri d'alarme des pays-poubelles », *le Monde diplomatique*, août 1988.

(6) Du Worldwatch Institute, Washington.

(7) Claude Julien, « Le prix des armes », *le Monde diplomatique*, juillet 1988.

(8) René Dumont (avec la collaboration de Charles Paquet) fait paraître aux éditions du Seuil, à la mi-octobre 1988, un livre qui développe ces idées, avec plus d'accent sur le tiers-monde, sous le titre *Un monde intolérable, le libéralisme en question*, (288 pages, 110 F).

Dans la presse étrangère

Boomerang

ET si la crise, c'était aussi, surtout cela : l'irréversible mise à sac d'une planète et de son espace, et qui a nom développement ? La légende nous assure que l'herbe ne repoussait pas après le passage des chevaux d'Attila. Du moins avaient-ils de l'herbe à fouler.

Cette destruction, consubstantielle à l'époque, est un phénomène universel que ne cesse de décrire, et parfois de juger, la presse mondiale. Le tour du monde des incendies, des pollutions, des contaminations toxiques, des émanations cancérigènes ignore frontières et régimes – quelques coups de sonde dans les journaux étrangers le montrent à l'envi.

Titre de couverture : « N'approchez pas de l'eau. » « Les côtes du monde entier subissent le terrifiant assaut » des chimies et détritus en tous genres (*Newsweek*, 1er août). Vingt milliards de tonnes de rebuts pourrissent les mers. Pour remédier à la situation, il faudra notamment réexaminer l'usage des engrais, d'où *« probablement des modifications importantes dans la manière de pratiquer l'agriculture »* et des solutions ne seront éventuellement appliquées que *« si la pression populaire peut influencer les décisions politiques »*.

La Méditerranée est une des mers les plus polluées du monde, avec sa « sœur » l'Adriatique. Urgence à Venise : le ministre italien de l'environnement annonce qu'*« avec 3 200 milliards de lires nous sauverons Venise et sa lagune »*. La Toscane « bouge », à l'approche du *Karin-B*, ce bateau errant revenu du Nigéria avec sa cargaison mortelle (*La Repubblica*, 13 septembre). Quant à la mer d'Aral, en Asie centrale soviétique, elle... disparaît (*Les Nouvelles de Moscou*, 4 septembre). Son niveau a baissé de 11 mètres, *« la mer s'est éloignée des côtes de 15 et, par endroits, de 66 kilomètres »*. D'ici à l'an 2000, ne restera qu' *« une petite mare de saumure qui disparaîtra à son tour vers l'an 2010 »*. La cause ? *« Un gaspillage irréfléchi et non rationnel de l'eau. »* Pourquoi ? Pour pratiquer en Ouzbekistan la monoculture du coton. Timour Poulatov, écrivain ouzbek, estime que, si des mesures ne sont pas prises d'urgence, il faudra bientôt déplacer les Karapalpaks, une population locale.

La Chine n'est pas épargnée, ni les « nouveaux pays industrialisés ». A Taïwan, le gouvernement commence à enregistrer les violentes récriminations de mouvements populaires excédés par une effarante pollution : *« Taïwan est probablement un des pays les plus pollués du monde »* (*Far Eastern Economic Review*, 25 février). Débat de fond : *« Le gouvernement (...) déclare que la protection de l'environnement est un luxe ; on ne pourra se l'offrir que lorsque Taïwan aura atteint un niveau de développement tel qu'il pourra mener à bien le contrôle coûteux de la pollution et des opérations de nettoyage... »* Comme le Japon voisin, où Mme Shigeru Ishimoto, responsable de la « division pollution » du parti libéral démocratique (au pouvoir), écrit curieusement : *« Bien que la prospérité économique soit en un sens incompatible avec la protection de la nature, notre première tâche doit consister à œuvrer durement afin d'harmoniser l'une et l'autre »* (*Liberal Star*, 10 août). Autre cause du sinistre : la destruction des forêts. Ne faut-il pas toujours plus de bois ? Amazonie, Philippines, Indonésie... Dans ce dernier pays, l'île de Kalimantan (Bornéo) est mise en coupe réglée. Des dizaines de millions d'hectares (53 millions, selon les officiels, beaucoup plus selon la Banque mondiale) ont été concédés (*International Herald Tribune*, 5 septembre). Il faut répondre aux besoins des pays industrialisés et alimenter le budget national. Politique à courte vue : la catastrophe est pour demain si...

Loin des îles « exotiques », le Yellowstone a brûlé. Une des gloires de l'Amérique « naturelle ». Victime notamment de la négligence absolue du système Reagan qui a, libéralisme budgétaire oblige, traité l'environnement avec le plus grand mépris. Un parc, fût-il immense, ne vit que s'il est agrandi, protégé, « environné ». Or – priorité au développement – *ce ne sont, autour des réserves de faunes et de flore,* que constructions spéculatives, extractions de minerais (*US News and World Report*, 29 août – 5 septembre ; *Newsweek*, 29 août). Quant au débat sur l'ozone et la pollution de l'air, il ne fait que commencer et le pourrissement est tel qu'il est conseillé aux Américains voulant faire un peu de sport de *« nager en piscine fermée ou de s'entraîner sur un vélo fixe »* plutôt que de courir à l'extérieur.

D'où, aussi, la relance des discussions sur le nucléaire : puisque l'usage d'énergie fossile est très polluant, mieux vaut faire confiance, disent des « experts », à l'atome, qui ne peut de toute façon, même si l'on *« oublie » Tchernobyl (ce n'est pas le cas de la presse soviétique !)*, remplacer toutes les autres sources. D'où une réflexion sur le type même de développement qui est le nôtre, que proposent notamment les Verts suédois (*Financial Times*, 6 septembre). Ils ne nient pas que leur programme aurait des répercussions sur certaines industries nationales, notamment l'automobile, mais que choisir : l'*« économie »*, ou *« ce qui est bon à long terme pour notre survie »* ? *« Les jeunes comprennent qu'ils auront à payer le prix de notre style de vie d'aujourd'hui »*, dit un Vert suédois.

C'est pour les générations de demain que, cet été, le vieux dirigeant syndicaliste Cesar Chavez, le défenseur de toujours des travailleurs de la terre en Californie, a jeûné pendant un mois (*The Economist*, 20 août). Ce fut *« peut-être son dernier combat »*. Il s'insurge contre l'usage de cinq pesticides qui, selon lui, intoxiquent les ouvriers des vignobles et les consommateurs de raisin. Mais le syndicat a été affaibli par l'arrivée massive d'immigrants et la mécanisation, et l'administration républicaine de l'Etat a tout fait pour le casser. Intérêts politiques, intérêts économiques, environnement, mouvements populaires... Tout se tient. En attendant une issue, qui ne peut qu'être que supranationale, ce qu'il est convenu d'appeler le développement frappe fort – un boomerang à l'échelle planétaire.

JACQUES DECORNOY.



la Repubblica — Newsweek — Liberal Star — LES NOUVELLES de MOSCOU





MISE A SAC

Revoir la notion de bien-être

Par GIORGIO RUFFOLO *

CONSCIENTS, oui, mais encore prisonniers d'une longue tradition mentale, nous avons peut-être du mal à nous rendre compte que le monde est vraiment devenu un, même si cent cinquante Etats s'attendent à rivaliser et à se méfier les uns des autres, même si deux superpuissances continuent à soupeser leurs respectives capacités militaires d'attaque et de défense. Ce monde devenu un, mais pas uni, est cependant unifié par mille facteurs et liens qui, chaque jour, enchaînent un peu plus pays, peuples et gouvernements.

Aujourd'hui, l'arme terrible et absolue qui menace de tout détruire en quelques secondes sème l'angoisse d'un bout à l'autre de ce monde. Nous ne pensions pas qu'informatique, électronique et satellites auraient pu transformer la planète en village. A ce monde encore formé de membres éparpillés mais à la physiologie homogène, il manque un centre nerveux unique, un gouvernement mondial dont le besoin croît de façon impérieuse dans les faits et dans les esprits, tant les périls s'accumulent. L'un des plus redoutables et globaux est celui qui pèse sur l'environnement.

Pour certains – parmi lesquels les philosophes, mais aussi des savants, – il n'y aurait rien à faire. La dégradation de l'environnement correspondrait à une loi physique implacable : chaque processus dynamique, dans cet univers isolé et fini, dissipe de l'énergie ; nous sommes destinés à l'entropie. D'autres, en revanche – et c'est la conviction des signataires de l'appel de Vézelay (*voir l'encadré page 11*), – estiment qu'il est possible de réagir, de choisir les bonnes technologies qui assureront la survie de l'humanité en préservant l'écosphère, la biosphère et les ressources naturelles.

Riches et pauvres, Nord et Sud, Est et Ouest, *tous les* pays sont à *la fois* responsables et victimes de la destruction du milieu naturel. Mais le tiers-monde est plus encore victime que responsable. Dans les pays riches, le développement est pour une grande part à l'origine des dommages causés à l'environnement ; tandis que c'est au contraire l'absence de développement qui en est la cause dans le tiers-monde où, à la misère et à la pauvreté, s'ajoutent les distorsions économiques et culturelles imposées par un modèle de croissance calqué sur celui des pays *industrialisés* et *totalement inadapté*.



L'ACCIDENT DE THREE MILE ISLAND (1979)
Des ravages présentés comme des « dommages du progrès »

Prisonnières du modèle de la *société* d'abondance, les économies sous-développées font des efforts pour se libérer de cette dépendance mais cela ne sert à rien d'autre qu'à renforcer leur captivité. L'environnement en subit les effets sous la forme d'une déperdition accélérée – et souvent irréversible – du patrimoine et des ressources naturelles, et par la destruction de l'écosystème – terre, air, eau et climat – qui, en tant que support de la vie humaine, est au service de toute l'espèce. A leur tour, les pays industrialisés en subiront le contrecoup, car ce qui est un mal pour les uns deviendra *tôt ou tard un mal* pour *les* autres.

De nombreux cas exemplaires de cette interdépendance planétaire ont été mis en évidence lors du congrès organisé par le Centre international de documentation et communication (IDOC), à Rome, les 8 et 9 juillet dernier. En particulier à propos de la destruction des forêts tropicales, qui pourtant représentent un précieux réservoir biologique pour la santé et l'alimentation humaines.

La liquidation du patrimoine naturel

F*AUT-IL énumérer toutes les conséquences* désastreuses d'un mode de croissance fondé sur la surconsommation et l'échange inégal ? On se bornera à rappeler les principales : déforestation, *épuisement de l'humus,* érosion des sols et appauvrissement de l'agriculture ; sécheresse, désertification, extinction de réserves génétiques et biologiques, altérations pluviométriques, inondations ; pluies acides, effet de serre, pollution et empoisonnement graduel de l'atmosphère, mutations climatiques, et tant de catastrophes naturelles...

Dans les pays industrialisés, de tels ravages sont présentés comme les « dommages du progrès » ; dans les pays en voie de développement, c'est au contraire la pauvreté qui incite à la liquidation des ressources naturelles. Pour ces derniers, la seule monnaie d'échange est leur patrimoine naturel, qui sert à payer des biens importés souvent inutilisables pour le développement interne.

La dilapidation des *ressources* est plus rapide que l'œuvre de conservation ou de régénération, et la commission Brundtland (*voir page 11*) compare cette prédation à celle d'une armée d'envahisseurs qui aurait tout rasé. Auteur d'un livre récent sur l'endettement, Susan George parle, quant à elle, d'une nouvelle guerre mondiale qui aurait déjà commencé, sous la forme d'un *écocide*, ou *géocide*, où *tous* ont quelque chose à perdre (1).

La dette du tiers-monde contribue à cet énorme gaspillage de ressources qui entretient la spirale pauvreté-dégradation-pauvreté. En réalité, la dette est déjà surpayée par le jeu des intérêts versés et des exportations vendues à des prix injustes ; mais l'obligation de la rembourser pousse les pays débiteurs à réaliser des bénéfices commerciaux qui ne peuvent être obtenus qu'en liquidant encore davantage de ressources naturelles et de produits semi-finis, ce qui hypothèque un peu plus l'avenir. C'est le triomphe de l'avidité et de la rapacité à court terme sur la productivité à long terme, dont les « mégaprojets » de développement (2), financés avec le concours des organismes internationaux et conçus avec l'appui d'élites politiques *mégalomanes et souvent corrompues*, ne sont que des exemples particulièrement aberrants.

Que faire ?

Il faut changer les valeurs et les paramètres de l'environnement économique, revoir la notion de bien-être qui ne saurait se résumer simplement en termes de croissance et de produit national brut. Cela afin de concevoir un authentique développement qualitatif, qui établisse enfin l'équilibre entre croissance et environnement. D'où la nécessité de tenir compte des contraintes de l'environnement dans les évaluations économiques et dans le calcul des coûts des entreprises. C'est le mérite de la commission Brundtland et, bien avant elle, de la conférence des Nations unies sur l'environnement réunie à Stockholm dès 1972, d'avoir établi cette nécessité de concilier croissance et *préservation* de l'environnement.

Tout cela signifie qu'il faut passer d'une technologie de production à une technologie de l'environnement, et pour cela les égoïsmes nationaux devront s'effacer devant un égoïsme bien plus grand, celui de l'espèce. Question d'éthique, car il faudra bien savoir *s'arrêter de consommer toujours plus si* l'on veut restructurer les modes et styles de vie et aider les autres à le faire. Et si l'on souhaite que les pays en voie de développement se libèrent de la misère, il faudra bien que les actuelles politiques d'ajustement et d'austérité s'orientent différemment pour encourager une croissance positive.

Mais si la croissance est, pour les pays au bas de l'échelle, le meilleur antidote à la dégradation écologique, ne jamais oublier qu'une fois le seuil critique dépassé l'équation s'inverse : la croissance devient pollution et attaque les ressources réelles. Croissance... oui ! Mais dans le respect constant de l'environnement. *« Adapter le développement et développer l'environnement » :* tel a été le slogan de la conférence internationale réunie en mars dernier à *Milan sur le thème « Environnement et* développement ». Une devise valable pour tous, qui peut induire un nouveau modèle de développement tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Mais une telle conception ne peut être synonyme de modèle unique, qui s'imposerait à chacun dans l'uniformité, car ce serait là retomber dans l'erreur du passé, où le vieux modèle de faux développement cachait l'intégration forcée des économies sous-développées dans le système dominant.

On a constaté que dans le tiers-monde les terres réservées à l'approvisionnement du monde industrialisé en nourriture et biomasse sont aujourd'hui plus étendues qu'à l'époque coloniale. L'accession à l'indépendance n'aurait-elle donc été qu'un bref et illusoire passage entre deux phases coloniales ? Désormais, la règle doit être souple : cas par cas, et sur mesure. A chaque pays le mode de développement qui lui sera le plus convenable.

Dans l'immédiat, le poids de la dette doit être *allégé*, et si *possible* celle-ci doit être annulée. Il conviendrait en tout cas de l'utiliser comme un puissant levier pour rétablir l'équilibre écologique des pays en voie de développement et du monde entier. Des mécanismes ont déjà été imaginés : achat de créances à prix réduit, rachat et conversion en monnaie locale, financement de projets de récupération des déchets, de sauvegarde de l'environnement et de formation en ce domaine avec le concours de diverses institutions. Un autre instrument digne de considération serait l'instauration d'un péage sur les routes océaniques imposé aux navires à destination des *seuls* pays *industrialisés* et *qui alimenterait* un fonds mondial pour le développement et l'environnement.

Mais l'aide internationale n'est pas la panacée. Le principe « compter sur ses propres forces » est plus que jamais pertinent quand il s'agit d'éliminer le gaspillage des ressources. Pauvreté et gaspillage vont de pair, c'est un fait bien connu, et de nombreux pays en voie de développement gaspillent, dispersent et *n'utilisent* pas de produits agricoles finis (surtout ceux d'après la récolte) ; ils font une consommation excessive de matières premières dans les procès de production et laissent tomber en obsolescence leurs installations faute d'entretien. Il a été estimé que, chaque année, ces pays perdent approximativement de 100 à 200 milliards de dollars du seul fait du mauvais entretien de leurs matériels (3), *sans parler des autres formes de gaspillage.*

Qu'il s'agisse de l'utilisation de la dette pour de nouvelles formes d'aide ou de la récupération des ressources, l'Europe, et en particulier la CEE, pourrait prendre l'initiative d'un dialogue triangulaire avec les pays en voie de développement et les organismes financiers internationaux.

Mettre en place des autorités supranationales

ENFIN, sur le plan de la coopération internationale, qui déjà débouche sur des accords ponctuels en matière d'environnement, il conviendrait de mettre en place des autorités supranationales *ad hoc* chargées d'administrer des problèmes ou des secteurs particuliers de l'environnement. C'est ce que souhaite entre les lignes le rapport de la commission Brundtland. Il en existe déjà des exemples réussis, tel le Programme d'action pour la *Méditerranée (PAM)*, qui rétablit la salubrité de cette mer avec le concours de tous les pays riverains. L'ONU a, de son côté, mis au point un plan d'action pour les forêts tropicales, *et le programme* des *Nations unies* pour l'environnement (PNUE) est en train d'élaborer une convention, assortie d'une autorité supranationale, pour contrôler le transport transfrontalier des déchets nocifs et dangereux.

Mais il faut faire vite. Pendant que l'on discute, la dégradation de l'environnement s'aggrave et risque d'entraîner de nouvelles catastrophes. A tout le moins, *la* vie quotidienne pourrait devenir encore plus difficile, ce qui risquerait alors d'influer sur les consciences et les comportements. Il faut se hâter de rétablir le pacte lacéré avec la nature et lancer un plan de sécurité écologique globale qui témoigne effectivement de notre solidarité synchronique avec nos contemporains et d'une solidarité diachronique avec les générations futures. Comme a pu le dire M. Ramaswami Venkataraman, président de l'Union indienne : *« Nous n'avons pas hérité la terre de nos pères, nous l'avons empruntée à nos fils... »*

* *Ministre italien de l'environnement,* auteur de *Potenza et potere, la fluttuazione gigante dell'Occidente* (lire page 31).

(1) Intervention devant le colloque de l'IDOC à Rome. Susan George est l'auteur de *Jusqu'au cou : histoire de la dette du tiers-monde* (voir l'article d'Alain Gresh, *le Monde diplomatique*, juillet 1988).

(2) NDLR. Voir à ce propos les articles de Soraya Mellali, « Les éléphants blancs » *d'Afrique, dans le dossier sur le sucre paru* dans *le Monde diplomatique* de mars 1988, et d'Alain Gresh, « La coûteuse épopée d'Inga », *le Monde diplomatique*, mars 1987.

(3) NDLR. Cf. Bertrand Girard, « Relancer le développement par la maintenance industrielle », *le Monde diplomatique*, juin 1988.

NUCLÉAIRE ET PLUIES ACIDES

Le grandissant contentieux franco-allemand

LES Français, y compris leurs gouvernants, sous-estiment considérablement la puissance de la *démarche écologiste* en République fédérale d'Allemagne. *Projetant* sur l'extérieur des grilles d'analyse qui fonctionnent dans l'Hexagone, ils ont tendance à n'y voir qu'un mouvement surtout influent dans la jeunesse, qui trouve une expression parlementaire limitée avec les Verts et qui, à l'occasion, peut servir de machine de guerre contre les intérêts économiques français.

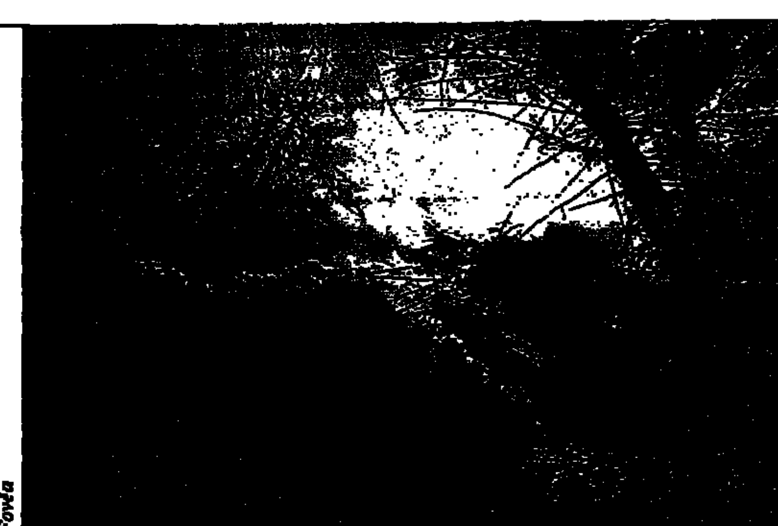
Le mérite essentiel de l'ouvrage de Philippe Roqueplo (1), qui, entre autres sources, utilise largement le contenu de soixante-quinze entretiens avec des industriels des deux pays, est de mettre en évidence le gouffre d'incompréhension qui se creuse entre la France et la RFA sur les questions écologiques.

Tout commence avec la prise de conscience soudaine des ravages des « pluies acides » (« *Waldsterben* » ou « mort des forêts » en allemand) et, au-delà, de l'ensemble de la pollution atmosphérique au *début des années 80. L'étonnant n'est pas la nou*veauté de ces phénomènes, dénoncés depuis longtemps ; c'est leur brutale irruption sur la scène publique après des années, voire des décennies d'aveuglement. Manipulation médiatique ? Mécanisme classique du déclic – pensons à mai 1968 – qui libère sans préavis des forces jusque-là contenues ? Toujours est-il qu'à partir de 1984 c'est une véritable vague déferlante antipollution qui submerge l'opinion allemande, bien au-delà des rangs des Verts, et qui englobe aussitôt le nucléaire. Le *lien entre les deux dénonciations ? Aucun, en* termes rationnels de cause à effet, le partisan du *nucléaire pouvant même avancer que le recours à ce* type d'énergie supprime les centrales thermiques fonctionnant au charbon, et donc l'émission, dans l'atmosphère, du gaz carbonique tueur de forêts.

Très rapidement le nucléaire – et surtout après Tchernobyl – apparaît non pas comme une industrie moins polluante mais, au contraire, comme un risque majeur supplémentaire. Face à ce courant d'opinion, que canalise le ministre de l'intérieur démocrate-chrétien, M. Zimmermann – *très sensible aux réac*tions de ses électeurs du monde rural, – rien ne résiste, et en particulier pas les industriels. Au contraire, ceux-ci repèrent, dans cette irrésistible poussée, un stimulant économique : c'est une occasion unique d'innover en prenant en compte, dans la fabrication des produits, des normes écologiques exigeantes qui, tôt ou tard, s'imposeront au reste de la CEE et au-delà.

L'OPINION française, qui n'a jamais été conviée à débattre du choix des filières énergétiques, apanage d'un cercle fermé de dirigeants d'EDF, du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et du ministère de l'industrie, et qui s'est par ailleurs majoritairement ralliée à la doctrine de la dissuasion, *est stupéfaite de la violence d'une campagne anti*centrales qui la vise directement. Les industriels, ceux de l'automobile bien entendu, mais aussi ceux du charbon, des raffineries, voient une manœuvre évidente de la part de leurs concurrents de la RFA dans la promotion de l'antipollution et notamment de la « voiture propre ». Ce n'est pas pour autant que les entreprises françaises soient *indifférentes à la protection de l'environnement* : c'est d'ailleurs une des conclusions intéressantes, et sans doute surprenantes pour beaucoup, de l'étude de Philippe Roqueplo que de leur rendre cet hommage.

Le malentendu et la fissure franco-allemande ne peuvent que s'aggraver, en particulier sur le programme nucléaire français, qui risque de payer très cher le déficit démocratique qui a présidé à sa conception et à sa gestion, lors des futures négociations sur le grand marché intérieur de l'énergie. On peut faire confiance aux Verts, alliés aux producteurs de charbon de RFA, pour s'opposer à l'exportation chez eux d'électricité française entachée de ce péché originel. A Paris, on devrait prendre très au sérieux la rénovation écologique de l'industrie allemande, qui a *entraîné la création de quatre cent mille emplois* dans le secteur de la dépollution. Un secteur qui, dit Philippe Roqueplo, *« se situe au centre de la politique actuelle allemande et symbolise, avec les économies d'énergie, la forme de modernité industrielle vers laquelle non seulement la RFA veut s'orienter elle-même, mais vers laquelle elle veut que l'Europe s'oriente ».*



MORT D'UNE FORET
Une raison pour établir des normes écologiques exigeantes

Quand on sait que, selon des calculs effectués en Allemagne, les dégâts dus à la pollution représentent 5 % du PNB et que 1 mark investi dans la dépollution entraîne 2,5 marks d'économie par réduction de ces dégâts, on mesure le caractère irréversible et, de surcroît, d'une impeccable légitimité, de la cause environnementale prêchée par la RFA. Il n'est que temps pour les Européens, et en particulier les Français, d'en tirer les leçons pour eux-mêmes.

BERNARD CASSEN.

(1) Philippe Roqueplo, *Pluies acides : menaces pour l'Europe*, CPE/Economica, Paris, 1988, 357 pages, 140 F.

AU-DELA DES CATASTROPHES « NATURELLES »

Le Bangladesh et sa misère rurale généralisée

CATASTROPHES à répétition et de plus en plus désastreuses... Le Bangladesh est-il condamné, la pression démographique s'accentuant, à patauger dans la misère ? Des facteurs locaux – politiques notamment – à la fois anciens et contemporains expliquent en partie la dégradation de la situation. Mais une coopération internationale – à peine esquissée – s'impose pour un meilleur contrôle des eaux et un plus grand respect de l'environnement, permettant de prévenir des drames qui réduisent à néant tout projet de développement.

Par ANNE WINTER *

Pauvreté généralisée, cyclones, inondations... *Dix-sept ans après sa guerre* d'indépendance, avec un produit national brut moyen de 160 dollars par habitant, le Bangladesh se situe au niveau des plus pauvres pays du Sahel. Même lorsque la situation est « normale », environ deux mille cinq cents enfants de moins de cinq ans y meurent quotidiennement.

De cette catastrophe permanente, mille explications sont données, parmi lesquelles figure en bonne place une instabilité politique, chronique depuis 1971, qui aurait empêché le développement économique. Les derniers mois n'ont pas fait exception à la règle, et le gouvernement du président et ancien général Ershad a été de plus en plus durement soumis aux attaques des diverses « coalitions » d'opposition : d'une part, le Bangladesh Nationalist Party, dirigé par la bégum Khaleda Zia, veuve de l'ancien président (assassiné en 1981) Ziaur Rahman ; d'autre part, l'Awami League, présidée par cheikh Hasina Wajed, fille du fondateur de la nation, cheikh Mujibur Rahman, lui aussi assassiné (en 1975).

Le Bangladesh est en quête perpétuelle de démocratie. Bien que les changements de gouvernement aient *été plus souvent l'œuvre des fusils que* des urnes – quatre coups d'Etat en dix-sept ans, – les présidents successifs ont ressenti le besoin d'une légitimité électorale. L'ambiguïté des relations entre factions civiles et militaires a incité le *président Ershad, qui a lui-même gou*verné dans le cadre de la loi martiale avant d'organiser l'élection d'un Parlement en mai 1986, à tenter d'intégrer ces deux forces dans la vie politique. Mais sa proposition d'accorder à l'armée un rôle dans le gouvernement a fourni à l'opposition, traditionnellement très *divisée, un thème d'unité.*

Cependant, les alliances politiques demeurent fragiles. A la suite des nouvelles élections de mars 1988, que boycottèrent en majorité les adversaires du chef de l'Etat – comme ils avaient boycotté l'élection présidentielle d'octobre 1986, – les spéculations sont allées bon train au sujet de la collusion de tel ou tel parti (ou fraction de parti) d'opposition avec le pouvoir, les uns accusant les autres de rechercher pareille alliance pour mieux neutraliser l'adversaire. De son côté, le président Ershad, dont le propre parti est lui-même très divisé, a tenté de s'assurer le soutien de ce qui reste d'éléments pro-pakistanais et des fondamentalistes islamiques (90 % des habitants sont musulmans). *La confusion est totale ; plus encore* que d'une impasse, il s'agit, pour parler comme un observateur local, d'un « *cul-de-sac* » politique.

Cette récente aggravation de la crise, accompagnée de vives tensions sociales, a bien sûr nui à l'économie. Avant ce remue-ménage, le Bangladesh semblait pourtant s'être trouvé dans la situation la plus favorable qu'il ait connue depuis le début de la décennie, et paraissait prêt à recueillir les fruits de sa politique de stabilisation : inflation mieux contrôlée, réduction des déficits du budget et de la balance des paiements à 7 % du PNB. Ce dernier croissait au rythme annuel de 4 % en termes réels. Au moment des élections, cependant, la Banque mondiale estimait que le *développement industriel* au cours de l'actuelle année budgétaire serait négligeable et que le PNB croîtrait de moins de deux points. Depuis lors, l'instabilité politique s'est à nouveau installée, à quoi s'ajoute l'actuelle catastrophe climatique.

Du limon venu de l'Himalaya

EN juin 1987 déjà, les pires crues que le pays ait connues depuis trente ans avaient détruit une grande partie de la récolte de riz. Les dégâts furent estimés à 250 millions de dollars. Et, en septembre dernier, c'est la quasi-totalité du Bangladesh qui s'est retrouvée sous les eaux. L'inondation est un phénomène chronique dans ce delta, qui est le plus vaste du monde. L'arrivée normale des eaux a des effets positifs, puisqu'elle procure chaque année au pays plus de deux milliards de tonnes de limon venu de l'Himalaya, mais les flots peuvent tout aussi bien échapper à tout contrôle dans cette terre de boue et de marécages.

En 1987, l'action rapide des pouvoirs publics permit de pallier rapidement *les conséquences les plus dévastatrices* de l'inondation, et 90 % des terres furent replantées dès la décrue. Ce à quoi s'ajouta une intensification des cultures d'hiver et l'importation de plus de trois millions de tonnes de céréales. Cette fois, le problème est plus sérieux puisque quelque trente millions de personnes sont sans abri. Une économie aussi fragile ne peut faire face de façon régulière à de pareils défis. Il est déjà certain que les crédits qui étaient destinés à des projets de développement devront être convertis en crédits d'assistance et de reconstruction, et ce pendant des mois. Sans qu'on sache si, l'an prochain...

Cependant, le drame actuel ne doit pas faire oublier que *l'extrême instabilité* du climat n'est qu'un des paramètres d'un jeu complexe de forces socio-économiques et d'éléments appartenant à l'environnement, qui explique l'extrême pauvreté rurale.

D'une part, la concentration de la propriété foncière remonte à la vieille pratique – sous l'empire britannique – des *zamindars*, ces collecteurs d'impôts qui s'assurèrent la possession de terres. Elle a été grandement aggravée par un système qui incite à faire le commerce de la terre plus qu'à investir dans l'amélioration de la productivité. D'autre part, la miniaturisation des exploitations et un mode d'héritage qui fragmente de plus en plus la propriété ont rendu les paysans plus vulnérables tout en réduisant la demande globale de main-d'œuvre agricole. Vu le nombre d'habitants dépendant de l'agriculture, ces facteurs ont compliqué le problème déjà sérieux de manque de terres. Car le Bangladesh est celui des grands pays qui est le plus densément peuplé (sept cents habitants au kilomètre carré). Sa population est de cent cinq *millions* d'âmes et croît au rythme de deux cent mille personnes par mois.

Comme c'est le cas dans nombre de régions sous-développées, les efforts visant à augmenter la production agricole n'ont pas essentiellement bénéficié aux plus déshérités. La modernisation a souvent eu pour effet d'accentuer les clivages sociaux, en raison notamment de la tendance à aider ceux qui semblent les plus aptes à obtenir les niveaux de production désirés. Un *quart des dix millions d'exploitations* ont une superficie inférieure à un demi-acre (soit moins d'un quart d'hectare), et la plupart de ces tout petits paysans ne peuvent investir dans l'agriculture moderne. Résultat : la productivité est quatre fois moindre que chez les principaux producteurs de riz asiatiques. Et il est paradoxal de voir que, dans un pays sous les eaux pendant plusieurs mois de l'année, l'irrigation ne touche qu'un cinquième des terres cultivées. En outre, l'usage des semences à haut rendement est très limité, les paysans optant plus volontiers pour des variétés à moindre rendement mais plus aptes à résister aux variations climatiques, souvent imprévisibles.

Les spécialistes s'inquiètent de cette stagnation des rendements. Car l'agriculture continue à jouer un rôle primordial dans l'économie. Le petit secteur industriel en dépend en grande partie : transformation des produits de la terre, usines d'engrais, etc. Le développement agricole doit donc devenir une priorité, et il est de plus en plus évident que les actions doivent se multiplier en direction des milieux ruraux les plus pauvres. Dans un pays où 80 % des habitants vivent à la campagne et où 80 % aussi des adultes sont analphabètes, 5 % seulement de la population disposent en quantité et en qualité d'une nourriture suffisante. Il est, dans ces conditions, futile de parler de développement si tout n'est pas mis en œuvre pour augmenter la productivité en luttant contre la malnutrition et la maladie. Ces efforts devraient en particulier bénéficier aux quelque 50 % des familles rurales qui sont dépourvues de terres.

Un des moyens utilisés jusqu'à présent pour améliorer le sort des populations campagnardes a consisté à développer les facilités d'emprunt. Des organismes tels que le Fonds international des *Nations unies pour le développement* agricole (IFAD) et la banque Grameen ont pris la décision – osée – d'accorder des prêts aux personnes sans ressources, estimant que la pauvreté devait donner droit à l'emprunt, au lieu de l'interdire ; elles ont apporté la preuve que le concept de responsabilité de groupe peut se substituer avec succès à des formules plus traditionnelles de nantissement. De son côté, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a insisté sur l'importance de ces actions comme base de départ pour des mesures sociales plus amples, les motivations économiques et les perspectives d'une plus grande sécurité facilitant la participation à des changements dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'éducation. Grâce à des prêts individuels moyens de 200 francs par an seulement, ces programmes permettent d'envisager une réduction de la pauvreté rurale.


Steele-Perkins-Magnum

PAYSANS DU DELTA
Une population qui va de drame en drame

Il existe assurément une volonté proclamée des organismes donateurs et du gouvernement de mettre fin à cette grave crise. Mais il convient, pour passer des paroles à l'acte, de mettre en place une stratégie globale plus efficace et à long terme, et de miser sur un développement rapide des initiatives locales. Le Bangladesh ne peut continuer d'utiliser ses ressources pour répondre à des situations d'urgence. Il a besoin d'une aide à la mise en place d'infrastructures ; il faut investir dans un meilleur contrôle de l'eau et dans les systèmes de drainage, dans la création d'emplois et dans le secteur industriel. Plus que tout, ce pays doit faire fructifier ses ressources humaines, les seules qu'il possède en abondance, et améliorer rapidement le sort des indigents. Là est la clé du développement du Bangladesh.

D'autant que, pour dramatiques qu'ils soient, troubles politiques et inondations tuent moins que les maux dont souffrent les enfants. Or, dès 1982, le Bangladesh a été l'un des premiers pays à décider de mener une politique nationale dans le domaine des médicaments. Il se fondait sur les *règles édictées par* l'Organisation mondiale de la santé (OMS), selon laquelle deux cent cinquante médicaments de base suffisent à satisfaire les besoins d'un peuple en voie de développement, alors que plusieurs milliers de produits sont en vente sur le marché ouest-européen. Cette nouvelle politique avait provoqué des polémiques partout dans le monde, et fut notamment dénoncée par les compagnies pharmaceutiques étrangères implantées au Bangladesh et qui craignaient beaucoup pour leurs profits.

Que s'est-il passé ? Dans une étude récente (1), l'OMS note que cette politique a permis d'abaisser fortement les prix, d'accroître la production des médicaments de base – du fait notamment des entreprises locales – et de retirer du marché les produits dangereux. Selon la Bangladesh Drug Administration, la valeur de la production nationale a plus que doublé depuis l'application de la nouvelle législation, *et ces médicaments sont désormais* disponibles partout. De plus, la fabrication a été réorientée afin de mieux satisfaire les besoins des secteurs pauvres de la population. Désormais, les quarante-cinq médicaments essentiels représentent plus de 70 % du total, contre 30 % en 1981.

Les multinationales n'ont pas pour autant été exclues du marché. Selon le docteur Zafrullah Chowdhury, l'un des architectes de cette politique et directeur d'un projet de soins primaires, qui a construit sa propre usine, bien que la part de marché contrôlée par les multinationales ait décru, la production en volume de ces sociétés a augmenté en valeur absolue d'environ 50 % depuis 1982. Pendant cette même période, la part du marché des *sociétés locales* est passée de 35 % à presque 60 %, ce qui a permis une économie considérable de devises.

Des progrès devront encore être réalisés en ce qui concerne le contrôle de *la qualité, la distribution, la production* locale d'éléments constituants des médicaments. Mais, au milieu de tous ces drames, le Bangladesh a ouvert la voie dans ce domaine, et, dans un pays où environ 4 francs sont consacrés annuellement et par personne à la santé, cette politique a beaucoup contribué à éliminer le gaspillage de ressources fort maigres.

* Membre du bureau de l'UNICEF à Genève.

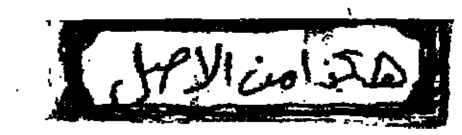
(1) OMS, *The World Drug Situation*, Genève, 1988.

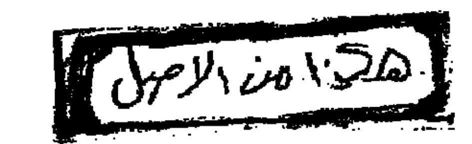
Déforestation

EST-CE le « destin », la « fatalité » qui en sont la cause ? Il a beaucoup plu sur le massif himalayen, la mousson a gonflé les fleuves traversant le Bangladesh et le pays a vécu un nouveau drame.

Or si drame il y a, l'homme en est en grande partie responsable. Voici ce qu'écrit le correspondant à Dacca de *The Economist* de Londres (10-16 septembre) :

« Au cours de la présente décennie, les inondations ont été de plus en plus graves. Les raisons de cette situation sont chaudement discutées, mais il en est une qui est évidente. Au Bangladesh, au Népal et en Assam, dans le nord-est de l'Inde, la population de plus en plus nombreuse et pauvre coupe les arbres pour faire du feu – ou parfois du fourrage – à un rythme très supérieur à celui de la reforestation. Comme il y a de moins en moins d'arbres, les eaux de la mousson descendent plus rapidement, comme s'ensablent plus rapidement les canaux à des centaines de kilomètres plus bas. C'est au Népal que la déforestation est la plus avancée, mais c'est le Bangladesh qui en souffre le plus. »





ÉTERNEL SUCCÈS DU « RAMAYANA »

L'Inde sous le choc d'un feuilleton télévisé

UNE épopée qui fait recette ! Le *Ramayana* fascine, chaque semaine, toute l'Inde des téléspectateurs. Dans ce pays, la télévision, à l'échelle nationale, est encore un phénomène récent. Et le succès, à la fois religieux et sociologique, de ce feuilleton contribue à souder les citoyens autour de la représentation d'une immense histoire, et à les enraciner un peu plus dans leur passé. Dimension originale – et ambiguë – d'un moyen de communication dont *l'impact est décidément un des aspects majeurs de notre temps.*

Par VIJAY SINGH *

Le Festival du film indien de Trivendrum tirait à sa fin. L'atmosphère était imprégnée de la nostalgie des derniers jours. Le hall de l'hôtel résonnait du bruit des valises. En bas de la colline, la plage de Kovalam s'éveillait de sa langueur nocturne, bercée encore par les vagues imbibées du soleil levant. A l'heure du petit déjeuner, *le Dernier Empereur*, film de Bernardo Bertolucci, devait marquer la clôture du Festival et soulevait les passions. Je m'aperçus alors que M. Bhasin, un employé du festival, engloutissait littéralement son petit déjeuner. « *Ne vous pressez pas*, lui dis-je. *Vous avez encore le temps.* » Bhasin ignora d'abord ma réflexion, puis il rouspéta : « *Qu'est-ce qui leur a pris de programmer le film à cette heure-là ? Je ne pourrai le voir !* » Cela m'étonna car je pensais que, pour l'Inde, un dimanche matin à 9 heures, et sans autre projection, il n'y avait pas mieux. M. Bhasin ajouta : « *Personne ne va y aller. C'est l'heure du « Ramayana » ! C'est le feuilleton du siècle. L'avez-vous vu ?* »

Le *Ramayana* est la plus grande épopée indienne. Elle raconte l'histoire de Rama, un roi d'origine aryenne qui régnait sur une partie de la vallée du Gange entre les dixième et huitième siècles avant Jésus-Christ. Son père, Dashratha, avait trois épouses. Rama, fils aîné de la première, était fabuleusement doué, plein de noblesse et d'une *humanité incomparable. Il allait hériter* de la couronne de son père quand sa belle-mère, qui voulait que son fils à elle règne, eut subitement l'idée d'évincer Rama. Elle s'était rappelé que Dashratha, son mari, lui avait une fois promis d'exaucer tous les vœux qu'elle formulerait. La veille du couronnement, elle exprima donc le souhait de voir Rama exilé pour quatorze ans. Dashratha n'avait qu'une parole : il accepta, et demanda à Rama de s'en aller. Rama obéit.

Il partit, accompagné de son épouse dévouée, Sita, et de Lakshamana, un frère loyal. Un jour, pendant cet exil, Sita fut enlevée par un émissaire de Ravana, le roi des démons, qui régnait sur Lanka, au sud de l'Inde. Rama livra une longue bataille et défit les forces du mal. Ravana fut tué, et Rama, dont l'exil avait pris fin, revint dans son royaume, toujours accompagné de Sita. Par la suite, Rama devint le roi qui donna à la mythologie indienne son royaume le plus prospère et le plus heureux. Il se vit conférer la dignité de *seigneur Rama*, le plus révéré des dieux hindous : sa parole avait valeur d'évangile et, qui l'eût cru, l'histoire de sa vie allait inspirer le feuilleton télévisé le plus populaire du vingtième siècle.

Il y a deux ans, Ramanand Sagar, réalisateur connu du cinéma commercial, a tiré la leçon du succès fracassant des feuilletons télévisés. Et il a décidé de faire du *Ramayana* un feuilleton à épisodes multiples. L'idée a plu au gouvernement indien, car cette épopée comporte tous les ingrédients requis : loyauté, obéissance, soumission de la femme – ce qui, ordinairement, fait la force de ceux qui sont au pouvoir. D'ailleurs, le succès du *Ramayana* allait certainement rapporter d'énormes revenus publicitaires. Le feu vert fut donné, et on octroya au feuilleton la meilleure tranche horaire, le dimanche matin.

Du jour au lendemain, le *Ramayana* est devenu un succès hors du commun. Et aujourd'hui, en Inde, tout le monde – qui possède un poste ou qui connaît quelqu'un qui en possède un – passe ses dimanches matin en extase, à rire, pleurer, supplier devant la proverbiale « idiot box »... Des ministres, des officiers, des policiers, des chauffeurs de taxi, des chenapans, et même les organisateurs du *Festival* de Trivendrum sacrifient à la grande épopée télévisée. Avec dix spectateurs par poste, il est fort probable que le *Ramayana* soit le seul feuilleton télévisé au monde à avoir suscité une audience aussi fidèle et assidue. On aurait pu s'attendre à un succès plus important. Mais il n'y a actuellement en Inde que quatre cent mille récepteurs, bien que quatre-vingt-dix pour cent du territoire national soient couverts par le nouveau satellite, INSAT-IF.

Un poste entre deux idoles

BIEN sûr, le *Ramayana* est regardé chaque semaine par près de quarante millions de personnes. Mais le plus important, c'est l'attitude révérente des téléspectateurs. Bien avant le début du feuilleton, on balaie et on lave à grande eau la pièce dans laquelle se trouve la télévision. On décore le poste : des guirlandes de fleurs sont suspendues devant l'écran, et de l'encens parfumé monte en spirale, entremêlé aux images. Ceux qui vont assister au spectacle doivent enlever leurs chaussures, comme avant d'entrer dans un temple. A chaque bon mot du *seigneur* Rama, le public (les *sujets* du roi Rama) s'écrie en chœur : « *Longue vie à Rama, longue vie à Rama !* »... Il n'est pas de meilleur exemple du succès du *Ramayana* que ce petit temple de la périphérie de New-Delhi. Tous les dimanches matin, on place un poste de télévision entre deux idoles, et toute l'assemblée, prêtres et fidèles, s'assied, bientôt hypnotisée par l'incarnation des dieux de pierre... C'est d'ailleurs ce même phénomène qui a aussi fait d'Arun Govil, l'acteur aux traits suaves qui tient le rôle de Rama, un demi-dieu. Quand il fait son jogging dans les rues de Bombay, les gens se prosternent et touchent ses pieds pour qu'il les bénisse. Une fois, un homme a même amené son fils aveugle pour lui faire toucher les pieds de Govil, dans l'espoir qu'il recouvrerait la vue (1). Quant à Dipika, qui incarne l'épouse soumise de Rama, elle n'a pas eu la même chance que Govil, car les spectateurs du *Ramayana* n'ont pas oublié son dernier film : la vierge la plus pure de l'épopée hindoue s'y exposait à demi-nue dans une baignoire.

Ce succès du *Ramayana* laisse entrevoir une dimension nouvelle de la psyché indienne. Pour tous ceux qui se sont réjoui du changement rapide de l'Inde, le feuilleton fut un rude choc, car il confirmait l'attachement de la *culture indienne à la tradition passée* d'oppression des femmes et de loyauté féodale aux souverains. Les scènes dans lesquelles Sita incarne une faiblesse féminine innée, les moments où elle n'est, dans la vie de Rama, que sa suivante aveugle, et les applaudissements sans réserve qui saluent un tel personnage, tout cela atteste de la distance que le mouvement féministe indien doit encore parcourir avant que *ses militantes jouissent de leur* libre arbitre. Et puis, le *Ramayana* ne fait pas que révéler ce qu'est l'attachement de l'Inde à ses traditions (c'est bien connu) : il renforce d'autant plus le lien distendu avec le passé. Glorification de la virginité, dot et confinement des femmes dans des foyers étouffants, voilà des échantillons de ce qu'il enseigne au spectateur moyen. En fait, l'impact de cette *série télévisée a été tel qu'on croirait* l'Inde *rejetée* loin en arrière dans son histoire (2). Aujourd'hui encore les enfants des villages imitent les guerriers de l'épopée, ils jouent de nouveau avec des arcs et des flèches. Et le feuilleton a si bien déchaîné la rivalité frénétique du bien et du mal qu'un enfant sur dix admis chaque jour à l'hôpital de Patna l'est pour blessure causée par une flèche. « *J'ai seulement essayé de battre les démons* », a déclaré un enfant qui en avait rendu un autre aveugle.

Cette capacité qu'a la télévision indienne d'enflammer l'imagination populaire ou de provoquer les plus vives controverses ne se limite pas au *Ramayana*. C'est vrai aussi pour d'autres feuilletons. Il y a deux ans, *Rajni*, une série à la gloire des maîtresses de maison de choc de la classe moyenne, a recueilli un succès très appréciable auprès du public – et particulièrement des femmes. Et *Tamas*, le feuilleton du fameux réalisateur de cinéma Govind Nihalani, qui a suscité une polémique des plus aiguës, raconte *l'histoire d'une famille qui a quitté* le Pakistan en 1947, lors de la partition. C'est, en réalité, une critique drastique des fondamentalismes hindou et musulman, et de la bigoterie sociale et religieuse responsable du massacre de cinq cent mille personnes. Cette série a déclenché un débat extrêmement violent et provoqué des revendications énergiques pour la suppression du programme incriminé, à tel point que dans *quatre villes importantes la police a* même dû faire feu. « *Arrêtez de programmer* Tamas *à la télé*, me dit à Delhi un manifestant, *sinon la guerre sainte contre le gouvernement va éclater* »...

* Ecrivain, auteur de *la Nuit poignardée*, *les Sikhs* (Flammarion, Paris, 1987).



RAMA, LAKSHAMANA ET VISVANITRA (1750, MUSÉE DE DELHI)
Quand la représentation n'était pas encore sponsorisée...

Lauros-Giraudon

Des fortunes grâce aux dieux

CES réactions fortes, et, souvent contradictoires, des téléspectateurs s'expliquent par quelque chose qui est propre à la télévision indienne. La multiplicité des programmes et des chaînes des télévisions occidentales exercent sur le téléspectateur une espèce d'effet d'auto-annulation. Autrement dit, la télévision devient une habitude, un réflexe inconscient. Mais, dans des pays comme l'Inde, où la télévision n'est pas encore « avancée » et n'a qu'une véritable chaîne, le spectateur entretient une relation très étroite avec ce qu'il voit. C'est ce lien phénoménologique entre le public et l'image-message qui engendre l'hystérie de masse suscitée par les programmes télévisés.

En fait, si la télévision indienne s'est taillé une réputation de « machine à divertissement », c'est surtout grâce au *cinéma*. Quand elle *ne programmait* encore ni films, ni séquences chantées, ni feuilletons, la télévision ne servait qu'à répandre les opinions du gouvernement en place. Elle n'avait aucune crédibilité morale, car elle était réduite aux dimensions d'un écran sur lequel les politiciens figuraient comme autant de vedettes de cinéma. Sur le plan commercial, c'était un gouffre, même pour le gouvernement. Mais, au niveau *social uniquement*, la *télévision avait* valeur de bien de consommation désirable, car c'était un objet essentiel dans la dot d'une fille... Pour le reste, elle ne faisait que débiter de la propagande politique, des *informations* (toujours en retard sur les journaux du matin) et quelques émissions utilitaires pour les paysans qui, pour l'écrasante majorité d'entre eux, n'avaient même pas de poste.

Le cinéma a révolutionné la télévision indienne. Il y a environ cinq ans, elle a adopté une stratégie commerciale, vendant à des sponsors potentiels des tranches d'émission de trente minutes. Du jour au lendemain, les grandes entreprises ont acheté les créneaux horaires de la télévision : on proposait des feuilletons d'une durée de vingt-cinq minutes, et cinq minutes de publicité réservées à qui avait acheté le créneau. Les nouveaux sponsors ont fait appel à une flopée de jeunes metteurs en scène, qui avaient moisi des années et des années dans le cinéma d'auteur. Avec ce nouveau régime, la télévision s'était dotée de scénaristes et *de réalisateurs compétents ; et les* jeunes metteurs en scène, réduits à l'impuissance par le cinéma commercial à gros budget de Bombay, eurent pour la première fois l'occasion de faire la preuve de leur talent, et d'en vivre. La télévision, qui avait ainsi reçu un sérieux coup de fouet, était devenue tout à la fois profitable et populaire.

De ce fait, le cinéma était quasiment réduit à néant. De jeunes réalisateurs, qui avaient jusqu'alors été l'espoir du nouveau cinéma, s'étaient joints à la mêlée douteuse dans laquelle s'arrachaient les feuilletons-camelote. « *C'est dégoûtant !* s'est exclamé Govind Nihalani, *la télévision est le pire ennemi qu'ait jamais eu notre cinéma. Le mirage de l'argent facile a provoqué un tas de micmacs, des mises en scène grossières et des feuilletons à l'eau de rose. Pis, l'art du cinéma a perdu encore davantage. La télévision était prête à accepter n'importe quoi, pourvu que ça bouge. La technique de la caméra, de la composition des images et de l'éclairage, tout est fichu. Franchement, c'est comme la ruée vers l'or ; et ceux qui courent le plus vite, ce sont nos brillants jeunes gens !* » Deepti Nawal, une actrice indienne, a remarqué, l'air songeur : « *La télévision ne faisait déjà pas du bien au cinéma. Mais, bien pis, les géants du cinéma de Bombay ont fait main basse sur la télévision. Ils ne respectent rien, sauf l'argent. Tenez, le* Ramayana *!... Evidemment, les producteurs ont fait des millions ! Mais ils ne sont pas encore contents. Pour en faire encore plus, ils ont multiplié indéfiniment les épisodes. Par exemple, la bataille de l'épopée, il y a trente siècles, était bien plus courte que dans la série télévisée. Vendre des dieux, ça aussi c'est une histoire d'argent...* »

La pénétration du réseau télévisé par les géants du cinéma commercial reflète l'impact exercé par la télévision sur le cinéma. On ne dispose pas encore de données précises ; mais, c'est évident, les entrées dans les salles de cinéma ont enregistré une chute vertigineuse. *De plus en plus de films sont* des fours, et le cinéma s'est trouvé réduit à compenser ses pertes par la vente de vidéo-cassettes. Si le cinéma le plus important au monde (avec plus de huit cent cinquante films produits chaque année, et plus de douze millions et demi de spectateurs par semaine) est déstabilisé par une télévision minuscule (moins de 0,5 % de la population possède un récepteur), on peut imaginer ce qu'il en sera quand il y aura autant de détenteurs de postes que dans les pays occidentaux...

Mais, en aidant à confirmer l'identité nationale, la télévision indienne a quand même rendu service. Si les chemins de fer et le téléphone ont constitué le premier réseau, vital, de communication dans le pays, c'est la télévision qui a donné à l'Inde le moyen d'établir un lien effectif entre des populations de régions, de couleurs et de langues différentes. Ce n'est pas que la télévision ait favorisé la solidarité nationale, car c'est précisément sous son empire que l'Union indienne a subi le plus grand *nombre de pressions* centrifuges. La télévision a quand même été le principal instrument grâce auquel les gens ont pu identifier, et accepter ou rejeter les expressions diverses de leur culture. La télévision a facilité l'identification de l'autre, et aussi de soi. Comme a dit un paysan naïf d'Andra-Pradesh qui venait de voir le premier ministre indien à la télévision : « *Je ne savais pas que Rajiv Gandhi était si jeune. On dirait un acteur de cinéma...* »

(1) La popularité de Govil a induit le Parti du Congrès à l'utiliser lors de la dernière campagne électorale. Les gens ont su faire la différence entre dieux et politiciens, et le candidat *du Congrès a été* battu.

(2) Ce qui explique sans doute la décision prise par le pouvoir d'interrompre au cours de l'été la diffusion du feuilleton. Les réactions ont été si vives qu'elle reprend en octobre...

SOUTIEN A UNE DÉMOCRATIE ÉLITAIRE

Washington joue à fond le régime philippin

DE difficiles négociations ont eu lieu pendant l'été entre Manille et Washington, les Philippins demandant aux Etats-Unis d'augmenter considérablement le « loyer » de leurs bases militaires installées sur l'archipel. Un accord est cependant intervenu au sujet des conditions de stockage des armes nucléaires américaines. Et Mme Aquino demeure assurée du soutien politique total du grand allié d'outre-Pacifique.

Par WALDEN BELLO *

La stabilité du régime de Mme Aquino s'explique en grande partie par le soutien américain. Cet appui à la politique de « démocratisation » engagée après l'assassinat, en août 1983, de Benigno Aquino est l'œuvre des fonctionnaires du département d'Etat, qui amorcèrent un changement radical par rapport à l'engagement long de quatorze ans aux côtés de Marcos. Alors que des idéologues de droite à la Maison Blanche et au Conseil national de sécurité s'en tenaient à cette ligne, en février 1985, soit un an avant la chute du dictateur, M. Stephen Bosworth, ambassadeur des Etats-Unis à Manille et diplomate de carrière, envoyait ce câble au secrétaire d'Etat, M. George Shultz : « *Si l'opposition pouvait s'unir autour d'un seul candidat et si ce candidat devait être élu président (...), l'opposition, selon nous, agirait de façon responsable et les relations américano-philippines se développeraient positivement.* » (1).

M. Bosworth a joué un rôle essentiel au cours des années de transition d'un régime à l'autre, de concert avec des diplomates chevronnés comme MM. Michael Armacost, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, Paul Wolfowitz, secrétaire d'Etat adjoint, et John Meisto, responsable des questions philippines. Conservateurs ou libéraux, ils ont fait passer la *Realpolitik* avant l'idéologie, et ont façonné la politique américaine à Manille entre l'assassinat d'Aquino et la fuite de Marcos en février 1986. Ils ont lancé une campagne destinée à prendre de vitesse la gauche philippine en expansion en forçant Marcos à organiser des élections libres, prélude à son éviction. Et quand, à la fin de 1985, les milieux possédants d'opposition choisirent Mme Aquino comme candidate à la présidence, les pragmatistes de Washington comprirent que son image de « centriste démocrate » était l'arme la plus puissante qu'ils pouvaient utiliser dans leur stratégie visant à prévenir une polarisation politique, à contourner la forte gauche locale et à stabiliser le pays.

En dépit de certains ratés – ainsi le soutien obstiné de M. Reagan à Marcos – cette stratégie a bien fonctionné, et Mme Aquino a toujours bénéficié de l'appui total de Washington. Une aide de plus de 1 milliard de dollars a été accordée au cours des deux dernières années. Les Etats-Unis n'ont certes rien fait pour alléger le paiement annuel de 2 milliards de dollars d'intérêts en remboursement d'une dette extérieure de 30 milliards. Mais ils ont fait campagne en faveur d'une assistance internationale accrue à Manille.

L'aide politique américaine n'a jamais fait défaut à Mme Aquino, chaque fois notamment qu'elle a dû affronter ses adversaires de droite. En moins de deux ans, l'ambassade des Etats-Unis a joué un rôle décisif lors de cinq tentatives de coup d'Etat, intervenant directement auprès des putschistes liés à l'ancien ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile (2). Grâce à ce soutien, Mme Aquino et la fraction de l'élite qu'elle incarne purent mener à bien le programme de rétablissement de la démocratie formelle : référendum constitutionnel de février 1987, élection du Congrès trois mois plus tard, élections locales et provinciales en janvier 1988. A la mi-1988, le désarroi régnait à la fois dans la gauche et dans les milieux militaires de droite, en grande partie en raison des appels du gouvernement à la population afin « *que le centre démocratique soit sauvé des extrêmes de gauche et de droite* ».

Cependant, si le département d'Etat donnait son plein appui au programme de contre-guérilla du gouvernement, le département américain de la défense a émis des réserves au sujet des tentatives de Manille de parvenir à un accord politique avec l'insurrection du Front national démocratique. Or, depuis la mi-1987, Mme Aquino a agi dans le sens souhaité par le Pentagone : elle n'a pas relancé avec les insurgés les négociations, qui avaient échoué au début de la même année. Une grande publicité a été donnée à ses discours en faveur d'une victoire militaire « *honorable* ». Plus important encore : elle a conclu un *modus vivendi* avec les puissantes forces armées ; elle a obtenu leur loyauté conditionnelle à l'égard de la « *suprématie du pouvoir civil* » en échange d'un chèque en blanc dans le domaine de la sécurité intérieure.

L'action des réseaux de droite

EN poussant Mme Aquino à rejeter la paix avec l'insurrection tout en la concluant avec l'armée, le Pentagone n'entre pas en conflit avec le département d'Etat. Son souci principal est de faire de l'armée une force contre-insurrectionnelle efficace qui use de la répression de façon sélective, au lieu de lancer au hasard et sans discrimination des actions violentes, tactique qui rendit les militaires si impopulaires du temps de Marcos. Ce qui implique un système de renseignements efficace jumelé avec des opérations, clandestines ou non, planifiées avec soin.

« *Gagner les cœurs et les esprits* » : ce projet est au centre du programme de contre-insurrection qui a provoqué le déploiement des « équipes spéciales d'intervention ». Leur mission : l'« *action civique* » et les programmes de travaux ruraux. Comme l'a dit le ministre de la défense, le général Fidel Ramos, proche allié des Américains et de Mme Aquino, « *l'insurrection est d'abord politique et incidemment seulement militaire* » (3).

Les services officiels américains ne sont cependant pas les seules forces extérieures à influencer la politique du pouvoir dans ce domaine. Plusieurs personnalités et organisations sont très actives, qui partagent les vues des réseaux de droite américains et internationaux.

L'une de ces personnalités est le général en retraite John Singlaub, qui a beaucoup fait pour fournir en armes, notamment, la Contra du Nicaragua (4). Figure-clé de la Ligue anticommuniste mondiale, il est souvent présent aux Philippines depuis deux ans, officiellement pour rechercher des trésors qui auraient été enterrés dans l'archipel par le général japonais Yamashita à la fin de la seconde guerre mondiale. M. Singlaub a noué des contacts avec plusieurs responsables de droite connus, parmi lesquels son ami Luis Villareal, qui a, pendant une courte période de 1987, dirigé les services de renseignements, l'ancien ministre de la défense, le sénateur Enrile, et Eva Estrada Kalaw, personnalité-clé de la branche philippine de la Ligue anticommuniste. M. Singlaub aurait essayé de vendre des armes et offert une aide financière à des groupes de droite parmi lesquels les planteurs de canne à sucre, qui constituent des armées privées dans l'île de Negros, où les tensions sont vives (5).

Il faut aussi souligner l'action des adeptes de l'Eglise de l'Unification du révérend Sun Myung Moon, dont les options de droite sont connues (6). Elle a recruté Mme Celia Diaz-Laurel, femme du vice-président Laurel, qui dirige la branche locale de Causa, « bras » politique de l'Eglise. La doctrine de Causa est diffusée dans tout l'archipel (7), et l'idéologie mooniste semble de plus en plus influente dans l'armée (8). Les moonistes financent aussi des conférences anticommunistes qui facilitent les contacts entre, d'une part, généraux et politiciens philippins et, d'autre part, des hommes de droite américains tels M. Ray Cline, ancien directeur-adjoint de la CIA, et le général Richard Stilwell (CR), ancien sous-secrétaire à la défense.

Agissent aussi des organismes d'aide liés à la droite religieuse. Christian Aid accorde une assistance humanitaire à nombre de groupes fondamentalistes. Americares, qui reçoit 10 % de ses fonds de l'évangéliste Pat Roberson et de son organisation, le Christian Broadcasting Network, distribue son aide *via* les Chevaliers de Malte des Philippines, qui regroupent des catholiques réactionnaires (9). Le Pentagone facilite de telles actions grâce à ses moyens de transport.

Il faut aussi mentionner, parmi d'autres, l'organisation Christian Anticommunist Crusade (CAAC), basée en Australie, et l'Heritage Foundation de Washington (10). Ces deux groupes ont des liens étroits avec les militaires de droite et ont agi sur le plan international pour discréditer les institutions progressistes philippines, notamment un organisme fort respecté, la Task Force for Detainees, qui n'a pas craint de dénoncer les exactions des militaires sous la présidence de Mme Aquino.

Les réseaux étrangers d'extrême droite ont beaucoup applaudi la création, appuyée par l'armée, de groupes d'autodéfense paramilitaires, qui se sont multipliés depuis 1987, et sont maintenant plus de deux cents. Ils ont été condamnés par Amnesty International et par le Lawyers Committee on Human Rights de New-York pour avoir commis des assassinats et mutilé des centaines de personnes, pour la plupart des dirigeants paysans, des syndicalistes et des individus « *soupçonnés d'être de gauche* » (11). Le lien entre les groupes d'autodéfense paramilitaires et la droite internationale est à l'occasion direct ; par exemple, Jun Pala, commentateur de droite connu de la radio de Davao, et qui est lié aux responsables de plusieurs groupes paramilitaires, utilise la propagande de Causa dans ses émissions (12).

Il est cependant peu probable que les activités de ces mouvements privés de droite soient coordonnées par des responsables américains, si l'on met à part les exemples de transports aériens d'« aide humanitaire » organisés par le Pentagone. Alors que le département d'Etat et le département de la défense soutiennent Mme Aquino, les organismes privés de droite ont accusé la *présidente de se montrer conciliante* envers les communistes et ont noué des relations avec ses pires ennemis, MM. Enrile et Laurel. Alors, d'autre part, que Washington soutient le ministre de la défense, le général Ramos, diplômé de West Point et bras droit de Mme Aquino, le général Singlaub a publiquement demandé son renvoi pour « *incompétence* ». Les groupes de droite pensent que les organisations paramilitaires constituent la solution au problème de la guérilla, mais les officiels américains ne cachent pas leur appréhension de voir défendre pareilles thèses.

La prudence du département d'Etat s'explique fort bien : au Salvador, les activités des escadrons de la mort et des groupes paramilitaires ont renforcé la gauche plus qu'ils n'ont contribué à l'éliminer, contraignant les Etats-Unis à les mettre au pas en 1983.

Quant à la CIA, nul ne sait avec précision ce qu'elle fait. En 1987, elle a obtenu un budget de 10 millions de dollars pour ses actions aux Philippines et une augmentation de 10 % de ses effectifs à l'ambassade de Manille (13). Elle est sûrement en contact avec les groupes paramilitaires et leurs alliés au sein de l'armée, mais rien n'indique qu'elle les soutienne activement.

La politique concernant la Contra a été menée par des idéologues tels le lieutenant-colonel North au Conseil national de sécurité, et le secrétaire d'Etat adjoint, M. Eliott Abrams. S'appuyant sur des réseaux officiels et des réseaux privés de droite, ces hommes ont lancé un programme contre-révolutionnaire qui a fini par échapper à tout contrôle et qui, par ses excès, a empêché tout jugement réaliste et tout compromis. Dans le secteur asiatique en revanche, des diplomates de métier comme M. Armacost ont pris les choses en mains. Parce qu'ils plaçaient la raison d'Etat et la souplesse avant l'idéologie et l'inflexibilité, ces professionnels à la fois discrets et efficaces ont été les architectes des deux « triomphes » de l'administration Reagan dans le tiers-monde : la transition vers un système plus libéral aux Philippines et en Corée du Sud. Dans les deux cas, les Etats-Unis ont « *collé* » à des initiatives venues d'élites locales et ils ont soutenu une stratégie de libéralisation et de « démocratisation » considérée comme le meilleur moyen de manœuvrer la gauche, prévenir la polarisation et assurer la stabilité.

Le traité sur les bases militaires

CETTE politique peut-elle réussir aux Philippines ? Washington s'appuie sur l'expérience de démocratie formelle à l'américaine qu'a connue l'archipel depuis soixante-dix ans et qui fut interrompue par les quatorze années de dictature de Marcos. Ce système généra un certain équilibre social dans un pays dominé par une élite hargneuse et où la distribution de la richesse et la répartition du pouvoir étaient très inégalitaires. Cette élite assimila volontiers cette idéologie, et la mise en pratique de la démocratie électorale permit aux diverses factions de concourir aux fonctions officielles sans trop de violence. L'organisation d'élections permettait aussi de gommer quelque peu les clivages sociaux et économiques, d'autant qu'elles étaient l'occasion d'une « redistribution des revenus », les candidats dépensant des millions de pesos pour acheter les voix, et les élus récompensant leurs partisans pauvres avec des postes administratifs. Aux élections suivantes, on chassait les « *canailles* » *au pouvoir, et le cycle se* poursuivait. Marcos le rompit en décrétant la loi martiale en 1972 jusqu'à ce qu'émerge une vaste alliance interclassiste qui l'a contraint à la démission en 1986.

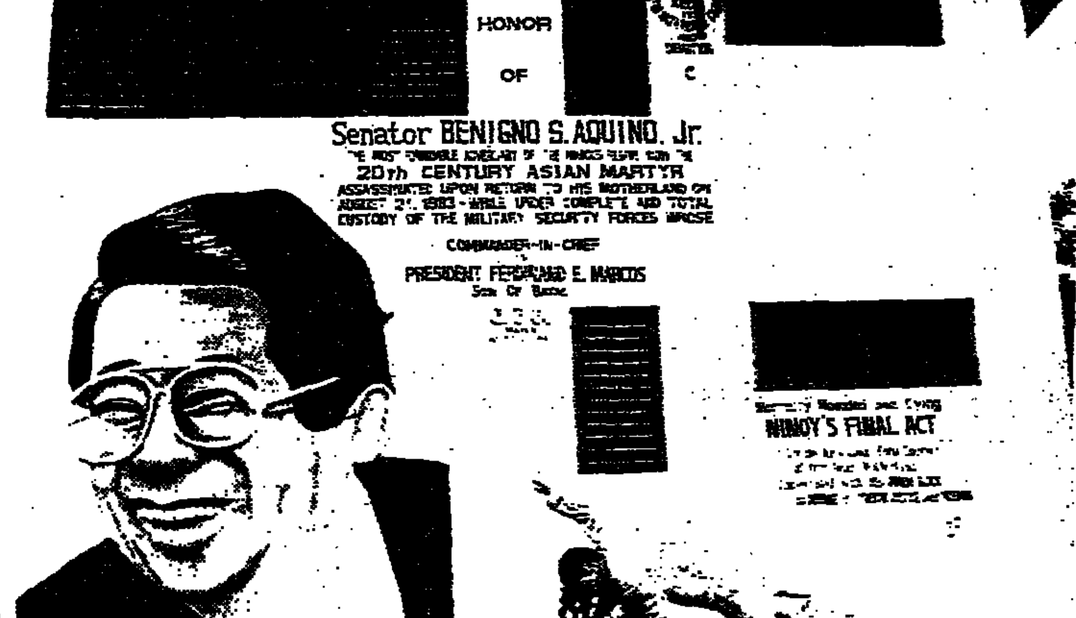
On a assisté depuis lors partout dans le pays à la résurgence de l'ancienne vie démocratique fondée sur les élections et la domination d'une élite. Même dans les secteurs ruraux où la Nouvelle armée du peuple était puissante, les « politiciens traditionnels » ont souvent battu les candidats appuyés par la guérilla, car les programmes fondés sur une analyse de classe ont eu moins d'impact que les discours démagogiques de personnalités et de factions représentant l'élite. Les responsables américains ont parfaitement compris l'importance de ce phénomène.

Il existe cependant des limites à la capacité du gouvernement de Mme Aquino de stabiliser la situation (14). L'un des obstacles s'appelle l'armée. Car il existe une différence fondamentale entre le système actuel et celui qui prévalait avant Marcos : les responsables élus doivent désormais partager le pouvoir politique avec l'établissement militaire que Marcos a légué à ses successeurs. Les militaires ne souffrent aucune ingérence dans les affaires de sécurité et ils ont un pouvoir de veto dans d'autres domaines. Ils ne respectent pas le droit dans leurs rapports avec les civils et ils ont été à l'origine de la création de groupes paramilitaires. Si Mme Aquino ne parvient pas à les placer sous son contrôle, il y aura, du fait de l'armée, érosion de la stabilité durement gagnée grâce à la mise en place d'institutions démocratiques représentatives.

Le second obstacle est l'absence de réelles réformes sociales et économiques. La paralysie risque de gangréner un système qui ne déciderait pas une réforme agraire et ne redistribuerait pas plus justement les richesses.

Marcos et ses amis locaux de la droite autoritaire sont discrédités, mais la gauche demeure puissante et apte à exploiter les points faibles du régime. Si les réformes devaient se faire attendre, les Philippins seraient de plus en plus nombreux à la suivre et à placer les programmes de classe au cœur de la vie politique.

Se pose enfin le problème de la contradiction entre la stratégie libérale des Etats-Unis aux fins de stabiliser le pays, et leur campagne, dénuée de finesse, destinée à maintenir les gigantesques bases militaires. Alors qu'on approche de 1991, année où expirera le traité sur les bases, Mme Aquino est de plus en plus coincée entre un mouvement nationaliste en rapide développement et les pressions de Washington en faveur d'un nouveau traité. La présidente et l'élite philippine savent que le soutien américain est essentiel pour leur maintien au pouvoir. Mais il n'est pas exclu que, dans les rangs du groupe dominant, des voix se fassent entendre pour lesquelles la rupture du « cordon ombilical » avec les Etats-Unis serait préférable à la dure atteinte à la crédibilité, à la légitimité et à la stabilité que constituerait, aux yeux de la population, la reddition de la nation à propos de l'avenir des bases.



Roger-Viollet

PEINTURE MURALE A LA MÉMOIRE D'AQUINO, A ZAMBOANGA
La dictature est tombée, les assassinats continuent

* Chercheur spécialisé dans les questions du Pacifique à l'Institute for Food and Development Policy de San-Francisco. Auteur notamment de *U.S. Sponsored Low-Intensity Conflict in the Philippines*, 1987.

(1) « *The opposition : Uniting or Fragmenting* », câble de M. Bosworth au département d'Etat, février 1985.

(2) « Aquino Regime Nearly Toppled », *New York Times*, 7 septembre 1987, et « *Allegations of Coup Tie Irk Manila* », *Washington Post*, 27 octobre 1987.

(3) Citation fournie par Sara Miles, à l'Institute for Food and Development Policy, San-Francisco, 11 juin 1987.

(4) Voir *le Monde diplomatique* d'avril 1986 (« Des millions de dollars pour les « combattants de la liberté », par Pierre Abramovici) et de septembre 1987 (« Têtes brûlées, tueurs, nobles croisés et escrocs », par Pierre Abramovici et Jacques Decornoy).

(5) Voir Joel Picart, « Les ravages de la crise (du sucre) aux Philippines », *le Monde diplomatique* de mars 1988.

(6) Voir « Une puissance au service de l'anticommunisme : l'Internationale Moon », par Jean-François Boyer et Alejandro Alem, *le Monde diplomatique*, février 1985.

(7) Seth Mydans, « Right Wing Vigilantes Spread in the Philippines », *New York Times*, 4 avril 1987.

(8) James Clad, « The Soldiers of God », *Far Eastern Economic Review*, 12 mars 1987.

(9) Marites Danguilan-Vitug, « *Medecines* Over Bullets : New U.S. Tack in R.P. Counterinsurgency », *The Financial Post* (Manille), 14 octobre 1987, et Howard Goldenthal, « The Religious Right in the Philippines », *Covert Actions*, n° 29, hiver 1987. Au sujet de l'action des Chevaliers de Malte, lire, par Martin A. Lee et Kevin Cogan, « En Angola et au Nicaragua, la croisade des Chevaliers de Malte », *le Monde diplomatique* d'octobre 1986 ; sur celle de M. Pat Robertson, lire, par Ingrid Carlander, « La foire aux miracles des télévangélistes américains », *le Monde diplomatique*, de juin 1988.

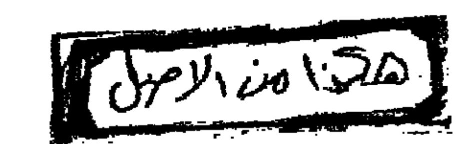
(10) A propos de l'Heritage Foundation et de son action contre le système des Nations unies et notamment de l'UNESCO, voir notamment *le Monde diplomatique* de janvier, avril, octobre 1985 et mai 1986.

(11) Lire Amnesty International, *Philippines : armée assassine hier et encore*, Paris, 1988, 83 pages, 17 F et *Vigilantes in the Philippines*, Lawyers Committee for Human Rights, New-York, 1988.

(12) *New York Times*, 4 avril 1987.

(13) *New York Times*, 17 avril 1987. Pala dit prendre modèle sur Goebbels (*Land, Poverty and Politics in the Philippines*, 1988, Catholic Institute for International Relations, Londres).

(14) *Le Monde diplomatique* de mai 1987 a publié un dossier sur « les fragilités de la jeune démocratie philippine ». Lire aussi dans *le Monde diplomatique* de septembre 1988, « L'écrivain philippin dans le combat contre l'injustice », par Francisco Sionil José.



...me philippin...

...traité sur les bases militaires

CHILI : LA DICTATURE ASSIÉGÉE

Qui a peur du général Pinochet ?

LE Chili vient de connaître, au cours des semaines précédant le plébiscite du 5 octobre, un insolite vent de liberté. Les seize partis politiques d'opposition, groupés au sein du Comité national pour le « non », ont contraint la dictature – très isolée sur le plan international – à de nombreuses concessions. Les citoyens, le temps d'une campagne, semblent s'être soudain libérés de la peur. Mais le régime militaire reste fort ; d'autant plus qu'il se vante de quelques contestables « succès » économiques.

Par notre envoyé spécial IGNACIO RAMONET

La rue est déserte, mal éclairée. Il fait nuit. Une femme – robe noire, cheveux longs, la quarantaine – sort soudain d'un petit immeuble. Elle s'avance jusqu'au milieu de la chaussée, se retourne, lève la tête : *« Fort, le son ! »*, crie-t-elle. Des enfants installent, sur le rebord d'une fenêtre, un haut-parleur. Et la musique éclate, puissante, torrentielle, envahissant la nuit. C'est, sur l'air du *Beau Danube bleu*, *la Valse du « non »*, l'hymne drolatique des adversaires de la dictature chilienne. Un homme, entre-temps, sort à son tour ; il enlace la femme et l'entraîne dans le tourbillon de cette valse-protestation. Ils dansent seuls dans la nuit, au cœur de Santiago, applaudis par leurs enfants ; et ils rient, surpris par leur audace, comme s'ils voulaient par leur geste insolite effacer quinze longues années de peur et de silence.

D'autres fenêtres se sont maintenant éclairées ; des gens sortent aux balcons, ils frappent sur des casseroles et ajoutent à la tonitruante valse le vigoureux tam-tam de leur propre refus. Tous répondent, ce mardi 30 août 1988, à l'appel des partis d'opposition pour protester contre la désignation, par la junte militaire, du général Pinochet candidat à la présidence pour la période 1989-1997.

Cette désignation n'a pas surpris. Mais l'opposition et une grande partie de l'opinion publique avaient espéré, jusqu'à la dernière minute, qu'une autre personnalité serait proposée. D'autant que deux des quatre membres de la junte (1) avaient publiquement souhaité un candidat *« civil »* et *« âgé de moins de soixante ans »* (le général Pinochet en a soixante-douze). Et que l'Eglise, quelques jours plus tôt, dans une déclaration largement diffusée, avait recommandé le choix d'une *« personnalité de consensus »*. C'est pourquoi, sans surprendre, la désignation du général Pinochet a provoqué déception et colère.

Dès l'après-midi du 30 août, des milliers de jeunes opposants occupaient le centre de la ville et, malgré l'intervention violente des forces de l'ordre, empêchaient la concentration des partisans du dictateur sur la place de la Moneda. *El Mercurio*, journal proche du pouvoir, avait annoncé un rassemblement de trois cent mille personnes pour acclamer le candidat désigné ; huit mille à peine parviendront à se réunir, fortement protégées par des carabiniers, dans une atmosphère de camp retanché, cernées par les nuages de gaz lacrymogène. Les journaux télévisés du soir auront bien du mal à présenter des images de « foule en délire » acclamant le chef de l'Etat.

La perspective de voir le général Pinochet demeurer au pouvoir jusqu'en 1997 a fait disparaître, chez beaucoup de citoyens, la peur. Depuis ce 30 août 1988, l'opposition occupe la rue et, sans craindre les risques (2), se comporte comme si les conditions d'une pleine démocratie étaient réunies. Elle prend ainsi le pouvoir au piège de ses propres promesses, puisqu'il a donné l'assurance que la campagne pour le plébiscite du 5 octobre se déroulerait dans le respect des règles démocratiques.

Le revirement de Washington

CE plébiscite est prévu par la Constitution de 1980, approuvée par référendum il y a huit ans. Elle n'entrera effectivement en vigueur que le 11 mars 1989, et les dispositions transitoires prévoient la désignation par la junte militaire, six mois avant cette date, d'un candidat à la présidence pour un mandat, non renouvelable, de huit ans. Cette candidature est soumise à plébiscite. Si, le 5 octobre, le « oui » l'emporte, le général Pinochet reste au pouvoir et organise des élections législatives avant la fin de 1989. Si le « non » gagne, le dictateur demeure encore à la tête de l'Etat jusqu'au 11 mars 1990, et organise, fin 1989, une élection présidentielle (à laquelle il pourrait théoriquement se présenter) et des élections législatives.

Dans tous les cas de figure, et quel que soit le résultat de la consultation du 5 octobre, le général Pinochet reste donc, en principe, à la tête du Chili au moins jusqu'au 11 mars 1990.

Pour faire accepter à l'opposition cette contraignante règle du jeu et une Constitution fort peu démocratique, le régime a dû faire des concessions politiques. Il a légalisé les partis d'opposition (à quelques exceptions près, en particulier celle du puissant Parti communiste interdit en vertu de l'article 8 de la Constitution, qui déclare illégal tout *« groupement fondé sur la lutte de classes »*). Le 2 février dernier, seize partis (dont le Parti démocrate-chrétien et les deux principaux partis socialistes) se rassemblaient dans une sorte de Front du refus et constituaient le Comité national pour le « non ». Soutenu par l'Eglise et appuyé par les Internationales socialiste, démocrate-chrétienne et libérale, ce Comité n'a cessé, en toute légalité, de harceler le pouvoir, réclamant sans cesse plus de liberté pour faire normalement campagne en faveur de ses thèses. Le dictateur a été contraint de céder, craignant un boycottage de l'opposition qui rappellerait, aux yeux de l'opinion internationale, le caractère odieux du régime.

Cette stratégie de l'opposition unie, à laquelle s'est rangé petit à petit le Parti communiste, a bouleversé le contexte politique et provoqué une paradoxale embellie démocratique. L'Etat d'exception a été levé. Les exilés ont enfin pu rentrer et s'exprimer librement. La Centrale unitaire des travailleurs (CUT), interdite jusqu'alors, a pu se reconstituer et a tenu son premier congrès en août dernier. Une presse d'opposition, agressive et pugnace, s'est épanouie ; en particulier les quotidiens *la Epoca* (chrétien-démocrate) et *Fortin diario* (gauche), ainsi que les hebdomadaires *Cauce*, *Analisis*, *Apsis* et *Hoy*, qui, tous, tirent à boulets rouges sur le régime et dénoncent, jour après jour, semaine après semaine, son iniquité, sa violence et ses atteintes aux droits de l'homme. Plusieurs dizaines de journalistes font l'objet de procès *« pour injures aux forces armées »*, certains sont en prison et beaucoup reçoivent régulièrement des menaces de mort (3). Rien n'y fait, les attaques contre les abus du régime se poursuivent. Des stations de radio font de même, surtout Radio Cooperativa, très écoutée dans les *poblaciones*, ces quartiers miséreux de la périphérie de Santiago.

La télévision elle-même – très contrôlée par le pouvoir – a été contrainte de donner la parole aux leaders de l'opposition. Et cela bien avant le début de la campagne officielle pour le plébiscite, au cours de laquelle le Comité pour le « non » a pu diffuser des émissions de quinze minutes sur les trois chaînes nationales. Dès janvier 1988 – et pour la première fois depuis quatorze ans, – des émissions de débats politiques, donnant la parole à des partisans du régime et à des représentants de l'opposition, ont commencé à être diffusées : « Corrientes de opinion » sur la chaîne 11 ; « De cara al pais » sur la chaîne 13 ; et « Derecho a respuesta » sur la chaîne 5 (4). C'est au cours d'une de ces émissions que M. Ricardo Lagos, chef du Parti pour la démocratie (PPD, socialiste), est devenu célèbre du jour au lendemain en interpellant en direct, l'index pointé vers la caméra, le dictateur : *« Je vais vous rappeler, général Pinochet, vos promesses non tenues... »* Tout le pays retint ce soir-là son souffle, interloqué par tant d'audace (5). Et l'opposition trouvait d'un coup le leader charismatique dont elle avait tant besoin.

Dans ses exigences démocratiques, l'opposition a pu compter sur un allié récent mais de poids : les Etats-Unis. Jusqu'en 1985, l'ambassadeur américain était considéré comme *« le cinquième homme »* de la junte. Les choses ont beaucoup changé depuis l'arrivée, en novembre 1985, d'un diplomate de carrière, M. Harry G. Barnes, ancien ambassadeur en Inde, unanimement respecté. Choisi par M. George Shultz, il reçut comme instruction de favoriser le changement démocratique. C'était une conséquence de la politique de Washington en Amérique centrale ; les attaques contre les sandinistes au Nicaragua et contre le général Noriega au Panama, au nom de la démocratie, ne pouvaient être crédibles que si Washington prenait également ses distances avec le symbole même de la dictature en Amérique latine, le général Pinochet. Dès juillet 1986, après qu'un jeune photographe chilien, Rodrigo Rojas, résident à Washington, eut été brûlé vif par des militaires à Santiago, la nouvelle attitude des Etats-Unis à l'égard du régime va devenir manifeste.

L'ambassadeur Barnes dénonce le comportement des forces de l'ordre, rappelle que le régime militaire a été maintes fois condamné par la Commission des droits de l'homme des Nations unies, et assiste à la messe de funérailles au milieu de centaines de participants qui seront dispersés brutalement par la police à l'aide de gaz lacrymogène. M. Barnes reçoit les dirigeants de l'opposition et les responsables des organisations qui – comme le Vicariat de la solidarité – défendent les droits de l'homme.

Autre signe du changement américain : le Congrès a accordé, en 1987, 2,2 millions de dollars à l'opposition démocratique pour l'aider dans sa campagne électorale. Cela a mis en fureur le dictateur qui, dans son message à la nation, le 1er janvier dernier, dénonçait *« cet agresseur étranger qui aide ceux qui trahissent leur patrie. Et qui dépense des millions de dollars pour s'ingérer de manière inacceptable dans nos affaires (6). »*

Le régime, dans sa campagne en faveur du « oui », a mis l'accent sur la « réussite » économique, sur la modernisation du pays et sur les « succès » en matière de développement. Il cite des indicateurs économiques toujours contestables parce que fondés sur des moyennes statistiques qui cachent les zones de pauvreté. L'économie se trouve dans sa cinquième année consécutive d'expansion. Le taux d'inflation, un des plus faibles d'Amérique latine, ne dépasse pas 20 %. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 5,7 %. L'activité a été stimulée par le dynamisme de nouveaux pôles de développement comme les zones de Copiapo (fruits), de Temuco (industrie) et de Puerto-Montt (forêt et pêche) ; et le bâtiment a connu une croissance considérable grâce à la construction de logements. Le taux de chômage est tombé à 7,9 % à la fin de 1987, *« le niveau le plus bas de ces quinze dernières années* (7) ». La valeur des exportations, en 1987, a augmenté de 24,4 % en raison de l'augmentation des ventes de cuivre stimulées par la hausse actuelle du cours mondial de ce métal et de l'accroissement du volume des exportations de fruits frais, de produits forestiers et de produits de la pêche. Le cuivre ne représente plus que 40 % de la valeur des exportations contre 80 % naguère. Le volume de la dette extérieure a été réduit, mais, par habitant, le montant de la dette reste parmi les plus élevés du continent. Au 31 mars 1988, le montant total de la dette était de 20,1 milliards de dollars. Les paiements d'intérêts de la dette, comme coefficient des exportations, sont tombés de 43 % à 26 % entre 1985 et 1987 (8).

L'opposition dénonce, de son côté, *« les mythes de la campagne économique »* et a publié plusieurs documents – dont un *Bilan économique et social du régime militaire* (9) – soulignant l'appauvrissement général de la population, la baisse des salaires réels (les plus bas d'Amérique latine, à l'exception de la Bolivie). Le pouvoir d'achat a diminué, depuis 1970, de 17 % ; les dépenses en matière sociale ont été réduites de 20 % et quatre Chiliens sur dix demeurent privés de sécurité sociale. Plus d'un tiers de la population active occupe des « petits boulots » (gardiens de voitures, cireurs, vendeurs ambulants... (10). L'opposition reproche enfin de vendre à l'étranger, par le biais des privatisations et sous le prétexte de réduire le poids de la dette, une part de l'industrie et des richesses nationales. Un échec social est aussi un échec économique.

Les seize partis du Comité pour le « non » ont publié, le 10 mai dernier, une sorte de projet commun de gouvernement, l'« Engagement économique et social ». Ils y formulent vingt et une propositions pour mettre l'économie au service de la nation et des citoyens (11). Il n'y est pas question de nationalisation ou de réforme agraire ; et on remarque une réconciliation avec l'entreprise privée, dont le *« rôle transcendantal dans le développement national est reconnu »*.

Trois scénarios pour une crise

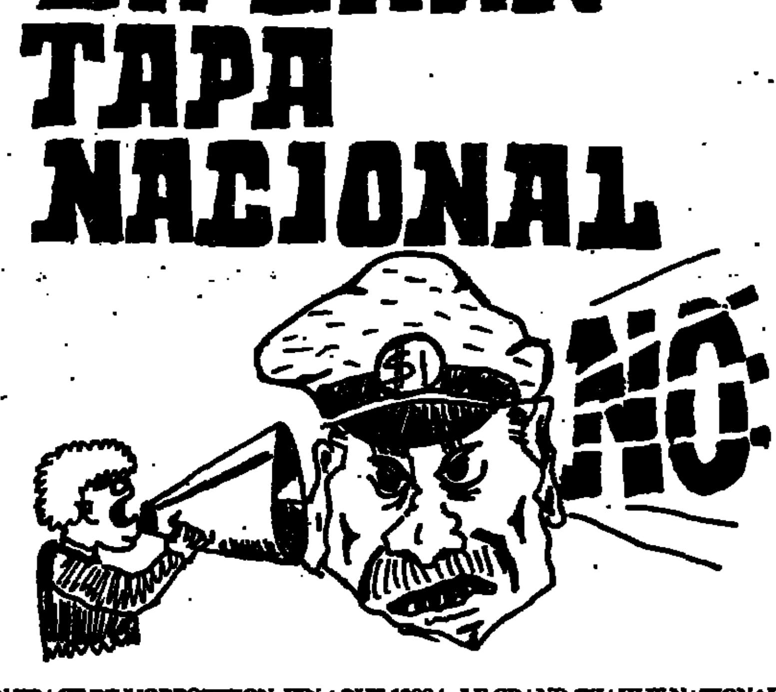
LE principal argument du pouvoir, au cours de sa campagne pour le « oui », a consisté à dire que le triomphe du « non » signifierait un retour au *« chaos de l'Unité populaire »*. En laissant revenir, à la veille du scrutin, des personnalités emblématiques proches de Salvador Allende, il a cherché à renforcer cet argument. Il n'ignore pas, en effet, que l'image de l'Unité populaire est négative pour beaucoup de Chiliens. Mais la simplicité et la brutalité d'un tel slogan ne semblent pas avoir convaincu. Les citoyens savent – et le pouvoir l'a assez dit naguère pour faire accepter sa Constitution – que le succès du « non » ne place pas automatiquement l'opposition aux commandes de l'Etat, et que le général Pinochet reste chef de l'Etat jusqu'en 1990. En revanche, ils n'ignorent pas que ce succès permet l'organisation d'une élection présidentielle, dans deux ans, vraiment pluraliste.

L'opposition est persuadée que le dictateur peut être battu, et tous les sondages à la veille du scrutin renforçaient cette conviction (12). Mais la question qui se pose est de savoir ce que ferait le général Pinochet devant l'évidence de son échec. Trois scénarios, inspirés par l'attitude récente de régimes autoritaires confrontés à des résultats électoraux défavorables, viennent à l'esprit. Comme en Haïti, le pouvoir suscitera-t-il, le jour même des élections, de violents désordres lui permettant d'annuler le scrutin et de renvoyer le plébiscite à plus tard ? Aura-t-il recours, comme aux Philippines ou au Mexique, à la fraude ? Ou alors, comme les militaires uruguayens en 1980, acceptera-t-il la sanction populaire et favorisera-t-il la transition vers la démocratie ?

L'opposition a pris de nombreuses mesures pour rendre la fraude pratiquement impossible (13) ; elle a placé des observateurs dans tous les bureaux de vote ; a mis sur pied – avec l'aide d'instituts de sondage étrangers – un système de vérification parallèle ; et a invité des personnalités de renom international à venir à Santiago le jour du plébiscite pour garantir l'impartialité du scrutin.

Restent les deux autres scénarios : le pire, l'haïtien ; et l'optimiste, l'uruguayen. C'est sur ce dernier que mise l'opposition. Elle estime que, battu, le général Pinochet n'aurait plus la même représentativité au sein de son propre régime. Le camp du pouvoir peut alors se fracturer. Et une négociation deviendrait possible avec les forces armées pour établir les formes d'une transition pacifique vers la démocratie, comme cela a été récemment le cas en Argentine et au Brésil.

Si – en usant de la fraude – le dictateur s'entêtait à vouloir conserver le pouvoir, ce serait le retour à la stratégie de la peur. L'opposition démocratique, flouée, se retirerait du jeu. Sonnerait alors l'heure de ceux qui, depuis longtemps, ont choisi la voie de l'affrontement contre le régime militaire et le recours aux armes ; par exemple, le MIR (commission militaire) ou, surtout, le Front patriotique Manuel Rodriguez, que rejoindraient sans doute, sur le sentier de la guerre, des milliers de jeunes sans espoir venus du fond de leurs quartiers de misère.



UN TRACT DE L'OPPOSITION, FIN AOUT 1988 (« LE GRAND CHAHUT NATIONAL »)
Comme si les conditions d'une pleine démocratie étaient réunies

(1) La junte militaire est actuellement constituée par le général Pinochet, commandant en chef de l'armée ; l'amiral Merino, commandant en chef de la marine ; le général Matthei, commandant en chef de l'armée de l'air et le général Stange, directeur général des carabiniers.

(2) Il y eut, pour la seule journée du 30 août dernier, trois personnes (dont deux enfants) tuées par la police et les carabiniers, une centaine de blessés et près de mille arrestations.

(3) Cf. *Analisis*, 22 août 1988 et *Mensaje*, août 1988.

(4) Cf. le rapport de Guillermo Sunkel, *« Los programas de conversacion »*, Instituto latino-americano de estudios transnacionales (ILET), Santiago, avril 1988.

(5) Lire le texte complet de l'émission dans : David Turkeltaub, *Ese señor Lagos*, ediciones BAT, Santiago, 1988, pp. 147 à 172.

(6) Cf. Martha Lyn Dogget, « Washington's not-so-quiet diplomacy » in *NACLA*, dossier sur « Pinochet's plebiscite », New-York, mars 1988.

(7) *Progrès économique et social en Amérique latine*, rapport 1988, Banque interaméricaine de développement, Washington, 19 septembre 1988, p. 393.

(8) Cf. Joaquim Lavina, *Chili, revolucion silenciosa*, Zig-zag, Santiago, 1988. Lire aussi : *Financial Times*, 5 juillet 1988, ainsi que *Chile to 1991*, The Economist Intelligence Unit, Londres, juillet 1987.

(9) *La Epoca*, Santiago, 30 avril 1988.

(10) Cf. Engenio Ortega et Ernesto Tironi, *Pobreza en Chili*, Centro de estudios del desarrollo, Santiago, 1988 ; et Ernesto Tironi, *Silencios de la revolucion*, Puerta abierta, Santiago, 1988.

(11) « Compromiso economico-social de la campaña por el no » document ronéoté, Santiago 10 mai 1988 ; on lira aussi Sergio Bitar Ernesto Edwards et Carlos Ominami, *« Cambiar la vida, una nueva economia para Chili »* Servicio editorial, Santiago, 1988.

(12) Cf. *Analisis*, 29 août 1988.

(13) Cf. le dossier « El fraude y como se va a impedir », *Cauce*, Santiago, 4 septembre 1988.

UN DÉFI POUR LE

La diplomatie américaine

(Suite de la première page.)

Le volume du rapport conjoint du Sénat et de la Chambre sur le budget du Pentagone a décuplé entre 1970 et 1985. Si la Chambre consacrait seulement – en moyenne – une journée à l'examen du budget militaire dans les années 60, la durée des débats a tourné autour de sept jours de 1980 à 1986. Pendant cette même période, les amendements des élus ont été multipliés par douze.

Les présidents sont moins élus pour leur programme que parce que l'électorat, frustré et mécontent, rejette l'adversaire, ce qui provoque des tensions entre l'exécutif et le Congrès, et fait de l'instabilité un facteur consubstantiel au système politique américain. Ce fut, à l'évidence, le cas en 1980 et en 1984 : M. Reagan à chaque fois l'a emporté facilement, alors que *45 % des électeurs potentiels* ne s'étaient pas déplacés, mais les démocrates ont, en même temps, conservé le contrôle de la Chambre.

En dépit d'une incontestable popularité personnelle, le président n'a pu constituer une coalition stable pour *appuyer ses projets* à l'intérieur et à *l'extérieur, et moins encore pour triompher* du scepticisme croissant de l'opinion à l'égard de son programme alors que, depuis 1953, ses prédécesseurs républicains avaient su imposer leurs vues grâce à l'alliance des élus de leur parti et des démocrates du Sud, mécontents. M. Reagan a seulement bénéficié de cette conjonction jusqu'en 1982 ; elle s'est ensuite progressivement désintégrée, en raison de son refus d'aider les industries textiles du Sud et de protéger les intérêts agricoles de la concurrence mondiale.

L'affaiblissement, sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, de ce bloc conservateur a provoqué un conflit de plus en plus aigu entre l'exécutif et le législatif. Le Congrès a vivement résisté en 1984 à la volonté de M. Reagan d'augmenter les *dépenses militaires. En 1986*, les démocrates ont retrouvé le contrôle du Sénat et renforcé leur majorité à la Chambre. Ce fut la mort du reaganisme, de ses options conservatrices et floues à l'intérieur, de ses choix internationaux extrémistes. Aucun président ne pourra tenter *pareille expérience* à l'avenir (1).

La fin du consensus populaire et le scandale de l'« Irangate »

LA *fin du consensus populaire qui*, après 1946, permit aux présidents successifs de mener une politique extérieure agressive, sans se préoccuper de l'opinion, a toutes chances de peser lourdement sur les choix du futur gouvernement. La guerre du Vietnam a rendu les Américains hostiles aux interventions militaires ; la volonté de MM. Carter et Reagan d'augmenter le budget de la défense a certes obtenu l'appui de l'opinion en 1980 et en 1981, car elle était soutenue par les deux partis, mais déjà, à partir de 1982 les Américains estimaient à trois contre un que ces dépenses étaient trop élevées.

Fin 1982, les sondages ont traduit l'opposition, à quatre contre un, à l'envoi d'un corps expéditionnaire au Salvador, le recours à l'usage des troupes n'étant approuvé dans pratiquement aucun cas. Au début de 1988, 58 % des Américains interrogés refusaient l'octroi d'une aide à la Contra nicaraguayenne (2). Le Pentagone a bien compris que la force de tels courants d'opinion hypothèque sa liberté de s'impliquer à l'*avenir* dans des guerres locales (3).

Incapable d'innover, l'administration Reagan a aggravé les problèmes politiques, économiques et militaires qui sont ceux de la puissance américaine depuis plus de dix ans. Cet échec était prévisible dès le départ puisque, comme le souligna plus tard le directeur du budget, M. David Stockman, l'ancien gouverneur de Californie *« n'avait qu'une idée des plus floues de ce que signifiait la politique économique de l'offre* (4) ». Comme tous les chefs de l'exécutif, M. Reagan avait d'abord des électeurs à récompenser.

Jamais la volonté affirmée de s'en tenir à « la liberté du marché » ne fut violée de façon aussi flagrante que par le programme de soutien à l'agriculture dont bénéficièrent les Etats agricoles constituant le noyau dur parlementaire de l'appui au gouvernement Reagan. En 1983, 38 milliards de dollars furent débloqués principalement au profit du tiers le plus riche des fermiers, soit sept fois plus que la moyenne des années antérieures à la présidence Reagan. Depuis lors, les aides aux agriculteurs ont encore augmenté.

En 1983, un déficit budgétaire de 210 milliards de dollars, le refus présidentiel d'augmenter les impôts et de *diminuer les dépenses, provoquèrent* une crise financière, interdisant tout accroissement du budget du Pentagone. Entre 1983 et 1988, le Congrès a voté des dépenses militaires inférieures de 130 milliards de dollars aux demandes de l'exécutif.



Dirck Halstead-Gamma

LES RESPONSABLES DE L'ENQUÊTE SUR LES VENTES D'ARMES ILLÉGALES
Une affaire montée par des aventuriers sans scrupules

Il est prévisible que les déficits budgétaires resteront énormes au cours des prochaines années (162 milliards de dollars au moins en 1989) – ce qui laisse présager de nouveaux heurts sérieux entre la Maison Blanche et un Congrès dont l'électorat est prioritairement préoccupé par les problèmes intérieurs. Or, sauf exception, il n'a guère à attendre d'une augmentation des dépenses militaires ou de politique étrangère, celles-là mêmes que le président est le plus enclin à favoriser.

Il y a peu de risques que les futurs présidents commettent les mêmes erreurs diplomatiques que M. Reagan. Le poste de conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale fut créé en 1953 : il a eu 16 titulaires dont 6 pendant les deux mandats de M. Reagan, témoignage accablant des luttes intestines incessantes qui ont agité la Maison Blanche. De plus, jamais depuis la seconde guerre mondiale un secrétaire d'Etat et un secrétaire à la défense ne s'étaient autant opposés que ne l'ont fait MM. Shultz et Weinberger. A la fin de 1986, l'affaire de l'« Irangate » et celle du « Contragate » ont fait chuter la crédibilité du gouvernement auprès du Congrès à son plus bas niveau.

Cet exemple étonnant de concentration du pouvoir en même temps que d'incapacité chez les conseillers du président n'a pas seulement renforcé la volonté d'autonomie du Congrès ; il a surtout accru la *méfiance de l'opinion* à l'égard des objectifs gouvernementaux et de la compétence de l'équipe au pouvoir. Ce scepticisme vis-à-vis de la classe politique fera partie de l'héritage du *nouveau président*. Le scandale du « Watergate », en 1973-1974, avait provoqué une crise constitutionnelle mettant en cause le pouvoir du président et ses relations avec le Congrès ; l'abus de pouvoir se situait, aux Etats-Unis même, bien plus que dans le domaine des relations extérieures. En revanche, l'« Irangate » a privé de toute légitimité les instances où se décident la politique étrangère et les objectifs qu'elles poursuivent : ce nouveau scandale a mis au jour des appareils sécrétant le mensonge, dépourvus de principes et pris en main par des aventuriers.

Cette affaire a signifié l'arrêt de mort de la doctrine reaganienne selon laquelle il faut faire reculer partout le communisme et les mouvements révolutionnaires, chaque fois que cela est possible, en aidant toute force locale utilisable à cette fin. Depuis 1953, Washington avait le plus souvent mené des actions clandestines, moins coûteuses et plus efficaces que l'envoi de troupes conventionnelles, bien plus simples aussi à mettre en œuvre, des démentis restant toujours possibles en cas de divulgation ou d'échec. Alors que l'administration Reagan a prôné l'usage de la guerre clandestine bien plus que les gouvernements précédents, elle n'a pas davantage mis à contribution la CIA que la plupart d'entre eux. Mais la combinaison d'un discours belliqueux et d'une stratégie désastreuse diminuera la marge de manœuvre du prochain président en matière d'action clandestine.

Les frustrations du Pentagone

LE *futur* gouvernement devra également trancher dans le vif de la querelle qui a opposé MM. Shultz et Weinberger, le premier étant favorable à un plus grand usage des troupes et à une application plus active de la doctrine Reagan. Des questions vieilles de trente ans. Mais l'important, en l'occurrence, est que M. Weinberger reflétait les convictions profondes des militaires.

Le Pentagone avait certes approuvé, en rechignant, la décision d'envahir la Grenade en 1983 et de bombarder la Libye en 1986, mais il s'est régulièrement opposé à l'utilisation des forces armées lorsqu'il n'était pas *assuré* de pouvoir ensuite les dégager rapidement. Depuis 1982, M. Weinberger et les chefs d'état-major se sont fermement prononcés contre l'envoi de troupes en Amérique centrale ; ils hésitèrent à dépêcher des « marines » au Liban en 1982 et demandèrent ensuite leur retrait rapide. De fait, lorsque la Maison Blanche envoya 3 200 soldats au Honduras en mars 1988, elle ne consulta même pas M. Frank Carlucci, qui avait succédé à M. Weinberger en novembre 1987, pas plus que les chefs d'état-major. Et le Pentagone s'est résolument montré hostile à *toute intervention* dans la crise de Panama (5).

Dans un discours prononcé le 28 novembre 1984 et qui eut peu de retentissement à l'époque, M. Weinberger déclarait que les forces américaines devaient seulement être utilisées lorsque des intérêts vitaux des Etats-Unis étaient en jeu, et jamais à des fins symboliques et accidentelles ; il minimisait de la sorte la crédibilité d'actions venant en appui à des décisions d'ordre diplomatique. Aucun engagement ne devrait être « décidé » en dehors d'« *une assurance raisonnable* [du] *soutien du peuple américain et de ses représentants élus au Congrès* (...) *pendant tout le temps nécessaire à la victoire* (6) ». Au cas où un tel accord existerait, il faudrait, soulignait-il, que les forces américaines fussent engagées au combat avec des effectifs et une puissance de feu suffisants pour l'emporter, *après une claire définition* des objectifs militaires et politiques.

En dépit des critiques constantes de M. Shultz à propos de la prudence des militaires et de l'accord donné par l'administration à l'aide clandestine aux mouvements appliquant la doctrine Reagan, il existe une différence fondamentale entre la livraison d'armes à l'UNITA angolaise et l'utilisation directe, bien plus dangereuse, de soldats américains.

La position de M. Weinberger devint celle du gouvernement à la fin de 1984, quand elle fut adoptée par le Conseil national de sécurité et par le président. Le désir d'éviter un nouveau bourbier – le « syndrome vietnamien » – imprègne encore en profondeur la pensée des militaires, et le futur président devra aussi tenir compte du frein que constitue la doctrine Weinberger – car ni le Congrès ni l'opinion publique ne sont prêts à accorder les pouvoirs illimités que les militaires estiment essentiels.

Avant même que le Congrès ne réduisît les demandes de crédits de

(1) *Congressional Quarterly Weekly Report*, 16 janvier 1988.

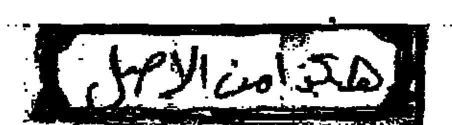
(2) Andrev Kohut, « What Americans Want », *Foreign Policy*, printemps 1988.

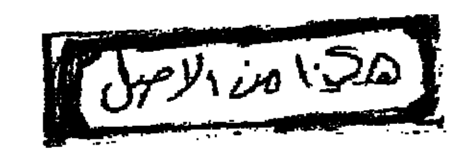
(3) Rand Corporation, *Casualties, Public Opinion and Presidential Policy*, R-3060, mars 1985.

(4) David A. Stockman, *The Triumph of Politics : Why the Reagan Revolution Failed*, Harper and Row, New-York, 1986, page 46.

(5) *International Herald Tribune*, 18 mars 1988. *New York Times*, 14 avril 1988.

(6) « The Use of Military Power », 28 novembre 1984, communiqué de presse du département de la défense. Voir aussi, lieutenant-colonel David T. Twining, *Parameters. Journal of the US Army War College*, vol. XV, n° 4, 1985.







NOUVEAU PRÉSIDENT

moins libre de ses choix

M. Reagan, le Conseil national de sécurité et le Pentagone tentèrent, en 1982, de donner la priorité aux engagements majeurs. Ils reconnaissaient ainsi leur incapacité de mener à bien simultanément toutes leurs missions en cas de conflit régional d'importance, et *a fortiori* en cas de conflit avec l'URSS. La décision fut prise de privilégier l'Europe occidentale, tout en accordant une place essentielle à la défense des routes du pétrole dans le Golfe. Mais la liste des priorités du Conseil national de sécurité laissait ouverte la possibilité d'actions n'importe où dans le tiers-monde, chacune d'entre elles pouvant, comme en Indochine, immobiliser la machine de guerre américaine et donc bouleverser tous les plans et la capacité de les mener à bien. L'administration n'a toujours pas tranché cette question fondamentale de planification, et les hauts responsables ont publiquement avoué leur trouble à cet égard.

Les frustrations du Pentagone se manifestent dans de nombreux autres domaines, notamment à l'égard de la doctrine des « *conflits de faible intensité* », adoptée en 1986 par l'état-major. Depuis lors, de nombreux officiers ont critiqué ce concept dans des publications militaires officielles, soulignant son imprécision et le qualifiant de « *famille adoptive doctrinale pour concepts orphelins de guerre* » (« *doctrinal foster home for orphaned warfare concepts* »). Ils ont essentiellement présenté cette doctrine comme une nouvelle mouture de la confuse théorie de la contre-insurrection qui a entraîné les Etats-Unis au Vietnam et pourrait se révéler aussi dangereuse à l'avenir si elle n'était pas clarifiée, ou, comme beaucoup l'ont conseillé, rejetée (7).

Ceux qui ont eu la plus grande expérience du Vietnam sont aussi ceux qui la critiquent le plus. Des débats de ce genre, qui ébranlent la confiance, risquent de se poursuivre dans les milieux militaires. Des tensions semblables reflétant le conflit entre ressources *limitées* et objectifs *illimités* ont agité les planificateurs militaires depuis l'impasse de la guerre de Corée.

Au début de 1983, au vu de l'énorme déficit budgétaire, des républicains, pourtant « loyalistes », s'insurgèrent contre les demandes *présidentielles* d'augmentation des crédits militaires. Idéologiquement, les élus étaient prêts à voter un budget qui, de 5,3 % du PNB en 1981, est passé à 6,4 % aujourd'hui, mais les pressions financières et politiques en ont cependant freiné l'expansion.

Le Pentagone s'est ainsi retrouvé isolé et risque de le demeurer. Le scandale des pots-de-vin, révélé en juin dernier, et dans lequel sont impliqués des dizaines de firmes et des centaines de responsables passés et actuels est le plus grand de toute l'histoire du ministère de la défense. Enquêtes et procès vont durer des années, ternissant l'image des militaires et minant leur capacité à obtenir un appui financier identique à celui de l'après-1981.

Une telle situation réduit bien sûr les possibilités de choix stratégiques du Pentagone et renforce son opposition à des interventions militaires à haut risque (8). En février 1988, ce dernier a décidé de réduire de 110 000 unités son personnel civil et militaire et de supprimer ou de différer un certain nombre de programmes d'armement. En 1986, il prévoyait, pour 1991, un budget de 400 *milliards* de dollars ; aujourd'hui il parle de 334 milliards.

Un cercle fermé d'experts

DEPUIS 1948, rares sont les postulants à la présidence qui se sont aussi peu clairement exprimés sur les problèmes de politique étrangère que les actuels candidats. Leur seule ambition est la victoire. Les programmes des partis sont, comme à l'ordinaire, de peu d'utilité pour prédire ce que sera la diplomatie américaine. D'où l'importance d'une évaluation des facteurs politiques, économiques et diplomatiques qui ont pesé sur l'action des présidents depuis deux décennies.

M. Bush a été un membre à part entière des gouvernements Nixon et Reagan ; s'il est élu, il conservera le même personnel sans être capable de modifier réellement leurs idées et leur manière d'agir sur le plan extérieur.

M. Dukakis a soutenu les principales initiatives de M. Reagan en matière de désarmement, mais il a demandé une augmentation des dépenses en armements conventionnels pour la défense de l'Europe. Soulignant l'importance de l'OTAN, il a clairement dit son souhait de voir les partenaires des Etats-Unis renforcer leur potentiel militaire afin d'alléger le fardeau pesant sur le budget américain, qu'il voudrait voir diminuer de 3 %. Il a critiqué la politique de M. Reagan en Amérique centrale, mais ses idées de rechange sont vagues. A vrai dire, rien n'a été proposé par lui qui constitue une alternative à la politique de MM. Reagan et Bush.

M. Dukakis est très dépendant de Harvard, qui lui fournit ses experts en questions intérieures et internationales. Il se trouve de la sorte intégré dans le plus important des groupes composant l'univers restreint où s'élabore la politique étrangère. Un groupe qui a tenu la plupart des postes-clés depuis que Kennedy fit venir à Washington en 1960 de nombreux professeurs de Harvard.

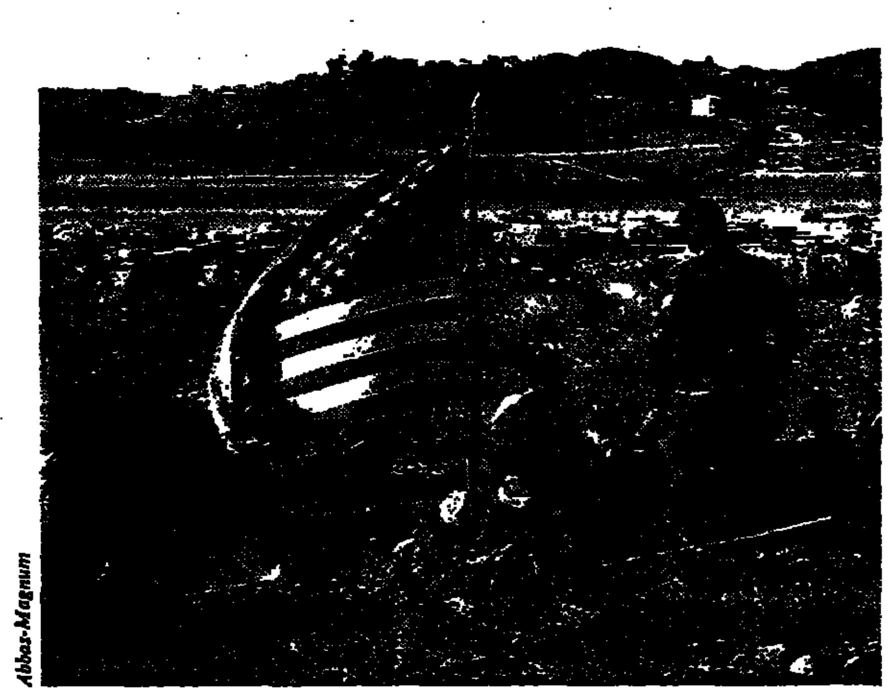
Même dans l'entourage de M. Reagan, nombreux sont les idéologues néo-conservateurs qui ont fait partie de cette élite au cours de leur carrière et qui vont la retrouver. Le groupe de « faucons » composant la commission sur la stratégie intégrée à long terme (Commission on Integrated Long-Term Strategy), qui, en janvier dernier, réclama des dépenses militaires accrues, avait notamment pour membres deux des principaux conseillers de M. Carter, MM. Zbigniew Brzezinski et Samuel Huntington, ainsi que M. Kissinger (9). M. Joseph S. Nye Jr., ancien sous-secrétaire d'Etat adjoint de M. Carter, qui a dirigé l'un des centres d'études internationales de Harvard et qui passe pour le plus influent conseiller de politique étrangère de M. Dukakis, est, depuis des années, membre de cet establishment soudé et il a travaillé avec M. Huntington et des républicains. M. Nye a souligné l'importance de l'OTAN, qui, selon lui, doit constituer une préoccupation plus importante que le tiers-monde ; il a approuvé le programme d'initiative de défense stratégique (*IDS*) de M. Reagan, ainsi que la politique menée dans le Golfe et à l'égard de la Libye, en faisant seulement de modestes réserves sur certains aspects de l'actuelle diplomatie américaine.

Des différences de points de vue peuvent séparer M. Nye d'hommes comme M. Huntington et M. Brzezinski, mais ils sont d'accord sur l'essentiel, garantissant ainsi la continuité entre l'administration de M. Reagan et celle de son successeur, quel qu'il soit.

Dans ces conditions, le Congrès sera de plus en plus le lieu de convergence des crises des prochaines années. Beaucoup plus sensible aux nécessités d'ordre intérieur que la Maison Blanche a négligées au profit de sa politique étrangère, il doit affronter le problème du déficit budgétaire, dont on ne pourra éternellement ignorer les risques qu'il fait courir à l'économie américaine et au monde entier. Et, dans la mesure où la diplomatie américaine reflétera moins les vœux du président que les possibilités du pays, les relations entre la Maison Blanche et le Congrès s'annoncent tendues.

On voit mal comment l'élu de 1988, démocrate ou républicain, pourra faire face aux défis économiques, militaires, politiques que devront affronter les Etats-Unis après 1988. Et c'est le Congrès qui, plus que jamais, diagnostiquera et mettra en lumière ses échecs attendus. Ce dernier n'est que rarement désireux de modifier de façon significative ou d'empêcher l'action de l'exécutif – s'il le fait, c'est surtout lorsqu'il s'agit de comprimer les dépenses, – mais il peut grandement compliquer la tâche du président. Car c'est surtout au Congrès que s'expriment de nos jours les intérêts conflictuels de la société alors que la puissance américaine trébuche de plus en plus, en réaction à des forces économiques et politiques hors de son contrôle, que ce soit aux Etats-Unis ou à l'étranger.

GABRIEL KOLKO.



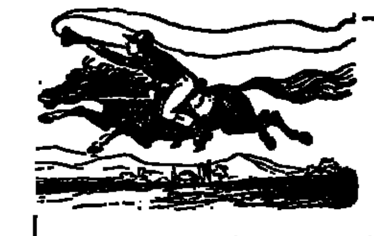
Abbas-Magnum

L'INVASION DE LA GRENADE EN 1983
Une opération acceptée par l'armée parce que peu risquée

(7) Lieutenant-colonel John S. Fulton, *Military Review*, février 1986. Autres publications concernant les conflits de faible intensité : *Military Review*, août 1986, décembre 1987, mars 1988; *Parameters*, vol. XV, nº 3, 1985 ; et surtout D. Michael Shafer. *Deadly Paradigms : The Failure of US Counter-Insurgency Policy*, Princeton University Press, 1988.

(8) Frederick H. Black, *Military Review*, décembre 1987.

(9) Lire Michael Klare, « Dissuasion sélective et vieilles recettes », *le Monde diplomatique*, mai 1988.



La loi de Rambo

NOUS savions que Rambo était la figure emblématique de l'Amérique libérale. Nous avions vu défiler sur nos écrans des justiciers à la Charles Bronson, nettoyant les villes de la pègre sans s'embarrasser de ces instances désuètes que sont la loi et la justice. Nous ignorions pourtant que la réalité, une fois de plus, allait dépasser la fiction. Dans sa livraison du 12 septembre 1988, l'hebdomadaire américain *US News and World Report* retrace, dans le plus pur style des aventures de SAS, une édifiante *aventure de « légitime défense » à l'échelle internationale.*

L'histoire commence en janvier 1986, dans le bureau ovale de la présidence. M. Ronald Reagan signe une directive secrète définissant une nouvelle stratégie antiterroriste : elle autorise la CIA à identifier les responsables de crimes commis contre des Américains à l'étranger et à *« aider à les amener aux Etats-Unis pour passer en jugement »*. Au nom de la même conviction antiterroriste, en octobre 1956, la France avait perpétré le premier détournement d'avion de l'histoire, pour mettre la main sur les dirigeants du FLN algérien.

Vingt-neuf ans plus tard, en octobre 1985, Israël bombardait le quartier général de l'OLP à Tunis. En avril 1988 ses services secrets assassinaient, toujours en Tunisie, un de ses dirigeants, Abou Jihad.

Forts de l'autorisation de leur gouvernement, les agents de la CIA se mettent au travail et localisent, à Beyrouth, M. Fawaz Younis, un des responsables présumés du détournement d'un avion jordanien, le 11 juin 1985. Parmi les passagers figuraient trois Américains, qui avaient été relâchés sains et saufs, mais la prise d'otage est un délit passible de poursuite devant les tribunaux américains.

La mécanique s'enclenche. D'abord à Beyrouth, puis à Chypre où Younis s'est installé. Rien ne manque au scénario : corruption, manipulations, « sonorisation » d'appartements..., activités bien sûr illégales mais revendiquées au nom de « principes supérieurs ». Younis, pourtant décrit par les autorités de Washington comme un terroriste important, est curieusement à court d'argent. Sous prétexte d'un rendez-vous sur un navire avec un caïd de la drogue censé l'engager, il gagne la haute mer avec un agent double, dans la nuit du 12 septembre 1987 : là, dans les eaux internationales – c'est du moins ce qu'affirment des officiels à *US News and World Report*, – il est arrêté. Et se retrouve les deux poignets cassés. Enfermé à bord du bateau, interrogé pendant quatre jours, il passe aux aveux complets, mais se rétractera dès son arrivée aux Etats-Unis et sa prise de contact avec un avocat : il accusera ses ravisseurs de ne pas l'avoir soigné, de ne pas l'avoir laissé boire et de l'avoir interrogé dans une pièce étouffante. Le juge chargé de l'affaire ayant accepté ses plaintes, le procès est pour l'instant en attente.

« Vous pouvez vous enfuir, pas vous cacher », avait lancé le président Reagan aux terroristes. En octobre 1987, la Contra avait enlevé au Nicaragua un citoyen américain, M. Paul Fisher. Le prochain objectif de ces nouveaux Rambo sera-t-il de ramener aux Etats-Unis les responsables de ce crime ?

ALAIN GRESH.

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT

Le logement, vitrine des

Localisation et qualité de l'habitat contribuent largement aux inégalités entre citoyens. Pendant plus d'un siècle les gouvernants ne se sont guère préoccupés de loger décemment les classes populaires. En France en particulier, où il a fallu attendre les années 50 pour qu'elles accèdent au confort « bourgeois » des grands ensembles des banlieues avant que l'accession à la propriété individuelle ne soit parée de toutes les vertus. Mais des millions de personnes vivent encore dans des conditions inacceptables.

Par
CHRISTIAN ARNAUD *

DE la sélection par l'argent à la ségrégation urbaine, l'inégalité des conditions de logement est trop visible pour que les citoyens n'en aient pas conscience. Elle fait partie de leur vie quotidienne et n'est pas près de se tarir. Certes, les politiques volontaristes menées depuis des décennies, les aides directes et indirectes — plus de 100 milliards de francs par an (1) — apportées en France par la puissance publique parviennent à corriger les effets les plus brutaux de la loi du marché. Mais elles engendrent aussi privilèges et discriminations, qu'elles sont précisément censées combattre. Surtout, les mutations en cours et à venir modifient les besoins sociaux. Elles invitent à réfléchir autrement à l'avenir de la ville si l'on ne veut pas voir apparaître de nouveaux types d'exclusions.

Depuis les années 50, la France a connu une expansion urbaine tardive mais rapide et massive : près d'une personne sur deux vit aujourd'hui dans une agglomération de plus de 100 000 habitants (46,4 % en 1988 contre 27,3 % en 1954 (2). Dans le même temps, les propriétaires (ou accédants à la propriété) occupant leur logement sont devenus majoritaires (51,2 % des ménages en 1984 et vraisemblablement 53 % en 1988, contre 15 % de locataires d'HLM et 20 % pour le secteur libre (3), et l'habitat en maison individuelle (54,5 % en 1984 contre 42,2 % en 1954) l'emporte désormais sur le collectif. Enfin, depuis 1985, ce n'est plus l'alimentation mais le logement qui occupe la première place dans le budget des ménages (4).

Le dessein planificateur ne s'est pas borné à urbaniser la France ni à encourager l'accession à la propriété. L'élévation du coût de l'habitat qui en est résultée correspond aussi à un objectif initial. Avec la réforme du financement du logement en 1977, le législateur prenait appui sur l'idée, largement répandue dans la majorité conservatrice, que les Français ne dépensaient pas assez pour se loger et que se développaient trop de rentes de situation parmi les locataires d'HLM. Les nouveaux loyers, beaucoup plus chers, obligent à consentir un effort représentant 24 % du revenu pour les personnes gagnant le SMIC ou moins (5). L'aide personnalisée au logement (APL) conçue comme la clé de voûte de l'ensemble du dispositif pour solvabiliser les ménages aux ressources les plus faibles favorise à la fois l'offre aux plus pauvres et à ceux qui approchent les plafonds de ressources qui conditionnent le versement (6). Paradoxalement, celui qui perçoit un revenu d'une fois et demie à deux fois le SMIC rencontre des difficultés toutes particulières pour se loger dans quelque secteur que ce soit. Quant aux accédants à la propriété bénéficiant d'une substantielle APL, ils consentent malgré tout un taux d'endettement critique qui les fragilise davantage, comme on le voit depuis 1986-1987, avec l'accumulation dramatique des difficultés de milliers d'entre eux, pouvant aller jusqu'à la saisie de la maison, elle-même insuffisante pour annuler l'endettement (7).

Les mécanismes d'exclusion incidente dans le secteur social ne résultent pas seulement des effets de la réforme de 1977. Sur l'ensemble du parc d'HLM règnent le désordre des loyers et des écarts de prix qui ne s'expliquent pas par une différence de service rendu. [Les fichiers départementaux et locaux des mal-logés ne désemplissent pas (que l'on construise ou non)]. Les règles d'attribution varient considérablement entre les instances disposant d'un droit à cet égard : préfet, maire, entreprise (au titre du 1 %) : d'une ville ou d'un organisme à l'autre : ici le locataire aura été choisi parce qu'il habitait depuis longtemps dans la commune ; là il aura été désigné de façon discrétionnaire par son patron ; ailleurs, il aura été placé dans le contingent des fonctionnaires, etc.

Car les classes dirigeantes, livrées à elles-mêmes, savent définir avec beaucoup de clarté les lieux respectifs du gotha et des ghettos. Le rejet des populations indésirables en périphérie, toutes catégories de travailleurs manuels confondues, va de pair avec la concentration dans les mêmes cités des familles dites « lourdes » et des cas sociaux. Ce traitement formidablement inégalitaire de l'espace urbain est une constante de l'urbanisme, de Haussmann à nos jours. Ses effets risquent d'être considérablement amplifiés à l'avenir, car la qualité de la ville, du milieu et des réseaux qu'elle offre est de plus en plus considérée en cette fin de siècle comme un facteur déterminant de développement des activités économiques et de la création d'emplois. Il faut un angélisme certain pour admettre que, à l'horizon 2000, l'allure du besoin annuel se tasserait à deux cent soixante mille logements, scénario minimal de l'INSEE.

Plus sensible à ce que signifie la notion de ménage aujourd'hui, [son mode de constitution dans le temps et dans l'espace urbain], l'Institut national d'études démographiques (INED) chiffre ainsi la montée des besoins annuels de construction : 365 000 logements entre 1986 et 1990 ; 387 000 logements entre 1990 et 1995 ; 402 000 logements entre 1996 et 2000.

L'ampleur de la demande à l'horizon *2010 ne résulte pas tant d'une* expansion de la population totale (très modérée) que du nombre de nouveaux ménages (200 000 par an), correspondant lui-même à une réduction de leur taille moyenne (3,2 personnes en 1954 ; 2,7 personnes en 1982 ; 2,2 personnes en 2010 (13). Cette montée des ménages d'une ou deux personnes seulement va certainement solliciter davantage le secteur locatif et un habitat bien situé en ville. On a une idée de la réalité de ce besoin en notant que, en 1986, 57 % des jeunes de vingt et un ans à vingt-quatre ans vivent toujours chez leurs parents, alors que cette proportion atteignait seulement 33 % au début de la décennie. Or, de 1978 à *1984, le nombre de logements privés* loués libres accuse une baisse annuelle moyenne de 58 000, statistiquement compensée par la construction HLM pendant la même période.

Les objectifs quantitatifs restent plus que jamais tributaires d'une

Les lieux respectifs du gotha et des ghettos

S'AGISSANT du secteur libre, la sélection par le niveau de ressources reste le principe général quoique non exclusif. Sans relations locales, le candidat locataire ne peut rien espérer s'il n'excipe pas à la fois d'un revenu d'au moins quatre fois le loyer et d'un emploi garanti (8). S'il s'agit d'un renouvellement de bail, il doit s'attendre à un « dérapage » d'au moins 5 % à 20 %, selon l'estimation minimale de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM). Pour l'attribution de prêts non aidés destinés à l'achat d'un logement, les banques appliquent des ratios d'endettement maximal modulés par une sorte de coefficient de considération sociale (9). Pour la vente des logements neufs, « *la FNAIM constate que la barre des 10 000 F le mètre carré est atteinte dans toutes les capitales économiques de province* (10) », avec des pointes de 13 000 F à 15 000 F (Lyon, Nîmes, etc.) ; à Paris, la moitié des transactions sur le parc ancien s'effectuent à plus de 10 000 F le mètre carré, et le prix de l'ancien confortable se rapproche de celui du neuf (11).

S'agissant enfin des personnes exclues, qui sont au moins un million et demi en comptant les chômeurs en fin de droits, les sans-ressources et les sans-abri, l'Etat commence seulement d'entreprendre de coordonner des moyens administratifs et financiers pour aider les organismes d'HLM à jouer un rôle social en offrant notamment des logements anciens, sommairement améliorés mais intégrés à un environnement urbain, point capital dans une optique de réinsertion (12).

* Urbaniste, consultant en économie publique.

(1) Principalement réparties, en 1987, entre les « aides à la pierre » : plus de 30 milliards de francs, les « aides à la personne » : environ 40 milliards de francs et les aides fiscales et bonifications d'intérêts : plus de 30 milliards de francs (*le Monde*, 9 septembre 1988).

(2) INSEE, *Données sociales 1987*, page 316.

(3) INSEE, *Dossier habitat* (enquêtes sur le logement de 1963 et 1984). Pour 1984, la répartition par statuts se présente ainsi (en pourcentage du nombre total de ménages) : propriétaires non accédants : 26,8 % ; accédants à la propriété : 24,4 % (dont 13,7 % en prêts aidés) ; locataires HLM : 14,4 % ; locataires bénéficiant de la loi de 1948 : 3,5 % ; locataires du secteur libre : 20,5 % ; logements gratuits : 8 % ; divers : 2,6 %.

(4) M. Moutardier, « L'évolution du budget des ménages, le poids des dépenses d'habitation et de transport », *Economie et statistique*, n° 207, février 1988.

(5) Déclaration de M. Lair (président de la Fédération des SA d'HLM), rapportée par *le Moniteur* du 10 juin 1988.

(6) De l'ordre de 11 000 F par mois selon la situation de famille.

(7) Les accédants aux prêts accession à la propriété (PAP) sont, en moyenne, de six ans plus jeunes que la génération précédente d'emprunteurs. Leurs remboursements progressent fortement et les exonérations disparaissent après la cinquième année. Cette échéance, déjà difficile en elle-même, coïncide souvent avec des charges complètement nouvelles ou imprévues (scolarisation des enfants, divorce, chômage) et qu'il est trop dur d'assurer simultanément.

(8) A titre d'exemple, l'offre d'un logement locatif neuf géré par une grande compagnie d'assurances dans un quartier excentré du Paris dit « populaire » (dans le jargon de la FNAIM, par opposition à « Paris classique », « Paris convoité, quatrième secteur ou emplacements exceptionnels ») se traitait l'an passé dans une fourchette de 90 F à 100 F le mètre carré (hors chauffage). Autrement dit, il fallait gagner 12 000 F par mois pour disposer d'un studio.

(9) La déréglementation croissante permettait (deuxième trimestre 1988) de trouver des prêts conventionnés dans une fourchette de 9,5 % à 10,9 %, des prêts libres entre 9,6 % et 13,5 % (*le Particulier immobilier*, septembre 1988), tranches de 10 000 F, empruntés sur vingt ans, cela revient à des mensualités constantes de 93 F à 125 F hors assurance.

(10) *Le Marché de l'immobilier 1987-1988*, revue de l'habitat français, 20 mai 1988, page 241.

(11) *Le Marché immobilier parisien en 1987*, revue de l'habitat français, 20 juillet 1988, page 361.

(12) Circulaire n° 88-30 du 29 mars 1988 (ministère de l'équipement).

(13) « Logement : les besoins des Français en l'an 2000, un essai de qualification des scénarios possibles pour l'habitat », Michel Mouillart, *le Moniteur*, 20 mai 1988.

La conquête inachevée

Par
ROGER-HENRI GUERRAND *

AU dix-neuvième siècle la société industrielle a rendu au mot « travail » sa signification latine, celle d'un instrument de supplice. L'enfermement dans les usines a souvent dépassé les douze heures par jour, sans distinction de sexe ni d'âge pour l'ensemble de la population ouvrière. En sortant de ces bagnes — aux horloges parfois truquées, — les pires conditions de logement que l'Europe ait jamais connues attendaient les membres des classes souffrantes : la pièce unique fut le lot commun jusque bien après la première guerre mondiale (1).

Il faut attendre les dernières décennies du siècle pour voir se dessiner en Europe un mouvement, animé par des « philanthropes », qui entame un combat en faveur du bon logement destiné à tous. Ces « idéalistes » — tous issus des classes dirigeantes — sont fortement stimulés dans leur nouvelle vocation par une terrible menace : le socialisme, qui condamne la propriété privée sous toutes ses formes ; un contre-feu doit être allumé pour arrêter cette horrible doctrine. Il convient de prouver, sur le terrain social, que le libéralisme triomphant est aussi une idéologie du bonheur.

L'exemple des Pays-Bas

LA loi du 30 novembre 1894, votée par une Chambre dont huit députés seulement pouvaient être considérés comme des prolétaires, fut la première pierre de l'édifice législatif français concernant le logement des masses. Préparée par les « philanthropes » de la Société française des habitations à bon marché (HBM), fondée en 1889 et qui ne dissimulaient nullement leurs objectifs anti-collectivistes, elle contenait cependant de très intéressantes dispositions puisque la Caisse des dépôts et consignations — garant de l'épargne populaire — était autorisée à prêter des fonds destinés à construire des logements pour les petits salariés. Le conseil de surveillance de la Caisse fit aussitôt front contre une utopie aussi folle et l'argent ne fut avancé que très parcimonieusement : en 1905, 1 500 HBM à peine étaient sorties de terre.

L'année suivante, la première enquête sur les conditions de logement des Français portant sur 616 villes dépassant 5 000 habitants révélait une situation d'encombrement et d'insalubrité que les enquêteurs sociaux signalaient depuis plus d'un demi-siècle. A Paris, le conseiller municipal Ambroise Rendu, pourtant insoupçonnable de socialisme, faisait connaître à ses collègues les six premiers « îlots insalubres » qu'il venait de localiser ; en 1939 on en dénombrera quinze dans la Ville *Lumière*.

A la veille de la première guerre mondiale, de semblables constats pouvaient être dressés dans toute l'Europe. Les principales villes de Grande-Bretagne renfermaient d'épouvantables *slums* décrits par Charles Dickens ou Jack London tandis qu'à Berlin, où le recensement de 1885 avait comptabilisé 153 000 logements composés d'une pièce *et d'une cuisine et 24 088 caves abritant* 91 426 personnes, certains travailleurs célibataires ne trouvaient à louer que la moitié d'un lit. Quant à la « fête impériale », à Vienne, il semble que le nombre des participants en soit assez limité : en 1900, 104 463 personnes vivaient en sous-location dans une pièce.

Dans ces pays également, un effort législatif s'amorce — les travaillistes et les sociaux-démocrates commencent à donner de la voix — et des textes paraissent. Ils sont remarquables à cause de l'importance des pouvoirs concédés aux autorités locales en matière de constructions réservées aux personnes de faibles revenus : de telles dispositions étaient alors impossibles en France par crainte du « socialisme municipal » prôné par les « possibilistes », disciples du docteur Paul Brousse.

Le meilleur exemple de ce que peut donner le « municipalisme » quand il s'appuie sur de fortes traditions civiques peu à peu structurées depuis le Moyen Age reste incontestablement celui des Pays-Bas, au début du vingtième siècle. Ici, dès la prise de conscience du problème, l'élan a été à la fois philanthropique et associatif, les classes dirigeantes et le mouvement ouvrier agissant dans le même sens, les féministes jouant de leur côté un rôle unique en Europe dans la dénonciation des taudis.

En 1901, les Pays-Bas se dotent d'un texte capital qui confie à chaque commune une quasi-souveraineté sur tous les problèmes concernant l'urbanisme et le logement. A Amsterdam, le leader social-démocrate Marinus Wibaut fait de sa ville la Mecque du logement social avant 1914. On chercherait en vain un architecte néerlandais de stature internationale — ainsi Berlage et Oud — qui n'ait pas construit un immeuble destiné au plus humble de ses concitoyens. En réalité, ce sont des milliers de logements — la municipalité d'Amsterdam les fait aujourd'hui visiter — qu'ils ont procurés à la classe ouvrière, non une contribution en forme d'aumône.

« Faire des conservateurs »

PENDANT ce temps, en France, on continue de « bricoler », les dirigeants socialistes, Jules Guesde et Paul Lafargue, préférant passer leur temps à faire l'exégèse des textes sacrés en renvoyant la solution des problèmes quotidiens aux lendemains du Grand Soir tout proche. Seuls les anarchistes luttent pratiquement contre les « *proprios* » par leurs opérations de déménagement « à la cloche de bois », qui inquiètent la presse bourgeoise mais ces actions ponctuelles *n'apportent aucune solution* d'ensemble au problème.

La classe dirigeante croit toujours possible de mettre un terme aux luttes sociales en facilitant l'accession à la propriété : « *Faire des citoyens des propriétaires, c'est aussi faire des conservateurs* », déclare Alexandre Ribot, l'un des plus habiles politiciens de la droite. Il obtient, à l'unanimité, le vote de la loi du 10 avril 1908 : elle institue les sociétés de crédit immobilier permettant d'emprunter, à un taux n'excédant pas 3,50 %, la somme nécessaire à la construction d'un modeste pavillon. Là encore, une réformette ; en un demi-siècle, les nouvelles caisses ne permettront pas la construction de plus de 400 000 logements, soit 8 000 par an. Il aurait peut-être fallu, conjointement, augmenter les salaires.

C'est dans l'immédiate après-première guerre mondiale que d'audacieuses politiques de logement vont être menées dans les principaux pays ayant participé au conflit mondial. Dans le discours du Trône du 11 avril 1919, le roi George V lance une vigoureuse attaque contre la maison malsaine et annonce une politique d'ensemble menée par l'Etat. Elle portera ses fruits. De 1919 à 1938, 3 666 014 maisons seront construites, soit 183 000 par an tandis qu'un tiers de l'habitat était rénové.

Roger Viollet

DES HLM A COLOMBES, DANS LES ANNÉES 30
L'accession progressive au confort « bourgeois »

* Professeur à l'école d'architecture de Paris-Belleville.

(1) Voir notre thèse, *Les origines du logement social en France*, 1966, complétée et rééditée en 1987 sous le titre *Propriétaires et locataires*, Editions Quintette, Paris.



LA DÉMOCRATIE (IV)

ségrégations sociales

constance et de moyens des politiques urbaines que rien ne garantit. En France, les décisions gouvernementales concernant l'habitat urbain procèdent le plus souvent de faits divers médiatisés : l'été chaud de Vénissieux prend le relais de l'hiver mortel de 1984 en région parisienne pour solliciter l'attention sur l'habitat des gens en détresse. A droite, l'idéologie a toujours primé : la *propriété* du logement est censée garantir un ancrage conservateur, tandis que la production du logement social fait une place croissante aux organisations caritatives locales. C'est exactement l'entreprise de Mme Thatcher, qui a massivement réduit les financements d'Etat, imposé la vente d'un million de logements sociaux à leurs occupants et réservé les aides publiques aux coopératives de pauvres que sont en réalité les Housing Associations. En France, les marges dont disposent les collectivités locales pour fixer leurs ressources propres, la structuration autonome du *mouvement* HLM et la quasi-absence d'un parc locatif social en maisons individuelles font obstacle à des révisions aussi déchirantes.

Travailler à la recomposition de la ville

A gauche symétriquement l'emportait l'idée que le locataire vote dans son sens, faisant de l'attribution des logements sociaux et de ses critères un enjeu particulièrement spécieux. La loi Quilliot de 1982 n'a innové que dans la concordance établie entre le démantèlement du droit au maintien dans les lieux et la reconnaissance d'instances de négociation des rapports locatifs faisant place aux associations représentatives des locataires. Loin d'en prendre le contrepied, la loi Méhaignerie de décembre 1986 développe le premier terme et envoie le second aux oubliettes en l'absence de protestation significative. Pourtant, l'exemple aberrant de la loi italienne dite « Equo Canone » devrait faire réfléchir sur l'inconvénient qu'il y a à gager la rentabilité locative par le droit léonin de congédiement du locataire. Faut-il *attendre que, chez nous aussi*, les trois quarts des aides publiques au logement soient consacrées au traitement des familles expulsées ou sans abri ?

La volonté affichée de surmonter une pénurie reconnue d'habitat s'est évanouie. A partir de 1975, la récession s'installe partout en Europe, dans des proportions *comparables. Il a fallu* attendre 1984 pour procéder à un échange multilatéral d'expertises et, ces tout derniers mois, pour que la Commission de Bruxelles prenne en compte l'habitat et crée une structure européenne de communication pour les promoteurs d'habitat social (14). On a ainsi pu mesurer la situation presque parfaitement médiane de la France entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud pour ce qui concerne les paramètres les plus divers : taux de propriété du logement, part du secteur locatif réglementé, rythme de la construction neuve, part de l'effort collectif dans le financement, etc. Plus qu'ailleurs, les politiques d'Etat en faveur du logement apparaissent tributaires de circonstances de société, de régulations budgétaires et *monétaires omniprésentes*. Contrairement à la RFA par exemple, la qualification urbaine de l'habitat ne prend pas encore rang dans un grand dessein : il est vrai que notre configuration institutionnelle se prête au saupoudrage des aides publiques au détriment des villes constituées (15) et plus encore des banlieues inachevées malgré des procédures d'exception qui vont peut-être faire école (16).

Mais peut-on résister à la tentation d'annoncer des systèmes d'aide « personnalisée » dont le coût réel montera en régime plus tard ou d'exonérations fiscales, plus faciles à faire passer en non-recettes qu'en dépenses dont elles sont pourtant la stricte équivalence (17) ? Pour faire bonne mesure, on ajoute le serpent de mer de la relance du bâtiment. Après une saignée d'emplois, l'industrie de la construction s'est en réalité redéployée entre des PME qui survivent vaille que vaille et des excroissances des « majors du BTP » ou des réseaux bancaires qui assurent seulement la réception et le montage de composants préfabriqués. Les premières visent éventuellement l'entretien d'une qualification des métiers du bâtiment : elles n'embauchent ni ne débauchent volontiers en fonction de « relances » conjoncturelles d'une commande non localisée. Les secondes importent à tout va (18) et compromettent l'idée reçue selon laquelle la relance du bâtiment n'affecte pas la balance des paiements.

L'inscription de l'habitat dans un tissu urbain vivant suppose enfin le développement d'une maîtrise foncière clairement étayée par des projets explicites et assurés de la durée. Par contraste avec le foncier rural traditionnel, une proportion variant entre le tiers et la moitié du sol des villes françaises a le statut de terrain public ou appartenant à des entités sociales (HLM), *ainsi* qu'à des entreprises nationales (SNCF par exemple) dont la spéculation immobilière n'est pas en principe la vocation. L'inventaire de telles réserves mérite d'être fait, en sorte que la gestion des disponibilités qu'elles recèlent joue un rôle directeur sur *les niveaux du marché foncier* local.

Ce genre de considération doit aider à proscrire l'éclatement de la ville en lointaines franges péri-urbaines, à travailler dans le sens de sa recomposition sur elle-même.

CHRISTIAN ARNAUD.

---

(14) Comité européen de coordination de l'habitat social (CECODHAS).

(15) Trente-six mille communes, prédominance de la représentation rurale au Sénat et dans les conseils généraux.

(16) DSQ (développement social des quartiers) sur deux cents sites et la démarche Banlieues 89 notamment.

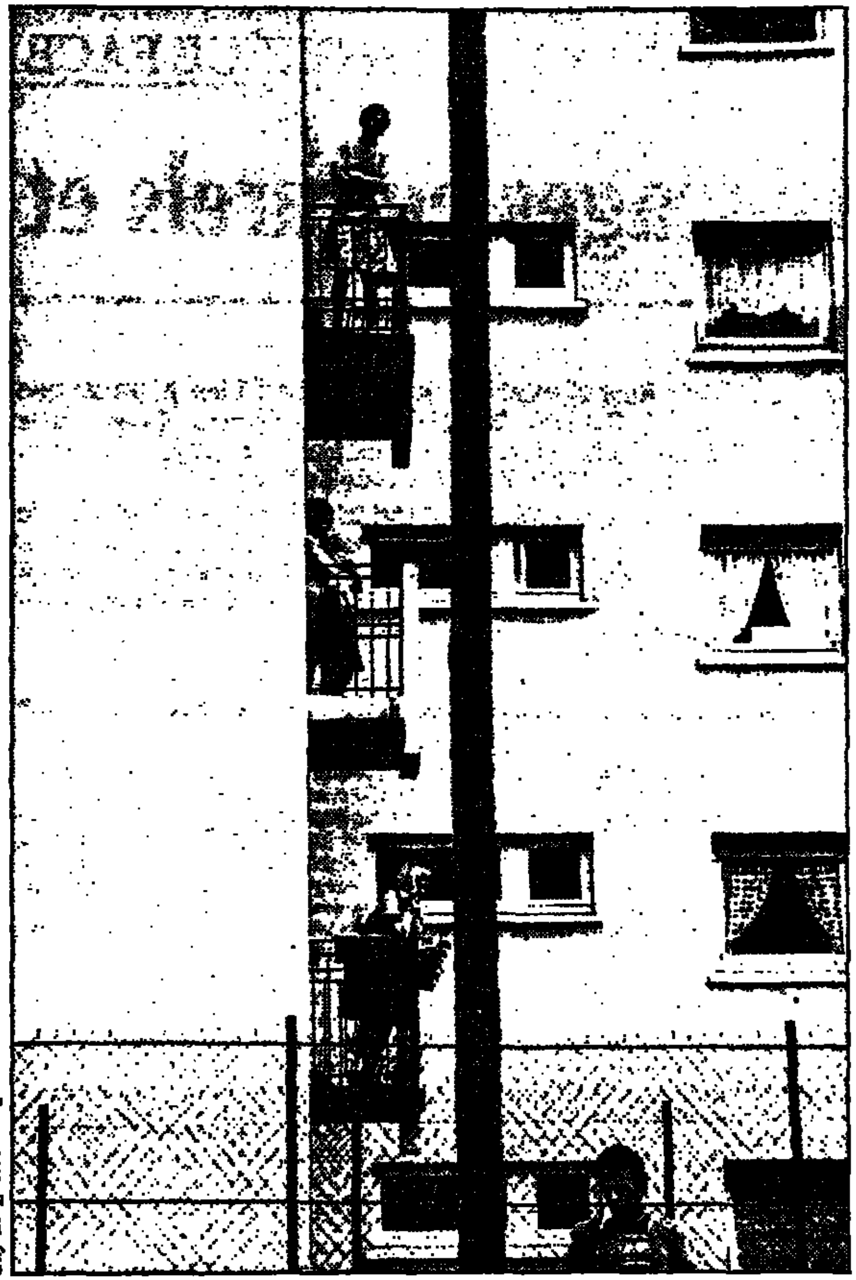
(17) On en arrive à ce paradoxe que le subventionnement d'un logement social (12 % du prix de référence) peut coûter moins cher au budget de l'Etat que les exonérations consenties à l'investissement privé sur le même type de logement (défalcation de 40 000 F sur l'investissement initial, abattement sur le revenu locatif).

(18) *Les plus lourds déséquilibres* de la balance extérieure affectent par exemple la céramique ou le bois, et plus généralement les relations avec des pays comme l'Italie et la RFA.

Le mois prochain :

V. – L'ENSEIGNEMENT

Déjà publiés : les revenus (juillet) ; la justice (août) ; la fiscalité (septembre).



Guy Le Querrec-Magnum

LOGEMENTS POPULAIRES DE BANLIEUE
La seule solution de rechange est-elle le paysage pavillonnaire ?

ÉVOLUTION DES BESOINS ET DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS EN FRANCE

	Niveaux annuels : (en milliers de logements)	
	des besoins...	...de la construction
1954 - 1957	240	220,5
1962 - 1965	375	356,4
1971 - 1975	510	538,7
1976 - 1980	510	447,1
1981 - 1985	450	333,3
1984 - 1988 (*)	400 à 450	298,1

(*) *Evaluation du groupe « Financement du logement » (IXe Plan).*

d'un droit fondamental

L'Allemagne vaincue trouve les moyens de financer sans tarder l'habitation du peuple : de 1923 à *1926, 609 558 logements sont édifiés. Des cités* ouvrières, conçues par les plus célèbres architectes du mouvement moderne, surgissent à Berlin et à Francfort.

En *Autriche, depuis 1907, le Parti social*-démocrate fait voter la loi du 26 avril 1912, qui permet de bloquer la spéculation sur les terrains. Mais c'est après la première guerre mondiale que ces militants donnent toute leur mesure en réformant de fond en comble les conditions de logement des prolétaires de « Vienne-la-Rouge », dont la droite dénoncera les « palais ouvriers » : le super-bloc « Karl-Marx-Hof » (1926-30), un rempart de 1 382 logements, en deviendra le symbole et l'armée l'attaquera au canon durant la *révolte* de février 1934.

Les élites de la France victorieuse avaient manifestement d'autres soucis que de loger décemment les anciens combattants puisque les sociétés d'HBM continuent à faire figure d'« œuvres » ne concernant q'une minorité de la population.

L'âge d'or des spéculateurs

EN revanche, toute liberté était laissée au dépeçage des banlieues, principalement celle de la capitale : la première décennie d'après-guerre marqua l'âge d'or des spéculateurs. Ils ont irrémédiablement défiguré les environs de Paris et légué aux communes de la couronne un héritage qui pèsera longtemps sur leur politique urbaine. A peu près seuls, les députés communistes – ainsi Clamamus à Bobigny – se soucièrent de défendre les mal-lotis. *Ils en récoltèrent d'importants succès électoraux.* Les maillons de la « ceinture rouge » se constituaient.

La droite finit par les apercevoir. En 1928 Louis Loucheur, ministre du cabinet Poincaré, présente un projet de loi modeste : 260 000 logements à construire en cinq ans, chiffre très inférieur à ceux de nos voisins immédiats. Surtout, l'accent est mis sur l'accession à la propriété avec des conditions exceptionnelles, *jamais renouvelées depuis* ; l'apport personnel dans certains cas pouvait être supprimé et le taux des prêts consentis par les sociétés de crédit mutuel ne devait pas dépasser 2,50 %. La loi Loucheur fut votée à l'unanimité, y compris par les 14 *députés* communistes, *et le Temps* salua aussitôt ce texte en termes sans équivoque : *« Il s'agit d'une œuvre profondément humaine, non point socialiste, de progrès réel, en harmonie avec le libre mouvement des lois économiques. »* Contre ce retour à l'esprit « philanthropique » du dix-neuvième siècle, le socialiste Henri Sellier luttait sans désemparer depuis qu'il avait été nommé président de l'Office public d'HBM de la Seine, fondé en 1914. Créateur de douze cités-jardins – dont celle de Suresnes ainsi que de la ceinture rose d'HBM implantées en bordure des boulevards des Maréchaux à Paris, il domine le mouvement HBM de l'entre-deux guerres et prépare l'avenir.

A l'aube de la Libération, les services officiels ont eu le temps de procéder à l'inventaire du parc immobilier national et ils en sont enfin arrivés à la même conclusion que tous les enquêteurs sociaux depuis un siècle, à savoir que l'ensemble du peuple français est le plus mal logé de l'Europe industrielle. Les discussions sur les limites de l'intervention de l'Etat sont désormais dépassées. Des programmes de masse s'imposent et seule la puissance publique peut en assumer la responsabilité. Malheureusement, *ni les architectes ni les entreprises et encore* moins les promoteurs n'avaient l'expérience de ce type d'opérations. Il n'est donc pas étonnant que le rythme de construction soit resté longtemps inférieur aux besoins : 71 000 logements en 1950 ; 84 000, en 1952 ; 200 000 enfin, en 1955.

On ira jusqu'à 500 000 ! Commence le temps des « grands ensembles ». Il fallait agir vite et on ne lésina pas sur les barres, qui s'étirèrent sans fin le long des chemins de grue. La simplicité des formes permettait l'économie de la mise en œuvre tandis que la hauteur libérait le sol au profit des espaces verts, une grande nouveauté dans le logement social urbain.

Pour la première fois de son histoire, une importante fraction des classes populaires put bénéficier du confort « bourgeois » : la salle de bains – ce qui signifie un dispositif pour l'eau chaude – et les w.-c. intérieurs sont des acquis des années 60. Toutes les enquêtes – en particulier celle de l'Institut national d'études démographiques (INED) portant sur 53 grands ensembles – ont souligné le degré de satisfaction des habitants de ces nouveaux quartiers, à 85 % issus du prolétariat. Il fallait ne rien connaître de leurs précédentes conditions d'habitat pour supposer le contraire...

Il est même sûr qu'entre 1978 et 1984 la vocation sociale des Habitations à loyer modéré (HLM), nouvelle appellation des anciennes HBM, s'est nettement affirmée car elles sont de plus en plus occupées par des familles modestes. La proportion des *ménages logés en HLM dont les revenus sont inférieurs* au revenu médian de l'ensemble des ménages est en effet passée de 48 % en 1978 à 59 % en 1984 (2).

Subsistent toutefois de larges zones d'ombre que des enquêtes de plus en plus fines font apparaître *mais que les dénonciations de l'abbé Pierre et du* Père J. Wresinski, récemment disparu, avaient signalées depuis les lendemains de la Libération.

Plusieurs millions de personnes subissent en *France des conditions de logement* insupportables (3). On s'aperçoit que les ménages cumulant de lourds handicaps, ainsi de nombreux enfants et de faibles ressources – une population bien connue des *services sociaux – se voient désormais renforcés par les nouveaux pauvres, chômeurs en fin de droits* et femmes seules avec enfants ne trouvant pas de travail, ainsi que par des familles immigrées.

Etant données les responsabilités attribuées depuis peu aux départements français, les élus locaux doivent se doter d'instruments d'analyse et d'un plan d'action adapté aux situations spécifiques qui sont celles de leur territoire.

De Victoria à Mme Thatcher

NE *dissimulons pas que cette prise en compte du* logement des populations défavorisées par une cellule départementale « Solidarité-Logement » – *c'était l'idée du Père Wresinski* – comporte une double facette, insertion sociale et couverture des risques financiers. En ce qui concerne l'aspect de réinsertion sociale, il va de soi que les spécialistes – assistants sociaux, éducateurs, animateurs, tuteurs aux allocations familiales, conseillers en économie familiale – ont un rôle important à jouer et ils ne devraient pas négliger la liaison avec les associations locales : la fonction latente de celles-ci a toujours été de relier les habitants d'une même cité.

Quant à la couverture des risques financiers, elle ne se fera pas sans une aide publique très forte, comme il vient d'être souligné au congrès national des organismes HLM, tenu à Bordeaux en juin dernier : on y a envisagé l'accession à la propriété comme une réponse au logement des catégories défavorisées.

Il est évidemment très clair qu'un mouvement général d'aspiration à la propriété immobilière s'accentue sérieusement en Europe depuis une vingtaine d'années : cet aspect du libéralisme comble exactement tous les vœux formulés par les conservateurs « éclairés » du début du vingtième siècle.

La Grande-Bretagne, sous l'influence de *Mme Thatcher, a brillamment joué sa partie* dans cette affaire : en 1980, le *Housing Act* a donné le droit aux locataires du secteur public d'acquérir leur logement. La propriété privée est passé de 55 % en 1980 à 63 % en 1987. Ce boom a peu à peu signifié une sensible diminution des logements sociaux *(alors que le nombre des constructions nouvelles est* pratiquement nul), un nombre croissant de sans-logis, une floraison de logements spéciaux destinés à isoler différentes catégories de la population. On en revient donc aux valeurs morales de l'ère victorienne qui furent aussi celles de la bourgeoisie française à la Belle Epoque : les « propriétaires » incarnent le dynamisme et la réussite sociale qu'ils doivent à leurs qualités personnelles ; les « locataires » figurent le reliquat inévitable de marginaux et de ratés en situation d'échec.

Pense-t-on toujours en France – à droite et à gauche – que la régénération morale passe obligatoirement *par l'accession à la propriété immobilière* ? Le paysage pavillonnaire des « Sam Suffit », « Kilucru », « Rien sans peine » et autres « On s'y plaît » où chaque famille se calfeutre à l'abri des « gros » et des « métèques », offre-t-il une perspective stimulante à des personnes en état de rupture sociale ?

A-t-on pris garde à l'une des contradictions qui *dominera la fin du vingtième siècle* ? D'un côté, on sent une nouvelle prise de conscience impliquant stabilité, durée et cohérence entre une population et un territoire. De l'autre, se manifeste une évolution nationale accentuant tous les éléments des migrations spatiales et sociales dans un environnement économique européen.

A la veille du bicentenaire de la révolution de 1789 qui fut d'abord et avant tout la victoire d'une classe de « propriétaires », se considérant comme détenteurs du triple pouvoir politique, économique et social, les sacrifices exigés pour devenir le maître absolu de quatre murs peuvent-ils constituer un idéal mobilisateur pour les Européens de 1992 ? Il *faudra bien en débattre.*

ROGER-HENRI GUERRAND.

---

(2) *Economie et statistique*, revue de l'INSEE, janvier 1988.

(3) Laboratoire d'économétrie de l'Ecole polytechnique : « Le comportement des ménages mal logés, amélioration du logement ou mobilité », par M. Lethielleux, 1974 ; Ville de Rennes : « L'accès à l'habitat des populations en difficulté, bilan, diagnostic et propositions d'action », 1983 ; Centre scientifique et technique du bâtiment : « Influence des processus psychologiques et sociaux sur la dégradation du bâti, recherche exploratoire », par M. Bonetti et I. Marghieri, 1987 ; J. Wresinski : « Rapport au Conseil économique et social, Grande pauvreté et précarité économique et sociale », 1987 ; Conseil économique et social, commission de l'habitat : « Le logement des sans-abri en région d'Ile-de-France », mars 1988.

LA GRÈCE FACE AUX DÉFIS DE LA MODERNISATION

Blocages culturels et ajustements politiques à Athènes

RÉGION dont l'instabilité inquiète aussi bien Moscou que Washington, les Balkans bénéficient actuellement d'une réelle détente. Surtout après les rencontres, en janvier et en juin derniers, entre les premiers ministres de Grèce et de Turquie.

Mais de nombreuses hypothèques pèsent sur l'avenir de M. Papandréou, au pouvoir à Athènes depuis 1981, alors que son pays – qui assume jusqu'à la fin de 1988 la présidence de la Communauté européenne – ne parvient toujours pas à se doter d'une administration moderne.

Par JEAN CATSIAPIS *

« République bananière ! » « Gouvernement de l'incompétence et de l'ignominie ! » C'est en ces termes peu amènes qu'une large fraction de la presse française a désigné la Grèce et ses dirigeants dans les semaines qui, en juillet dernier, ont suivi la tragédie du bateau *City of Poros*, alors même que ce pays commençait à assumer pour la seconde fois depuis son adhésion au Marché commun, en 1981, la présidence semestrielle des Communautés européennes. Les accusations portées par Athènes, à l'évidence sur la base de fragiles témoignages, à l'encontre de touristes français eux-mêmes victimes du terrorisme international ont pu faire croire que l'Etat hellénique ne disposait ni d'hommes politiques véritablement responsables ni de services de police d'une grande efficacité.

A vrai dire, ce petit pays de 10 millions d'habitants n'a pas encore été en mesure, depuis la proclamation de son indépendance il y a un siècle et demi, de se doter d'une administration capable de répondre aux exigences de notre époque. Sans cesse, la formation de l'appareil d'Etat fut entravée par des guerres extérieures en vue de libérer des territoires à peuplement hellénique sous domination étrangère, ainsi que par une multitude de coups d'Etat et de dictatures, dont la dernière a duré plus de sept ans, de 1967 à 1974. L'armée a ainsi longtemps constitué la seule force organisée. Le pays fut d'abord soumis à un triple protectorat de droit, de la France, du Royaume-Uni et de la Russie, jusqu'à la première guerre mondiale ; puis à un protectorat de fait, depuis près de quarante ans, de la part des Etats-Unis, dont le poids a été déterminant, du moins jusqu'à ces dernières années, sur l'évolution de sa politique intérieure. De sorte qu'il ne dispose toujours pas de rouages administratifs fonctionnant de façon cohérente.

Foncièrement individualistes, attirés par le commerce et les professions libérales, dépourvus de toute tradition de service public, les Grecs nourrissent à l'égard de l'Etat une rare méfiance. La fonction publique, dont le recrutement relève essentiellement du clientélisme, n'attire guère les élites et se caractérise par une médiocrité certaine. Le gouvernement du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) de M. Papandréou, au pouvoir depuis 1981, n'a pas su, plus que ses prédécesseurs, établir une administration moderne. A cet égard, toutes les tentatives entreprises depuis 1974 pour faire revenir au pays les milliers d'intellectuels grecs qui peuplent les universités d'Europe et des Etats-Unis depuis le début des années 60 ont échoué. Cette émigration forcenée a vidé le pays de l'essentiel de ses forces vives, de sorte qu'il est encore privé aujourd'hui de cadres de haut niveau.

Les nombreuses réformes administratives ébauchées avec enthousiasme en 1981 par le pouvoir socialiste ont rapidement tourné court ou se sont lentement enlisées. Ainsi la mise en place d'un nouveau système de santé dans un pays qui compte, en Europe, l'un des plus forts pourcentages de médecins par rapport à la population, mais dont les malades atteints d'une affection grave préfèrent se faire soigner à l'étranger, n'a pas connu, faute de moyens financiers suffisants, le succès escompté. La décentralisation administrative, grâce à laquelle les municipalités exercent des compétences nouvelles, semble piétiner depuis les succès de la Nouvelle Démocratie, le parti d'opposition de droite, aux élections locales d'octobre 1986. Et les services de l'éducation nationale, dont les structures sont d'un autre âge et le niveau très faible, demeurent paralysés depuis plusieurs années par d'incessantes grèves d'enseignants, de lycéens et d'étudiants.

Priorité à l'économie

A son accession au pouvoir en 1981, le gouvernement socialiste hérite d'une situation économique caractérisée par un fort taux d'inflation (22,5 % en 1981) et un important déficit de la balance des paiements. Dans une première phase, M. Papandréou pratique une politique de relance en revalorisant les bas salaires et les retraites, ainsi qu'en accroissant les dépenses sociales. Cette politique est remise en cause dès 1982, avec l'instauration d'un sévère contrôle des prix dont les résultats ne seront pas très probants. Dans les semaines suivant les élections législatives de juin 1985, gagnées pour la seconde fois par le PASOK et alors que M. Papandréou avait promis pendant la campagne des *« jours meilleurs »*, sera instaurée une politique d'austérité avec un plan de stabilisation de l'économie de deux ans : la drachme est dévaluée de 15 %, le système d'indexation des salaires sur les prix est supprimé et un prélèvement exceptionnel est appliqué sur l'ensemble des revenus.

Cette politique de rigueur devait permettre certes de restaurer l'économie chancelante, mais elle a aussi été justifiée par la nécessité de préparer la Grèce à l'ouverture du marché unique européen. Les lourds sacrifices imposés à une population habituée à vivre au-dessus de ses moyens n'auront pas été inutiles. Des résultats limités, mais non négligeables, ont été obtenus grâce au plan de stabilisation, mais aussi à une conjoncture économique favorable. Le maintien du dollar à un niveau relativement bas et l'important afflux de devises découlant de bonnes saisons touristiques ont permis de réduire en deux ans le montant du déficit de la balance des paiements de 3,275 milliards à 1,291 milliard de dollars. Mais l'inflation, qui, durant la même période, fléchit seulement de 25 % à 15,7 %, demeure le point noir. Car la Grèce est le pays de l'Europe communautaire le plus atteint par la hausse des prix. Il est vrai que l'introduction de la TVA en 1987, qui a remplacé de nombreuses taxes inadaptées et modernisé le système fiscal, a entraîné par un effet mécanique un surcroît d'inflation de un à deux points.

De fait, ce sont des raisons d'ordre structurel qui expliquent les grandes faiblesses de l'économie. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la Grèce est assujettie à la lourde charge de dépenses militaires qui représentent environ 7 % de son revenu national. Membre de l'OTAN, possédant des frontières communes avec l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie, elle entretient une armée importante où les jeunes accomplissent un service de deux ans. En outre, redoutant les visées expansionnistes de la Turquie voisine, qui appartient pourtant à la même alliance, elle se trouve entraînée dans une coûteuse course aux armements. L'achat par les autorités helléniques en 1984 de quarante Mirage-2000 et de quarante F-16 aurait pu, par le jeu des importantes compensations commerciales prévues, dynamiser l'économie nationale. Mais – imprévoyance ou manque de disponibilités financières – le gouvernement d'Athènes a omis de faire les investissements préalables à la réalisation de telles compensations, privant ainsi le pays des retombées de cet important effort de défense.

Au demeurant, le tourisme, la marine marchande et le transfert de fonds des travailleurs émigrés, qui constituent les trois sources principales de revenus, sont soumis aux aléas de la conjoncture internationale et ne constituent pas les bases solides d'un décollage économique qui se fait toujours attendre. Peu industrialisée, disposant de très petites entreprises et avec un secteur primaire mal organisé employant 28 % de la population active, la Grèce ne possède pas encore la compétitivité nécessaire pour affronter ses partenaires européens. La priorité à l'économie affirmée par M. Papandréou depuis le début de la nouvelle législature a redonné confiance aux chefs d'entreprise, à l'origine très hostiles à l'égard du PASOK ; elle n'a toutefois pas mobilisé toutes les forces du pays.

Depuis une vingtaine d'années, les trois mêmes noms, ceux de MM. Caramanlis, Mitzotakis et Papandréou, font toujours les gros titres des journaux. Le premier, bien qu'octogénaire, et qui s'est déjà retiré à deux reprises de la vie politique – la dernière fois en 1985, peu avant la fin de son mandat de chef de l'Etat que le PASOK ne voulait pas reconduire, – se voit prédire un bel avenir en raison du rôle qu'il pourrait jouer aux côtés de la Nouvelle Démocratie, dont il est le fondateur, lors des prochaines élections législatives, prévues pour le mois de juin 1989.

Quant à M. Mitsotakis, né en 1918, il est devenu en 1984 le chef de l'opposition à la tête de la Nouvelle Démocratie et pourrait être le prochain premier ministre si son parti continue de progresser. Mais, pour gagner la consultation électorale à venir, il lui faudra refaire l'unité de la droite, ébréchée par la création en 1985 du Renouveau démocratique par M. Stéphanopoulos, et parvenir à effacer dans l'opinion publique l'image d'« apostat » qui lui colle à la peau depuis les événements de l'été 1965, lorsqu'il s'est séparé du premier ministre de l'époque, M. Georges Papandréou, acculé à la démission par le roi Constantin.

Enfin, M. Andréas Papandréou, qui s'est illustré à l'occasion de ces événements, est l'ennemi juré de M. Mitsotakis, tenu pour responsable de la chute de son père. L'actuel premier ministre s'efforce de réunir les conditions lui permettant d'obtenir du peuple un nouveau mandat indispensable à la poursuite de son action et à sa désignation éventuelle à la tête de l'Etat par le Parlement lorsqu'en mars 1990 la présidence de M. Sartzetakis arrivera à son terme. Ancien révolutionnaire passé au populisme, M. Andréas Papandréou a su faire évoluer le PASOK, désormais proche de l'Internationale socialiste, et lui faire adopter des positions réalistes sur de nombreux problèmes. Mais l'usure du pouvoir et les différents scandales qui éclaboussent depuis plusieurs mois la gestion de son gouvernement risquent de compromettre la réalisation de telles ambitions.

Le personnel politique, dont le comportement semble figé, ne paraît pas en mesure de préparer avec toute l'efficacité nécessaire les échéances à venir. L'autoritarisme de M. Papandréou interdit aux militants du PASOK d'envisager l'hypothèse de sa succession. MM. Arsénis, Lazaris et Simitis, hommes de valeur, ont été éloignés du pouvoir dès que leur influence est devenue déterminante au sein du parti gouvernemental ou dans l'opinion publique. A droite, c'est plutôt le trop plein de dauphins qui paralyse la direction de la Nouvelle Démocratie. Ainsi M. Mitsotakis, quatrième président de ce parti depuis 1974, doit sans relâche défendre sa place très convoitée, en particulier par M. Evert, le maire d'Athènes.

Toutefois, l'immobilisme de la vie politique n'est qu'apparent. Depuis le rétablissement de la démocratie, beaucoup de faits nouveaux peuvent être observés. D'abord, l'alternance politique est désormais bien établie à Athènes. Comme dans tout régime parlementaire, la droite, qui a gouverné de 1974 à 1981, a ensuite cédé le pouvoir à la gauche socialiste, sortie victorieuse des deux élections générales suivantes. Grâce à la Constitution républicaine du 9 juin 1975, conçue par M. Caramanlis et dont la révision décidée en 1985 par M. Papandréou n'a pas enlevé au pouvoir exécutif les moyens de gouverner, la stabilité des institutions est assurée. Et la bipolarisation autour du PASOK et de la Nouvelle Démocratie est devenue l'un des faits majeurs de la vie politique.

Le dynamisme de la diplomatie

LA politique étrangère a longtemps été le principal facteur de clivage dans l'opinion publique. Au lendemain de la chute du régime des colonels, la gauche tout entière dénonçait en bloc le Marché commun, l'OTAN et les Etats-Unis comme les sources de tous les malheurs. Mais, assez rapidement, les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, et tout en manifestant un anti-américanisme, voire un anti-occidentalisme, de façade, rallièrent en fait les orientations diplomatiques tracées par M. Caramanlis et la Nouvelle Démocratie.

L'Europe communautaire, l'Europe balkanique et la Méditerranée orientale sont ainsi demeurées les pôles d'attraction de la diplomatie grecque. Car M. Papandréou, comme autrefois M. Caramanlis, utilise la diplomatie comme arme principale face à la Turquie, dont, selon un sondage récent, 90 % de Grecs pensent qu'elle est une menace sérieuse pour l'intégrité territoriale de leur pays.

Son appartenance à la CEE est un atout essentiel pour la Grèce. Dans le jeu qui l'oppose à Ankara, la rencontre de Davos, en janvier dernier, entre les premiers ministres de Grèce et de Turquie, amorce, après une longue période de tension, un dégel des relations entre ces deux Etats. Elle n'a pu avoir lieu que parce que M. Ozal sait que tout rapprochement de son pays avec les Communautés européennes implique nécessairement, compte tenu du droit de veto hellénique, une nouvelle approche du contentieux gréco-turc.

Mais la solution des problèmes qui opposent Grecs et Turcs, à laquelle doit s'attacher une commission mixte, sera à l'évidence ardue. A l'affaire chypriote et aux différends concernant la mer Egée s'ajoutent, depuis quelques années, le statut de la minorité turque de Thrace et l'indemnisation des biens de la communauté grecque de Turquie.

M. Papandréou s'affirme comme un *défenseur infatigable de la coopération* interbalkanique, et l'on voit se développer les relations bilatérales et multilatérales de la Grèce avec l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie. Des rencontres régulières entre responsables de pays appartenant les uns à l'OTAN et les autres au pacte de Varsovie contribuent certes à rendre moins explosifs certains litiges régionaux, comme l'épineuse question macédonienne ou le sort de la minorité turque de Bulgarie. L'abolition par la Grèce, le 28 août 1987, d'une loi de 1940 instituant l'état de guerre avec l'Albanie, décision très critiquée par la droite à Athènes, a permis à ce pays de participer pour la première fois à une conférence de tous les Etats de l'Europe balkanique.

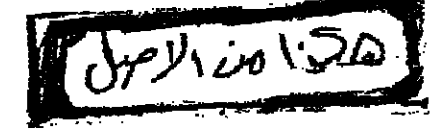
Membre fondateur du « groupe des six » (Grèce, Suède, Argentine, Mexique, Inde et Tanzanie), dont l'objectif est la promotion du désarmement et du pacifisme dans le monde, M. Papandréou souhaite faire des Balkans une zone dénucléarisée, première étape d'une dénucléarisation généralisée. Ces propositions, qui, il y a quelques années, paraissaient fort irréalistes, se présentent maintenant sous un jour différent à la lumière des récents accords soviéto-américains en matière de désarmement.

En Méditerranée orientale, M. Papandréou, grand ami du colonel Kadhafi et du chef de l'Etat syrien, s'est rapproché dernièrement de personnalités arabes plus modérées, comme le président Moubarak. La politique arabe de la Grèce, parfois présentée comme très complaisante, a, en réalité, souvent servi les intérêts de ses alliés. Par exemple, en août 1982, à la demande pressante de M. Philip Habib, l'émissaire spécial du président Reagan, le premier ministre a accepté que M. Arafat et ses compagnons assiégés dans Beyrouth soient évacués vers la Grèce à bord de navires battant pavillon grec et sous escorte de bâtiments de guerre français et américains. Cette recherche constante de rapports privilégiés avec les Etats arabes, ex-colonies turques pour la plupart, est aussi justifiée depuis peu par un souci de contrer la récente offensive diplomatique d'Ankara au Proche-Orient, qui y cherche, outre des débouchés commerciaux, un appui pour sa politique chypriote.

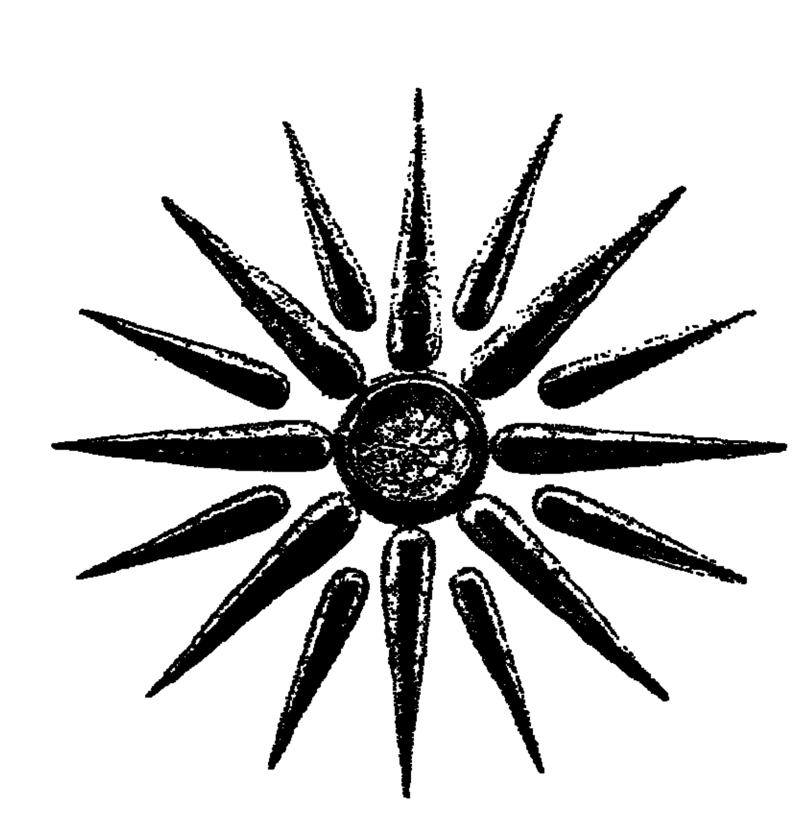
Seul Etat de l'Europe communautaire à ne pas reconnaître *de jure* l'Etat d'Israël, la Grèce a toutefois multiplié ces deux dernières années des contacts officiels avec Jérusalem. L'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, qui aurait dû normalement être décidé il y a plusieurs mois, a été retardé en raison de la politique de répression de l'Etat hébreu à l'égard des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza depuis le déclenchement de la « révolte des pierres ».

C'est dans un tel cadre diplomatique que s'inscrit la politique de défense de M. Papandréou. Pour le PASOK, la sécurité du territoire, face à une invasion venue de Turquie ou d'ailleurs, paraît désormais mieux assurée par l'appartenance à l'OTAN, et il n'est pas question de sortir de cette alliance. Quant aux relations de défense avec Washington, il importe, pour le parti au pouvoir, de faire payer très cher aux Etats-Unis le maintien sur le sol grec de bases militaires prévues par un accord bilatéral qui expire le 31 décembre 1988 et est actuellement en cours de renouvellement. Le but de M. Papandréou est d'obtenir des Américains tout à la fois une garantie d'ordre militaire contre d'éventuelles initiatives turques et une aide financière accrue. La volonté des Etats-Unis de ne pas interférer dans les rapports gréco-turcs et leur détermination à limiter le montant des dépenses budgétaires affectées au soutien de leurs alliés perturbent actuellement les négociations sur l'avenir des bases. Mais personne ne doute, à Athènes, que M. Papandréou, prodigieux magicien du verbe, saura présenter aux Grecs, le moment venu, le nouvel accord de défense avec Washington, qui doit en principe être soumis à référendum, comme un bon traité, plus avantageux pour eux que le précédent.

* Auteur du livre *la Grèce, dixième membre des Communautés européennes*, La Documentation française, Paris, 1980.



THESSALONIQUE : vingt-trois siècles d'histoire



EMBLÈME DE LA DYNASTIE MACÉDONIENNE
(Tombeau de Philippe II à Vergina)

Capitale de la Grèce du Nord, siège du ministère de la Macédoine et de la Thrace, Thessalonique — que les occupants turcs avaient rebaptisée Salonique — n'est pas seulement la dépositaire de vingt-trois siècles de continuité hellénique : elle est aussi la véritable métropole industrielle et commerciale du pays. Au point de convergence de l'Orient et de l'Occident, cette cité d'un million d'habitants a une tradition culturelle et une pratique dynamique des échanges avec l'extérieur. Alliant harmonieusement le souci de la modernité et la préservation de son identité, elle est aujourd'hui l'un des atouts maîtres dont dispose la Grèce pour une meilleure intégration dans l'Europe des Douze.

La belle mariée du golfe Thermaïque

Par LIANA ALEXANDRI *

THESSALONIQUE fut fondée en 315 avant notre ère par Cassandre, roi de Macédoine, qui lui donne le nom de son épouse, sœur d'Alexandre le Grand. Après la conquête de la *Macédoine (148 avant J.-C.)*, les Romains en firent la capitale de la province. Sa rue principale, Egnatia, tient son nom de la fameuse via Egnatia qui reliait l'Adriatique à la Thrace. Lieu de passage obligé, *Thessalonique connaîtra à partir de* ce moment une période de prospérité, devenant le centre économique et commercial des Balkans. Elle subira la férule de conquérants provisoires pour être finalement *investie, occupée et rebaptisée* Salonique en 1430 par les Turcs, dont elle sera libérée en 1912, lors de la première guerre balkanique.

C'est saint Paul qui évangélisera une ville qui a donné à la chrétienté plusieurs saints et martyrs. En l'an 390, les habitants se révolteront contre le premier empereur chrétien de Byzance, Théodose Ier, dit le Grand. L'insurrection sera réprimée sans pitié : sept mille innocents seront massacrés dans l'hippodrome. Premier prix du sang payé par Thessalonique pour son défi au pouvoir. Premier acte de désobéissance de celle que l'on appellera plus tard la ville des pionniers et des réformateurs.

Entre le VIe et le VIIe siècles, Thessalonique connaît un grand essor dans tous les domaines. Ses apôtres Cyrille et Méthode créent et enseignent leur alphabet et christianisent les Slaves. Les quatre siècles qui suivent portent la marque de luttes permanentes contre une série interrompue d'envahisseurs : Sarrasins, Bulgares, Normands, Francs. Après la quatrième croisade, qui voit la distribution des terres byzantines aux conquérants, Thessalonique est cédée avec une grande partie de la Macédoine à Boniface de Montferrat, fondateur du royaume franc du même nom. Les Francs occuperont la ville de 1204 à 1224. Un épisode qu'un historien juge de manière nuancée : « *La conquête franque a, sans doute, imposé un lourd tribut aux pays helléniques conquis, surtout en termes de destructions et de dévastations. Mais elle a eu en même temps un effet bénéfique sur la psychologie et les activités des Grecs : dans le domaine des arts, ce sont surtout la peinture et les lettres classiques qui connaissent un renouveau, réorientant ainsi le monde byzantin vers ses origines helléniques classiques (1).* »

Au plan culturel, le XIVe siècle est considéré comme le plus brillant de Thessalonique. C'est pourtant une période de querelles et de luttes religieuses et sociales sans merci : la révolution des zélotes (1342-1349) secoue le monde chrétien d'Orient par ses idées progressistes. On voit aussi apparaître ce que l'on pourrait appeler un prolétariat et une classe moyenne dans les villes, qui connaissent pour la première fois une émigration intérieure. Ce sera ensuite la conquête par les Ottomans (1430) et le long silence de presque cinq siècles d'occupation turque.

L'événément qui a le plus profondément marqué l'évolution de Thessalonique pendant cette occupation est l'immigration de juifs de *Hongrie, d'Allemagne, d'Espagne,* de Sicile, du Portugal et de Provence. La communauté juive occupera progressivement une place de premier plan dans la vie culturelle, économique et sociale du pays. Les Grecs, en revanche, établiront des liens directs avec les négociants des pays balkaniques et ceux d'Europe centrale, concurrençant ainsi les Français, les Autrichiens et les Anglais...

C'est au dix-huitième siècle que seront construits l'église française de Saint-Louis (1744), le quartier francophone et le consulat français, premier consulat général de la ville (1777) (2). Suivront les *consulats anglais, hollandais, vénitien,* etc.

Une cité cosmopolite

Après la libération de la Grèce du Sud de l'occupation turque (1821), les mesures progressistes prises par les Ottomans en faveur des chrétiens stimuleront le développement économique et social de Thessalonique. Cette période reste cependant marquée par le massacre des consuls de France et d'Allemagne par la foule ottomane (1876). Vers la fin du dix-neuvième siècle, Thessalonique est reliée par voie ferroviaire à l'Europe centrale (via Belgrade) et à l'Asie (via Constantinople) ; les premiers tramways électriques font leur apparition, le visage de la ville se transforme.

A l'aube du vingtième siècle, les événements se précipitent : lutte pour la libération de la Macédoine (1904-1908), révolution des Jeunes-Turcs (1909), guerres balkaniques *(1912-1913) et libération de la ville (26 octobre 1912).* Dans les années qui suivent, Thessalonique est une cité florissante et cosmopolite où se diffusent les idées politiques radicales. La Fédération des syndicats est très puissante, *dispose de son propre journal, Avanti,* et exerce une forte influence sur le monde ouvrier des Balkans. Dix-sept pays sont représentés par un consulat général, le port est très actif.

Le caractère stratégique de la position géographique de Thessalonique va lui faire jouer un rôle majeur dans la première guerre mondiale : en septembre 1915, les troupes de l'Entente (France, *Grande-Bretagne, Russie)* y débarquent. C'est le début de l'affrontement entre le premier ministre grec Venizélos et le roi germanophile Constantin Ier, le premier partisan de l'entrée en guerre de la Grèce *aux côté des Alliés de l'Entente,* le second favorable à la neutralité. Venizélos l'emporte et forme à Thessalonique un gouvernement provisoire (1916), destitue Constantin et engage les troupes *grecques aux côtés des Alliés.*

En 1917, un grand incendie détruit la quasi-totalité de la ville. Suit une série d'événements dramatiques : la défaite des Grecs face aux Turcs, en Asie Mineure, *qui entraînera de gigantesques* échanges de populations avec la *Turquie,* transforme complètement le profil démographique de la cité ; la seconde guerre mondiale ; la Résistance et l'anéantissement de la population juive (44 000 personnes) dans les camps d'exterminations *nazis.*

Un centre industriel

Dans les années 1950, la généralisation du transport aérien aux dépens du rail fait perdre à Thessalonique son statut de « péage » du pays sur le chemin de l'Occident. Mais la ville reprend très vite le dessus pour devenir un grand centre industriel et commercial, au carrefour de l'Orient et de l'Occident, sans avoir jamais cessé d'être la « belle mariée du golfe Thermaïque » (3), comme on continue de l'appeler...

* Journaliste.

(1) Apostolos Vakalopoulos, *Thessalonique, deux mille trois cents ans d'histoire,* Editions Malliaris, Thessalonique, 1987.

(2) Apostolos Vakalopoulos parle pourtant de consuls français aux quinzième et seizième siècles.

(3) Thessalonique est située au fond du golfe du même nom, longtemps appelé golfe Thermaïque, Thermi étant la petite agglomération à laquelle Cassandre substitua le prénom de son épouse.

Objectif 1996 : l'organisation des Olympiades d'or

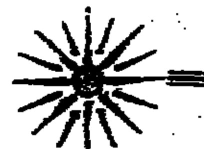
CELA fait vingt-trois siècles que Thessalonique porte son nom actuel. Le site était cependant habité auparavant et un grand nombre de vainqueurs des jeux olympiques de l'Antiquité en étaient originaires... C'est aujourd'hui un important centre d'activités économiques et culturelles, une ville de congrès et d'expositions internationales.

Son expérience de l'organisation de grandes rencontres sportives, l'existence d'infrastructures de qualité (stades et autres installations, port de plaisance), ses grandes capacités d'hébergement et les facilités de transports et de communications dont elle dispose sont autant d'arguments pour la candidature de Thessalonique comme coorganisatrice des Olympiades d'or dont la Grèce revendique l'accueil en 1996. La ville de Thessalonique s'est d'ores et déjà portée candidate auprès du Comité international olympique.

SOTIRIS KOUVELAS,
maire de Thessalonique.

LIRE PAGES SUIVANTES

- PAGE 24 : Loin des sentiers battus en Grèce du Nord, par Nikos Skoulas ; Des infrastructures éprouvées, par Vassilis Brovas.
- PAGE 25 : Une économie ouverte sur l'Europe, par Liana Alexandri.
- PAGE 26 : La ville convoitée, par Vasso Tocatlidou ; Une *continuité hellénique ininterrompue, par Stelios Papathemelis.*



Loin des sentiers battus en Grèce du Nord

Par NIKOS SKOULAS *

LA plupart des touristes qui visitent la Grèce se concentrent dans le sud du pays, où se trouvent la majorité des îles ainsi que des sites archéologiques universellement connus : l'Acropole, Mycènes, Epidaure, etc. Pourtant, au nord, la Macédoine et la Thrace recèlent des sites d'égale importance, avec cet avantage supplémentaire qu'ils évoquent davantage le passé par leur inscription dans un cadre physique de ruisseaux et de bois, de champs et d'arbres en fleurs.

Mosaïques de Pella, tombeaux de Vergina

C'est le cas de Pella, capitale de la Macédoine à partir de la fin du cinquième siècle avant J-C, cité étonnante découpée en rectangles parfaitement géométriques, disposant d'un réseau d'égouts et d'alimentation en eau dont les tuyaux d'argile sont encore visibles. Les demeures des riches étaient construites autour d'une cour centrale, entourée d'une galerie sur laquelle s'ouvraient toutes les pièces. Les mosaïques qui recouvrent les sols, faites à partir de galets locaux, sont d'une finesse et d'une beauté qui saisissent le visiteur.

Cela vaut aussi pour Vergina, avec son arbre noir tout tordu qui, dressé dans la cour du palais de l'ancienne capitale de la Macédoine (avant que le roi Archélaos, désireux de s'installer au bord de la mer, ne la déplace à Pella, que d'importants changements géologiques ont depuis ramenée au milieu des terres), ressemble à une apparition du passé au milieu des brumes tourbillonnantes qui recouvrent souvent la région.

A Vergina, où se trouvent les tombeaux royaux, le plus célèbre est celui – non pillé – de Philippe II de Macédoine, père d'Alexandre le Grand, découvert sous un grand tumulus par un archéologue chevronné, M. Manolis Andronicos. Ce spécialiste continue à trouver de nouveaux tombeaux dont un, mis au jour l'an dernier, pourrait être celui de la mère de Philippe. Le palais, les tombeaux, le théâtre, un temple composent aujourd'hui le site de Vergina.

Il faut aussi parler de Dion, au pied du mont Olympe, à la fois cité de l'antiquité grecque et sanctuaire des dieux, tout près de leur demeure supposée. Les travaux d'excavation sont actuellement en cours sous la direction du professeur Pandermalis, de l'université de Thessalonique. A partir d'une tour d'observation construite à l'intention des visiteurs, on peut découvrir l'ensemble du site : temples, bains publics, salle de banquets, routes. Le musée mérite également le déplacement.

La Chalcidique et le mont Athos

Voilà pour les trois grands sites. Mais il y en a bien d'autres. Celui, par exemple, de Philippes, près de Kavalla, où Antoine et Octave vainquirent Brutus et Cassius. Tout près se trouve la fontaine où saint Paul baptisa Lydie, la première femme grecque à être canonisée. Il ne faut pas non plus oublier les trois péninsules de Chalcidique, dont l'une, où se trouve le mont Athos, n'est accessible qu'aux pèlerins de sexe mâle.

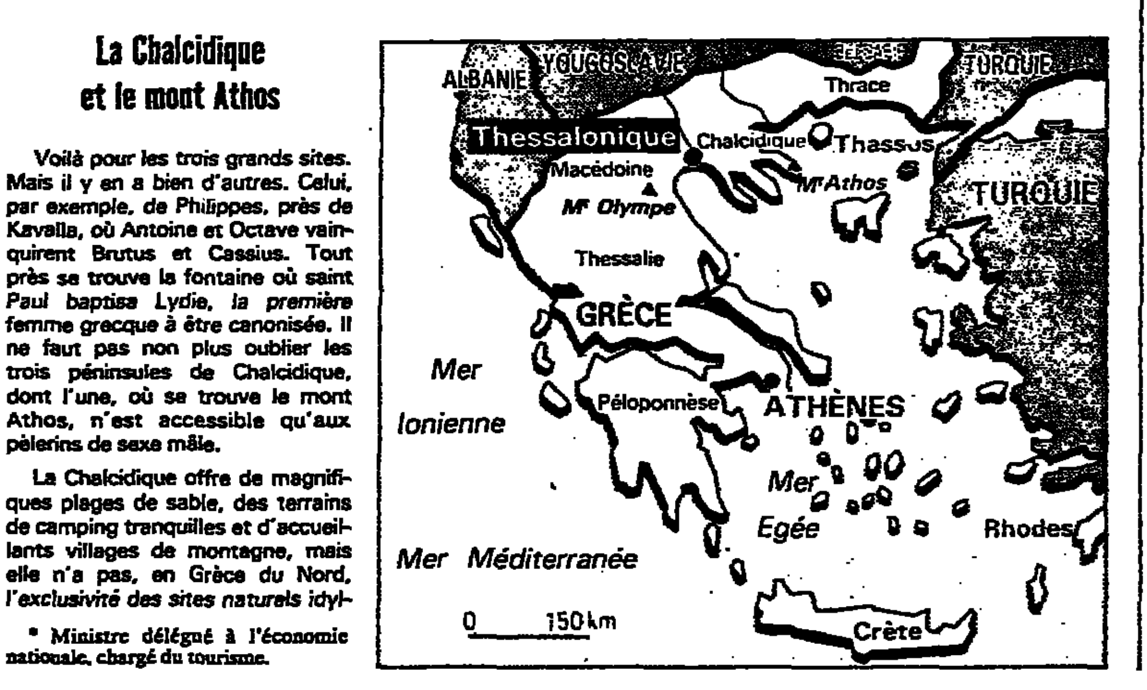
La Chalcidique offre de magnifiques plages de sable, des terrains de camping tranquilles et d'accueillants villages de montagne, mais elle n'a pas, en Grèce du Nord, l'exclusivité des sites naturels idylliques : le lac de Prespa, à la frontière de la Yougoslavie et de l'Albanie, abrite des milliers d'oiseaux migrateurs, et le lac Kastoria, qu'affectionnent les cygnes, est un centre important de pelleterie, de nombreux artisans y exerçant leur activité traditionnelle de traitement des peaux de renard et de vison.

Les villes de la Grèce du Nord ont aussi leur charme. Ainsi, Alexandroupolis, sur la mer Egée, d'où l'on prend le bac pour l'île de Samothrace, riche en sites archéologiques et où abondent des fontaines au milieu des forêts (Thassos est une autre de ces îles à l'atmosphère magique où les arbres se dressent jusqu'au bord de l'eau et où des pièces de théâtre sont jouées dans le théâtre antique). Il y a aussi Kavalla avec ses vieilles demeures, Comotini et Xanthi qui ont chacune leur université.

Reste enfin Thessalonique, qu'évoque une chanson populaire : « *Belle et si douce Thessalonique, même quand je vis au milieu des fascinations d'Athènes, je te chante chaque nuit.* » Mais Thessalonique a aussi de quoi fasciner : des bâtiments néoclassiques aux ornements en relief et aux balcons en fer forgé, un grand nombre d'églises byzantines, la vieille ville et ses antiquaires, ses marchands de fleurs et de légumes, et la Tour blanche, autrefois appelée la Tour sanglante parce qu'elle servait de prison. Située sur la belle promenade qui longe la mer, la Tour blanche voit aujourd'hui défiler chaque jour devant elle des milliers de flâneurs ou de cyclistes.

Faut-il en dire plus pour inciter le visiteur à sortir des sentiers battus et à venir en Grèce du Nord ?

* Ministre délégué à l'économie nationale, chargé du tourisme.



Des infrastructures touristiques éprouvées

Par VASSILIS BROVAS *

THESSALONIQUE offre au visiteur un ensemble unique de monuments de toutes les époques, des édifices romains aux églises byzantines, de la Tour blanche aux remparts de la citadelle. De l'arc de Galère – construit en 303 après J.-C. – on suit la voie menant à la rotonde de Saint-Georges, édifice romain consacré au culte chrétien vers 400 après J.-C. et dont la coupole fut ornée de mosaïques devenues célèbres lors de sa transformation en église.

Le début de la période byzantine coïncide avec l'édification des remparts sous Théodose Ier, au cinquième siècle de notre ère (reconstruits plusieurs fois au cours des siècles suivants, les remparts entouraient complètement la ville jusqu'à leur démolition en 1869). C'est au cours du cinquième siècle que furent également construits les premiers édifices religieux chrétiens : la basilique Acheiropoietos, l'église Hosios David et le petit sanctuaire consacré au martyr et patron de la ville, saint Démètre. Du huitième au quinzième siècle surgiront des dizaines de nouvelles églises byzantines, ornées de mosaïques et décorées d'icônes et de fresques d'une rare beauté. Quant à la Tour blanche, elle fut édifiée au quinzième siècle par des Vénitiens au service des Turcs, et elle abrite aujourd'hui le petit Musée byzantin de la ville.

Du Palais des congrès aux pistes de ski

La tradition cosmopolite de Thessalonique impose la mise en place d'une infrastructure solide pour l'accueil des très nombreux visiteurs qui n'attendent pas les vacances d'été pour s'y rendre. D'où un secteur de services du tourisme très actif : deux associations d'agents de voyage regroupent plus de 250 entreprises et 60 hôtels (800 lits) de toutes catégories, qui ont enregistré 1 800 000 hébergements en 1987 ; un réseau étendu de transports urbains vers les plages, une restauration de qualité reconnue.

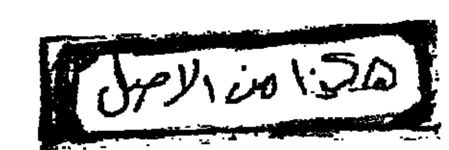
Thessalonique est un centre international de congrès. Les grands hôtels disposent des facilités nécessaires, mais il a néanmoins fallu aménager plusieurs salles spécialement adaptées aux congrès Fora et Symposia. Ainsi HELEXPO a décidé de construire un nouveau Palais des congrès géant, la capacité actuelle étant constamment saturée. La presqu'île de la Chalcidique apporte un potentiel supplémentaire de 11 000 lits.

De telles activités impliquent un réseau de transports très dense : toutes les grandes villes grecques et un grand nombre de cités européennes sont reliées directement par voie aérienne à Thessalonique – notamment Paris, Düsseldorf, Munich, Londres, Zurich, Vienne. Un réseau routier, ferroviaire et maritime très étendu met par ailleurs la ville en communication avec l'Europe de l'Est et de l'Ouest, ainsi qu'avec le continent asiatique.

Les devises apportées par le secteur du tourisme comptent pour beaucoup dans les ressources de la ville. Pourtant, bon nombre d'investissements d'infrastructures sont actuellement au point mort, en raison des restrictions que connaît le budget de l'Etat. En revanche, il existe beaucoup de possibilités d'investissement pour le secteur privé sur d'autres projets. Ceci est particulièrement vrai pour le développement d'un tourisme d'hiver utilisant les nombreuses pistes de ski proches de la ville (100 à 150 kilomètres, y compris le mont Olympe), qui garantissent une longue période d'enneigement, de décembre à mars.

* Président de l'Union des hôteliers de Thessalonique.







Une économie ouverte sur l'Europe

Par LIANA ALEXANDRI

TRADITIONNELLEMENT orientée vers l'industrie et le commerce, peuplée d'un million d'habitants, Thessalonique bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle, au point de convergence de l'Europe occidentale, du bassin méditerranéen oriental et du Moyen-Orient. Premier port grec pour le volume des exportations, elle constitue un important nœud de transports routiers et maritimes. Elle abrite Helexpo, organisatrice de foires et expositions d'envergure internationale.

L'industrialisation intense de Thessalonique remonte aux années 60 et 70, avec un taux de création d'emplois inégalé en Grèce. Depuis 1980, le rythme de croissance de la production industrielle est cependant resté modeste, sauf en 1988 où des investissements nouveaux ont provoqué un léger redressement. Le secteur tertiaire occupe 50 % de la population active, l'industrie et l'artisanat 40 %, le bâtiment et les travaux publics 10 %. La zone industrielle de Sindos, la plus vaste du pays, couvre une superficie de 9 millions de mètres carrés et regroupe des raffineries de pétrole et des entreprises de différents secteurs : chimie, textile, matériaux de construction, etc.

Les industries de transformation et l'artisanat (1 000 entreprises dans la région de Thessalonique) sont particulièrement nombreuses dans le textile et l'agro-alimentaire. Une bonne partie d'entre elles se retrouvent dans l'Association des industries de la Grèce du Nord, qui compte 250 membres.

Selon l'Association des exportateurs de la Grèce du Nord, (700 membres), les exportations de Thessalonique sont essentiellement les produits textiles (notamment le prêt-à-porter), les chaussures, les boissons et les produits alimentaires, les matériaux de construction, les aliments pour bétail, etc. Ces exportations se font surtout en direction des pays du Marché commun. Quant aux importations, elles concernent le matériel électronique, les biens d'équipement et les machines agricoles. La vie consulaire est active à Thessalonique, avec la chambre de commerce et d'industrie (15 000 membres), la chambre de l'artisanat, la ligue des commerçants et la chambre technique de la Grèce du Nord.

Le port de Thessalonique, créé en 1926, d'une superficie de 800 000 mètres carrés, a une vocation à la fois nationale et internationale au service des six zones industrielles de la Macédoine centrale. Il assure en particulier les transports maritimes des deux pays voisins, la Yougoslavie et la Bulgarie. L'organisme qui gère le port a réalisé, en 1987, des profits substantiels, chose assez rare dans les entreprises publiques grecques.

Le secteur des services (tourisme, banques, assurances) est en plein développement, réorientant l'activité économique de la ville vers le tertiaire au détriment du secteur secondaire. Le bâtiment et les travaux publics ont également un rythme de développement satisfaisant qui devrait s'accélérer après l'appel d'offres international de la municipalité pour l'aménagement des quais de la ville – avec un budget estimé à 16 milliards de drachmes (1) – qui, entre autres, devrait permettre de construire un énorme parking sous-marin et une autoroute.

Helexpo est un des éléments importants du dynamisme de la ville. Fondée en 1926, elle organise foires, congrès et manifestations culturelles. Avec ses 180 000 mètres carrés d'installations, elle peut sans difficulté abriter de très grandes expositions et dispose d'une infrastructure complète d'organisation de congrès « clé en main ». Parmi la vingtaine ou plus de manifestations qui ont lieu chaque année, la plus connue est la Foire internationale au mois de septembre (2).

Des expositions plus spécialisées ont également lieu régulièrement. En 1987, 7 805 exposants grecs ont participé aux diverses manifestations, de même que les représentants de 47 pays étrangers. Le nombre total de visiteurs (professionnels et grand public) a frôlé les deux millions. Organisme sans but lucratif, Helexpo a vu ses recettes croître de 812 millions de drachmes en 1986 à 1 287 millions en 1987.

Grâce à cette bonne santé financière, Helexpo peut soutenir ou organiser directement de nombreuses activités culturelles. C'est le cas, en particulier, pour le Festival du cinéma grec, le Festival de la chanson grecque, les Journées internationales de la musique, sans parler des nombreux concerts, expositions de peinture, etc.

(1) 1 F = environ 24 drachmes.
(2) Informations fournies par M. Vassili Dolmas, président d'Helexpo-Foire internationale de Thessalonique.

Au temps des concessionnaires

L'INFRASTRUCTURE industrielle de Thessalonique remonte au dix-neuvième siècle. En 1888, est créée la Compagnie ottomane des eaux de Salonique, société belge malgré son nom. C'est elle qui construisit un réseau de réservoirs, d'aqueducs et de châteaux d'eau, d'une technologie avancée pour l'époque, qui permit d'apporter une solution convenable au problème de l'alimentation de la ville en eau. En 1920, la société française Energie industrielle se substitue à l'ancien concessionnaire belge et, en 1928, l'Etat hellénique rachète les installations pour en assumer désormais seul la gestion.

En 1912, se met en place un service rudimentaire de télégraphes et téléphones, assurant surtout les liaisons nécessaires au fonctionnement de l'administration. Des sociétés étrangères, notamment anglaises et allemandes, apporteront un appui technique entre 1933 et 1949, date à laquelle les PTT helléniques prendront la relève.

Une démarche identique sera suivie pour le port de la ville : la Société d'exploitation du port de Salonique passera convention avec l'Etat ottoman en 1904 mais, en 1930, l'Etat hellénique créera un organisme autonome remplaçant la société française concessionnaire.

Les chemins de fer orientaux (CO), créés en 1871, sont les précurseurs des chemins de fer helléniques. Des capitaux français et allemands financeront la jonction Salonique-Constantinople (JSC) et la ligne Salonique-Monastir (SM) (1). En 1912, la société française Batigulle entamera la construction de la jonction Thessalonique-Athènes, inaugurée en 1918.

GEORGES OSCAR ANTONOGLOU,
docteur en droit.

(1) Monastir a été rattachée à la Yougoslavie en 1918, et s'appelle depuis lors Bitola.



La ville convoitée

Par VASSO TOCATLIDOU *

EN donnant à l'essai historique qu'il publia en 1917 le titre de *la Ville convoitée*, P. Risal rappelait que Thessalonique n'avait jamais cessé au cours des siècles de provoquer des « *convoitises renaissantes* » et que « *tous les climats* [lui] *ont envoyé des maîtres, toutes les mers des pillards* »... Aujourd'hui encore, malgré tous les obstacles qui ont entravé et souvent arrêté son développement après la Libération, et en dépit de tous ses malheurs – auxquels il faut ajouter de graves erreurs d'urbanisme, – Thessalonique évoque une noblesse voilée et un mystère auxquels tout visiteur est sensible.

Serait-ce la présence des églises byzantines, dont les élégantes coupoles se dessinent sur le fond du ciel ? Ou les légendes attribuées à la ville, à ses remparts et à son patron, saint Démètre ? Peut-être aussi les distances prises avec la capitale de la Grèce ; des distances secrètes qui lui permettent de choisir entre les sollicitations de l'intérieur et celles de l'Occident et de l'Orient.

Fixant ses propres orientations, inventant ses propres techniques, puisant dans l'expérience et le savoir-faire des autres pays, Thessalonique n'a jamais éprouvé le besoin d'imiter Athènes, encore moins de rivaliser avec elle. On aurait donc tort de comparer Thessalonique à la capitale ; son caractère, ses attitudes, sa vocation, sont le produit d'une ouverture au monde. C'est ce qui peut expliquer l'absence de toute agressivité (particulièrement en matière scientifique et culturelle) dans une ville dont le nombre d'habitants atteindra bientôt le million.

Les Etats étrangers ne s'y trompent pas et y renforcent leur présence : l'Italie, avec son Instituto Italiano di Cultura ; le Royaume-Uni, avec le British Council ; la République fédérale d'Allemagne, avec le Goethe Institut et le Lycée allemand ; les Etats-Unis, avec leur institut culturel et le lycée américain Anatolia ; la France, avec son Institut français – institution de mission laïque que les Thessaloniciens continuent à nommer lycée – et avec ses deux écoles catholiques franco-helléniques. Tous ces pays et d'autres sont officiellement représentés par un consulat, à l'exception de la France qui, pour des raisons que nul ne comprend, a supprimé le sien en 1985.

Comme toutes les métropoles, Thessalonique compte un nombre important d'institutions culturelles, dont les initiatives ont notamment donné naissance au Festival de cinéma et au Festival des jeunes artistes, organisés tous les ans par la Foire internationale de Thessalonique. Pour sa part, chaque automne, la municipalité organise le Festival Dimitria, qui remet en valeur les activités traditionnelles, artistiques ou artisanales des habitants de la ville, comme le théâtre d'ombres ou le travail du cuivre.

Ce qui fait cependant la spécificité de la vie culturelle de la ville où, au cours de ce siècle plein de tourments, ont vu le jour plus de quarante revues littéraires et plus de soixante journaux politiques, c'est l'existence de certaines institutions spécifiques. Ainsi, la Société d'études macédoniennes, la Fondation des études de la péninsule de l'Hémos et les Archives historiques de la Macédoine développent activement la recherche sur l'histoire de la Macédoine. L'Institut patriarcal d'études patristiques, l'Institut de recherches byzantines et l'Institut d'études néogrecques attirent également chercheurs et spécialistes du monde entier.

A côté de ces noyaux d'activité scientifique très spécialisés, parce que liés à l'histoire de la ville et de la Macédoine, deux institutions d'envergure, l'Helexpo-Foire internationale de Thessalonique et l'université Aristote, jouent un rôle primordial en matière intellectuelle.

L'Helexpo (le plus grand marché grec d'échanges commerciaux internationaux) soutient également l'action culturelle et scientifique et organise même directement des manifestations de grande envergure. De son côté, l'université de Thessalonique, dont la tradition d'innovation ne s'est pas démentie depuis sa fondation en 1926, soutient de nombreuses initiatives extérieures en apportant la capacité de son personnel. Avec ses 32 départements couvrant 112 domaines scientifiques, plus de 3 000 enseignants, chercheurs et personnels administratifs et près de 50 000 étudiants, c'est la plus grande université de Grèce. Une université qui, loin de tout provincialisme, développe des coopérations avec ses homologues d'Europe de l'Est et de l'Ouest. La tradition de la ville et les besoins de l'industrie ont par ailleurs suscité la création d'un institut polytechnique, le seul à ce jour en Grèce.

Les Thessaloniciens aiment leur ville et ont parfois l'impression qu'elle est marginalisée par la capitale. Le système administratif grec, très centraliste, freine souvent leurs initiatives et les oblige à inventer d'autres solutions, souvent du côté de l'Europe. Par tradition, ils sont polyglottes (l'université Aristote est la seule en Grèce à disposer de quatre départements de langues étrangères – anglais, allemand, français, italien, – celui de français comportant un secteur spécialisé en didactique des langues vivantes) et avides d'information. Le quotidien local, *Makedonia* (Macédoine), est le journal grec disposant du réseau d'informations le plus complet. En Grèce, c'est à Thessalonique que commença à fonctionner la radio (1922), la télévision (1962) et la télévision par satellite, distribuée par la municipalité depuis janvier 1988.

Malgré le grand nombre de touristes et d'étrangers qui passent à Thessalonique, et malgré la grande réputation gastronomique de la ville, on ne verra nulle part les enseignes ou les inscriptions souvlaki ou sirtaki que l'on trouve dans tous les coins de la Grèce et dans le monde entier. Serait-ce du snobisme ? Plutôt le respect d'une tradition qui, secrètement, dicte à tous les Thessaloniciens leur comportement. Ils ont des choses plus sérieuses et plus importantes à offrir, des choses qui font de Thessalonique, capitale de la Macédoine et de toute la Grèce du Nord, une « *ville convoitée* ».

* Professeur à l'université Aristote de Thessalonique, présidente du département d'études françaises.

Une continuité hellénique ininterrompue

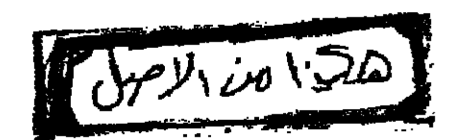
THESSALONIQUE, cité de l'histoire et des légendes, déborde aujourd'hui de vitalité créatrice. Cosouveraine de Byzance et cocapitale de l'Etat néogrec, elle est la métropole d'une région riche et en plein développement.

Prodigieux port naturel, carrefour de communications avec l'Europe et le Levant, elle est aussi la porte d'entrée et le point de convergence de terres chargées de monuments et de mémoires. Les grands centres historiques macédoniens qui l'entourent, Pella, Vergina, Dion, tout comme ses propres trésors byzantins, s'inscrivent dans une continuité hellénique ininterrompue.

Thessalonique de l'histoire et Thessalonique de l'avenir ; voilà notre ville.

STELIOS PAPATHEMELIS,
ministre de la Macédoine et de la Thrace.





LITTÉRATURE FRANÇAISE ET IMMIGRATION

Les cris et les rêves du roman beur

Une vingtaine de romans, parus ces dernières années, racontent — de l'intérieur — la vie et les rêves des immigrés maghrébins dans la société française. Leurs auteurs se réclament de la « génération beur ». Ils sont nés souvent dans des banlieues ouvrières dont ils décrivent l'atmosphère quotidienne, tragique et pittoresque.

Truffés de souvenirs d'enfance et d'anecdotes autobiographiques, leurs livres apparaissent parfois maladroits, guindés, empotés ; ils débordent cependant de sincérité, d'humanité. Ce sont des cris contre la haine raciale, contre les patrons et la police, contre l'injustice. Et c'est avec un étonnant mélange d'humour et de poésie que ces jeunes écrivains expriment leur inconfortable dualité culturelle. Ils savent que la nostalgie lancinante de leurs parents restera inconsolée. Ils répètent leur formidable affection à l'égard de ces parents — le père surtout — désemparés et si souvent blessés dans leur dignité.

Mais eux ont choisi. En ciselant avec passion cette langue française apprise à l'école, pas en famille, ils optent — sans rien renier de leurs origines — pour la société dans laquelle ils vivent. Et parient, avec optimisme, sur son évolution.

Par JEAN-MICHEL OLLÉ *

15 OCTOBRE 1983, première marche contre le racisme. Novembre 1987, Tahar Ben Jelloun, écrivain marocain de langue française, reçoit le prix Goncourt. Entre ces deux dates, une vingtaine de romans écrits par ces jeunes que l'on dit « issus de l'immigration ». Sur celui de Nacer Kettane, *le Sourire de Brahim* (1), ce bandeau : « Un roman beur ». Consécration d'un *mot et d'un mouvement*, faut-il y voir aussi la reconnaissance d'une nouvelle forme littéraire ? Mais depuis le début 1988, plus rien ou presque, et ce vide laisse perplexe : ne s'agissait-il que d'un filon vite épuisé, ou ce nouveau roman est-il encore à *naître* ?

Même si le fait de numéroter leur génération irrite passablement les intéressés, il s'agit bien, au moins en ce qui concerne cette littérature, de filiation. Les ancêtres étaient seuls : Tahar Ben Jelloun, Rachid Boudjedra, Kateb Yacine, Driss Chraïbi, Mehdi Charef ou Leïla Sebbar (2). Des exilés solitaires. Les jeunes auteurs de l'« après-marche » ont peu ou prou participé à la mouvance beur. Avec cette dernière, ou plutôt autour d'elle, est né un public : militants humanitaires, enseignants, animateurs socioculturels, et... un marché pour des romans.

Peut-on vraiment parler de roman ? Pour la plupart autobiographiques, mais maquillés à la troisième personne, ces textes pratiquent tous un étonnant mélange des genres. Avec un irrespect ou une méconnaissance des règles assez toniques, on y pratique joyeusement le récit, le documentaire et la poésie. On est là pour dire, bien plus que sa propre enfance, l'injustice de ce monde, et tant pis s'il faut tasser un peu le récit pour faire entrer l'Histoire.

Au besoin, on changera de forme. La narratrice du livre de Sakhinna Boukhedenna, *Nationalité : Immigrée* (3), raconte sa haine de l'école, du racisme, son malaise dans la société française, puis les difficultés d'un retour au pays, la rencontre du mythe palestinien. De rancœur en dégoût, elle abandonne peu à peu le récit pour donner des poèmes, plus à même de dire son désarroi.

Ces nouveaux romanciers ne s'embarrassent pas non plus des conventions, comme celles qui veulent qu'on reste vague sur les choses de la vie : si la marquise doit sortir à cinq heures et quart, ce sera cinq heures et quart. Surtout quand l'objet est important : le « passager du Tassili » (4), ce jeune Algérien né en France qui traîne sur le bateau le ramenant d'Alger, où il a tenté, en vain, de se ressourcer, passe son temps à chercher des Marlboro, *« de bonnes vieilles marl »*, parce que les Gauloises, ça fait trop ancien combattant de la guerre d'indépendance. Les enfants de l'immigration sont aussi les fils de la consommation.

Le récit, en revanche, ne bénéficie pas toujours du même souci d'exactitude, et cela donne un étrange relief aux ouvrages, simplement parce que leurs auteurs se permettent des libertés bien plus grandes avec nos habitudes de lecture que la plus délirante des proses. Qui osera se permettre, aujourd'hui, de passer par mégarde de la troisième à la première personne, d'oublier que deux lignes auparavant il y avait l'électricité dans le bidonville, pour souffler la lampe à pétrole avant de se coucher ? C'est agaçant parfois, surréaliste souvent, révélateur surtout de la désinvolture éditoriale qui a présidé, sauf rares exceptions, à la fabrication des ouvrages. C'est rédigé vite, sans trop se prendre au sérieux, et sans génuflexions excessives devant l'autel du bien-écrire.

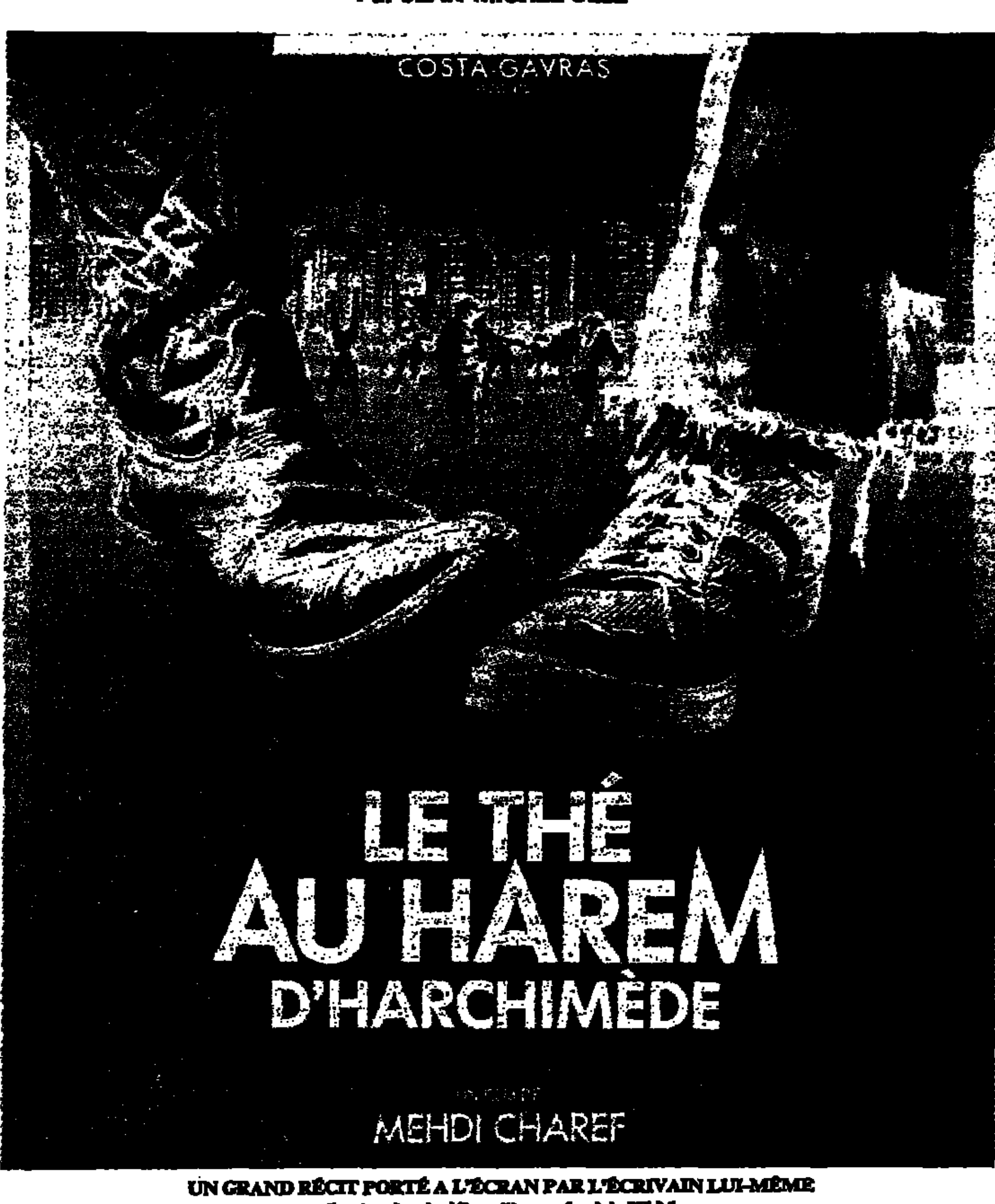
L'absurdité du monde dite avec humour

NE jamais être trop sérieux : tous, au plus fort de *leur cri, ne se départissent jamais d'une certaine* distance et de beaucoup d'humour. Azouz Begag, par exemple, raconte son enfance au Chaâba (5), un bidonville de la banlieue de Villeurbanne, où quelques familles immigrées ont reconstitué *une communauté, entre décharge et nationale : « Clan contre clan, derrière les ténors du Chaâba, ma mère et ma tante Zidouma, les femmes s'empoisonnent la vie :*

— Qu'Allah te crève les yeux... souhaite l'une.

— J'espère que ta baraque va brûler cette nuit, rétorque l'autre. Je ne savais pas que les femmes possédaient de telles ressources. Même ma mère, elle n'est pas la dernière au classement. »

Ces jeunes auteurs ne sont pas trop loin de l'enfance et ils ont les moyens de faire parler. Elle a beaucoup à dire sur l'absurdité du monde. Il faut écouter Georgette (6), narratrice de sept ans, qui pense et écrit de son âge : *« Ça se voit que t'es l'arabe comme tu marches ! Je lui répond même pas. Je marche comme un vieux : je le fais exprès. Elle ignore le respect, celle-là. Je marche pas comme son copain. C'est pas vrai. Je l'ai jamais vu ! D'où je le connais ! C'est impossible de copier sur un inconnu ! »* La logique particulière de Georgette, qui comprend tout à l'envers et ne veut pas parler, fait exploser les actions les plus quotidiennes de la vie scolaire. Quelques mois de la vie de Georgette au cours préparatoire, et c'est l'école de Jules Ferry qui tombe en ruine.



Christophe L.

UN GRAND RÉCIT PORTÉ A L'ÉCRAN PAR L'ÉCRIVAIN LUI-MÊME
Les bandes, la débrouille, sur fond de HLM

L'humour est partout, toujours. Il y a une santé extraordinaire dans ces textes, comme si ces jeunes gens, parce que leur existence même est parfois menacée, avaient une très forte conscience d'être du côté de la vie. Aucun d'entre eux ne résiste à la description d'une scène cocasse, et tant pis si cela vient mal. Leur arrivée inopinée sur la place littéraire, c'est un peu le retour des *Pieds nickelés* et de *l'Epatant* à grands coups de bons tours joués aux flics, de jeux de mots approximatifs, ponctués de *« c'est le cas de le dire »*, pour le lecteur qui ne l'aurait pas remarqué. Ils rient de leurs trouvailles, et le bon goût, ils s'assoient dessus.

Ils ont autre chose à faire : si la plupart de leurs livres sont plus ou moins autobiographiques, c'est bien une cause qu'il s'agit de défendre — une cause d'ici et d'aujourd'hui. Là encore, le lecteur habitué aux actuelles vies tourmentées de princesses du haut Moyen Age ou aux peines de cœur d'une attachée de publicité est vite décontenancé. Voilà que ce sont ces enfants d'ailleurs qui parlent le plus de la *société française aujourd'hui*. Pas une de ces œuvres n'est située au-delà des années 50, pas une qui ne dépasse les banlieues des grandes villes. Parce *qu'ils n'écrivent pas pour partir, mais pour arriver*. L'exotisme, l'ailleurs, ils ont déjà donné.

Le constat est, on s'en doute, accablant : *les Beurs de Seine* de Lallaoui (7), jeunes gens qui survivent en banlieue entre l'usine et la démerde, finissent en tôle ; *Georgette, sous la roue d'une voiture. Pas de place pour eux.* Le monde lui-même n'est que folie : c'est encore Georgette qui n'arrive pas à parler, les héros de Zitouni (8) qui sont à l'asile, où ils s'inventent des chefs, des combats, des morts. *Nacer Kettane raconte aussi son enfance, comment le petit Brahim a perdu le sourire du jour où on a tué son frère, pendant les ratonnades d'octobre 1961 à* Paris. Parfois, au risque de pontifier, il met de côté son récit pour nous dire comment on en est arrivé là.

Pourtant :

« Je ne l'écoute pas. Je connais leur baratin... Ton pays... Tes racines... Ton drapeau... Ton père... Ta mère... Tes frères... Tes cousins... Les moutons... Tes dattes... Tes pois chiches... La nostalgie... J'en passe, et des meilleures », dit le passager du Tassili. Il faut dénoncer la société, mais on se méfie des phrases. Il y a dans ces textes comme une esthétique des tripes, un plus à la sincérité et au cri. C'est le sens de livres comme celui d'Ahmed Kalouaz sur le meurtre de Habib Grimzi (9), long monologue d'une journaliste qui rabâche son incompréhension devant le drame du Bordeaux-Vintimille. C'est l'insoutenable plainte de Boukhedenna, qui dit sa haine des patrons, des employés, des flics, de la famille, de l'école, des babas cool, de tous. C'est le *« cri dans sa tête »* de Georgette, le silence de Brahim, la longue plainte de Naïma, en tôle, qui écrit à son amie perdue (10). Il faut crier.

Tout cela serait trop prévisible s'il n'y avait, en même temps que cette méfiance, le souci de se faire reconnaître. On devine, derrière les lignes, l'influence de l'école, par ailleurs omniprésente, repoussoir ou planche de salut pour ces auteurs à peine sortis de l'enfance. On sent les anciens élèves « doués en français », et les professeurs qui les ont poussés. Un côté un peu guindé, une sorte de respect de la langue qui contraste avec le reste : *« L'usine à gaz se déployait au loin avec ses quatre immenses ballons se gonflant et se dégonflant sans arrêt ; ils ressemblaient à quatre géants dont on aurait dit qu'ils gardaient l'entrée d'une cité galactique... A elle seule, l'usine rassemblait toutes les formes futuristes avec ses tuyaux, ses échelles, ses antennes. L'ocre jaune de l'antirouille rivalisait avec le gris blanc et le noir en lui conférant un caractère lugubre* (11). »

S'ils se laissent parfois impressionner par l'écriture, en revanche, ils n'ont rien à apprendre des auteurs établis en littérature quant aux thèmes qu'ils abordent. Au contraire. Outre l'oppression et la révolte, qui sont dans leurs livres comme dans leur vie, leurs romans s'animent de figures extraordinaires comme on n'ose plus en peindre, même dans la littérature bien-pensante.

Partout, le père. Figure terrifiante et adorée, c'est lui qui s'est exilé, c'est lui qui est humilié, c'est lui qui décide, c'est lui qui se tait. Pas plus gênés là qu'ailleurs, ces enfants de nulle part n'ont pas la moindre retenue pour crier leur amour du père avec, pour résultat, les images les plus lumineuses de la paternité qu'on ait produites pour tous publics depuis Cavanna. La mère aussi est une figure centrale. Puis les frères, les cousins, les copains, le groupe. Les enfants de l'immigration, qu'on nous présente comme menaçant nos valeurs morales, nous donnent des leçons inégalées d'amour filial et de fraternité.

De la galère quotidienne au voyage initiatique

MOMENTS de chaleur qui renvoient à un autre paradis, lui aussi perdu, celui du pays d'origine. C'était la grande nouveauté du mouvement beur, et un passage obligé des romans qu'il a produits : on ne tue plus le père, mais on se débarrasse du pays, une fois pour toutes. Pas un de ces héros, sauf Georgette, mais elle est trop petite, qui ne fasse un détour par le bled, le vrai pays des vraies racines... mais pour lui régler son compte : l'Algérie n'est pas le lieu où ils peuvent vivre.

Puisqu'on a perdu son pays et que le nouveau ne veut pas vraiment de vous, reste l'errance. De la galère quotidienne sans but précis au voyage initiatique, de l'évasion par le rêve au stage volontaire en Kabylie, nos héros arpentent les trottoirs des banlieues comme leur ancêtre maigrichon les routes de la Manche.

Le père, la mère, les amis, l'enfer que l'on vit, le paradis qu'on rêve : entrés en force et par hasard en littérature, riches de valeurs ici oubliées et nantis d'un bel appétit, ils se sont sans vergogne attaqués à tout ce qui s'écrit depuis des millénaires, sans se demander une seule seconde si d'autres l'avaient dit avant eux. Ce qui ne manque pas de faire désordre.

Pourtant, plus de roman publié. On sait qu'ils sont nombreux derrière la petite vingtaine d'élus qui ont eu leur nom sur une couverture cartonnée. Goût d'écrire pris à l'école et désir de dire, les jeunes issus de l'immigration produisent beaucoup. Faudra-t-il attendre une nouvelle Marche, ou une quelconque catastrophe raciste pour que paraissent à nouveau quelques titres ?

* *Journaliste, ancien rédacteur en chef du mensuel Différences.*

(1) Nacer Kettane, *le Sourire de Brahim*, Denoël, Paris, 1985.

(2) Mehdi Charef, *le Thé au harem d'Archi Ahmed*, Mercure de France, Paris, 1983 ; Leïla Sebbar, *Sherazade*, Stock, Paris, 1982 ; Driss Chraïbi, *la Mère du printemps, Le Seuil, Paris, 1984.*

(3) Sakinna Boukhedenna, *Journal : Nationalité immigrée*, L'Harmattan, Paris, 1986.

(4) Akli Tadjer, *le Passager du Tassili*, Seuil, Paris, 1984.

(5) Azouz Begag, *le Gone du Chaâba*, Seuil, Paris, 1984.

(6) Farida Belghoul, *Georgette*, Bernard Barrault, Paris, 1986.

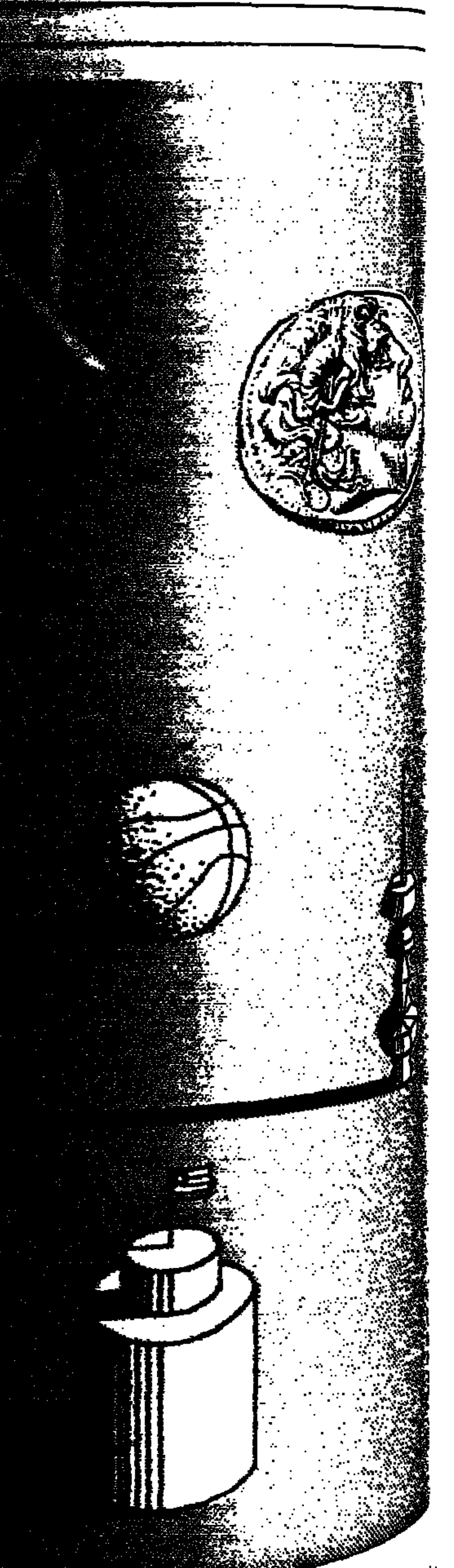
(7) Medhi Lallaoui, *les Beurs de Seine*, Arcantère, Paris, 1986.

(8) Ahmed Zitouni, *Aimez-vous Brahim*, Belfond, Paris, 1986.

(9) Ahmed Kalouaz, *Point kilométrique 190*, L'Harmattan, Paris, 1986.

(10) Ahmed K, *L'Encre d'un fait divers*, Arcantère, Paris, 1984.

(11) Nacer Kettane, *op. cit.* (voir note 1).



Une certaine manière de voir...

Par CLAUDE JULIEN

AU mois d'octobre 1987, nous invitions nos lecteurs à alimenter un fonds spécial intitulé « Lecteurs solidaires », destiné à servir gratuitement des abonnements dans des pays du tiers-monde qui interdisent ou limitent strictement les sorties de devises. Cet appel a été largement entendu. « *Mes modestes ressources ne me permettent pas de m'abonner personnellement,* répond un étudiant, *mais voici un mandat de 50 francs pour envoyer le journal à une institution africaine qui en aurait besoin.* » En douze mois, les dons ainsi reçus ont atteint le total de 52 366 francs.

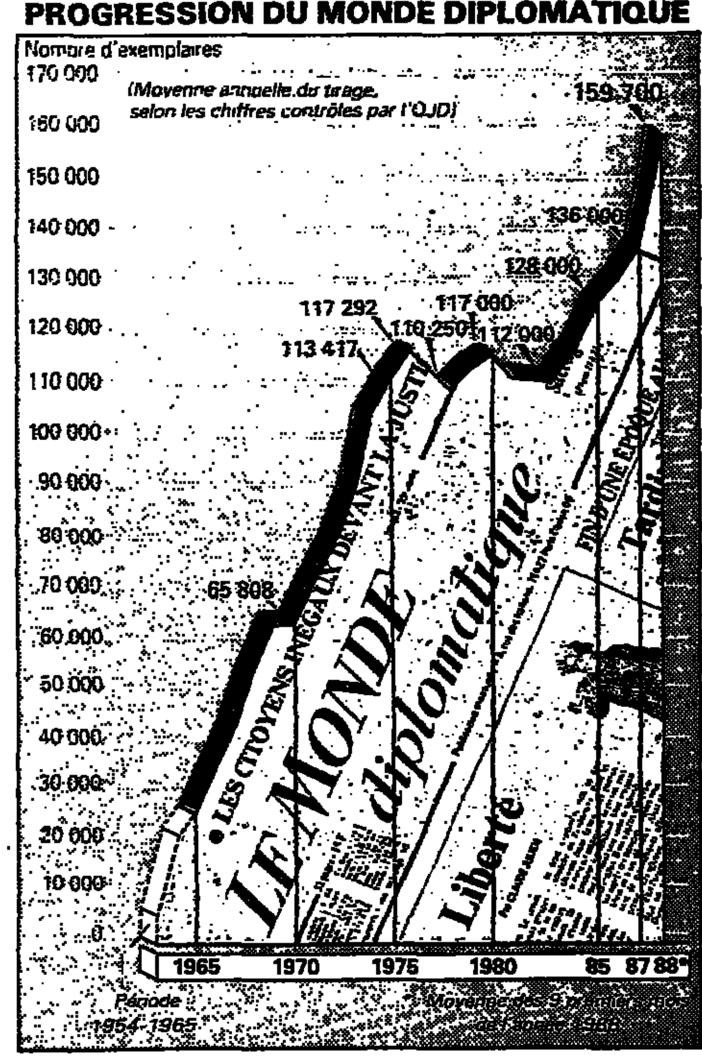
Les remerciements qu'expriment les destinataires s'adressent aux lecteurs qui ont ainsi voulu faire partager à d'autres la satisfaction intellectuelle qu'ils éprouvent eux-mêmes à la lecture de ce journal. Ils s'adressent aussi aux membres du comité de gestion des fonds qui, de par leurs activités, constatent en de nombreux pays une intense soif de connaître et une ferme volonté de comprendre, si difficiles à satisfaire : ressources insuffisantes, souvent dérisoires, pour l'information et la recherche; moyens fabuleux odieusement dilapidés dans ce « matraquage médiatique » qui, mêlant affairisme et mépris du public, détourne de leurs fins les plus merveilleuses technologies de la « communication ».

Vous souhaiterez maintenant donner à « Lecteurs solidaires » la possibilité de poursuivre l'effort entrepris : renouveler les abonnements déjà servis, étendre la liste des destinataires. Merci.

A l'écart de toutes les modes, des engouements factices, d'un vedettariat aux relents d'argent, de toutes les facilités et complaisances qui affadissent la vie sociale, nous avons d'humbles raisons d'aller à contre-courant.

Le lecteur, dit-on d'abord, n'a plus guère le temps de se concentrer et réclame des articles courts : nous lui offrons des textes longs, étayés par un copieux appareil de références, car nous n'acceptons pas de traiter superficiellement, en quelques paragraphes, des questions aussi complexes que les rapports de force stratégiques Est-Ouest, les bouleversements qui surviennent en diverses régions du monde, l'avenir de l'Europe, les inégalités incrustées dans les sociétés industrialisées, ou l'extrême fragilité des marchés financiers (1), etc.

PROGRESSION DU MONDE DIPLOMATIQUE



Le public, ajoute-t-on non sans raison, apprécie la formule magazine qui, se voulant attrayante, accorde une large place aux photos et, trop souvent, leur sacrifie le texte. Eh bien ! nous faisons un véritable journal car l'écrit est, et de loin, le meilleur instrument d'information et d'analyse, les téléspectateurs sont gavés d'images, et nous savons que nos lecteurs aiment réfléchir avec nous... fût-ce pour contester nos conclusions. Dans le bruit et la fureur médiatiques, la réflexion à laquelle nous tentons de contribuer, devient un privilège d'autant plus précieux que fort rare.

Les vastes audiences, poursuit-on avec assurance, se cabrent devant les termes techniques, se rebiffent à la simple vue d'arides tableaux chiffrés, souhaitent un langage « quotidien ». Non sans quelque condescendance, on s'adresse donc à des citoyens responsables en prenant grand soin de ne pas utiliser plus de sept cents ou huit cents mots relevant de la conversation banale. Mais le « quotidien » n'est jamais banal : de plus en plus complexe, technique, scientifique, il requiert un vocabulaire précis. Il exige surtout, pour être compris dans toutes ses mutations, un réel effort intellectuel. Qui oserait le refuser ?

Si la modernité ne peut s'exprimer que par des articles courts, des photos tapageuses ou aguichantes, un vocabulaire simplifié jusqu'à la débilité, alors, avec détermination, nous nous proclamons rétrogrades. Sans aucune honte.

IL ne suffit pas de voir. Il faut aussi savoir regarder. Deux observateurs témoins du même événement ne le perçoivent pas sous le même angle, lui attribuent des causes différentes, en tirent des conclusions qui peuvent varier à l'infini. Ainsi le veut la riche diversité de la nature humaine. Mais voilà que surgissent d'étranges niveleurs, aux allures de faussaires, qui, au nom d'un supposé « professionnalisme » journalistique, se drapent présomptueusement du manteau de l'« objectivité ». Ils ne sont pas dupes de cette comédie qu'ils se jouent à eux-mêmes avant de la jouer à leurs lecteurs. N'ignorant ni leurs préjugés, ni leurs partis pris, ils s'efforcent de les camoufler sous une apparente neutralité.

Nous avons nos propres passions. Nous ne songeons nullement à les dissimuler. Nous les affichons : respect de l'intelligence, volonté de justice et de solidarité. Et, dans le flot d'informations qui nous submergent tous, nous cherchons avec obstination les indices qui défient nos principes, compromettent les valeurs auxquelles nous croyons. Nos priorités ne fluctuent pas au gré des événements, mais ceux-ci inspirent de nouvelles recherches, plus exigeantes encore, suscitent de nouveaux efforts, stimulent une nouvelle réflexion. Ils ne sauraient en rien ébranler nos convictions, nos objectifs, notre conception de la société et du monde.

Nous ne prétendons pas avoir raison. Nous ne clamons pas que nos ambitions sont les seules valables. Mais ce sont les nôtres. Et nous y tenons. Aux lecteurs qui, avec quelque hargne, contestent nos prises de position et nous accusent de trahir – de trahir en vrac l'Occident, sa civilisation, l'héritage chrétien, les Lumières, la démocratie, la paix, le socialisme, le progrès, etc. – je réponds, par une lettre personnelle, qu'ils ont tort de s'énerver ainsi, que le plus simple est de renoncer à la lecture irritante de ce journal qui dérange leur confort intellectuel. Qu'ils ne soient pas masochistes : ils trouveront sans peine, au kiosque le plus proche, quantité de publications qui leur offrent très précisément ce qu'ils ont envie de lire. Ils seront comblés...

Leurs lettres acerbes sont heureusement noyées sous le flot *de courrier enthousiaste et amical qui dit une chose simple : nos* indignations, nos colères, nos espoirs, nos propositions, nos obstinations sont partagés par de nombreux lecteurs en France et à l'étranger. Les uns se contentent, souvent en termes émouvants, de nous remercier tout simplement d'exister. Les autres nous font part de leurs critiques, de leurs réflexions, de leurs suggestions. Ce constant dialogue fait la richesse de ce journal.

Je ne sais si les mécontents suivent mon conseil lorsque je les invite cordialement à cesser de nous lire. Je veux l'espérer... Car alors ils ne seraient pour rien dans l'accroissement de notre tirage qui, d'octobre 1987 à octobre 1988, est passé de 145 500 à 170 000 exemplaires. Cet élargissement de notre diffusion traduit le malaise qui étreint cette société, mais aussi un sursaut, une volonté de ne pas se résigner devant des évolutions que les gouvernements, ne parvenant pas à les maîtriser, voudraient présenter comme inéluctables.

Inéluctables ? Si la modernité s'identifie à un centrisme mou, au flou d'un consensus faussement rassurant, à un économisme toujours disposé à sacrifier quelque chose d'humain, à un dédain apitoyé pour les peuples défavorisés, à une grossièreglorification des « gagneurs », au culte populiste de bien banales vedettes – toutes choses qui ne vont pas sans un abaissement de la pensée, sans une paresse de l'esprit, – alors, avec détermination, une fois de plus, nous nous proclamons rétrogrades. Là encore, sans aucune honte.

LE MONDE diplomatique
LE DIRECTEUR

Madame, Monsieur,
Nombreux sont mes lecteurs qui ont entendu l'appel que je vous lançais l'an dernier, vous invitant à vous abonner. Soyez-en remerciés. Je vous rappelle simplement que la distribution nous coûte, au kiosque, 44 % du prix de vente, alors que, par abonnement, elle ne dépasse pas 28 %. Songez-y.
Par avance, je vous remercie.
Claude Julien

SANS trop prendre de gants, chacun de nos numéros exprime notre propre « manière de voir ». Sous ce titre, nous avons lancé nos deux premières plaquettes d'une centaine de pages, dont le succès a dépassé notre attente : chacune d'elles a été vendue à plus de 32 000 exemplaires (2). Le numéro trois de *Manière de voir* sortira le mois prochain sous le titre *la Communication victime des marchands*. Outre des textes déjà publiés dans nos colonnes, il comportera, comme les suivants, des études inédites qui permettront une meilleure compréhension du sujet traité.

L'affairisme qui domine ostensiblement le monde de la « communication » exaspère chaque jour de nouvelles couches de la population. Quel que soit le nombre de dépliants, prospectus et offres mirobolantes qui déboulent dans leur boîte aux lettres, les citoyens savent bien que l'information, l'enquête, l'analyse, la réflexion, la culture, etc., ne sont pas la matière première de « produits » que l'on pourrait vendre à coup de slogans publicitaires et d'astuces commerciales. Ils découvrent aussi que certains grands groupes de presse, dont on vantait naguère l'efficace gestion, accusent des dettes, des découverts et des pertes considérables. Sans bruit, modestement, les comptes du *Monde diplomatique* – qui dispose des services généraux du *Monde* quotidien et les rémunère – sont équilibrés. Ils enregistrent même une marge bénéficiaire qui, garantissant notre indépendance, nous satisfait. Ainsi se poursuit dans une relative sécurité financière l'aventure intellectuelle que ce journal a entreprise voilà plus de trente-quatre ans.

C'est donc sans calcul lucratif que nous intensifions nos efforts de rayonnement, notamment en direction du tiers-monde. Notre édition en langue espagnole, d'abord réalisée à Mexico, a été gravement compromise par l'odieux assassinat, en 1986, de notre ami Ivan Menendez. Nous l'avons provisoirement transférée à Buenos-Aires (3) en attendant de l'installer, dans quelques mois, à Madrid. Son tirage mensuel moyen est de 20 000 exemplaires.

Dans le même souci de mettre notre « manière de voir » à la disposition de lecteurs non francophones, nous venons de conclure un accord pour une édition du *Monde diplomatique* en langue arabe. Son siège social est établi en Suisse (4), l'impression est réalisée en Tunisie. Le premier numéro sort ce mois d'octobre, avec un tirage de 10 000 exemplaires.

Francophones ou non, les amis de ce journal sont donc de plus en plus nombreux. Fort heureusement, nous n'avons pas que des amis. Pour l'article intitulé « L'art de la désinformation », publié dans notre numéro de mai 1987, l'Institut d'études de la désinformation (IED), que j'avais vertement pris à partie, m'a fait condamner pour injures publiques et diffamation. Coût : 81 000 F. A ma connaissance, ce verdict n'a été annoncé et commenté, mais avec quelle délectation !, que dans la presse d'extrême droite : par la *Lettre* de l'IED, bien entendu, ainsi que par *National Hebdo* et *Présent* (Front national), *Minute*, *Chrétienté et solidarité*, etc. Le procès en appel a été plaidé le 21 septembre. Lorsque le jugement sera rendu, nous vous en informerons. Le devoir d'irrespect doit parfois aller jusqu'à l'insolence. Celle-ci aurait donc un prix ? Pourquoi pas... Il faut savoir payer ses plaisirs.

Nos recettes publicitaires ne représentant que 6 % de notre chiffre d'affaires, nos lecteurs sont notre meilleur soutien, nos meilleurs diffuseurs. Ils parlent autour d'eux du *Monde diplomatique*, le font connaître à leurs amis. Nous comptons sur eux beaucoup plus que sur toutes les techniques de marketing et de publicité. Au nom de la très petite équipe du *Monde diplomatique*, je leur dis ma confiante gratitude. Grâce à eux, nous allons encore progresser.

(1) A cet égard, et ce n'est là qu'un exemple, nos lecteurs n'ont pas pu être pris au dépourvu par le « hoquet » boursier d'octobre 1987, et ils savent que le véritable « krach » est encore à venir.

(2) Leurs titres : *Des sociétés malades de leur culture* et *Le Libéralisme contre les libertés*. L'exemplaire : 38 F.

(3) *Le Monde diplomatique en español*, 25, de Mayo 586, 5e Piso, 1002 Buenos-Aires, Argentine (Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays.)

(4) Voir l'encadré page 29.

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé l'an dernier un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes (bibliothèques, centres de recherche, universités, groupements associatifs, organisations humanitaires) situés dans des Etats qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable. Un comité de gestion de ce fonds a été mis en place, constitué par Mme Claire Brisset (qui travaille dans une grande organisation internationale), MM. Jacques Chonchol (ancien ministre chilien, directeur à Paris de l'Institut des hautes études d'Amérique latine), Pierre de Charentenay, Achille Mbembe (auteur camerounais) et Edmond Jouve (professeur à Paris-I).*

Solidarité, et non charité ! De nombreux lecteurs ont compris le sens de l'appel, auquel ils continuent de répondre avec autant de générosité que de régularité. A la fin de septembre, 52 366 F avaient déjà été reçus, ce qui nous a permis d'établir 163 abonnements, dont 60 en Amérique latine, 91 en Afrique-Proche-Orient, 11 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

Le courrier que nous recevons montre à quel point ce type de solidarité est utile – pour leur information et leurs travaux – aux organismes abonnés, dont les responsables et les usagers tiennent à remercier, à l'autre bout de la « chaîne », nos lecteurs.

L'appel à la solidarité continue. Il s'adresse aux lecteurs qui, découvrant cet appel, se sentent concernés et en ont les moyens. A ceux aussi qui ont, depuis un an, participé au mouvement et qui, s'ils le désirent et le peuvent, continueront de faire bénéficier de leur aide d'autres institutions, ou permettront le renouvellement d'abonnements à celles qui ne pourraient elles-mêmes prendre le relais avec leurs fonds propres.

M. ou Mme ....

no ......, rue ....

à .... Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal

la somme de :

☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.

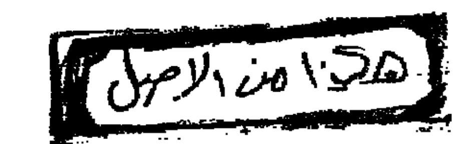
☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.

☐ 343 F pour un abonnement en Asie.

ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).





« DE GAULLE OU L'ÉTERNEL DÉFI »
de Jean Lacouture et Roland Mehl

Témoignages sur une épopée

Par le général GEORGES BUIS

NOTRE temps est avide d'histoire. De toutes les formes de l'histoire. Ce besoin a fait naître des collections faisant un retour en tout genre sur le passé. Dans le même temps, il nous a ouverts à l'histoire immédiate.

Serrant l'événement au plus près, Jean Lacouture, avec son *De Gaulle*, s'était fait l'écho moderne et exigeant de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, d'Adolphe Thiers. Ainsi le balancier se trouvait-il équilibré entre les deux géants qui marquèrent la France des temps modernes.

Mais l'image, le micro, ont habitué au *témoignage* direct, qui sous-tend l'analyse et la synthèse de l'historien. S'agissant de Charles de Gaulle, sa stature de « *rebelle* », de « *politique* » de « souverain », s'est dressée au milieu de *notre* siècle au point de faire figure de colossal dolmen. Vers l'homme de guerre et d'Etat les regards des Français, et ceux aussi de beaucoup d'autres peuples, convergent avec admiration ou méfiance, avec une haine recuite ou une confondante tendresse. Voici qu'ils se tournent sur l'homme même. Ils veulent en savoir *tout ou, du moins, presque tout*, c'est-à-dire toujours davantage.

Ce « davantage », les témoignages colorés ou coléreux, souriants ou distants, toujours admiratifs en fin de compte à travers même les allergies obstinées, l'ouvrage de Jean Lacouture et Roland Mehl, *De Gaulle ou l'éternel retour* (1), nous l'apporte pour l'essentiel. Ils sont en effet cinquante-six survivants : Français, Anglais, Américains, Allemands, Maghrébins, Proches ou Extrême-Orientaux – et l'on en passe – qui s'acharnent avec un entrain étonnant à dire « leur » vérité sur les moments-clés de ce qu'il faut bien appeler une épopée. En 522 grandes pages, presque toutes les péripéties du milieu du siècle tumultueux et sanglant qui vient de secouer la France sont précisées par les personnalités affirmées (ou quasi anonymes) qui les ont vécues aux côtés du grand homme ou face à lui.

Pour nous offrir *in extenso* ces contributions parfois neuves donc inestimables, les auteurs ont choisi la démarche thématique. Ainsi, chacun, au fil des récits, pourra conforter son admiration ou s'enkyster dans de vieilles haines.

Point n'est question de dresser ici un inventaire des événements et des hommes. Quelques exemples suffiront. Comment comprendre les heures, où, à la Libération, se cimenta l'unité des Français sans lire les phrases charnelles de Serge Ravanel, les contributions spontanées ou contrôlées des chefs communistes de la Résistance : Rol Tangy, Charles Tillon ?

Comment, pour beaucoup, ne pas *découvrir le général Dulac*, remarquable analyste placé en position de joint souple entre l'armée d'Algérie et l'homme de Colombey, puis de l'Elysée ? S'agissant de l'épisode de Baden-Baden, comment ne pas recevoir de plein fouet les commentaires à l'état brut du général Massu ? Comment ne pas entendre Richard Nixon, Henry Kissinger, le général Walters sur les chambardements qu'apportèrent les décisions comme les déclarations du général de Gaulle non seulement pour ce qui concerne l'Europe mais encore pour l'évolution de la stratégie globale ? Pourquoi ne pas goûter, sur ce même sujet, les pertinences de Michel Jobert, les analyses difficiles à révoquer en doute de Maurice Couve de Murville, ou encore telle conclusion d'Hervé Alphand ? Et tous les autres : compagnons, résistants de tout poil, collaborateurs douillets, ennemis enracinés ?

Il ne manque – mais cela ne peut chagriner qu'une pincée d'hommes à qui il suffit, dans leur cœur, d'avoir été les premiers soldats de la France combattante – que les témoignages sur l'époque, pour eux, héroïque : « 40-41 », l'Afrique, la Syrie, le *Western Desert* (Libye, Cyrénaïque, Tripolitaine), la Tunisie. Ajoutons donc, de notre chef, à ces 500 pages indispensables, les trois lignes sentimentales qui ouvrent l'évocation qu'a faite Paul Repiton-Préneuf de la prise d'armes des Forces françaises libres rassemblées pour la première fois devant de Gaulle, à Quastina, en Palestine, le 2 ou le 3 juin 1941, à la veille de la « douloureuse guerre de Syrie » : « *Alors, sous ce même soleil qui rendit fou Samson attaché à la meule, on vit s'avancer vers la longue silhouette...* » Pour ceux qui « s'avançaient » ce jour-là et dont il reste peu, il n'y eut plus jamais de défilé qui vaille.

(1) Jean Lacouture et Roland Mehl : *De Gaulle ou l'éternel défi*, Seuil, coll. « L'histoire immédiate », Paris, 1988, 519 pages, 129 F.

« LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE »
de François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon

Du conformisme idéologique

Par MAX GALLO *

DEUX historiens (François Furet, Jacques Julliard) et un sociologue (Pierre Rosanvallon) pour analyser, en trois essais distincts, le « *tournant français* », c'est-à-dire cette « *ère du vague, du mou* » dans laquelle nous vivrions ce moment qui marquerait « *la fin de l'exception française* » (1). « *Nous rentrons dans le rang* », écrivent-ils, et c'est cette « *banalisation de la politique française* » que les trois auteurs, chacun autour d'un thème (« La France unie » – « La course au centre », « Malaise dans la représentation »), entendent décrire.

Le résultat ? Trois textes qui, sur le mode académique, balisent les larges allées des idées rebattues depuis cinq ou six ans. Certes les auteurs ont une culture spécialisée, et leurs essais ont plus de densité que des éditoriaux écrits au fil de l'actualité. Mieux, ils sont riches de points de détail, de réflexions pertinentes (par exemple les analyses de Furet sur le rôle et le déclin du gaullisme, celles de Julliard sur la constitution en France d'une « *super-élite* », celles de Rosanvallon sur les rapports entre la sphère politique et la société).

Mais ces buttes témoins d'un savoir sont ensevelies, sous le conformisme idéologique. C'est qu'en effet les limites et les implicites de ces essais sont flagrants. Les auteurs n'explorent que le champ du politique, comme si la période ne se caractérisait pas d'abord, depuis près de deux décennies, par la décomposition d'une organisation séculaire du monde (aux plans scientifiques, technologique, des modes et des lieux de production, etc.) et par la recomposition d'un autre paysage.

Voilà pourtant, pour des historiens et des sociologues, un terrain capital d'analyse, un mouvement de longue durée, dont il faudrait repérer les conséquences – plus ou moins différées et masquées – dans les domaines politique et culturel. Ne serait-ce pas là l'assise pour l'élaboration d'une « politique positive », si chère à Saint-Simon et si souvent invoquée ? Ce déracinement des auteurs vaut d'ailleurs pour le passé. *Ils parlent du jacobinisme*, du saint-simonisme, du républicanisme et même du gaullisme, comme si ces attitudes, ces idéologies s'étaient élaborées hors de la dure sphère des conflits sociaux, sans la grande fête des profits – sous la monarchie de Juillet et le Second Empire, par exemple – et sans la misère ouvrière : 1840, ce n'est pas seulement Proudhon mais Villermé.

On pourrait multiplier les exemples de ce parti pris idéologique. L'un des plus nets concerne le projet de loi Devaquet et les manifestations qui ont suivi : « *farce lycéenne* », selon Furet. On peut y voir au contraire – avec Edgar Morin – le « *ressourcement* » d'une collectivité à ses valeurs fondatrices – ici l'égalité. Mais l'analyse sarcastique de Furet sur décembre 1986 révèle, en fait, le noyau commun aux trois auteurs : il y a, pour les démocraties, une « norme », un modèle, et la spécificité française est une aberration et un archaïsme en voie de disparition. La « *France molle* » d'aujourd'hui annonce ainsi pour Rosanvallon « *la normalisation de la France par rapport aux démocraties anglo-saxonnes dans lesquelles la politique est depuis longtemps singulièrement refroidie* ».

Enfin, dernier tour de passe-passe, cette « *normalisation* » serait un pas vers « *la politique rationnelle* », et l'idée centriste – selon Julliard – « *une renaissance de l'utopie rationnelle dans un univers politique menacé d'effondrement par insignifiance* ». Et si cette normalisation était une régression ? La question n'est jamais posée. Et d'autant plus facilement qu'on oublie la « réalité », la nôtre et celle du modèle, les inégalités féroces qui les déchirent. On peut dès lors, dans le ciel des idées, évoquer Renan, *l'Avenir de la science*, son apologie du gouvernement rationnel, écrit en 1848-1849. Et négliger de parler de ce qui l'« encadre » : les massacres de juin 1848 et le coup d'Etat du 2 décembre. Mais Napoléon III n'était-il pas entouré de saint-simoniens et, dit-on, saint-simonien lui-même ?

* *Ecrivain, ancien ministre.*

(1) François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *la République du centre*, Fondation Saint-Simon, Calmann-Lévy, Paris, 1988, 182 pages, 89 F.

Dans les revues...

■ FOREIGN POLICY. – Une étude sur les difficultés qu'auront de « nouveaux pays » à s'industrialiser et une série d'articles sur la politique étrangère américaine après Reagan. (N° 72, automne 1988, trimestriel, 5,75 $. – Box 984, Farmingdale, NY 11737-9844, Etats-Unis.)

■ WORLD POLICY JOURNAL. – Quel avenir pour l'économie américaine ? Quelle attitude Washington devrait avoir face à la puissance nucléaire israélienne ? (Eté, 1988, trimestriel, 5,25 $. – 777 United Nations Plazza, New-York, NY 10017.)

■ DEFENSE NATIONALE. – Un groupe d'officiers de l'Ecole supérieure de guerre exposent leur point de vue sur le rôle que la France pourrait jouer en Europe à l'horizon 2005. A lire également un article de Régis Menu, « La France puissance caraïbe ». (Septembre, mensuel, 40 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris).

■ PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX. *Un dossier constitué par Olivier* Frayssé sur « Les Etats-Unis et le monde. Où en est l'empire américain ? » (N° 590, 2 septembre, 24 numéros par an, 24 F. – La Documentation française, Paris.)

■ DAMOCLÈS. – « Les progrès sur les chemins du désarmement » : un dossier technique sur l'état des travaux et les forces en présence. (N° 33, juin-juillet, bimestriel, 20 F. – BP 1027, 69201 Lyon Cedex 01.)

■ MEDECINE ET GUERRE NUCLÉAIRE. – Compte rendu des rencontres de Montréal sur l'armement et le risque nucléaires. (Vol. III, n° 3, 3e trimestre 1988, trimestriel, 20 F. – 5, rue Las-Cases 75007 Paris.)

■ REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ÉCONOMIQUE. – Un dossier sur l'Europe de 1992, avec notamment une étude sur la politique régionale et une évaluation du rapport Cecchini sur le coût de la non-Europe. (N° 3, juillet, bimestriel, 250 francs belges. – Monique Huybrechts-Deroubaix, chemin ducal, 41 B-1970 Wezembeek.)

■ LA REVUE NOUVELLE. – Tout le numéro est consacré à l'URSS du changement. A lire : « Leningrad, sur les barricades de la perestroïka », par Jean-Marie Chauvier. (N° 9, septembre, mensuel, 280 FB. – Rue Potagère 26, 1030 Bruxelles.)

■ LA VIE INTERNATIONALE. – L'intervention soviétique en Afghanistan fut « un acte purement médiéval » : c'est du moins ce que dit l'écrivain soviétique Prokhanov dans le mensuel de politique mondiale publié à Moscou, en français, en russe et en anglais par le ministère des affaires étrangères. (N° 8, mensuel. – Edition française. 14, Gorokhovski pereoulok, Moscou K-64.)

■ LA NOUVELLE ALTERNATIVE. – Le texte intégral du « document secret » du comité central du Parti communiste tchécoslovaque sur l'état de l'opposition. (N° 11, septembre, trimestriel, 60 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

■ LA VOIE DU SOCIALISME. – La démocratie et la crise, la « science enrôlée » et une analyse marxiste des réformes économiques en URSS. (N° 3, 1988, 3 numéros par an, 40 F. – ADM, BP 275, 93511 Montreuil Cedex.)

■ M. Sud-Nord : « *la Dette et après ?* » Des interrogations sur le développement. (N° 22, 10 numéros par an, août-septembre, 35 F. – 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)

■ ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS. – Une livraison consacrée aux innovations financières, aux structures de financement et à la politique monétaire. (Cahiers de l'ISMEA, série MO « Economie monétaire », n° 6, juin, mensuel, abonnement d'un an : 1 144 F. – 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)

■ REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL. – A signaler : les incidences sociales et économiques dans les pays producteurs des variations de prix du pétrole, le bilan des contrats emploi-formation en France de 1975 à 1985, les incidences sur l'emploi, au Canada, des entreprises utilisant la conception ou la fabrication assistée par ordinateur. (Vol. 127, n° 4, juillet-août, bimestriel, 100 F. – Publications du BIT, Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22.)

■ MONDES EN DÉVELOPPEMENT. – Une livraison entièrement consacrée aux « perspectives de développement de la région andine : le cas de l'Equateur ». (N° 60, juillet, trimestriel, prix non indiqué. – Institut de sociologie, Avenue Jeanne 44, B-1050 Bruxelles.)

■ LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL. – Un dossier d'actualité : « Compétition sportive et droits de l'homme » et une étude sur la violation de ces droits au Brésil. (N° 23, octobre, mensuel, 14 F. – 4, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris.)

■ NACLA. – Une étude sur les relations et l'influence des syndicats américains (AFL-CIO) et l'Amérique latine. (Vol. XXII, n° 3, juin, trimestriel, 3,5 dollars. – 475, Riverside Drive, Suite 249, New York, NY 10115.)

■ VIVANT UNIVERS. – Un numéro spécial consacré au Chili. A lire, en particulier, un article de M. Claude et C. Larrain sur « Néolibéralisme et dictature ». (N° 377, septembre-octobre, bimestriel, prix non indiqué. – 115, ch. de Dinant, Namur, Belgique.)

■ NON-VIOLENCE ACTUALITÉ. – La résistance indienne au Guatemala, et « le Pays Basque écartelé ». (N° 117, septembre, mensuel, 15 F. – 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.)

■ LA LETTRE DE SOLAGRAL. – Le point sur l'agriculture chilienne « dans le champ du politique » : « Exporter ou manger ? » (N° 73, septembre, mensuel, 16 F. – 13 Bd Saint-Martin 75003 Paris.)

■ HARPER'S. – Une cruelle étude sur la presse en Amérique centrale qui fait un usage fort curieux de sa liberté dans les pays, dits libres, proches des Etats-Unis. (Août, mensuel, 2 dollars. – P.O. Box 1937, Marion, OH 43305 Etats-Unis.)

■ CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. – Deux dossiers : le nécessaire partage des terres en Amérique latine, et le Zaïre, « le pari de la dignité ». (N° 308, septembre, mensuel, 26 F. – 163 Bd Malesherbes, 75017 Paris.)

■ REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE. – Des études sur l'Etat et les conflits en Angola, en Ethiopie et au Tchad ; sur l'émergence des nationalismes en Inde et sur les résultats des élections britanniques de juin. (N° 4, août, bimestriel, 90 F – 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07.)

■ CAHIERS DE SOCIOLOGIE ÉCONOMIQUE ET CULTURELLE. – Comment les associations villageoises de développement deviennent des partenaires de la phase « après-barrages » dans la vallée du Sénégal : et comment adapter les techniques à l'industrialisation du tiers-monde. (N° 9, juin, semestriel, 60 F. – INHSEPP, 56, rue Anatole-France, 76600 Le Havre.)

■ COUMBITE. – Un article sur le Mozambique, un autre sur la nécessaire réappropriation par les peuples africains de leur histoire réelle. (Juillet, trimestriel, 10 F. – CO David Gakunzi, 11, rue du Moutier, 93400 Saint Ouen.)

■ AFRIQUE CONTEMPORAINE. – Un stimulant article de Jacques Bureau sur l'Ethiopie « de la junte à la République » et une chronique de René Pélissier consacrée à des ouvrages sur l'Afrique lusophone. (N° 147, troisième trimestre 1988, trimestriel, 35 F. – La Documentation française, Paris.)

■ SOONINKARA. – Magazine de l'Association pour la promotion de la langue et de la culture soninké : présentation du pays soninké (réparti entre Mali, Mauritanie et Sénégal). (N° 1, troisième trimestre, trimestriel, 10 F. – 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris.)

■ FOI ET DÉVELOPPEMENT. – Une étude d'Achille Mbembe : « Etat, violence et accumulation. Leçons d'Afrique noire ». (N° 164-165, août-septembre, 12 F. – Centre Lebret, 39 Bd Saint-Germain, 75005 Paris.)

■ LES TEMPS MODERNES. – Un numéro spécial « Arménie-Diaspora : mémoire et modernité ». (N° 504-505-506, juillet-août-septembre, mensuel, 110 F. – 4, rue Férou, 75006 Paris.)

■ BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE HASSAN HAMDAN. – Un intéressant compte rendu d'un colloque consacré à « la défense de la liberté de l'intellectuel arabe ». (N° 2, août, BP 55, 69340 Francheville.)

■ THE MIDDLE EAST JOURNAL. – Une analyse du problème kurde en Turquie, alors que 100 000 Kurdes irakiens se sont récemment réfugiés dans ce pays. (Vol. 42, n° 3, été 1988, trimestriel, 6,95 dollars. – 1761 N Street, N.W., Washington, D.C. 20036.)

■ JOURNAL OF PALESTINE STUDIES. – Une série d'articles consacrés aux conséquences de l'« intifada » et à son analyse. (N° 68, été 1988, trimestriel, 5,50 dollars. – Georgetown Station, P.O. Box 25301, Washington, D.C. 20077-3343.)

■ HÉRODOTE. – Plus de la moitié de l'humanité vit dans l'« Asie des moussons » : un copieux dossier sur l'Inde, Sri-Lanka, la Birmanie, le Bangladesh, etc. (N° 49, deuxième trimestre 1988, 70 F. – Librairie la Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)

■ EXTRA. – Une édifiante comparaison : comment la presse américaine a rendu compte de la destruction d'un avion sud-coréen par les Soviétiques en 1983 et de celle d'un appareil iranien par les Américains en 1988. (Vol. 2, n° 1 ; juillet-août, 8 fois par an, abonnement un an : 24 dollars. – 130 West 25th St., New York, NY 10001.)

■ LA DÉPÊCHE. – La revue de la Fédération nationale canadienne des communications publie un dossier sur la protection des sources et matériel journalistiques (Bimestriel, septembre, 12 dollars canadiens pour 6 numéros. – 1601, rue de Lorimier, Montréal, Québec, H2K 4M5, Canada.)

■ CARTES SUR CABLE. – Un long entretien avec Ignacio Ramonet sur la culture de masse et l'information, les politiques de communication et les rapports télévision-cinéma. A lire également : un texte de Pierre Bongiovanni sur le quatrième Festival de vidéo de Montbéliard. (N° 15-16, automne, trimestriel, prix non indiqué. – DISC, 26, rue du Marteau, 1040 Bruxelles.)

■ POUR. – On câble, on minitélise. Pour quel contenu, pour quelle mise en relation ? Un dossier complet sur la société de communication. (N° 114, juin, bimestriel, 62 F. – Privat, 14, rue des Arts, 31068 Toulouse Cedex.)

■ REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE. – Le point sur « les réfugiés et les situations conflictuelles » et sur la promotion du droit international humanitaire. N° 772, juillet-août, bimestriel, abon. annuel 30 F. – 17 avenue de la Paix CH-1202 Genève, Suisse.)

■ NOIR ET ROUGE. – Un dossier sur « Génération différences », sur la France multiculturelle et la nouvelle citoyenneté (juin, trimestriel, 18 F. – 65, rue Bichat, 75010 Paris.)

■ ETUDES. – La revue des Pères de la Compagnie de Jésus s'interroge sur la survie du gaullisme, le vote des « beurs », le rock comme « *lieu de culture* ». (Septembre, mensuel, 40 F, 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ ANTHROPOLOGIES ET SOCIÉTÉS. – Un numéro entièrement consacré aux « Questions d'ethnocentrisme ». On lira un texte de Tzvetan Todorov sur « Le projet universaliste » et un autre d'Aline Tauzin sur « Excision et identité féminine ». (Vol. 12, n° 1, juin, trimestriel, 90 F. Université Sainte-Foy, Québec, G1K 7P4, Canada.)

■ LES CAHIERS DU GRIF. – « Femmes aspects de discours, femmes sujets d'histoire » : arracher les femmes à leur statut d'objets. (N° 37-38, 80 F. Editions Tierce, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.)

■ LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. – Un dossier très complet sur les nouvelles technologies informatiques et télématiques d'apprentissage des langues. (Numéro spécial, août-septembre, 8 numéros par an, 75 F, 26, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.)

■ LES CAHIERS DE L'IFOREP. – Un numéro entièrement consacré à la « Culture d'entreprise », au mécénat et à l'analyse des attitudes possibles pour les syndicats et les salariés. (N° 54, mai, trimestriel, abonnement un an 180 F. IFOREP, Bures-Morainvilliers, 78630 Orgeval.)

■ SCIENCE ET TECHNOLOGIE. – Un grand dossier sur la révolution technologique qui bouleverse l'automobile mondiale et sur ses conséquences humaines. (N° 8, septembre, onze numéros par an, 30 F, 14, rue de Savoie, 75006 Paris.)

■ TELECOMS MAGAZINE. – La deuxième partie d'un dossier sur le désordre des satellites en Europe. (N° 16, juillet-août, mensuel, 50 F, 60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris.)

Colloques et rencontres

● LA PAIX INACHEVÉE : UTOPIES, AMBIGUITÉS ET CERTITUDES. Symposium international à Paris, les 7, 8 et 9 octobre, à l'initiative de la Ligue internationale de l'enseignement de l'éducation et de la culture populaire, avec la participation de nos collaborateurs Ignacio Ramonet et Bernard Cassen. *(3, rue Récamier, 75007 Paris. – Tél. : 43-58-97-51.)*

● USA. L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES. Colloque du Centre de formation aux réalités internationales, le 11 octobre à Paris. *(CEFRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. – Tél. : 45-65-25-00.)*

● LIVRE, LECTURE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE. Journées d'étude organisées par Culture et développement les 13 et 14 octobre à Limoges dans le cadre du 5e Festival international des francophonies. *(9, rue de la Poste, 38000 Grenoble. – Tél. : 76-87-18-75.)*

● LES RAPPORTS ENTRE L'OBJET ET LA MÉTHODE EN DROIT INTERNATIONAL. VIIIe Rencontres de Reims, les 15 et 16 octobre, organisées par le Centre d'études des relations internationales de l'université de Reims Champagne-Ardenne. *(Faculté de droit, 57 bis, rue Pierre-Taittinger, 51096 Reims Cedex. – Tél. : 26-08-21-21.)*

● COLLOQUE FRANÇOIS PARTANT. IMPASSE DE LA CROISSANCE, IMPASSE DU DÉVELOPPEMENT, QUELLE ALTERNATIVE ? Conférences, débats et films les 15 et 16 octobre à Lyon. *(Librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon. – Tél. : 78-61-02-25.)*

● LE PSYCHIATRE, LE MALADE, L'ÉTAT. Journées nationales de l'Association française des psychiatres d'exercice privé les 21, 22 et 23 octobre dans la presqu'île de Giens. Claude Julien, directeur du *Monde diplomatique* fera une communication sur le thème « L'homme malade de sa société ». *(59, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris. – Tél. : 43-38-18-41.)*

● L'ÉROSION ET LES PRATIQUES PAYSANNES. Colloque de l'association Agronomes sans frontières, les 21 et 22 octobre à Montpellier. *(49, rue de la Glacière, 75013 Paris.)*

● BONHEUR ET SOCIÉTÉ. Le samedi 12 novembre, au village de vacances de Seignosse (Landes), Claude Julien prononcera sur ce thème une conférence dans le cadre d'une session de formation.

● *CULTURE : DE LA FASCINATION AU MÉPRIS.* Les 18 et 19 novembre, conférences de Claude Julien au Musée de la civilisation, à Québec.

« Le Monde diplomatique » en arabe

A partir du mois d'octobre paraît une édition en langue arabe du *Monde diplomatique*, éditée à Genève. Ce journal, réalisé à partir de la traduction des articles de notre publication, comprendra aussi un cahier spécial original dans lequel seront abordés les problèmes du Proche-Orient et du Maghreb.

Les lecteurs arabophones pourront s'y abonner à l'adresse ci-dessous. Ce nouveau mensuel sera, bien entendu, disponible dans les kiosques de nombreuses capitales non arabes, y compris Paris et Londres.

Le Monde diplomatique, édition arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. Tél. : (4122) 32-25-31. Télex : 28.576.

Prix de l'abonnement : Maghreb, Egypte, Soudan, Syrie, Liban : 60 francs suisses ; autres pays arabes : 45 francs suisses. Europe : 60 francs suisses.

les livres

TERRES VAINES D'AFRIQUE DU SUD

Le cauchemar d'un Blanc

***Le Conservateur*, de Nadine Gordimer (traduit de l'anglais par Antoinette Roubichou-Stretz). – Albin Michel, Paris, 1988, 300 pages, 98 F.**

IL ressemble à El Gringo, celui de la publicité pour une marque de café bien connue : « Un pays, une passion » ; *« Cette terre, je l'ai foulée dans tous les sens, par tous les temps... »* Il est sans doute plutôt bel homme. Puissant. Son sexe évoque, selon lui, la fleur du bananier qui pousse sur sa terre à lui, celle de l'Afrique du Sud, dont il s'est arrogé plusieurs centaines d'hectares.

Homme d'affaires prospère, il s'est en effet acheté le luxe de se muer, le temps de week-ends efficaces, en fermier craint et respecté de tous les *« pauvres diables »* noirs qui travaillent pour lui, pour son seul plaisir, celui d'être le maître, le seul, le seul qui puisse jouir pleinement de l'odeur de l'Afrique, de cette odeur (impression très vive à la lecture du livre) dont il serait difficile de ne pas tomber amoureux.

Par contre, lui, Mehring, le Blanc libéral *« pas tout à fait comme les autres »* au dire de sa maîtresse militante et métisse et de son fils objecteur de conscience, pue. Il pue par tous les pores. Comme l'eau de Cologne (dont il s'asperge) peut puer ; comme une Mercedes conduite en souplesse, une vie de dîners en ville, cocktails, parkings au pied du bureau (on ne voit ainsi pas les Noirs), jets en première classe, etc., peuvent puer. Surtout au pays de l'apartheid. La répulsion pour ce personnage, donc pour ce qu'il incarne, est viscérale.

Mais le dessein de Nadine Gordimer est sans doute plus sophistiqué, plus ambitieux. Elle rappelle qu'en 1974, date à laquelle son livre fut publié, puis interdit (1), *« on n'avait pas encore envoyé l'armée contre les townships »*, mais qu'*« il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que c'était imminent »*.

C'est cette perception des révoltes à venir, non leur répression, bien sûr, qui empoisonne le subconscient de Mehring. C'est son refus absolu de tout changement social (il veut *« conserver »* la terre, donc ses privilèges) qui le mène à la paranoïa, à la folie. Car il pressent que le paradis des Blancs va se transformer en cauchemar. La terre ne lui appartient pas. Elle est *« vaine »* (2). Le cadavre du Noir assassiné trouvé dans sa ferme, enseveli sur place comme un chien, sans sépulture, sans enquête, va revenir polluer l'esprit et l'espace : les lambeaux de chair et d'os, charriés par les pluies diluviennes trouvent là leur revanche, préfigurant la venue d'autres corps, par milliers, qu'il faudra désormais honorer d'un cercueil. Ils semblent dire : *« Je te montrerai la peur dans une poignée de poussière* (2). » La peur de l'homme blanc.

A l'heure où Mgr Desmond Tutu appelle à boycotter les élections municipales prévues pour le 26 octobre, la voie risque d'être plus étroite que jamais pour l'écrivain qui a choisi de *« rester écrivain »* tout en accomplissant son *« geste essentiel* (3) ». Il ne devra pas déchoir, tout en se protégeant de la prison ou de l'exil.

POURTANT, lorsqu'un engagement politique est aussi hautement et clairement exprimé que celui de Nadine Gordimer, lorsque son œuvre (4) (malgré parfois une froideur d'entomologiste), témoigne de son opiniâtreté à dénoncer sur place l'apartheid, on peut espérer qu'elle va continuer à *« élever la conscience des Blancs »*. C'est en effet aux Blancs, faute d'autres moyens, que cette littérature s'adresse, qui n'a pas la prétention de parler du point de vue des opprimés noirs, mais de parler contre les oppresseurs. Il faut là un courage et une ruse que nous autres, tranquillement installés dans nos fauteuils, ne sommes pas encore à même de mesurer.

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Interdit jusqu'à l'obtention en 1975, du prix Booker, à Londres.
(2) T.S. Eliot, *The Waste Land (la Terre vaine*, traduit par Pierre Leyris).
(3) Cf. « Le geste essentiel, la responsabilité politique de l'écrivain », Nadine Gordimer, *le Monde diplomatique*, janvier 1985.
(4) Ont été publiés chez Albin Michel, à Paris : *Un monde d'étrangers ; Fille de Burger ; Ceux de July ; Quelque chose, là-bas.*

AFRIQUE

ÉCRITS SUR LE MAGHREB. – Guy de Maupassant.

★ **Minerve, Paris, 1988, 189 pages, 82 F.**

Voilà tout juste un siècle, en pleine guerre coloniale, un grand écrivain français, sincère humaniste, porte un regard de reporter sur les populations du Maghreb. Guy de Maupassant se démarque sans doute de beaucoup de ses contemporains en dénonçant dans ces *Ecrits* les tragiques erreurs de l'armée française. Il le fait au nom d'une mission colonisatrice qui lui paraît s'imposer. Car les autochtones ne sont que des « barbares », « fanatiques musulmans » ou « juifs sordides », lui inspirant de magnifiques « tableaux » dans le plus pur style orientaliste. La générosité de cœur de l'auteur des *Nouvelles* ou de *Boule de suif* éclate cependant quand il décrit l'oppression qui broie les plus pauvres, soumis à la double exploitation des potentats locaux et des colonisateurs. Et malgré ses préjugés, l'artiste vibre d'émotion quand il rencontre la beauté des lieux de prière et la force impressionnante de la foi musulmane. Que raconterait aujourd'hui un Guy de Maupassant au retour du Maghreb ?

M. P.

DE LA COLONIE EN ALGÉRIE - Alexis de Tocqueville (Présentation de Tzvetan Todorov)

★ **Edition Complexe, Bruxelles, 1988, 180 pages, 49 F.**

Les écrits de Tocqueville sur l'Algérie, dont voici un choix significatif, sont largement ignorés. Ils demandent pourtant à être connus, d'autant qu'ils contribuent à la connaissance de leur auteur lui-même, donc à l'une des plus importantes pensées politiques de son siècle. Il *« se reconnaît dans les principes démocratiques issus de la Révolution française ; il n'est pas évident que la conquête coloniale puisse être justifiée au nom de ces mêmes principes »*. Ce discret humour est de Todorov, dont la préface, tranquillement lucide, éclaire le cheminement du lecteur dans ces écrits où se manifeste une position à la fois radicalement contradictoire et pourtant cohérente. *« Ce qui ne veut pas dire qu'elle est irréprochable. »*

Cette contradiction apparaît avec éclat, en même temps que la vision prophétique de Tocqueville. Il annonçait, en Algérie, une lutte à mort entre Français et Algériens, si les premiers agissaient à l'égard des seconds... de la façon dont ils devaient agir, en effet. Et qui ne fut pas moins celle que Tocqueville approuvait et même préconisait. Au nom de la primauté absolue de l'intérêt national.

Y. F.

PROCHE-ORIENT

L'OCCIDENTALITE. – Djalâl Al-e Ahmad

★ **L'Harmattan, Paris, 1988, 173 pages, 90 F.**

Parmi les penseurs qui ont préparé le terrain intellectuel de la révolution iranienne, Ali Shariati est le plus connu en Europe. Pourtant, d'autres que lui ont largement contribué à miner l'édifice pseudo-moderniste qu'avait édifié le chah, en particulier Djalâl Al-e Ahmad, mort en 1969, dont le pamphlet, *l'Occidentalite*, longtemps diffusé sous le manteau, a servi de point de ralliement à toute une génération. L'occidentalite, néologisme qui comprend à la fois les notions d'Occident, de maladie et de soudaineté, décrit le mal dont souffre son pays, la tentative servile de copier les pays développés. *« Le but de cet essai est de montrer que nous n'avons pas pu sauvegarder notre personnalité historico-culturelle face à la machine et à son inéluctable agression »*, écrit l'auteur dans son prologue. Un des aspects les plus frappants de ce texte est sa filiation tiers-mondiste : il se situe dans la même mouvance que Franz Fanon et dénonce la division du monde en deux, nous dirions aujourd'hui le Nord – comprenant l'URSS – et le Sud ; une pensée qui continue de marquer fortement les hommes aujourd'hui au pouvoir à Téhéran. N'échappant pas aux excès de la polémique et non dénué de certains relents obscurantistes – l'auteur dénonce les *« barbouillages de Picasso et de Dali »* – ce livre offre toutefois une vision saisissante de l'Iran du chah, de ses faiblesses, et laisse prévoir, dans sa conclusion, la fin du régime : *« Lorsqu'approche l'heure du jugement, la Lune se fissure... »* (Le Coran).

ALAIN GRESH.

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 octobre

1er CHINE	Procl. de la Rép. pop.
1er CHYPRE	Fête nationale
1er NIGÉRIA	Fête de l'indépendance
3 RÉP. DE CORÉE	Fête nationale
4 LESOTHO	Fête nationale
7 RÉP. DÉM. ALLEMANDE	Procl. de la Rép.
9 OUGANDA	Fête nationale
12 ESPAGNE	Fête nationale
14 RÉP. DÉM. POP. YÉMEN	Fête de la révolution
21 SOMALIE	Fête nationale
24 ZAMBIE	Fête de l'indépendance
26 AUTRICHE	Fête nationale
29 TURQUIE	Procl. de la Rép.

EUROPE

LE COMPLEXE POLONAIS. – Tadeusz Konwicki (traduit par Hélène Wlodarczyk)

★ **POF/Robert Laffont, Paris, 1988, 95 F.**

Aujourd'hui, la Pologne attend. Elle attend de *« sortir de ce système anormal qui mène à l'absurde »* (Lech Walesa). Un pays en suspens... Après les luttes, l'humiliation des longues files d'attente comme dans le décor du noir roman de Tadeusz Konwicki (1), qui, par sa texture même, volontairement décousue, explique le fameux *« complexe polonais »* : celui-ci émane d'un *« sort tortueux »*, *« d'un sort compliqué, dénaturé comme tout malheur, comme toute misère »*. Il émane d'un complexe de supériorité (*« la Pologne a une sorte de génie »*), qui ne cadre pas avec les réalités historiques des démantèlements successifs, des insurrections brisées. Il émane d'un complexe d'infériorité (*« les Polonais, quand ils pensent, ça les fait toujours dormir »*...) en conflit avec *« la force d'inquiétude éternelle »* qui les maintient en éveil.

De ces conflits de l'âme naît un écrasant sentiment d'irréalité, renforcé par la conscience aiguë d'une appartenance à l'Europe, certes, mais à une Europe *« aveugle, veule, vénale »*, qui ignore la Pologne.

Alors, en Pologne, on essaie de *« trouver un sens au non-sens »*, on fume, on boit, on disserte, tout en faisant la queue...

M.-F. A.

(1) *Ce roman est le premier du cycle politique de l'auteur, avec* la Petite Apocalypse *et* Fleuve souterrain, oiseaux de nuit, tous parus en France chez Robert Laffont. Le réalisateur Costa Gavras tourne actuellement une adaptation de *la Petite Apocalypse*.

RUSSIA AND THE WEST - Gorbachev and the Politics of Reform, Jerry Hough

★ **Simon and Schuster, Londres, 1988, 301 pages, 12,95 livres.**

La révolution bolchevique a été fondamentalement une réaction anti-occidentale et xénophobe ; elle a créé un double rideau de fer en URSS, contre les idées occidentales et contre les forces du marché ; aujourd'hui, M. Gorbatchev veut abattre cette double barrière et il a tous les moyens de réussir. Voici, résumée en quelques mots, la thèse de Jerry Hough, l'un des soviétologues américains les plus originaux et qui ne refuse pas – il y prend même un évident plaisir – à s'inscrire en faux contre les idées dominantes chez ses collègues. Ainsi, il voit dans les intellectuels inassitaits par les réformes la principale opposition à moyen terme pour le pouvoir. Dans un autre domaine, il récuse l'idée d'une volonté soviétique de « casser » l'alliance entre l'Europe, le Japon et les Etats-Unis : non seulement l'OTAN sert à justifier la domination de Moscou en Europe de l'Est, mais sa dissolution signifierait à court terme l'accession de l'Allemagne et du Japon à l'arme nucléaire, ce que les Soviétiques redoutent plus que tout. Dans le même temps, pense l'auteur, M. Gorbatchev va mener une politique multipolaire, dictée par la volonté d'accéder à une technologie avancée qui ne sera disponible, à court terme au moins, qu'en Europe, au Japon et dans les nouveaux pays industrialisés, les Etats-Unis n'étant pas prêts à lever spectaculairement leurs restrictions sur les échanges technologiques avec leur puissant concurrent. En conclusion, l'auteur cherche à définir une politique pour la future administration américaine qui dépasse la vision manichéenne des idéologues reaganiens. Un livre original et stimulant.

A. G.

COMMUNIST PARTIES IN WESTERN EUROPE. DECLINE OR ADAPTATION ? – Sous la direction de Michael Waller et Meindert Fennema

★ **Basil Blackwell, Oxford, New-York, 1988, 284 pages, 22,50 livres sterling.**

Politologues et militants communistes évaluent la crise que traversent les PC ouest-européens (italien, français, espagnol, portugais, grec, finlandais, suédois, hollandais, belge, allemand, suisse, anglais). Causes du malaise : performances électorales en déclin, relations ambiguës avec l'URSS, tendance aux divisions internes. D'où un problème d'adaptation que peu de PC ont surmonté (l'italien par exemple). Triple adaptation : entre l'internationalisme de principe et les orientations nationales l'emportant souvent depuis 1956 ; entre un présent et un futur incertains, et la position défensive des PC après 1945 et leur peur du changement ; aux courants pacifistes, écologistes, féministes, antiracistes et d'extrême gauche, ignorés ou exécrés par des PC campant sur un « réductionnisme de classe ».

Il est pourtant peu probable, disent les auteurs, que les PC s'effondrent suite à leur crise : la façon dont le centralisme démocratique est pratiqué est devenue une arme que les dirigeants opposent à toute difficulté. Et aussi un obstacle à l'adaptation.

WLADIMIR ANDREFF.

HISTOIRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE BELGE. – Rik Coolsaet

★ **Editions Vie ouvrière, Bruxelles, 1988, 280 pages, 850 F belges.**

Du neutralisme à l'atlantisme, en passant par une foi européenne de la première heure, et la priorité constante donnée aux intérêts économiques... Ainsi pourrait se résumer un siècle et demi de politique étrangère belge, dont un chercheur, proche des socialistes flamands, Rik Coolsaet, trace une fresque brillante, documentée et inédite.

Jusqu'à présent, à l'exception de publications fragmentaires ou confidentielles, personne n'avait tenté une telle synthèse, essayé de démêler les influences extérieures (la France, la *Grande-Bretagne, les Etats-Unis*) et les intérêts particuliers, ceux de la Société générale de Belgique notamment. L'un des chapitres les plus passionnants décrit la manière dont l'uranium du Katanga fut, durant la seconde guerre mondiale, vendu aux Américains par l'Union minière, tandis que, dans la Belgique occupée, les stocks étaient vendus aux *Allemands*, eux aussi lancés dans la course à la bombe atomique... Cet ouvrage apporte aussi une réflexion originale, et engagée, la place que peut ou que devrait occuper un petit pays sur la scène internationale, à l'heure de l'intégration européenne.

COLETTE BRAECKMAN.

ASIE

LAND, POVERTY AND POLITICS IN THE PHILIPPINES. – Marmerlo Canlas, Mariano Miranda, James Putzel

★ **Catholic Institute for International Relations, Londres, 1988, 92 pages, 4,95 livres.**

La terre, la pauvreté et la politique – tels sont les thèmes abordés dans une série d'analyses qui permettent de mieux comprendre les formidables défis qu'affronte le pouvoir aux Philippines. Il faut notamment souligner l'importance de l'apport de Mariano Miranda, banquier philippin, qui, grâce à une passionnante mise en perspective historique, explique l'état actuel de la société. Sa conclusion est tout sauf optimiste, car, écrit-il, Mme Aquino n'a en rien rompu avec la politique d'*« internationalisation »* économique du régime précédent qui a totalement échoué et n'a d'autre part plus guère de sens, étant donné l'état des relations entre le Nord et le Sud endetté.

JACQUES DECORNOY.

AMÉRIQUES

BOYCOTT EN ALABAMA. – Jo Ann Gibson Robinson

★ **Presse du CNRS, Paris, 1988, 241 pages, 98 F.**

Il y a à peine plus de trente ans, dans les autobus municipaux de Montgomery, en Alabama, les places de l'avant étaient réservées aux Blancs, et celles du fond aux Noirs, contraints de rester debout près des sièges vides si ceux réservés à leur race étaient tous occupés. Et tout Blanc pouvait, par ailleurs, exiger qu'un Noir assis dans sa section réservée lui cède sa place.

C'est pour avoir refusé de se lever et de laisser son siège à un voyageur blanc que Rosa Parks fut arrêtée le jeudi 1er décembre 1955. Quatre jours plus tard, la totalité des 50.000 Noirs de Montgomery, dont la patience était à bout – l'année précédente, la Cour suprême avait statué que la ségrégation dans les écoles était contraire à la Constitution – entamaient un boycottage des bus de Montgomery qui allait durer treize mois.

C'est la chronique quotidienne de ce boycottage, où se révéla la personnalité charismatique du pasteur Martin Luther King, que nous livre celle qui en fut la principale inspiratrice, Jo Ann Gibson Robinson. Une inspiratrice qui, trois décennies plus tard, répugne à se mettre en avant – une *« vieille dame digne »*, comme le dit Michel Fabre dans sa préface – et dont le récit permet de mesurer le rôle déterminant des femmes dans le mouvement noir américain.

B. C.

MEXICO AUJOURD'HUI. – Claude Bataillon et Louis Panabière

★ **Publisud, Paris, 1988, 244 pages, 128 F.**

LA GRANDE VILLE EN AMÉRIQUE LATINE. – Claude Bataillon et Jacques Gilard, coordinateurs

★ **Editions du CNRS, Paris, 1988, 90 F.**

« Ici deux étrangers écrivent sur ce qu'ils aiment. » C'est un regard critique et fasciné que portent les auteurs sur la plus grande ville du monde, Mexico, qui vit une formidable mutation. Services urbains, éducation, sport, publicité, organisation du territoire, mode vestimentaire selon l'appartenance sociale, place de la télévision, tourisme et décentralisation industrielle, tous ces chapitres accompagnés de cartes et de photographies permettent de circuler dans les organes d'un « monstre urbain » au passé légendaire.

Le second ouvrage propose les communications de chercheurs français et latino-américains réunis autour du thème de la croissance des métropoles d'Amérique latine, du seizième siècle à nos jours. On remarquera aussi une intéressante approche des villes « latines » des Etats-Unis, et une « plongée » de Claude Fell dans les mythes que reflète l'œuvre de l'écrivain mexicain Carlos Fuentes.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

DANS LES JUNGLES D'UNE VILLE

Le ventre de New-York

***Le Bûcher des vanités*, de Tom Wolfe (traduit par Benjamin Legrand). – Sylvie Messinger, Paris, 1988, 702 pages, 145 F.**

LE magistral roman-reportage de Tom Wolfe, *le Bûcher des vanités*, décrit New-York comme un archipel de pouvoirs sans frein, un territoire où les rapports de force à l'état brut s'exercent sans le moindre habillage de civilité à l'européenne, une préfiguration des mouvements tectoniques de la planète.

A travers le récit de la déchéance d'un *golden boy*, Sherman McCoy, ce sont deux univers new-yorkais, géographiquement proches mais culturellement situés à des années-lumière, qui vont se rencontrer : celui de la « jungle des prédateurs » (1) de Wall Street, et celui d'une autre jungle, celle des « minorités » noire et hispanique, majoritaires dans le quartier du Bronx.

McCoy n'aurait jamais dû quitter le triangle magique de la salle des obligations de la firme Pierce and Pierce – dont il est le courtier vedette, avec des revenus annuels d'un million de dollars, – de son somptueux appartement de Park Avenue et de sa résidence de campagne de Southampton. Il est un des *« maîtres de l'univers »*. Pas plus que les autres jeunes WASPS (2) qui font la pluie et le beau temps à Wall Street, il n'a jamais éprouvé l'ombre d'un doute sur les finalités, ou les conséquences sur autrui, de cette course effrénée au profit.

Avec une petite entorse cependant : sa liaison avec Maria, splendide épouse d'un vieux financier juif. Liaison fatale qui va faire basculer son existence. De retour de l'aéroport où il est allé chercher Maria, McCoy manque une sortie de l'autoroute et se perd dans le Bronx. Une mini-barricade ; deux jeunes Noirs ; une manœuvre brutale du coupé – dont Maria a pris le volant – et le bruit étouffé d'un choc : le jeune Henry Lamb, lycéen modèle, a été touché.

NAGUÈRE fief des juifs, des Italiens et des Irlandais, le Bronx a aujourd'hui les couleurs de l'Afrique et des Caraïbes, mais il est encore « tenu » par l'appareil du Parti démocrate. Aux prochaines élections, le mandat du procureur, Abe Weiss, juif, est en jeu. Pas facile de s'assurer les voix des Noirs et des Latinos quand on préside au fonctionnement d'une machine judiciaire dont la « clientèle » est presque exclusivement composée de membres de ces deux communautés. Sauf si on arrivait à trouver un grand coupable blanc.

McCoy est un candidat-coupable parfait : délit de fuite et homicide involontaire. Pour son malheur, il se trouve dans une autre ligne de mire tout aussi redoutable : celle du pouvoir médiatique incarné par un journaliste du *City Lights*, qui a besoin de « sortir » une grosse affaire pour éviter le licenciement. Les « maîtres de l'univers » peuvent bien, à l'étranger, faire trembler gouvernements et entreprises, mais, à New-York, ils ne font plus la loi hors de Manhattan. Sherman McCoy va en faire l'expérience.

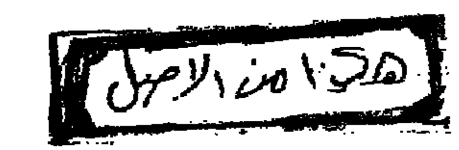
Une expérience qui dépasse son cas personnel : face à la solidarité du Bronx autour de la mère du jeune Henry Lamb, Wall Street et Park Avenue ne manifestent ni esprit de corps ni soutien de classe. Chacun pour soi. Le sol se dérobe sous les pieds de McCoy : sa femme le quitte, les copropriétaires de son immeuble le prient de déguerpir ; à Pierce and Pierce, on ne le connaît plus ; son avocat renonce à sa défense...

Pour répondre à certaines critiques de l'intelligentsia new-yorkaise, Tom Wolfe leur a demandé de sortir de leurs beaux appartements et d'aller juste en banlieue y découvrir le tiers-monde. Ecrit avant le krach boursier d'octobre 1987, ce *Bûcher* n'est pas seulement celui des vanités mais celui d'une société de casino qui fait injure à tout ce qui n'est pas elle. D'où la sourde inquiétude – au-delà de l'ironie triomphante – qui émane de ce livre : et si ces deux mondes finissaient un jour par s'affronter, et pas seulement dans une salle d'audience du Bronx ? Et peut-être pas seulement à New-York ?

BERNARD CASSEN.

(1) Voir Frédéric Clairmonte, « Dans la jungle des prédateurs », *le Monde diplomatique*, novembre 1987.
(2) White Anglo Saxon Protestant : Anglo-Saxon protestant blanc.





livres du mois

SOCIÉTÉ

POTENZA E POTERE. LA FLUTTUAZIONE GIGANTE DELL'OCCIDENTE. – Giorgio Ruffolo

★ Saggi tascabili Laterza, Bari, 1988, 140 pages, 15 000 lires.

L'actuel ministre de l'environnement du gouvernement italien, Giorgio Ruffolo, n'est pas seulement un technicien du pouvoir : avant de se débattre dans les problèmes écologiques (pollutions variées de l'air et de la mer), il a accumulé une réflexion politique qui, après *la Qualité sociale* (1975), *les Voies du développement* (1985), débouche aujourd'hui sur *Puissance et pouvoir*. Sa pensée, inspirée de l'âge des Lumières, refuse le technicisme bricoleur des politiciens à courte vue et propose une lecture de l'histoire de l'Occident à partir des deux concepts qui informent sa réflexion. La puissance, ce sont à la fois les virtualités de l'homme pourvu de passions et de libre arbitre et sa vocation à transformer la nature ; le pouvoir, c'est le contrôle politique qui régule l'homme et son action. Empruntant à Prigogine l'idée de la fluctuation géante, il soutient qu'à partir du XIe siècle le pouvoir a essayé de rattraper la puissance qui lui échappait toujours davantage. Aujourd'hui, la puissance capitaliste s'impose à toute la planète sans distinction d'idéologie ; jamais le pouvoir politique n'a été à ce point assujetti. Ce qui conduit les Etats à un immobilisme privé de perspective d'avenir. Réflexion brillante et stimulante ! Le ministre socialiste ose casser les tabous du tout-économique, de la croissance quantitative, de l'égoïsme sacré des nations. Il débouche même sur l'utopie, qui seule permettrait la domination de la puissance économique planétaire : un pouvoir mondial capable de l'impulser. *C'est à ce prix que le pouvoir politique sortira* de sa muraille de Chine pour affronter de nouveau l'à-venir.

PHILIPPE RENARD.

L'APOCALYPSE NUCLEAIRE ET SON CINEMA. – Hélène Puiseux

★ Cerf, coll. 7e Art, Paris, 1988, 238 pages, 140 F.

Un modèle. L'ouvrage d'Hélène Puiseux, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études en sciences sociales, est effectivement un modèle d'analyse. Il est fort rare que des études thématiques sur le cinéma possèdent une telle rigueur et une telle richesse. Prenant pour base 107 films de toutes nationalités qui traitent de la destruction atomique, l'auteur montre comment l'ensemble de ces films élaborent une légende de notre futur. « *Ils disent que la vraie victime de l'atome c'est la famille, dispersée, pourchassée par les dictatures, piétinée par les monstres, vaincue par la stérilité.* » Mais ils admettent une certaine forme d'espérance et insistent à proposer, après la bombe, un monde nouveau.

IGNACIO RAMONET.

MULTIPLICATION DES APPARITIONS DE LA VIERGE AUJOURD'HUI. – René Laurentin

★ *Fayard, Paris, 1988, 168 pages, 85 F.*

En août dernier, à Paris, dans le somptueux duplex d'un milliardaire syrien, la Vierge est apparue à plusieurs reprises à M. Bassam Assaf, dont les mains, depuis, ruissellent « *miraculeusement* » d'un liquide gras qui aurait la faculté de guérir. Tous ceux que cette information a laissé sceptiques se rapporteront fort utilement à l'ouvrage de l'abbé René Laurentin, qui a multiplié les enquêtes sur les récentes et multiples apparitions de la Vierge aux quatre coins du monde (Venezuela, Rwanda, Corée, Yougoslavie, Mexique, Espagne, Egypte...). On y découvre, par exemple, que déjà, en 1982, à Damas, une icône « *a exsudé de l'huile, goutte à goutte* » chez une jeune femme, Myrna, que bientôt « *les mains de Myrna ont aussi répandu de l'huile* » ; puis que des malades ayant demandé « *une onction de l'huile miraculeuse, ils ont été guéris* » ; et qu'enfin « *la Vierge est apparue à Myrna* ».

L'auteur constate une « *démocratisation des apparitions* » en ce temps de crise ; les voyants ne sont plus « *des enfants, des filles, des bergères...* ». Selon lui, ces apparitions ne répondent pas à une stratégie d'ensemble, elles se présenteraient plutôt comme des « *cris du ciel* » visant à actualiser l'Evangile.

I. R.

IMMIGRATION ET SITUATIONS POST-COLONIALES. – Abdelkader Belbahri

★ L'Harmattan-CIEMI, Paris, 1988, 198 pages, 120 F.

Grâce à cette collection sont publiées des thèses qui autrement seraient condamnées à *l'enfermement dans des bibliothèques* universitaires. Celle d'Abdelkader Belbahri mérite d'être lue, car elle fournit quantité de repères pour tous ceux qui sont concernés par les problèmes liés à l'immigration. Ce n'est pas sa première partie qui veut poser les bases théoriques d'une étude des « minorités en situation post-coloniale », qui est la plus intéressante : son bilan de la sociologie des migrations en France et de la sociologie des relations raciales souffre de la comparaison avec des auteurs comme avec Noiriel ou Oriol, certaines lacunes bibliographiques et le décalage entre l'achèvement de ce travail (1982) et sa publication sont sensibles. Par contre, la seconde partie consacrée à une enquête dans l'agglomération lyonnaise est riche d'indications, d'analyses, des pistes sur les *ZUP* et la « galère » des jeunes. La marche des beurs, des mouvements comme Convergence-84, ont eu leur origine dans le milieu étudié ici. Une actualisation de cette enquête serait précieuse.

CLAUDE LIAUZU.

LA FRANCE ILLETTRÉE. – Jean-Pierre Vélis

★ Le Seuil, Paris, 1988, 272 pages, 110 F.

L'illettrisme est sans doute l'un des phénomènes à la fois les plus mal connus et les plus graves dans les sociétés occidentales d'aujourd'hui. Il est confiné dans une discrétion qui touche à la dissimulation – et d'abord chez ceux qui en sont les victimes. Le journaliste Jean-Pierre Vélis s'est livré à une longue et minutieuse enquête qui permet d'en dresser le tableau pour la France. Il rappelle que les illettrés savent lire et écrire, mais sont incapables, selon la définition de l'UNESCO, d'« *exercer toutes les activités* (nécessaires à) *leur propre développement et celui de leur communauté* ». Quant à leur nombre exact, il oscille selon les estimations entre trois cent mille et... huit millions de personnes ! Les illettrés représentent, de fait, une « *infra-population* » disqualifiée d'office et maintenue à l'écart de la société. Si, dans dix ans, la France doit compter « 80 % de bacheliers », voilà un sérieux défi dont ce livre souligne toute l'urgence.

MICHEL RAFFOUL.

DROIT

L'UNIVERSALITÉ EST-ELLE MENACÉE ?. – Rapport des Nations unies

★ Nations unies, Genève, 1987, 189 pages, 5 dollars.

Les Nations dites « unies » tentent un retour sur elles-mêmes à l'occasion de leur quarantième anniversaire. Le titre de l'ouvrage publié à cette occasion est prudent et ouvre une problématique inquiète plutôt que l'analyse d'un échec.

La question institutionnelle est évitée, à savoir la remise en question par les Etats-Unis de la règle : un Etat = une voix, au nom du principe selon lequel les décideurs devraient être les payeurs.

L'ouvrage est en revanche centré (et c'est là son mérite) sur les aspects juridiques, culturels et économiques de la recherche d'universalité. Il montre comment les rares obligations universellement acceptées sont en réalité privées de substance, comment en réalité « *les forts se respectent entre eux mais continuent à mépriser les faibles* » (p. 32), comment le libéralisme du laisser-faire et le fondamentalisme religieux sont des obstacles à une conception universelle et respectée des droits de l'homme, comment la conception technocratique de l'assistance technique et la fragmentation du discours économique sur le développement sont des freins à ce dernier. Enfin certaines contributions rappellent que le développement est un objectif d'essence politique, actuellement assimilé à un phénomène d'occidentalisation du monde, ce qui ne saurait se confondre avec la réalisation de l'universalité.

M. CHEMILLIER-GENDREAU.

« Nous, le peuple », d'Elise Marienstras

Par YVES FLORENNE

« WE, the People of the United States... », ainsi s'ouvre le préambule de la Constitution de 1787. Réplique spontanée ou volontaire, en tout cas majestueuse, au rituel « *Nous, le Roi* », et qui implique aussi : « *par la grâce de Dieu* ». Elise Marienstras (1) marque le caractère « *énigmatique* », à tout le moins ambigu, de la formule des Pères fondateurs. Quel peuple, au juste, sous cette majuscule ? Abstrait ? A venir ? Ou à inventer ? Et qu'est-ce que cette révolution baptisée aussitôt « américaine » ? Ce qui annonce déjà la prétention impériale à être le continent tout entier ? La fameuse formule de Monroe ne signifiera pas autre chose : l'Amérique est, appartient, aux nouveaux Américains. Dès le commencement, la marche vers l'Ouest en cache une autre sous le western : l'« *emprise* », au sens propre qui est militaire, sur un Sud déjà conquis par d'autres qu'en l'annexant ou le dominant on se flatte de libérer.

Comment, toutes proportions gardées, ne pas songer à Hitler, pour qui l'Allemagne, c'est l'Europe, avec ses Indiens *et ses Nègres à liquider ou à exploiter ? En Amérique, le* paradoxe, c'est que la plus vaste, puissante, victorieuse entreprise coloniale fut l'œuvre de colons assujettis, qui ne s'affranchiront qu'à seule fin d'établir un empire. Aussi, l'auteur comme tout le monde parle (ce sont même ses trois premiers mots) de « *la* nation américaine ». Seul, pourtant, l'article indéfini aurait dû convenir : « américaine », elle l'est, certes, mais avec vingt-six autres. Chacun sait qu'à de rares exceptions près, et encore, ce fut vite une fiction.

Aux yeux d'Elise Marienstras, cette nation bâtie de toutes pièces en un jour « *surgit dans l'histoire plus visiblement que d'autres* ». Tout simplement parce que, plus encore que quelques autres, elle est artificielle. L'auteur l'ignore si peu que, à peine l'a-t-il, par la force des choses, baptisée qu'il pose la question : « *Qu'est-ce qu'un Américain ?* » Pour constater que, des multiples réponses qu'elle a appelées, aucune ne signifie l'identité à l'Amérique. Il est vrai que cette nation encore dans les limbes ne pouvait guère faire autrement que s'annexer ce nom commun, puisque, de nom propre, *elle n'en a pas*. « *Qu'est-ce qu'un Américain ?* » Mais qu'est-ce qu'un Soviétique ? Est-ce un hasard si les deux empires de ce temps ont, pour se nommer, un sigle de société anonyme ?

Toutefois, pour l'un, son idéologie voulait que « Russe » restât non-dit. Tandis que l'idéologie que s'est forgée la nation, née à la fois par génération spontanée et par décret avec sa vocation impériale, lui commandait au contraire d'afficher franchement la couleur. Alors que dans la Russie *soviétique subsistent, au moins comme une sorte de sous-*titre, le nom des diverses nationalités (et la conscience d'elles-mêmes qu'elles ont gardée, comme on le voit avec quelque éclat aujourd'hui), l'« Amérique » a conservé à ses états unis leur nom colonial, ou les a empruntés à l'onomastique indienne.

Dans ses *Mythes fondateurs de la nation américaine*, Elise Marienstras avait étudié l'idéologie nationaliste dans une nation sans passé, simple « *artefact* ». Sa thèse d'aujourd'hui montre, en le démontant, le mécanisme d'un nationalisme préfabriqué dont la nature a « *échappé aux regards les plus critiques* ». Car « *les Américains se sont faits nationalistes avant même d'avoir une nation* ». Privés de mythes qui leur soient propres, et longuement élaborés dans le travail des siècles, ils auraient voulu, selon l'auteur, se ressourcer aux mythes fondateurs de l'Occident. On les voit surtout boire à ceux de la Rome antique, lesquels étaient déjà de seconde main ; c'était en tout cas se choisir un modèle peu rassurant.

IL ne faut pas moins ne pas perdre de vue que ce nationalisme est d'essence divine. Nation vierge et déjà triom*phante, telle qu'on n'en vit jamais, puisque Israël fut vaincu,* abandonné, dispersé, l'« Amérique », elle, vaincra, qui a été *créée* pour accomplir sur une terre purifiée les desseins de Dieu. Les Fondateurs nous apparaissent comme une sorte de Moïse collectif recevant les Tables de la Loi sur quelque *Sinaï de la Nouvelle-Angleterre. Aussi bien, dès l'origine, quand* la nation, fuyant une Europe incurablement vouée au péché, n'était encore qu'esprit, il advint déjà que le travail des élus fut providentiellement facilité. « *Dieu a voulu*, écrivait l'un d'eux, *qu'une peste emporte la plupart des sauvages pour nous faire place.* »

Pour accomplir sa mission sacrée : fonder et faire triompher, avec ou sans peste, la nation « *blanche et civilisée* », il fallut bien enfin rejeter la « *race* » (sic) anglaise. Quant aux autres *races*, on avait commencé à les refouler en débarquant. Restait la plus menaçante, dont la présence était tenue pour particulièrement « *illégitime* » : l'engeance française. Il s'agit donc d'« *éliminer les turbulents Gaulois* ». On n'accueillera pas moins leur aide dans les périls. Tels sont *les commencements d'une amitié légendaire, qui, sous ces* couleurs contrastées, se poursuivra encore chez Roosevelt.

Elise Marienstras décrit l'autre guerre d'indépendance : celle des Indiens, et les diverses résistances rencontrées par le nationalisme américain et sa révolution contestée. *Ainsi,* aux « *luttes ethniques* » s'ajoutent les « *luttes de classes* ». Le livre dissipe l'illusion entretenue d'une active participation populaire à cette révolution de dirigeants. Il est vrai que les classes peu ou prou possédantes y sont le plus grand *nombre. L'auteur produit maints témoignages et docu*ments (2), d'où il résulte que, chez ce grand nombre, grande est aussi l'indifférence politique : il y a simple adhésion à une société qui protège les biens et assure une sorte de liberté qui est essentiellement celle de commercer, exploiter, consommer. C'est ce comportement que, plus d'un siècle à l'avance, Tocqueville, dans son étonnante lucidité, redoutait pour nos démocraties modernes et contre lequel il met vigoureusement en garde.

On conclura avec l'auteur sur l'ambiguïté d'une étrange « *religion civile* » qui implique l'« *adoration* » de l'Etat-nation, et semble en même temps inviter à la méfiance envers le gouvernement (qui se garde de dire son nom), tout en ayant pris grand soin de confondre l'un et l'autre.

(1) Eglise Marienstras, *Nous, le peuple*, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », Paris, 1988, 486 pages, 150 F.

(2) L'ouvrage comporte un impressionnant répertoire des sources de toutes natures et provenances : pas moins de 730.
Sur le sujet, dans une perspective différente, rappelons le livre de Dick Howard, *Naissance de la pensée politique américaine* (Cf. *le Monde diplomatique* de septembre 1987).

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ATLAS STRATÉGIQUE. – Gérard Chaliand, Jean-Pierre Rageau

★ Editions Complexe, Bruxelles, 1988, 223 pages, 79 F.

Entièrement revue et mise à jour, voici, en collection de poche, une nouvelle édition de l'*Atlas stratégique* paru pour la première fois en 1983. Il reprend les deux innovations qui avaient marqué à l'époque : la place nouvelle accordée aux océans – 71 % de la surface du globe – et le rejet d'une perception occidentalo-centriste : la vision du monde présentée varie suivant que l'on se place à Paris, Washington, Moscou, Téhéran ou New-Delhi. En outre, toutes les données plus classiques nécessaires à une compréhension de la « géopolitique des rapports de force dans le monde » : économiques, militaires, démographiques... ainsi qu'une représentation des conflits.

A. G.

ATLAS GÉOPOLITIQUE. – Alexandre de Marenches

★ Stock, Paris, 1988, 217 pages, 198 F.

Tout le monde connaît les opinions de M. de Marenches, qui fut chef des services secrets français de 1970 à 1981. Sa vision du monde marque bien évidemment cet atlas – bien illustré mais contenant de nombreuses erreurs – et qui est divisé en six parties : géographie physique et humaine ; les empires à travers l'histoire ; les deux blocs face à face ; les échanges internationaux et les voies de communication ; le tour du monde des conflits ; les problèmes d'avenir (démographie, espace, Pacifique...). Toutefois, c'est avec une certaine surprise qu'on apprendra que la chute du chah d'Iran serait due à la « *naïveté angélique* » du président Carter ou que le coup d'Etat de Nasser en Egypte en 1952 a été organisé par l'ambassade soviétique...

A. G.

L'ÉTAT DU MONDE 1988-1989

★ La Découverte, Paris, 1988, 633 pages, 130 F.

Deux innovations marquent cette nouvelle édition : l'étude des 197 États est complétée par une présentation géopolitique des grands ensembles régionaux qui permet de situer chacun des pays dans une perspective plus vaste qui allie histoire et géographie : 17 chronologies – régionales ou thématiques – regroupent les principaux événements et constituent un « journal de l'année ». Un dossier spécial est consacré aux droits de l'homme et à la démocratie : des espoirs et déboires des « démocraties retrouvées » – en Amérique latine ou aux Philippines – à la lutte contre la torture.

A. G.

THE INTERNATIONAL WHO'S WHO 1988-89.

★ Europa Publications, Londres, 1988, 1686 pages, 90 livres.

Cette cinquante-deuxième édition du célèbre annuaire contient 18 000 entrées, 1 500 de plus que la précédente. Une attention particulière a été accordée aux personnalités soviétiques et chinoises, dont plusieurs font leur apparition dans ce dictionnaire. Notons aussi, parmi les nouveaux élus, Mme Nancy Reagan, le colonel Oliver North, Madonna, Michael Douglas et notre ami Plantu.

A. G.

RÉGIONS

TOSCANE. Le balcon de la vie

★ Autrement, hors série n° 31, Paris, mai 1988.

La Toscane est un mythe qui ne cesse de bourgeonner, le dernier avatar en est le numéro 31 de la revue *Autrement*, coordonné par Ornella Tondini et pourvu d'une iconographie originale. Divisé un peu artificiellement en trois parties – *des lieux, des hommes, des rêves*, – il fournit un matériel abondant, riche et inégal. Rompant avec un passé prestigieux et encombrant, il a le mérite d'affronter les problèmes du présent.

L'appétit du lecteur est excité par les *facettes* inconnues de cette Toscane insolite de la commercialisation du brunello (vin renommé) aux astuces géniales des restaurateurs de meubles anciens, du musée d'art moderne de Prato et de la passion artistique de certains industriels à l'économie décentralisée de villes moyennes qui ont fait la richesse de la région (même si le modèle a du plomb dans l'aile à Prato), de l'immigration des bergers sardes à la réussite de la maison d'édition Olschki jadis persécutée par le fascisme. Le catalogue est alléchant ; les « témoignages » de non-Italiens, tels Léo Ferré et Joris Ivens, sont affligeants, mais il ne manque ni Luzi, ni Tobino, ni Primo Conti, ni Michelucci (admirable texte) ni Berio, avec en prime Tabucchi.

Ph. R.

HISTOIRE

YALTA. – Jean Laloy

★ Robert Laffont, Paris, 1988, 218 pages, 85 F.

Diplomate, l'auteur a participé à de nombreuses négociations Est-Ouest, ce qui l'a conduit à devenir un soviétologue des plus avertis. Il fut l'interprète de de Gaulle lors du tête-à-tête avec Staline. Mais il n'était évidemment, et malheureusement, pas à Yalta. Son propos n'est donc pas de « raconter » cette conférence mais de l'analyser.

Jean Laloy rapporte les trois interprétations qui furent données des arrière-pensées des participants : répondre à l'« attente révolutionnaire » de l'Europe ; partager celle-ci entre les deux empires victorieux ; enfin, il s'agirait d'une dernière victoire, diplomatique celle-là, des Etats-Unis. Car tel aurait été « l'effort ultime » de Roosevelt pour « *préserver l'entente avec l'Union soviétique* ». Le malheur, c'est qu'il n'était plus capable de cet effort. Reste que tels avaient bien été son dessein et sa volonté ; alors que « *l'Europe n'était pas sa pensée dominante* ». C'est une litote. Il ne rêvait pas moins de remodeler cette Europe selon ses vues, dans la grande ignorance qu'il avait d'elle. On connaît le résultat : quarante ans de guerre plus ou moins froide. Toute cette histoire est l'objet du livre, dans la perspective d'une leçon politique pour le présent et l'avenir. La conclusion tient dans la dernière ligne : « *Ne pas sortir de Yalta, mais tirer la leçon de Yalta.* » L'auteur ne saurait l'ignorer : c'est trop simple pour n'être pas difficile.

Y. F.

● LES FILLES DU PASTEUR ANDERSON – DEUX SIÈCLES DE FRANC-MAÇONNERIE MIXTE ET FÉMININE EN FRANCE. – Jean-Pierre Bacot *(134 pages, 90 F, EDIMAF, 16 bis, rue Cadet, 75009 Paris)*. Malgré quelques noms prestigieux (l'impératrice Joséphine, Louise Michel...), une histoire fort mal connue est ici présentée en termes clairs, avec chronologie, tableaux, organigrammes, etc.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

LE COMBAT POUR LES DROITS DE L'HOMME

Des militants non protégés

Par FABIENNE ROUSSO-LENOIR *

5 juin 1988, Joseph Lafontan, cofondateur de la Ligue haïtienne des droits de l'homme : *« Notre vie, ce sont les droits de l'homme. Nous irons jusqu'au bout. »*

11 juillet 1988 : le corps de Joseph Lafontan est retrouvé dans une rue de Port-au-Prince.

Il avait été battu à mort par des inconnus.

LES quarante années qui se sont écoulées depuis l'adoption, le 10 décembre 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont vu, d'est en ouest et du nord au sud, se dessiner un courant continu d'hommes et de femmes qui, en marge de toute appartenance politique, ont pris conscience et possession du devoir d'assumer les droits de l'homme au nom de la condition humaine. Unissant ceux qui ne luttent ni pour leurs droits ethniques, confessionnels, syndicaux, économiques ou politiques, mais pour le droit à ces droits, ce mouvement s'inscrit dans un cadre juridique précis, celui des textes internationaux qui non seulement établissent la légalité de l'action individuelle pour les droits de l'homme, mais encore appellent à cette action (1). Pourtant, rien encore dans cet édifice n'assure la protection de ces militants exposés tout autant que les victimes à l'arbitraire des régimes oppressifs.

Dans la logique de ces régimes, l'affirmation de la primauté du droit est une activité subversive, et ceux qui s'organisent pour porter assistance à personne en danger deviennent à leur tour des individus dangereux : de nouvelles victimes. Qu'ils soient publiquement dénoncés comme guérilleros, agents de l'Est ou de l'Ouest, traîtres à la patrie ou comploteurs, fous ou extrémistes, une répression spécifique vise maintenant les militants des droits de l'homme, ainsi que les avocats ou les magistrats qui tentent de rendre justice. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a vu, en deux ans, plusieurs de ses ligues, ou associations correspondantes, diffamées, menacés, interdites, et leurs membres emprisonnés ou assassinés en Algérie, en Afrique du Sud, en Colombie, au Guatemala, au Honduras, en Pologne, au Salvador, à Singapour, en Tchécoslovaquie, en Tunisie.

« Les disparitions forcées d'avocats des victimes et des défenseurs des droits de l'homme, du fait d'agents des gouvernements, semblent en augmentation. Un sort identique est réservé aux parents des personnes portées manquantes, notamment ceux qui ont des postes importants dans les organisations qui s'occupent des victimes de la répression. » Cette observation du groupe de travail sur les disparitions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (2) met en évidence les effets contradictoires et ambigus que l'exercice des droits de l'homme produit, selon les instances, nationales ou internationales, qui lui répondent.

Depuis l'adoption de la Charte des Nations unies et l'avènement d'un droit international positif visant la protection universelle des droits de l'homme, la souveraineté nationale n'est plus ce mur d'enceinte à couvert duquel le gouvernement du moment pouvait, au nom de l'Etat, commettre tous les abus. La Déclaration universelle des droits de l'homme est la pierre blanche qui marque la victoire contre le fascisme : la naissance d'une communauté internationale organisée associait la souveraineté, la liberté et la sécurité des Etats à celles des hommes qui les composent.

Comme le pensait René Cassin, *« la mise en application effective des droits de l'homme dans et par chaque nation...* [ne peut se faire que grâce à] *une protection nationale sans fissure* (3) », et c'est seulement lorsque l'Etat manque à l'obligation de promouvoir et de respecter ces droits, autant que de les protéger en garantissant un recours utile contre leur violation, que la protection internationale se substitue à celle qui lui incombe. Impeccable logique aujourd'hui devenue sophisme, car manquent en réalité les moyens de protection des titulaires de ces droits.

Le développement normatif n'a cessé de préciser le contenu des droits de l'homme et de souligner l'importance du rôle et de la responsabilité des individus dans leur mise en œuvre et leur défense ; les grandes conventions prévoient des voies de recours individuel contre d'éventuelles violations, reconnaissent très largement le rôle des organisations non gouvernementales internationales qu'elles associent étroitement à leurs travaux (4). Grâce, sans doute, à leur impulsion, elles ont multiplié les organes et les procédures d'accès direct, leur permettant de connaître des communications et plaintes individuelles et de rendre compte de violations massives, flagrantes et systématiques des droits de l'homme. On a ainsi constamment progressé vers un système régulier de constatation des violations et de surveillance des Etats contrevenants, alors que, pour les individus qui recourent à ces procédures, aucune juridiction universelle n'a été mise en place, aucune mesure de protection concrète n'a été adoptée. Sans prendre garde qu'on exposait ceux pour qui le devoir de protéger les droits de l'homme devient une responsabilité particulièrement risquée. La sinistre situation décrite par le groupe de travail sur les disparitions met en lumière ce déséquilibre.

Des engagements violés

LA contrainte morale peut expliquer que des conventions soient ratifiées et des résolutions votées par des Etats qui pourtant enfreignent leurs propres engagements. Mais croire, ou s'arranger pour croire, que cette seule contrainte les obligera à modifier leur comportement, une fois passée la porte du palais des Nations, fait de ce système une gigantesque boîte de Pandore sans fond.

Car ces mêmes Etats se plient aux mécanismes internationaux pour faire bonne figure démocratique, tout en cherchant à en déjouer le fonctionnement et à en barrer l'accès aux défenseurs des droits de l'homme. Ceux-là, au contraire, porte-voix d'une communauté collectivement menacée par des violations systématiques, commises ou tolérées par les institutions étatiques, sont encouragés par l'approbation de résolutions qui, dénonçant les faits, réaffirment leurs droits. Nombreux sont ceux qui, tentant de faire valoir ces droits, en deviennent les victimes, payant de leur vie le fait d'alerter les organes internationaux ou de témoigner devant eux.

Certaines dispositions concrètes pourraient contribuer à la fois à renforcer les instances internationales et à protéger les personnes qui y recourent. Elles sont déjà en vigueur sur le plan européen et, *mutatis mutandis*, pourraient s'appliquer à l'ONU.

La convention européenne des droits de l'homme a, depuis 1969, établi un *« accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des droits de l'homme »*. Ce texte, applicable aux requérants, à leurs représentants, aux avocats qui les peuvent assister, aux témoins, experts ou autres personnes appelées à participer aux procédures, prévoit l'immunité de juridiction à l'égard de leurs déclarations, ainsi que des pièces qu'elles soumettent ; il protège également le droit, pour ces personnes, de correspondre librement avec la Commission et la Cour, précisant, pour les détenus, qu'ils ne pourront faire l'objet d'aucune mesure disciplinaire pour leur avoir transmis des communications.

Révéler la répression

SI, à l'ONU, l'état du droit en la matière est encore balbutiant, la pratique de certains organes ouvre déjà une voie au développement positif.

En 1971, la Commission des droits de l'homme a chargé un groupe de travail d'élaborer les *Règles de procédures types applicables par les organes de l'Organisation des Nations unies qui ont à connaître des violations des droits de l'homme* (5) sur la base d'un projet préparé par le secrétaire général (6). Celui-ci prévoyait un standard de mesures protectrices, l'organe compétent, ou l'organe *ad hoc*, nommé par lui pouvant demander à tout Etat de lui accorder toute l'assistance nécessaire pour bien s'acquitter de ses fonctions. Il était précisé qu'une telle assistance pourrait consister notamment à *« prendre les dispositions nécessaires pour qu'aucun obstacle ne vienne empêcher les représentants et les témoins d'assister aux réunions de l'organisme spécial et à assurer, le cas échéant, à tout témoin ou toute personne comparaissant devant cet organisme la protection voulue contre tous actes de violence ou d'intimidation, toutes menaces ou représailles, ou toutes mesures discriminatoires dont ils pourraient être l'objet en raison du fait qu'ils assistent auxdites réunions et donnent leur témoignage, et contre toutes poursuites judiciaires dont ils pourraient faire l'objet du fait de leur témoignage* (7) ».

Le Conseil économique et social se contenta de prendre note des rapports du groupe et de les porter à l'attention des organes concernés (8).

Facultatives, ponctuelles, temporaires, subordonnées au bon vouloir des puissances du moment, dotées d'un champ d'application particulier et restreint, ces mesures permettent pourtant de dégager des normes déjà coutumières qui, unifiées et élargies, pourraient être adoptées par tous les organes chargés des droits de l'homme, conventionnels ou non, sous forme d'un règlement commun, applicable à toute personne ou groupe participant, sur un plan national, régional ou international, à l'accomplissement de leurs mandats.



Bien que la Commission des droits de l'homme prépare, depuis 1981, une déclaration affirmant la nécessité de protéger les militants des droits de l'homme, et que, notamment grâce aux efforts de la FIDH, la dernière réunion de la Sous-Commission, ait adopté une résolution allant dans ce sens, les organes de l'ONU continuent de ne pas s'interroger sur leurs propres rôle et responsabilité.

Ne nous y trompons pas : c'est l'avenir du projet le plus raisonnable que l'humanité ait jamais donné à son histoire qui est ici en jeu, car l'action pour les droits de l'homme va plus loin que d'empêcher les forces au pouvoir de réprimer en rond, elle révèle cette répression au monde dans le souci d'en défendre les victimes. Ecole d'une résistance uniquement armée par le droit, elle menace à long terme les raisons de ce pouvoir abusif, en profilant sur l'ensemble de la société un projet ressenti à la fois comme source, mode de vie et moyen de défense de la démocratie. Cette démocratie dont l'avènement est la raison même des Nations unies et vers laquelle la vocation de l'ONU est d'accompagner les peuples...

---

* Secrétaire générale adjointe de la Fédération internationale des droits de l'homme.

(1) Cf. les préambules de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du pacte international relatif aux droits civils et politiques.

(2) E/CN4/1987/15 § 122, document de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

(3) René Cassin : Introduction au 3e volume d'*Etudes et Documents*, revue annuelle du Conseil d'Etat, 1949.

(4) Rappelons que les individus formant les peuples n'ont, par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales, qu'une voix consultative dont le statut est soumis au consensus des Etats. Hormis la sous-commission des droits de l'homme, composée d'experts statutairement indépendants, mais dont la nomination et l'action sont, trop souvent, sujettes aux pressions diplomatiques, les organes des Nations unies chargés des droits de l'homme sont uniquement composés d'Etats.

(5) E/CN4/1086, 6 mars 1972, 28e session, document de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, et E/CN4/1134, 1er février 1974, *id.*, 30e session.

(6) Note E/CN4/1021/Rev. 1-1971, document de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, 27e session.

(7) *Ibid*, section VIII : Coopération avec les Etats membres, art. 17, aiii.

(8) Résolution du Conseil économique et social, R. 1870 (LVI), 17 mai 1974.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1988 a été tiré à 168 000 exemplaires.

